TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 11 081 · DERNIÈRE ÉDITION · MARDI 16 SEPTEMBRE 1980

Un projet d'assainissement du littoral breton et atlantique est approuvé par le gouvernement

LIRE PAGE 48



Fondateur : Hubert Beuve-Méry · Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 255 CFA ; Danemark, 4,75 kr.; Espagne, 50 pes.; G.-B., 35 p.; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 rls. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 700 l. ; Liban, 300 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 35 esc. ; Sénégal, 225 CFA ; Suède, 3,75 kr. ; Suisse, 1,20 fr.; E.-U., 85 cts; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 26

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Un échec pour M. Trudeau

Moins de quatre mois après sa victoire sur les partisans de l'indépendance du Québec lors du référendum du 20 mai, M. Pierre-Elliott Trudeau vient de subir un revers dans sa tentative de réviser la Constitution du pays. La conférence « de la dernière chance », réunissant autour de lui les premiers ministres des dix provinces, s'est terminée samedi 13 septembre sur un constat d'échec. Le chef du gouvernement, isolé, n'a pas réussi à imposer aux provinces sa conception d'un fédéralisme centralisé.

Le Canada selon M. Trudeau est plus que la somme de ses dix provinces. Il ne peut pas être simplement une libre association de ces dernières « l'intérêt national étant supérieur à l'intérêt de chacune d'entre elles ». Pour celles-ci, au contraire, le gouvernement fédéral tient sa légitimité de l'union que quatre d'entre elles contractèrent en 1867 pour créer le Canada. D'où le « malentendu historique » qui paralyse une réforme des institutions jugée par tous indispensable.

Convaincu qu'il fallait profiter du climat créé par le référendum québécois et croyant que le Canada anglais était prêt à faire des concessions importantes pour ne plus avoir à craindre l'éclatement du pays, M. Trudeau avait décidé d'agir vite. Dès le 9 juin, il réunissait les chefs des gouvernements provinciaux pour préparer des négociations constitutionnelles qui devaient durer tout l'été. Selon lui, la conférence de septembre — la seizième du genre depuis 1927 — devait être décisive et mettre fin à cinquante-trois ans de consultations infructueuses.

En fait, si la Constitution canadienne (l'Acte de l'Amérique du Nord britannique qui créait le Canada en 1867) est encore aujourd'hui une loi du Parlement de Londres, c'est parce que les provinces ne veulent pas autoriser Ottawa à « rapatrier » la Loi fondamentale aussi longtemps qu'elles n'auront pas obtenu des garanties sur la répartition des pouvoirs entre les deux niveaux de gouvernement et sur leur participation au processus de révision constitutionnelle.

Jusqu'à ces dernières années, seul le Québec défendait ouvertement cette position, et il avait fait échouer au dernier moment la conférence des premiers ministres qui, en 1971, à Victoria, en Colombie-Britannique, n'avaient jamais été aussi près d'un accord.

Cette fois, plusieurs provinces anglophones se sont ralliées au point de vue du Québec et ont défendu l'idée d'un Canada très décentralisé. Toutes les provinces, à l'exception de l'Ontario, qui a toujours été le principal bénéficiaire du système politique, demandent d'ailleurs, à des degrés divers, une plus large autonomie. Celles de l'Ouest veulent obtenir la propriété exclusive de leurs ressources naturelles. Terre-Neuve exige la même chose pour son pétrole « offshore » et revendique la juridiction sur la pêche. Le Québec s'oppose à toute ingérence du gouvernement fédéral dans le domaine de l'éducation.

Fort de l'appui de l'opinion publique, M. Trudeau a menacé à plusieurs reprises d'en appeler directement au peuple par référendum pour « rapatrier » la Constitution si aucun accord n'intervenait avec les provinces. Celles-ci l'ont cependant mis en garde contre le risque d'une grave crise politique. Le premier ministre tient à attacher son nom à la révision constitutionnelle. Il a l'avantage de n'être pas obnubilé par les futures campagnes puisqu'il compte se retirer de la vie politique avant qu'une nouvelle législature ne soit élue. Il pourrait donc jouer son va-tout sans se laisser arrêter par l'opposition des provinces. A moins qu'il ne se résigne à reconnaître, comme il le déclarait lui-même lors de son faux départ, en novembre dernier, qu'il n'était pas « l'homme pour négocier un nouveau fédéralisme au cours de la prochaine décennie ».

(Lire nos informations page 6.)

La réunion de l'OPEP

Les exportateurs de pétrole cherchent à définir une stratégie à long terme

Les ministres des affaires étrangères, des finances et du pétrole des treize pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ont ouvert, lundi matin 15 septembre, au palais Hofburg de Vienne (Autriche) leur réunion sur la stratégie à long terme. Des mesures exceptionnelles de sécurité ont été prises ; on se souvient, en effet, que le 21 décembre 1975, lors d'une précédente réunion de l'OPEP à Vienne, six terroristes, dont le célèbre Carlos, avaient tué trois personnes et pris en otages une quarantaine de participants, dont onze ministres.

Dans son discours d'ouverture, M. Mohamed Benyahia, ministre algérien des affaires étrangères, président de la conférence, a souhaité « *une cohésion sans failles* » de l'OPEP pour relever les défis des années 80. Il a condamné l'attitude des pays industrialisés qui « *s'acharnent à vouloir faire supporter à l'OPEP l'entière responsabilité des maux dont souffre l'économie mondiale et tentent de masquer les causes réelles de la crise économique* ».

L'ordre du jour de la session, qui débute dans une ambiance tendue du fait du conflit entre l'Irak et l'Iran, porte sur les choix à long terme de l'organisation, notamment sur le problème de l'indexation des cours.

Pendant ce temps s'achève à New-York, ce même lundi, la session spéciale de l'ONU consacrée au développement. Le groupe du tiers-monde — dit des « 77 », — qui comprend les pays de l'OPEP, a décidé, faute de mieux, de « prendre acte » du consensus réalisé sur le texte relatif à la prochaine décennie du développement. Il espère toujours obtenir l'ouverture d'une conférence Nord-Sud l'an prochain, en dépit des réticences des Etats-Unis, de l'Allemagne fédérale et de la Grande-Bretagne (lire page 43 la correspondance de Gérard Viratelle).

Voilà vingt ans que l'OPEP existe. Aucune organisation du tiers-monde n'a réussi à obtenir autant de concessions de la part des pays industrialisés. La reprise en main totale par les producteurs de leurs richesses naturelles, puis des niveaux de production et des prix des hydrocarbures, ont bouleversé l'équilibre économique du monde. Le transfert de ressources financières ainsi obtenu ne dépassera-t-il pas 1 500 milliards de francs en 1980 ?

Les chefs d'Etat des pays exportateurs de pétrole, qui doivent se réunir à la fin du mois d'octobre à Bagdad pour cet anniversaire, aimeraient — alors que la plupart des objectifs fixés à l'Organisation ont été atteints — définir de nouveaux buts et marquer ce sommet par des décisions spectaculaires. Mais il reste bien des difficultés à surmonter pour parvenir à un accord. D'où la rencontre à Vienne, pour deux jours, des ministres du pétrole, des finances et des affaires étrangères des treize pays membres.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 43.)

L'opposition et l'élection présidentielle

M. Marchais se présente dès maintenant comme le « candidat anti-Giscard »

Vedette de la fête de « l'Humanité » samedi et dimanche, M. Georges Marchais, qui s'est présenté comme le « candidat anti-Giscard », a déclaré que M. François Mitterrand, s'il entrait à l'Elysée, ferait la même politique que M. Valéry Giscard d'Estaing. Le premier secrétaire du P.S. a répliqué qu'il n'est pas « obsédé par les attaques antisocialistes de Georges Marchais ».

De son côté, M. Jacques Chaban-Delmas a lancé un appel à l'« unité nationale » et il a relevé que l'opposition présente des « suggestions positives ».

La décision de présenter un candidat à l'élection présidentielle de 1981 avait été prise depuis longtemps par le parti communiste. M. Georges Marchais l'avait laissé entendre à la radio le 8 décembre 1976, mais ce choix était en germe dans la révision de la politique d'union de la gauche engagée par le vingt et unième congrès du P.C.F., en octobre 1974. En renonçant à la tactique de candidature commune ou unique de la gauche, qu'il avait appliquée en 1965 et en 1974, le parti communiste s'est placé dans une situation nouvelle pour lui. Il n'est plus l'artisan d'une union dont la responsabilité principale, en cas de victoire, incomberait à ses partenaires, mais il se présente comme candidat à part entière à l'exercice du pouvoir.

A la question de savoir si le parti communiste peut assumer un tel projet, ses dirigeants s'efforcent, depuis trois ans, d'apporter une réponse convaincante. Elle concerne, en premier lieu, le parti lui-même, qui n'est pas, par nature, préparé à mener un combat de ce genre. La candidature de Jacques Duclos, en avril 1969, avait le sens d'un plébiscite pour l'union, devant laquelle les socialistes se dérobaient encore ; il s'agissait, pour les communistes, de démontrer leur force. Certains cadres du P.C.F. concevaient de la même manière l'élection de 1981, mais les dirigeants du parti l'envisagent différemment.

Ayant abandonné la notion de dictature du prolétariat, s'étant muni d'un projet — le « *Socialisme démocratique aux couleurs de la France* » — et ayant accompli, au moins partiellement, sa transformation de parti d'avant-garde en parti de masse, le P.C.F. estime qu'il peut jouer seul le jeu politique dont l'élection présidentielle est la manche décisive. Cette vision peut être jugée trop optimiste.

Ce que le parti communiste avait gagné en « *réprouvant* », puis en « *désapprouvant* », l'intervention soviétique à Prague en 1968, en critiquant ensuite les défauts du « socialisme réel », ne l'a-t-il pas perdu en approuvant l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan et en refusant jusqu'au dernier moment de reconnaître la gravité des problèmes posés par les grévistes polonais ? Le renouvellement du parti n'a-t-il pas été mis en échec par la crise qu'y a provoquée la rupture de l'union de la gauche et par la manière dont la direction, pour sauvegarder son autorité, a choisi de s'appuyer sur les éléments les plus conservateurs, contre les générations plus récentes de cadres et de militants ?

Il n'est pas certain que M. Marchais ait le parti de son ambition. Est-il lui-même le candidat de ce projet ? Il ne ménage rien pour le prouver, construisant avec passion, depuis six ans, son personnage de « grand dirigeant », inspirateur et acteur principal de la politique de son parti dans tous les domaines. Personne n'imaginait qu'il pourrait ne pas tenir ce rôle dans l'épreuve à laquelle va être soumise l'orientation qu'il a imprimée au parti communiste. Mais, en déclarant, dimanche, sur France-Inter : « *Je suis le candidat anti-Giscard* », M. Marchais a pris le risque de heurter l'attachement des militants aux procédures démocratiques qui, à leurs yeux, distinguent le parti communiste français des autres partis.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 11.)

Litanies et cacophonie

Les ondes nous ont largement abreuvés, samedi et dimanche, des propos de MM. Marchais et Mitterrand s'accusant mutuellement de faire le jeu du pouvoir en place. C'est le seul point sur lequel ils soient d'accord et sur lequel ils aient entièrement raison l'un et l'autre.

L'ennui, c'est bien le cas de le dire, est que l'on entend ces litanies depuis bientôt trois ans. M. Michel Jobert exprime sûrement le sentiment d'un nombre sans cesse croissant de ses concitoyens lorsqu'il déplore sur un ton las que notre vie politique soit « répétitive en diable ».

Le spectacle qu'offre la majorité parlementaire n'est guère plus émoustillant. Cette majorité doit survivre puisque le budget sera voté, ou plutôt ne sera pas refusé. La cacophonie des « grands » du R.P.R. est, néanmoins, assez impressionnante.

MM. Chaban-Delmas et Peyrefitte ne récusent ni l'un ni l'autre M. Debré, mais ne le soutiennent vraiment ni l'un ni l'autre. Nostalgique de la « nouvelle société » dont Georges Pompidou ne voulait pas, le président de l'Assemblée nationale semble songer à un rapprochement avec le P.S. lorsqu'il évoque les « suggestions positives » de « partis qui, depuis fort longtemps, n'ont pas participé au gouvernement ». Le ministre de la justice estime, de son côté, qu'un gaulliste ne peut pas réellement se sentir en contradiction avec l'action de M. Giscard d'Estaing. L'un et l'autre s'expriment comme s'ils n'avaient ni écouté ni entendu les propos pourtant retentissants de l'ancien premier ministre de Charles de Gaulle qui, une nouvelle fois, a parlé de « faiblesse » et de « renoncement » pour caractériser la politique du chef de l'Etat.

Cette avalanche de discours, tantôt fastidieux tantôt équivoques, que les giscardiens évitent de trop enfler, au moins jusqu'à nouvel ordre, va-t-elle se poursuivre pendant sept mois encore ?

Point de vue

Le Canada entre deux épreuves

I. — APRÈS LE RÉFÉRENDUM QUÉBÉCOIS

Par PHILIPPE DE SAINT-ROBERT

Trois mois après le référendum québécois sur la souveraineté-association, on ne trouve, tant à Montréal qu'à Québec même, que des indépendantistes déprimés et des fédéralistes moroses. Y avait-il vraiment des partisans de la souveraineté-association ? Pour les uns, ce n'était pas assez, et pour les autres, c'était trop ; les arrangements, les solutions de compromis, même si la sagesse devrait commander à tous de s'y rallier, suscitent rarement les grandes lames de fond, et n'ont de chances réelles d'aboutir qu'au terme d'un conflit exacerbé en crise.

Le gouvernement de René Lévesque a accompli beaucoup de choses très positives en quatre ans. C'est lui qui d'abord a réalisé et parfait l'idée inachevée du gouvernement précédent de Robert Bourrassa, dont on se souvient que l'objectif était, non pas la souveraineté politique, mais la *souveraineté culturelle*.

Or, la Charte de la langue française, dite « loi 101 », est à cet égard une telle réussite que certains vont jusqu'à lui attribuer pour une part l'échec du référendum : le gouvernement du Parti québécois n'aurait-il pas ainsi démontré que, dans le cadre du fédéralisme, on pouvait encore faire beaucoup de choses ? (C'est oublier, du reste, que certaines dispositions de cette loi 101 ont été annulées par la Cour suprême du Canada).

Ensuite, sur le plan de la gestion politique et sociale, et dans le domaine si difficile des rapports du gouvernement avec les syndicats, ce gouvernement, bien qu'à certain moment il ait été débordé par une grève de la fonction publique, a montré une efficacité et une habileté dont même le patronat lui sait gré, en dépit de tant de soupçons par ailleurs entretenus, de tant de progrès d'intention étalés dans la presse anglo-saxonne ou fédéraliste. Ces atouts, gardent évidemment toute leur importance pour l'avenir immédiat.

(Lire la suite page 7.)

AU JOUR LE JOUR

L'après-prêts

Si la Russie a décidé de prêter de l'argent à la Pologne, c'est probablement pour l'inciter à rester, comme par le passé, attachée au bloc de l'Est.

Si les Etats-Unis ont décidé de prêter de l'argent à la Pologne, c'est probablement pour essayer de la détacher petit à petit du bloc de l'Est.

Il y a donc un des Deux Grands qui fait un mauvais calcul. A moins, évidemment, que malgré les apparences ils ne soient tous deux d'accord, et même complices, pour faire ce qui est nécessaire afin de conserver l'actuel statu quo...

MICHEL CASTE.

AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Cultures juives de Méditerranée

Algérie, Egypte, Maroc, Tunisie, Turquie, sont les lieux de naissance et le point de départ des organisateurs des Journées de cultures juives méditerranéennes et orientales, qui ont eu lieu du 12 au 15 septembre au Centre Georges-Pompidou.

A cette diversité d'origines s'ajoute *la diversité des pensées* : car les sept instigateurs de ces rencontres ne constituent pas une école, ne lancent pas un mouvement, et ne sont, individuellement, affiliés à aucun parti. Ils ont seulement voulu présenter une réalité socio-culturelle et historique mal connue, et, peut-être, provoquer par-là une prise de conscience.

Qui sont les juifs méditerranéens et orientaux ? Et que deviennent-ils ? Une telle initiative complète celle qui, il y a deux ans, présentait au même Centre Georges-Pompidou, un colloque sur les cultures yiddish : le succès de cette nouvelle manifestation a été tel que la grande salle n'a pas pu contenir tout le monde.

Ceux qu'on appelle souvent, mais à tort, les « sépharades » sont plutôt les juifs orientaux venus d'Afrique et du bassin méditerranéen ; de même, on désigne improprement du nom d' « ashkénazes » les juifs venus d'Europe et d'Amérique.

Les termes qui désignaient, à l'origine, des rites juifs de traditions différentes ont pris avec le temps une acception géographique, historique et politique erronée. Ce sont donc les cultures des juifs orientaux qui étaient ici mises en question.

Tous les juifs orientaux (sauf en Italie) ont eu à rencontrer langue et culture arabes — y compris dans le Midi de la France. Aussi ces journées devaient-elles s'ouvrir par un débat portant sur les juifs et l'islam. Ce thème historique, qui pouvait apparaître comme une composante commune de toutes les cultures juives méditerranéennes et orientales a pourtant mis en évidence une grande diversité de cas particuliers.

Ainsi juifs yéménites et juifs égyptiens ont-ils vécu des expériences tout à fait différentes : Yémen et Egypte ont été en relation étroite au Moyen Age, mais, tandis que le Yémen suivait son chemin féodal, l'Egypte cosmopolite s'ouvrait à toutes les influences.

JOSANE DURANTEAU.

(Lire la suite page 19.)

Le Monde

idées

VIVE LA RENTRÉE !

LES RESPONSABILITÉS DES ÉDUCATEURS

Et voilà la rentrée scolaire, étalée cette année dans le temps. La morosité n'épargne ni les maîtres ni les élèves inquiets d'un avenir bien incertain. André Coqblin et Jeanine Carayol invitent les éducateurs à réagir. Ils leur demandent, l'un de dépasser l'enseignement du savoir-faire pour s'attacher à celui du savoir-devenir, de l'adaptation à une évolution perpétuelle, l'autre de prendre leurs responsabilités et de déclarer la guerre à la routine et à la passivité. Tandis que Mme Catherine Colliot-Thélène et M. Paul Dehem répliquent aux accusations de M. Beullac contre certains enseignants et à ses affirmations sur Marx et l'inégalité, M. Daniel Freitag plaide avec émotion pour les écoles de village menacées de fermeture pour cause d'effectifs insuffisants.

La routine, voilà l'ennemi

par JEANINE CARAYOL (*)

CHAQUE année la rentrée incite parents et enseignants à *s'interroger sur leurs* possibilités d'action dans un monde perturbé et mouvant. En dépit des contraintes inhérentes aux structures sociales et scolaires, ils *ont un grand pouvoir*, et s'ils feignent souvent de le minimiser, c'est pour des raisons de confort personnel. Mais le remodelage de la société, c'est-à-dire la vraie *révolution*, passe par eux. Il s'agit là d'une telle évidence qu'elle est superbement ignorée dans les faits : la disponibilité des parents est une des conditions fondamentales de l'épanouissement de l'enfant ; mais combien de gens vivent vraiment en fonction de *cette* priorité ? Tels parents sont sincèrement persuadés de faire le bonheur de leur enfant en investissant temps et énergie dans l'acquisition de biens matériels *non indispensables* — au détriment de la qualité de leur disponibilité. Et ce n'est pas la société de consommation, avec sa publicité ronronnante et envahissante, qui *les aidera* à mettre de l'ordre dans leur échelle de valeurs.

Ainsi sont mal perçues les évidences les plus simples, à la fois parce qu'elles engagent la pleine *responsabilité* de l'individu, *et sont* donc très contraignantes, et aussi parce qu'elles vont à l'encontre des objectifs de la société actuelle.

Quant aux enseignants qui s'insurgent contre l'esprit de rentabilité *dont sont* de *plus* en plus imbibées écoles et universités, qui les empêche de privilégier *avant tout leur rôle d'éducateurs*, de sensibiliser leurs élèves à la notion de gratuité ?

Certes, il y a les exigences des programmes et de l'administration, il y a les examens ; mais que ceux-ci constituent pour certains enseignants leur seul objectif avoué est assez navrant. Le véritable rôle de l'éducateur est de lutter contre ce carcan de routine *et* de passivité qui engiue les enfants dès l'école primaire, de les amener à se poser des questions, celle de la finalité de l'enseignement en particulier. *C'est possible, quelle que soit* la matière enseignée, car il s'agit avant tout d'un état d'esprit, non d'une réforme structurelle.

Les jeunes sont mornes car ils attendent de nous, parents et enseignants, un message humain qui leur permette d'acquérir la dimension d'individus libres et responsables ; et bien souvent nous ne sommes que les instruments *de leur aliénation et de* leur récupération par une société qui se veut pragmatique et dont le prétendu réalisme n'est finalement qu'un leurre à une époque *où les simples acquisitions* de connaissances sont si vite dépassées.

Comme le disait récemment le biologiste André Beaugé : « *Jamais l'homme n'a été à ce point contraint de penser par ordre.* » A vous d'en prendre conscience et d'agir en conséquence.

(*) Enseignante.

Du « savoir-faire » au « savoir-devenir »

par ANDRÉ COQBLIN (*)

BEAUCOUP de jeunes qui entament — dans une université, un institut universitaire de *technologie, un lycée technique, un* lycée d'enseignement professionnel — une formation qui va leur donner une qualification restent inquiets. Dans le métier auquel ils vont se *préparer, trouveront-ils une place* à la fin de leurs études ? Ce métier a-t-il des débouchés ? un avenir ?

La *réponse* nette et infaillible qu'ils voudraient entendre, personne *(en dehors de quelques cas)* ne peut la donner pour des métiers précis. Faut-il pour autant laisser *les* jeunes *se résigner* à suivre n'importe quelle formation ? Poursuivre indéfiniment des études générales où beaucoup s'essoufflent en attendant d'abandonner ? Renoncer à *toute formation*, sous prétexte qu'elle ne servira à rien ?

Pour les organismes et services chargés d'informer, de renseigner, de conseiller les jeunes, c'est un *devoir de rétablir* la *vérité* à *son* juste niveau. Bien sûr, les prévisions sur l'emploi, quantitatives et qualitatives, sont impossibles si on veut les faire au niveau de chacun des *cinq cents à quinze cents métiers* que l'on recense, suivant les nomenclatures. Ce serait tromper les jeunes que de *prétendre* pouvoir leur dire combien d'électroniciens, ou de géologues, *seront recrutés*, en 1984 ou 1986. Et cette incertitude n'est pas liée à la situation actuelle : *elle existait il y a dix ans*, et restera la même en 1990.

Il faut bien voir en revanche que la révolution économique et technologique, pour difficile qu'elle s'annonce, ne *conduit pas au bouleversement* et à l'apocalypse. Les branches économiques porteuses d'espoir *ne* jaillissent *pas ex nihilo :* la télématique s'appuiera sur l'informatique, l'électronique, les télécommunications, et *aura sur elles un* effet d'entraînement. L'évolution prévisible de l'emploi peut donc être *définie dans ses grandes lignes*, si on l'aborde par branches, par *types d'activités, par groupes de* qualifications.

Nous ne sommes pas dans le *brouillard, et l'on peut informer et* conseiller utilement les jeunes dans leur choix d'une formation. Le tout *est de bien leur dire aussi que la* prévision possible n'est pas assez fine pour *qu'on puisse l'appliquer* à chaque spécialité. Et donc qu'il y aura nécessairement des *adaptations, des reconversions*, d'autant plus aisées qu'ils auront reçu une solide formation initiale.

Les qualifications ont déjà évolué considérablement. Pour préparer les hommes à *suivre cette évolution*, les formations initiales se sont considérablement élargies. Aujourd'hui, *les formations professionnelles* font une place de plus en plus grande *aux connaissances générales et à la formation de l'esprit*, élément déterminant de l'aptitude à changer.

Il faut que *le* jeune sache aussi que, dans l'entreprise où il travaillera, il devra s'adapter au poste *précis qu'il aura à tenir, mais que* l'expérience acquise lui donnera une possibilité de changement. Ainsi pourra-t-il, avec une formation complémentaire, acquérir spécialisation et promotion. *On* commence à avoir une idée de ces cheminements professionnels, très difficiles *à cerner puisqu'ils sont par essence* individuels. Ce que l'on sait déjà, c'est qu'ils sont très liés à la qualité de la formation de base initiale et que la formation continue y tient *une place grandissante*. Nous avons le *devoir* de chercher à connaître *ces cheminements le mieux possible* pour les porter à la connaissance des jeunes.

Il faut donc que nous leur montrions que la réflexion sur le choix d'un *métier*, à laquelle nous les incitons au moment de leur orientation scolaire, n'est pas une opération *fermée, définitive*, qu'elle doit être entendue plutôt comme le choix d'un type d'activité professionnelle, à partir duquel ils auront la possibilité tout au long de leur vie d'accéder à d'*autres métiers*, à mesure de l'évolution économique et technologique, et aussi, pourquoi pas, au *gré* de leur désir personnel de renouvellement.

Pendant longtemps le système éducatif s'est donné comme but de dispenser le *savoir*, pour sortir les *hommes de l'ignorance*, et répandre les lumières ; au niveau le plus élevé des études, on ambitionnait d'enseigner un *savoir-être*. Dans la dernière décennie, pour faire face *aux défis de notre temps*, l'enseignement, en se démocratisant, s'est donné comme second objectif d'assurer à tous les jeunes un *savoir-faire*.

Il lui faut dorénavant affronter une nouvelle étape de son évolution, en définissant un autre objectif, qui *vient renforcer un savoir-faire trop* vite périmé : il lui faut apprendre aux jeunes qui sortiront demain du système éducatif à *savoir devenir*, pour être des adultes aptes à faire face *aux évolutions rapides qu'un* monde difficile et une civilisation en accélération vont imposer à notre société.

(*) Directeur adjoint de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP).

Le regard mutilé

par DANIEL FREITAG (*)

SI l'école est devenue symbole de vie d'un village, ce n'est pas par hasard, elle est une *pépinière. Depuis la* fin du dix-neuvième siècle, elle est une victoire sur l'ignorance, elle est *porteuse d'espoir*.

Fermer une classe, c'est frapper cette promesse de vie en plein cœur. Fermer une école est trop grave, et ceux qui l'ordonnent *marquent tristement notre* époque. Ou plutôt, ils ne la marquent pas, ils la blessent...

Pour faire des économies ? Il y a des économies salutaires et il y en a de sinistres. Or l'école d'un village n'a pas de prix.

Au nom de la logique de la loi ? *Mais alors il y a quelque* chose d'absurde dans cette logique-là. D'un côté l'on dénonce le *dépeuplement* rural, on veut prendre des mesures pour lutter contre la *désertification* des campagnes, on prône la revitalisation du milieu rural. De l'autre, *on sacrifie la vie du village* en condamnant la porte de son école. Au nom de la loi ou au *nom de l'argent ?* Au nom de la loi de l'argent ?

Mais cela va encore *plus loin*. En effet, depuis des générations, l'école fait partie du paysage *naturel de chaque village*, au même titre que la mairie et l'église. Nous pensons tous encore, jeunes ou moins jeunes, à l'école publique que nous avons connue, *aux amitiés tissées*, aux maîtres qui nous ont plus ou moins influencés. Bref, *l'école est enracinée* dans le village. La fermer, c'est couper ces racines. Accepter de la laisser fermer, c'est accepter gratuitement qu'une blessure défigure *toute une collectivité*.

Que vaut-il mieux ? Laisser un maître pour quelques enfants ou supprimer ce pôle de vie à portée de chaque habitant du village ? *Car l'école n'existe pas* seulement pour les enfants, elle existe aussi pour tous ceux qui *vivent et voient cette vie autour* d'eux : tous les habitants d'un village, *et* surtout les vieux. Elle est pour eux le symbole, conscient ou inconscient, que la vie *continuera après eux, que le* cycle ne s'arrêtera pas. Supprimer l'école, c'est aussi mutiler ces *regards-là*. C'est supprimer les cris de la récréation, de *l'heure de la sortie*, tous ces cris qui impriment un rythme, qui sont des points de repère *dans un désert grandissant*, même si l'habitude fait parfois qu'on ne les entend plus vraiment. *Supprimez-les*, et vous remarquerez aussitôt le vide.

La perte des racines.

Alors pourquoi désertifier ainsi nos campagnes ? *Jamais le bruit* d'un bus de ramassage n'aura la même signification.

L'homme moderne perd de plus en plus ses racines. Il est déboussolé. *L'école* du village, justement, est une boussole, et pas uniquement pour l'enfant qui *la fréquente*.

On nous parle de rentabilité, du coût de *l'école* qui serait trop élevé pour « seulement » cinq ou sept enfants... La victoire *des chiffres sur le nombre !* Au nom de l'argent. Pour d'autres investissements, pour le *veau d'or... Au nom même du* service public ! Quand comprendra-t-on que le meilleur des investissements *est celui que l'on* pratique avec les enfants de France, qui seront les bâtisseurs du *pays de demain, des villages* et des villes. Les habitants d'un village avec peu d'enfants n'auraient donc pas droit au *même* service public que ceux plus favorisés par la démographie ? Ayons au moins la pudeur de leur laisser la liberté de choisir vraiment, au lieu de leur imposer le couperet de la norme... Qu'on *leur laisse l'école, leur école*. Et laissons à la *communauté* villageoise la faculté de donner *une école à ses propres enfants*, et pas uniquement un monument aux morts. *L'école* est un monument à la vie.

Faire passer et accepter l'idée *qu'une petite école de village* coûte trop cher à la nation ? La solidarité nationale n'existerait-elle plus ? La pente est dangereuse. Il faudrait alors aussi *accepter de cesser de rembourser* un malade dont les soins coûtent trop cher à la Sécurité *sociale... Non, un peu de sérieux*. De telles façons de raisonner et de faire raisonner *débouchent sur la négation* de toute solidarité et de la devise de notre République.

L'école est comme les vieux arbres : on ne la transplante pas. Et fermer *l'école* d'un village, cela revient à demander à un arbre dont on coupe les racines de porter encore des fruits.

(*) Conseiller général de la Côte-d'Or.

Répliques à... Christian Beullac

Un zeste de dialectique...

M. Christian Beullac s'en est pris avec vivacité à ceux qui ont fait de l'école « un terrain d'endoctrinement, de propagande, de lutte partisane » *(*le Monde *des 31 août-1er septembre). Parmi les réactions que ces propos ont suscitées chez nos lecteurs, nous avons retenu celle de Mme Catherine Colliot-Thélène, professeur agrégé de philosophie à Paris (18e) :*

EN lisant les propos tenus par M. Beullac devant les enseignants libéraux et les jeunes giscardiens, les enseignants de philosophie se sentent concernés au premier chef : la matière qu'ils enseignent n'est-elle pas au plus haut point *suspecte, incapable qu'elle* est d'exhiber de confortables certitudes scientifiques ?

Quoi qu'il en soit de la réputation faite ici et là à la discipline qu'ils enseignent, ils se rassureront à l'idée que quelques principes de déontologie enseignante viennent heureusement se *confondre, dans* la démarche philosophique, avec les exigences de la rigueur : leurs élèves apprendront très vite que toute position dogmatique, tout énoncé non *argumenté* d'une *thèse quelconque*, si proche soient-ils des sympathies personnelles de l'enseignant, sont totalement étrangers à cette volonté de rationalité critique qui est le propre de la réflexion philosophique.

Aussi modestes que soient les finalités d'un enseignement de philosophie en terminale, il y passe toujours ce zeste de dialectique qui enseigne, non à mêler les contraires (contresens trop fréquemment commis sur la nature *de la dialectique*), *mais* à approfondir les logiques respectives de thèses différentes, plutôt qu'à camper sur l'affirmation de leurs oppositions réciproques : en clair, analyser, et non polémiquer. En regard de cet effort de méthode, voire d'honnêteté intellectuelle, auquel vise notre enseignement, il est regrettable que le futur élève de terminale puisse apprendre de la bouche même de notre ministre de l'éducation, avant de rentrer de vacances, *qu'il est un domaine où il* convient d'être dogmatique : en ce qui concerne la question si *controversée des parts respectives* de l'inné et de l'acquis dans la formation des capacités individuelles, l'accent *doit être mis sur* l'inné, les « gènes ». Sera bien *noté celui qui aura fait le choix* de la bonne thèse, et le mauvais élève pourra se consoler de sa note en reconnaissant qu'il fut victime de l'endoctrinement. Les références bibliographiques du bon élève comprendront les discours de M. Beullac — et sans *doute aussi les écrits de la nouvelle* droite ; celles du mauvais élève... Marx, paraît-il.

Sur cette dernière référence, confessons encore que nous l'accepterons mal de nos élèves. Nous *sommes en effet censés leur* apprendre à s'appuyer sur des textes *qu'ils ont lus*, et à ne pas attribuer à la légère aux auteurs les thèses que leur imputent des traditions affadies et la vulgarisation des *mass media*. Or, ils seraient bien en peine de nous *citer des textes de Marx qui* puissent étayer la thèse d'un « égalitarisme » marxiste, entendu comme l'affirmation d'une identité biologique des individus. Bien au contraire.

Tel texte des *Manuscrits de 44*, difficile certes, mais que les bons élèves peuvent comprendre (*M. Beullac n'en ferait-il* pas partie ?), s'en prend certes à la puissance de l'argent, mais en lui reprochant, non de créer des inégalités, mais *de renverser les inégalités naturelles*.

Mais pour renverser des inégalités, encore faut-il qu'elles existent. Alors ? Qu'en est-il de l' « *illusion profondément marxiste* » selon laquelle « *tous les enfants sont les mêmes* » ? (Christian Beullac).

A vrai dire, une bonne formation philosophique apprendra à nos élèves à n'en pas rester à cette façon quelque peu simpliste de poser le problème. Ainsi sauront-ils distinguer l' « égalité » et l' « identité », et souligner que la tradition *démocratique*, en revendiquant l'égalité juridique, puis l'égalité sociale, ne se prononce pas sur la question *biologique* de l'identité des individus. Et qu'à mêler ces deux problèmes, on renoue avec un obscurantisme qui a servi des causes pour le moins douteuses : et ici l'historien viendra aider le philosophe dans sa tentative pour former les élèves à la pensée non dogmatique. Aussi bien, l'histoire comme la philosophie n'ont-elles pas aujourd'hui bonne presse auprès de ces grands administrateurs qui se donnent, entre autres nobles tâches, celle de « libérer l'école ».

Le cerveau et l'estomac

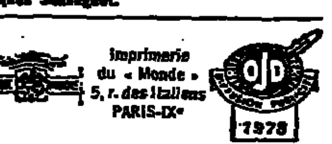
M. Paul Dehem, du Kremlin-Bicêtre, revient sur l'attitude de Marx devant les inégalités.

L'IDÉE « *selon laquelle tous les enfants sont les mêmes, doivent arriver au même endroit* », ne peut, comme semble le croire M. Beullac, s'autoriser *de Marx*. Celui-ci affirme, au contraire, ce que chacun constate : que les individus sont inégaux en forces physiques et intellectuelles ; leur appliquer un traitement uniforme est donc injuste (*Critique du programme de Gotha*, 1875). Après Buonarotti notamment (« *L'égalité doit se mesurer par la capacité du travailleur et par le besoin du consommateur* », 1828), Marx dit que la société n'a pas à attendre des individus des prestations égales, mais celles qui sont à la mesure de leurs capacités ; elle doit leur assurer en échange les prestations correspondant à leurs besoins ; il n'y a pas corrélation entre le volume du cerveau et celui de l'estomac (1845), autrement dit entre les talents et les œuvres de l'individu et ses besoins.

La société doit à chacun l'épanouissement de toutes ses facultés, et la société communiste, selon Marx, abolira les spécialisations aliénantes et principalement celles *qui* dressent une barrière entre manuels et intellectuels. La qualification des individus, résultant de leurs talents innés *et des effort* de la collectivité (c'est déjà le cas dans la mesure où les études tendent à devenir gratuites), ne leur confère aucun droit à s'approprier une plus grande part du produit collectif, mais bénéficie à tous (Engels, *Anti-Dühring*, 1876).

Il ne s'agit pas d'une compétition dotée de prix et il n'y a pas d'arrivée : ni arrivée de tous « *au même endroit* » ni classement. La notion d' « *égalité des chances* » n'a pas de place dans cette pensée et ni Marx ni Engels n'ont jamais fait usage de ce mot.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe
1978

Commission paritaire n° 57 437.

Le Monde

étranger

LA TURQUIE APRÈS LE COUP D'ÉTAT MILITAIRE

Trois jours après la prise du pouvoir par les chefs d'état-major, la situation demeure calme en Turquie. La gendarmerie a été chargée de l'ensemble des opérations de police et les mène après le couvre-feu. Les milieux économiques ont exprimé leur satisfaction, ainsi d'ailleurs que les milieux universitaires.

Le Conseil national de sécurité a décrété, le lundi 15 septembre à Ankara, que les ministères turcs seront administrés par leurs sous-secrétaires. Ceux-ci — des technocrates non politiques — jouiront de « tous les pouvoirs et fonctions des (ministres (...), au nom du Conseil national de sécurité, jusqu'à la création du nouveau conseil des ministres ».

L'activité économique devait reprendre ce 15 septembre, notamment les échanges avec l'étranger. Ordre a été donné par le Conseil *national de sécurité de suspendre les grèves* et les lock-out, tandis qu'une augmentation de 70 % des salaires devait être versée aux travailleurs des entreprises concernées par des conventions collectives.

Les réactions à l'étranger sont diverses :

● EN R.F.A., le chancelier Schmidt a déclaré que la République fédérale continuait son aide à la Turquie puisqu'elle s'adresse, comme dans le cas de la Pologne, « à un peuple et non à un gouvernement ». Mais M. Genscher, son ministre des affaires étrangères, a indiqué que cette question serait débattue avec les partenaires de la C.E.E. et de l'OTAN. Il a ajouté que la R.F.A. « est en droit d'attendre un rétablissement aussi rapide que possible de la démocratie ».

● « La France, a déclaré le lundi 15 septembre *un porte-parole du Quai d'Orsay*, a pris note des indications données par le général Evren selon lesquelles un gouvernement civil sera prochainement installé en Turquie. Elle souhaite que des institutions démocratiques soient rapidement rétablies dans ce pays, conformément à son appartenance au Conseil de l'Europe et à l'alliance atlantique ainsi qu'à son association à la Communauté européenne. »

De son côté, M. Georges Sarre, membre du comité directeur du P.S. et de la commission mixte C.E.E.-Turquie du Parlement européen, a émis une « condamnation sans appel », affirmant que « ce sont les démocrates, les travailleurs, les gens de gauche qui tomberont sous les coups de la répression ».

● EN EUROPE DE L'EST, le quotidien catholique polonais « Slowo Powszechne » estime que le coup d'Etat « issu du drame turc » était *« difficilement évitable... et ne peut automatiquement résoudre la profonde crise interne de nature socio-religieuse ».*

La « Pravda » rend compte des événements sans commentaires hostiles et précise que la Turquie a réaffirmé sa volonté de développer ses relations économiques, sociales et culturelles avec tous les pays, « y compris ses voisins ».

● EN IRAN, *pays avec lequel les relations* routières ont été rétablies après avoir été suspendues pendant trente heures, le quotidien de Téhéran « République islamique » estime que les Etats-Unis « ont jugé nécessaire d'intervenir, car les événements de la révolution islamique étaient sur le point de se reproduire en Turquie ». Les conseils islamiques des usines ont adressé un message de soutien aux ouvriers turcs et déclarent « leur haine » pour ce coup d'Etat.

Les menaces pesant sur la laïcité auraient joué un rôle dans la décision de l'armée d'intervenir

De notre envoyé spécial

Ankara. — *« L'intervention des militaires était inévitable »*, admet devant nous un ancien ministre du parti républicain du peuple (P.R.P.), parlementaire de l'opposition jusqu'au 12 septembre, et aujourd'hui *« au chômage »*, comme il l'exprime lui-même plaisamment, pour cause de dissolution de Parlement. *« L'armée est aujourd'hui le dernier rempart de la République »*, soupire cet intellectuel de gauche qui avait vibré lors de l'arrivée au pouvoir, au début de 1978, de M. Ecevit, leader du P.R.P. (social-démocrate). *« Nous avons enfin dormi tranquilles »* : c'est là le cri du cœur d'interlocuteurs fort différents.

L'absence de toute effusion de sang, le souci de ne pas entreprendre de « chasse aux sorcières » — dont témoigne le nombre jusque-là très limité des arrestations, — le refus d'une explication manichéenne des erreurs du passé et de solutions d'avenir définitives — toutes choses si fréquentes sous d'autres longitudes : autant d'éléments qui plaident pour une appréciation nuancée des événements qui viennent d'avoir lieu en Turquie.

Etrangement, le coup d'Etat a surpris tous les observateurs à Ankara. Peut-être pour avoir été trop souvent annoncée, l'irruption de l'armée dans l'arène avait cessé d'être tenue pour probable.

L'événement décisif

On y avait cru très fort au début de l'année, lorsque le général Evren avait lancé un sérieux avertissement aux partis, impuissants à prévenir *« l'anarchie et le séparatisme »*. Et puis, la multiplication des mises en garde militaires au fil des mois avait diminué leur crédibilité. La plus récente, proférée le 30 août, à l'occasion de la fête des forces armées, était en tout cas tombée totalement à plat : moins d'une semaine plus tard, l'opposition parlementaire se livrait à un dernier jeu sans gloire, contraignant à la démission un ministre pourtant unanimement respecté.

L'ampleur de la tâche — remettre sur pied une économie paralysée et contenir un terrorisme déchaîné — pouvait, il est vrai, donner à réfléchir aux généraux les plus intrépides.

Pourquoi, dès lors, le 12 septembre ? *Pourquoi* pas huit mois avant ou six mois après, puisque, aussi bien, le plan d'intervention était prêt depuis plus d'un an, nous a-*t*-on assuré de très bonne source ? Plusieurs interlocuteurs insistent sur un événement qui a eu lieu le dimanche 7 septembre à Konya. Dans cette ville de Turquie occidentale, qui est une sorte de métropole religieuse du pays, cinquante mille personnes s'étaient rassemblées à l'appel du parti national (P.S.N.), la formation islamique intégriste de M. Erbakan.

Dans ce pays où les symboles patriotiques gardent une charge émotive très forte, on vit une partie de la foule s'asseoir lorsque fut entonné l'hymne national. Dans cette Turquie où la laïcité est considérée comme partie intégrante de l'héritage de son fondateur Atatürk, on vit sur le rassemblement une houle de drapeaux verts et une floraison de banderoles en écriture arabe, tous symboles de l'intégrisme musulman. On entendit même des slogans anti-kemalistes.

Tout cela ne pouvait, certes, que mettre en fureur des militaires qui se considèrent comme les gardiens du legs sacré de Multapha Kemal. L'armée avait *pu se convaincre également que* le système politique était parvenu à un blocage complet. La manifestation la plus spectaculaire de cette impuissance était sans doute le fait que la grande Assemblée nationale n'avait pas pu élire un président de la République en cent cinquante tours de scrutin, plus de cinq mois après la fin du mandat de M. Korutürk. Plus grave encore, le travail législatif était presque totalement paralysé.

Toutes les hypothèses de solutions de fond avaient échoué : la réforme constitutionnelle et les élections anticipées repoussées par M. Ecevit et l'Union nationale — alliance des deux grands partis (Justice et R.P.R.) — dont M. Demirel ne voulait absolument pas.

La machine militaire turque dès lors se met en marche — avec une remarquable discrétion pour un appareil aussi lourd puisque tout le monde en fut surpris, à commencer par le premier ministre qui, la veille encore, proclamait sa confiance en l'avenir.

Rétrospectivement, un événement suscite l'interrogation : le séjour aux Etats-Unis, début septembre, du commandant en chef *de l'armée de l'air*, le général Sahinkaya, pour négocier un très important programme de construction d'avions américains en Turquie.

Les spéculations vont bon train à Ankara sur les intentions des nouveaux maîtres de la Turquie. Car la première déclaration du général Evren, le jour même du coup d'Etat, laisse de larges zones d'ombre. Quelle sera par exemple la composition du futur gouvernement ? Une équipe de technocrates dirigée par un civil ? C'est aujourd'hui le plus probable.

La nouvelle Constitution annoncée par le générale Evren sera-t-elle rédigée par une assemblée comme celle de 1961 ? ou plutôt par une équipe de juristes travaillant sous la houlette de militaires ? La conviction est en tout cas répandue que la nouvelle charte fondamentale sera d'inspiration présidentielle, avec un chef de l'Etat élu au suffrage universel.

Quant à la nouvelle loi électorale, également annoncée par les militaires, elle devrait instaurer un vrai bipartisme provoquant le laminage des petites formations, le Parti du salut national (P.S.N., pro-islamique) et le Parti du mouvement nationaliste (P.M.N., extrême droite).

Par un paradoxe au moins apparent, ce coup d'Etat mené contre un gouvernement du Parti de la justice pourrait ainsi aboutir à un renforcement de cette formation, les fidèles de M. Erbakan (P.S.N.) et du colonel Turkes (P.M.N.) devant normalement être contraints par les mécanismes électoraux à rejoindre la grande formation conservatrice, face à la grande formation de la gauche.

Les militaires, par leur seul prestige, viendront-ils à bout des maux qui frappent le pays ? Le calme qui règne en Turquie depuis le 12 septembre est certes impressionnant. Mais témoigne-t-il de la simple prudence des terroristes ou de l'existence d'un ou de plusieurs centres de coordination capables de donner *l'ordre d'attendre ? En ce cas*, l'armée serait vite prise dans un engrenage de violence tout à fait préjudiciable à son image.

La reddition, le dimanche 14, du colonel Turkes, chef du Parti du mouvement national (extrême droite), a, en tout cas, passablement soulagé la gauche. La crainte existait en effet que les sympathies dont jouit le leader *du P.M.N. auprès de nombreux* jeunes officiers et même à certains échelons très élevés de la hiérarchie fussent telles que — seul des grands leaders politiques — il ait été prévenu de l'imminence du coup d'Etat, afin de pouvoir se mettre à l'abri. Une telle éventualité eût donné un tragique commencement de réponse à ceux qui craignent un dérapage à droite d'une armée prise dans la logique d'une répression dirigée contre des extrémismes de signes contraires.

L'ultimatum lancé au colonel Turkes d'avoir à se rendre sous peine d'être considéré comme rebelle au nouveau pouvoir est, à cet égard, gage d'une volonté de modération des forces armées.

JEAN-PIERRE CLERC.

Les nouveaux dirigeants entendent poursuivre le programme économique et relancer la production

De notre correspondant

Ankara. — Pour la première fois depuis plusieurs années, les Turcs, profitant du temps ensoleillé, ont passé un week-end calme. Seul événement marquant de dimanche : M. Turkes, chef du parti du Mouvement nationaliste (extrême droite), qui avait disparu depuis vendredi, s'est enfin décidé à se rendre aux autorités militaires d'Ankara qui l'ont aussitôt envoyé « sous la protection de l'armée » dans l'île d'Uzunada, près d'Izmir, où se trouve déjà M. Erbakan, chef du parti du Salut national. Dans un communiqué publié, samedi 13 septembre, le général Evren, président du Conseil national de sécurité (C.N.S.), avait sommé M. Turkes d'indiquer, avant samedi 13 à 13 heures, où il se trouvait faute de quoi il serait passible de poursuites pour ne pas avoir *obtempéré aux ordres* du C.N.S.

La continuité de la politique étrangère, affirmée par les nouveaux dirigeants, s'applique également aux relations économiques avec l'étranger. Le triumvirat de hauts fonctionnaires qui se trouvaient aux positions névralgiques de l'économie turque, est, en effet, maintenu en place. Il s'agit de MM. Ozal, Kivanc, Aydinoglu respectivement sous-secrétaire d'Etat chargé du plan, sous-secrétaire d'Etat aux finances et gouverneur de la Banque mondiale, principaux interlocuteurs des organismes financiers internatonaux, comme le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissements, ainsi que des pays prêteurs.

Le dispositif régissant les importations et les exportations et toutes les opérations de change de monnaies étrangères demeure en vigueur, le programme économique mis en place fin janvier sera appliqué, ainsi que les accords et protocoles signés avec les organismes et les pays étrangers respectifs.

Le général Evren, au cours d'une réunion groupant les directeurs des ministères, pendant le week-end, leur a demandé de poursuivre leurs activités en toute quiétude et impartialité, et surtout d'essayer de *« mobiliser tous les moyens en vue d'accroître la production »*. Les hauts fonctionnaires collaborent avec des militaires affectés à des tâches de coordination. Le C.N.S. vient d'interdire les grèves et les lock-out jusqu'à nouvel ordre, dans toutes les entreprises du secteur public et du secteur privé.

Le C.N.S. a assuré toutefois que, tout autant que ceux des fonctionnaires d'Etat, les droits des travailleurs et des employeurs sont sous la garantie de l'Etat et respectés. Les ouvriers des entreprises en grève et lockoutés percevront une prime supplémentaire de 70 % en sus de leurs salaires sous forme d'avance, jusqu'à l'achèvement de nouvelles conventions collectives du travail en cours de négociation entre le patronat et les centrales ouvrières, dont le fonctionnement vient d'être suspendu.

Les milieux d'affaires ne cachent pas, pour leur part, leur satisfaction. M. Narin, président de la Confédération des syndicats d'employeurs (TISK), estime que grâce au climat de confiance, *« les industriels vont accroître leurs investissements, et la capacité de production industrielle, qui était jusqu'à maintenant en baisse, notamment en raison des grèves générales, ne manquera pas de monter, et la paix sociale sera restaurée »*.

Les dirigeants nationaux et locaux des centrales ouvrières DISK (progressistes) et MISK (nationalistes, proches du parti du Mouvement nationaliste) sont placés en surveillance et leur interrogatoire par les autorités se poursuivait en vue d'établir s'ils avaient, ou non, des liens avec des groupes subversifs. Par ailleurs, les présidents et certains dirigeants locaux des petits partis de la gauche ont également été placés sous « la protection de l'armée » comme les chefs des quatre principales formations.

« Une nouvelle ère »

Sur l'ensemble du territoire, les *opérations* policières se déroulent pendant les heures du couvre-feu, surtout dans les « zones libérées », c'est-à-dire les quartiers populaires, qui étaient, jusqu'à la veille du coup d'Etat, les « bastions imprenables » des militants de l'extrême gauche et de l'extrême droite.

A Adana (Anatolie du Sud), un capitaine a été tué dans un guet-*apens au cours d'une opération* montée afin d'arrêter des militants de deux fractions gauchistes rivales qui avaient déjà blessé gravement un passant. Les deux terroristes assassins du capitaine ont été arrêtés et seront jugés d'après les règles du flagrant délit.

La presse turque, dans l'ensemble, demeure optimiste. *Hurriyet* (indépendant) à fort tirage, qui avait, depuis août 1979, demandé en vain aux chefs des partis de s'entendre pour sauver la démocratie, écrit, ce lundi qu'« une nouvelle ère » a commencé, soulignant que le temps du terrorisme, qui rendait la vie insupportable, est révolu. *« Les traîtres, les insolents, les bravaches et toutes les forces qui ont perverti la démocratie ont enfin été écartés »*, estime l'éditorialiste, qui invite la population *« à former un bloc uni, abandonnant la haine, les rivalités et le séparatisme pour une Turquie puissante »*. Il ajoute que *« les fils d'Atatürk, qui croient en la démocratie, appellent tout le monde au travail »*.

En outre, le même journal publie les premières photos prises par téléobjectif de MM. Demirel et Ecevit, respectivement chef du Parti de la justice et du parti républicain du peuple, qui se trouvent à présent en résidence surveillée dans un centre de vacances militaire dans une baie de Gallipoli, près des Dardanelles. Les autorités militaires ont mis des téléphones à leur disposition et ils communiquent librement avec leurs amis, *à condition* toutefois de ne faire aucun commentaire politique. Le correspondant d'*Hurriyet* a pu parler avec les deux leaders, ainsi qu'avec M. Erbakan, qui, lui, se trouve dans l'île d'Uzunada, près d'Ismir. Enfin, plusieurs des parlementaires placés en garde à vue, ont été relâchés. Seuls ceux à l'encontre desquels il existe déjà des *dossiers de demande de levée* d'immunité parlementaire formulée par les autorités judiciaires pour divers délits commis avant le coup d'Etat seront déférés devant les tribunaux ordinaires.

ARTUN UNSAL.

La « grande oreille » de l'alliance atlantique

Bastion avancé de l'OTAN par sa situation privilégiée sur la mer Noire, à proximité du golfe Persique, face à l'U.R.S.S., la Turquie est avant tout la « grande oreille » de l'alliance atlantique grâce à ses installations d'écoute électronique ultra-modernes. Cette position s'est trouvée renforcée après le départ du chah d'Iran et la perte des installations d'écoute américaines dans ce pays.

Principalement, trois stations d'écoute fournissent en permanence aux Américains environ 25 % des informations concernant *les essais de missiles* stratégiques soviétiques : Sinope, sur la mer Noire, Belbasi, près d'Ankara, et Diyarbakir, dans l'est du pays. Ces installations appartiennent à l'Agence de sécurité nationale, chargée de toutes les questions d'écoute, de décryptage, de décodage, de brouillage et de protection des *communications*.

● *Sinope :* écoute et surveillance en permanence des communications radio soviétiques en tout genre (navales, aériennes, terrestres) ;

● *Belbasi :* station d'écoute sismographique, elle fournit aux Américains les données concernant les explosions soviétiques souterraines ;

● *Diyarbakir :* deux radars surveillent en permanence la frontière soviétique et les mouvements de satellites.

Sur les bords de la mer de Marmara, la station de Karamursel contrôle le passage des bâtiments soviétiques de la mer Noire, où se trouvent presque tous les chantiers navals de l'U.R.S.S. au sud.

Toutes les stations d'écoute de l'agence américaine jouent un rôle dans l'écoute des centres d'essais soviétiques de Kapustinyar, à l'est de Volgograd, et de Tyuratam, près de la mer d'Aral. Ce dernier site expérimente les missiles intercontinentaux soviétiques SS-18 et SS-19, et plus particulièrement les ogives multiples à trajectoire indépendante. Ces stations sont aussi chargées d'intercepter les communications en U.R.S.S. entre différentes unités, les autorités politiques, etc.

Outre ces stations d'écoute, la Turquie abrite quatorze stations de surveillance et d'alerte aérienne du réseau NADGE de l'OTAN. — *(A.F.P.)*

LA BELGIQUE RETIRE SES CONTINGENTS DES MANŒUVRES DE THRACE

Bruxelles *(A.F.P.)*. — La Belgique a décidé de se retirer des manœuvres « Anvil Express » de l'OTAN, en Thrace turque, qui se déroulent du 11 septembre au 5 octobre, *« parce que ce pays est maintenant une dictature militaire »*. Cette décision a été annoncée samedi, au cours d'une réunion spéciale du Conseil de l'OTAN, consacrée à la situation créée par le coup d'Etat militaire en Turquie.

Le gouvernement belge espérait que ses partenaires dans l'exercice feraient comme elle, lui évitant ainsi de se trouver dans une situation embarrassante. Les délégués ouest-allemand et britannique ont au contraire insisté pour que cet exercice soit maintenu, afin de ne pas affecter la solidarité de l'alliance. La Norvège et le Danemark, qui avaient également exprimé des doutes sur la poursuite de l'exercice, se sont ralliés à la position de la R.F.A.

La décision belge est qualifiée, dans les milieux diplomatiques atlantiques, de « désastreuse ». Elle fait suite à la décision de Bruxelles de ne pas participer à un exercice majeur de l'OTAN en R.F.A. et surtout de reporter la décision de déploiement de quarante-huit missiles de croisière sur le sol belge, dans le cadre du plan de l'OTAN défini en décembre dernier.

A TRAVERS LE MONDE

Chine

● LES DAZIBAOS, affiches manuscrites en grands caractères, ont complètement disparu de Pékin. Le dernier mur, situé dans le parc de l'Autel de la lune, où leur présence était encore tolérée, a été entièrement lavé et les dernières affiches ont été notamment grattées dans la nuit du vendredi 12 au samedi 13 septembre. — *(A.F.P.)*

El Salvador

● QUARANTE PERSONNES au moins ont été assassinées au cours des dernières quarante-huit heures. Dans la seule matinée du samedi 13 septembre, *on a dénombré vingt-quatre* morts dans la banlieue de la capitale. De nombreux attentats ont eu lieu, d'autre part, en particulier un mitraillage de la résidence du colonel Gutierrez, membre de la junte et commandant en chef des *forces* armées. Le colonel est indemne. Les cadavres décapités de militants de gauche *ont été retrouvés* pendus dans une bourgade à l'ouest de la capitale. — *(A.F.P., Reuter, U.P.I.)*

Guatemala

● M. JULIO SEGURA, ministre de la planification économique dans le gouvernement du général *Lucas Garcia, a été assassiné* le samedi 13 septembre dans la capitale. Son garde du corps a également été tué. Modéré de gauche, M. Julio Segura avait été un collaborateur de Manuel Colom, ancien maire de Guatemala, tué dans un attentat l'année dernière. Plus de quarante dirigeants politiques ou syndicaux ont été assassinés depuis le début de cette année, et M. Villagran Kramer, vice-président, lui-même menacé de mort, a remis sa démission le 1er septembre. — *(A.F.P., UPI.)*

Ouganda

● MASSACRE DANS UN VILLAGE. — Selon des informations parvenues dimanche 14 septembre à Kampala, des voleurs de bétail ont tué une trentaine de personnes au cours de l'attaque, vendredi 12 septembre, du village de Nakapiripirit, dans la région du Karamoja. Des cases ont été brûlées et trois cents personnes sont sans abri. — *(Reuter.)*

Thaïlande

● LA THAILANDE A COMMENCE de renvoyer à la frontière khméro-thaïlandaise plusieurs milliers de Cambodgiens qui avaient illégalement pénétré dans les camps de réfugiés, a affirmé, le samedi 13 septembre, le *Bangkok Post*, citant des sources diplomatiques. De son côté, la Croix-Rouge internationale a annoncé qu'elle vérifiait si les Cambodgiens qui se présentaient aux points d'approvisionnement à la frontière khméro-thaïlandaise ont vraiment besoin d'une aide alimentaire. — *(A.F.P.)*

EUROPE

Pologne

L'U.R.S.S. accorde à Varsovie un nouveau crédit de 260 millions de dollars pour dix ans

Pendant que se prépare la mise en place des syndicats *indépendants légalisés*, on annonçait, à Varsovie, que l'U.R.S.S. avait accordé à la Pologne une ligne de crédits de dix ans à faible intérêt, d'un montant de 260 millions de dollars, en plus de l'aide alimentaire de 150 millions de dollars promise à M. Jagielski. De plus, l'U.R.S.S. a accordé un délai de paiement pour les 280 millions de dollars déjà prêtés pour l'achat, à *l'Occident, de produits alimentaires.* Le montant total des prêts soviétiques est donc de 690 millions de dollars.

Varsovie *(A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)*. — Le Conseil d'État polonais (présidence collégiale de la République) a annoncé, dimanche 14 septembre, les modalités d'enregistrement des syndicats indépendants formés en dehors des syndicats officiels (C.R.Z.Z.). Ces dispositions resteront en vigueur jusqu'à l'adoption par le Parlement d'une nouvelle législation sur le travail.

Les nouvelles organisations *syndicales* régionales devront demander leur enregistrement au tribunal de la *préfecture* (Voïvodie) de Varsovie. Elles devront indiquer leur nom, *fournir* des renseignements concernant leur siège, l'objet et le territoire géographique de leurs activités, et les personnes désignées pour les représenter. Elles devront également *fournir* la résolution du comité fondateur sur la création du syndicat, la liste des membres fondateurs du comité, ainsi que leurs statuts.

Le tribunal de Varsovie fera *connaître sa décision quant* à l'enregistrement du syndicat concerné après avoir *vérifié* si son statut n'est pas incompatible avec la *Constitution polonaise ou* avec les autres règlements officiels. Après *son* enregistrement, le syndicat sera doté d'une identité *légale. Mais, si ultérieurement « ses activités et ses structures ne sont pas conformes à la loi »*, le tribunal aura le pouvoir d'annuler *l'enregistrement. En cas de* refus, un appel pourra être interjeté *devant la Cour suprême.*

Ces dispositions viennent à point. L'absence d'une telle législation avait éveillé de sérieuses inquiétudes au sein des nouveaux syndicats qui éprouvent des difficultés à s'imposer auprès des autorités régionales. A telle enseigne que, a-t-on appris, M. Lech Walesa, chef incontesté du mouvement *ouvrier* sur la côte balte, avait *menacé* de déclencher une nouvelle grève mercredi prochain dans les chantiers navals de Gdansk si le syndicat régional dont il a *actuellement* la responsabilité n'était pas enregistré dans les *délais* les plus courts.

Le *fait* que l'enregistrement doive être effectué au tribunal régional de Varsovie ne semble pas, au premier abord, constituer une entrave dans l'état de flottement qui prévaut *actuellement* en province, la direction suprême du pays aura préféré concentrer les demandes et surveiller la procédure afin d'éviter tout malentendu qui ne pourrait que faire *monter la tension.*

Vers une fédération nationale

En tout cas, les nouveaux syndicats indépendants s'apprêtent à créer une fédération à l'échelle nationale. Une réunion constitutive doit avoir lieu mercredi 17 septembre à Gdansk, où sont attendus de « très nombreux délégués » de la Pologne tout entière : Varsovie, Cracovie, Wroclaw, Poznan, Lublin, Szczecin, Koszalin... Cette assemblée sera présidée par M. Lech Walesa et examinera le projet de statuts préparé à Varsovie.

L'agence PAP a annoncé d'autre part que le comité inter-entreprises siégeant à l'aciérie de Huta-Katowice (Haute-Silésie) avait conclu un accord sur la création d'un syndicat indépendant regroupant soixante-quinze entreprises avec M. Kaim, ministre de la métallurgie, délégué par le gouvernement. Le nouveau syndicat a repris les vingt et une revendications de Gdansk et a obtenu le droit de s'installer dans *l'aciérie, d'ouvrir* un *compte en* banque ; il a reçu l'assurance que *ses permanents continueraient* à toucher leur salaire actuel.

De nouvelles grèves ont éclaté vendredi et samedi dans diverses localités de la Pologne. Ainsi, à Nowy-Sacz (100 kilomètres au sud-ouest de Cracovie), les travailleurs des ateliers de réparation du matériel ferroviaire se sont mis en grève, samedi, pour exiger, entre autres, la *démission* du voïvode (préfet) de la région, M. Lech Bafia, frère du ministre de la justice, M. Jerzy Bafia. *D'autre* part, apprend-on de source dissidente, la police politique (S.B.) a tenté, en vain, de briser une grève qui avait éclaté à l'usine *Chemal* (*constructions* métalliques), à Kielce. Les *ouvriers ont cessé leur mouvement* jeudi, après avoir partiellement *obtenu satisfaction.*

Enfin, M. Edmund Zadrozynski, quarante-neuf ans, rédacteur de la revue clandestine *Robotnik (l'Ouvrier)*, détenu pour *« vol »* depuis le 1er juillet 1979, a été libéré dans la nuit de vendredi à samedi ainsi que l'avaient demandé les grévistes de Gdansk. Invalide du travail, il avait été l'objet de tracasseries policières incessantes depuis qu'en 1976 il avait organisé une grève dans l'émaillerie de Grudzadz (100 kilomètres au sud de Gdansk) où il était employé. Il avait été condamné, le 14 mars dernier, à trois ans de prison pour avoir récupéré une polycopieuse dans les ordures. Son procès sera révisé.

M. Jerzy Kuberski, ministre des affaires religieuses, a annoncé qu'une autre revendication pourrait être satisfaite, sans doute à partir du 21 septembre, celle de la diffusion par la radio de la messe dominicale. La transmission sera faite à partir de l'église Sainte-Croix de Varsovie, à 8 ou 9 heures du matin, pendant une heure tous les dimanches et jours de fête. Un sermon dominical sera également diffusé, mais on ne sait s'il sera toujours dit par le même prêtre. Le ministre a rappelé qu'il s'agit *« d'un retour à la tradition »*, puisque la messe était radiodiffusée avant la seconde guerre mondiale.

En tout cas, fait inhabituel, la télévision a donné des images de l'arrivée à Varsovie d'une délégation de l'épiscopat ouest-allemand invitée en Pologne par le cardinal Wyszynski.

L'agence Pap a annoncé que la *« discussion se poursuit au sein du parti »* sur la situation dans le pays, au niveau des départements (voïvodies) et des cellules. Vendredi, le comité du POUP de Varsovie, celui de Biala-Podlaska (nord-est) et de Jelenia-Gora (sud-ouest), ont tenu des assemblées plénières au cours desquelles, notamment à Varsovie, *« les méthodes et le style de travail qui ont provoqué la crise en Pologne, ont été sévèrement critiqués »*.

Épurations ?

A Paris, à la Fête de *l'Humanité*, M. Wojna, commentateur de *Trybuna Ludu*, l'organe du parti, a dit qu'il fallait s'attendre encore à d' *« importants changements »* au sein du parti (voir page 9). Comme l'écrit ce lundi 15 septembre *Trybuna Ludu*, il va falloir *« épurer le parti ouvrier unifié (P.C.) des individus qui ont perdu leur honnêteté, qui ont succombé aux tentations d'une vie plus facile et à la corruption »*.

C'est un *« sujet bien triste de notre actualité »*, mais *« ces individus sont totalement marginaux »* dans le parti, *« il est aisé de le prouver. Cependant, ce groupe marginal jette une ombre sur un nombre considérable d'autres membres du parti, ceux qui sont restés honnêtes et totalement dévoués à sa cause... C'est pourquoi le parti a le devoir de se débarrasser de ceux qui ternissent sa réputation et sapent sa crédibilité (...). C'est un processus déjà engagé dans nos pensées, nos discussions et activités, alors que des circonstances difficiles requièrent une activité politique exceptionnelle et un combat déterminé contre les adversaires réels du socialisme. Il est impératif d'agir en ce sens pour que le travail et la lutte actuels soient couronnés de résultats conformes aux intérêts de la classe ouvrière, de la Pologne et du socialisme. »*

Espagne

DIRIGEANT DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE

M. José Maria Gil Robles est mort

M. José Maria Gil Robles y Quinones, l'un des principaux *leaders de la démocratie chrétienne, est mort*, à Madrid, le dimanche 14 septembre. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans. Né à Salamanque en 1898, il avait été élu député de cette ville en 1931 et n'avait plus quitté la politique.

Ancien ministre de la République espagnole dans les années 30, exilé *au Portugal pendant la guerre civile*, monarchiste convaincu, opposant courageux *au régime franquiste*, de nouveau exilé, en France, en 1962, dirigeant de l'aile droite de la nouvelle démocratie chrétienne espagnole dans les dernières années de *la lutte contre Franco*, leader politique écouté des premiers gouvernements de *la monarchie depuis* 1976, José Maria Gil Robles a été témoin, et bien souvent acteur de premier plan, de cinquante années de l'histoire d'Espagne.

Avocat et enseignant avant de se lancer, très jeune, dans la politique, il avait un sens du verbe, du mot juste, de la *pensée* précise. L'homme était de taille moyenne, avec une *grosse tête pensive, un regard aigu* derrière les verres de ses lunettes. Il avait gardé la courtoisie des politiciens de la « vieille époque », celle d'avant la guerre civile, et a sans *doute été l'un des plus grands* orateurs des Cortes. Ces orateurs talentueux dont on note *cruellement* l'absence dans les Cortes actuelles.

Prestigieux et respecté, il avait connu ses heures de gloire avant 1936, alors qu'il dirigeait, avec fougue, la CEDA, la *fameuse confédération* des droites espagnoles. Anticommuniste, *monarchiste par* conviction, libéral de tempérament, chrétien fervent, José Maria Gil Robles a été ministre de la guerre en 1934 et en 1935. Et c'est lui — une décision qu'il devait bien souvent commenter plus tard — qui avait alors nommé le général Franco à la tête du haut état-major de l'armée espagnole.

Dépassé par la dynamique de la violence qui submerge son pays, il choisit en juillet 1936 de s'exiler. Installé à Lisbonne, il devient *conseiller privé de Don Juan, comte* de Barcelone, prétendant au trône et père de l'actuel roi Juan Carlos. Mais il assiste en juin 1962, à Munich, à la première rencontre anti-franquiste des *opposants de tout bord*, et il doit quitter le service de Don Juan.

Dans son livre *la Monarchie pour laquelle j'ai lutté*, il a longuement *relaté* ce combat pour une restauration de la monarchie, condition première, *selon lui de la chute de* Franco.

De nouveau exilé par le régime, il *revient en 1964 et fonde la Fédération* populaire démocratique, tendance de droite de la démocratie chrétienne, celle de gauche étant animée par Joaquin Ruiz Gimenez. En 1977, il *échoue* aux élections générales. Il renonce, alors, pour faciliter une intégration *de son mouvement dans une* fédération démocrate-chrétienne. Mais ce geste n'a pas permis à la démocratie chrétienne de retrouver sa place en Espagne. — M. N.

UN LIEUTENANT-COLONEL EST ASSASSINÉ AU PAYS BASQUE

Madrid *(A.F.P.)*. — Le lieutenant-colonel José Maria Urquizu Sustataeta a été tué dans un attentat samedi 13 septembre, à Durango, en Biscaye. Le lieutenant-colonel, âgé de cinquante ans, pharmacien de l'armée, a été atteint de plusieurs balles alors qu'il se trouvait dans la pharmacie de son père, et est mort sur le coup. L'attentat a été perpétré par deux individus, un homme et une femme, qui ont réussi à prendre la fuite à bord d'une voiture où les attendait un complice.

Le 2 septembre dernier, le général Enrique Briz Armengol avait été assassiné, à Barcelone, dans un attentat qui n'a pas été revendiqué, mais que les observateurs attribuent aux groupes révolutionnaires antifascistes du premier octobre (GRAPO).

Depuis le début de l'année, quatre-vingt-onze personnes, dont trente-sept policiers ou militaires ont été victimes d'attentats en Espagne.

● *Un policier* a été grièvement blessé, le lundi 15 septembre, à Barcelone par plusieurs individus au moment où il allait procéder à leur identification. — *(A.F.P.)*

République fédérale d'Allemagne

La campagne pour les élections du 5 octobre

LE PLUS GRAND JOURNAL DU MONDE

(De notre correspondant.)

Bonn. — Quinze millions de foyers ouest-allemands ont reçu gratuitement, le dimanche 14 septembre, le journal au plus fort tirage qui ait jamais été publié au monde : Zeitung am Sonntag. *Il s'agit d'un organe de propagande du parti social démocrate (S.P.D.) qui lui consacre de 12 à 15 millions de D.M., sur les 40 millions qu'il engage dans la campagne électorale, et qui mobilise pour le réaliser une vingtaine d'imprimeries en R.F.A., au Luxembourg et même en Autriche.*

Le parti du chancelier Schmidt n'a pas hésité pour l'occasion à prendre pour modèle une presse qu'il ne cesse de critiquer tout au long de l'année : sports, résultats du loto et reportages à sensation, occupent la place d'honneur. Immédiatement après, la politique, avec une interview de M. Helmut Schmidt. Le chancelier Schmidt déclare qu'il vient d'adresser à M. Brejnev une lettre qui devrait contribuer à la reprise des négociations sur le désarmement. Il indique également qu'il se rendra à New-York, le 19 novembre pour y recevoir une médaille d'une association humanitaire, la Society of men. Sans douter un seul instant de son propre succès électoral, il déclare qu'il souhaite rencontrer à cette occasion le nouveau chef de la Maison Blanche. — J. W.

La hiérarchie catholique prend implicitement position pour M. Franz Josef Strauss

Bonn (A.F.P.). — Le chancelier Helmut Schmidt a répondu en des termes très virulents, le samedi 13 septembre, à une lettre *pastorale* de l'épiscopat ouest-allemand, dont le contenu a été révélé par le quotidien « Frankfurter Rundschau » et qui doit être lue le 21 septembre *dans* les églises. M. Schmidt reproche à l'Eglise de se rapprocher dangereusement du programme électoral de l'opposition chrétienne-démocrate. Il s'élève *notamment* contre les critiques des évêques sur l'endettement de l'État : « Il n'y a pas, que je sache, de chaire de finances publiques à la faculté de théologie, et il n'en est pas question non plus dans l'Ancien et le Nouveau Testament », a-t-il notamment déclaré.

De notre correspondant

Bonn. — Renonçant à la réserve politique qu'elle avait observée depuis au moins dix ans, la hiérarchie catholique de la République fédérale s'engage, cette fois-ci, d'une façon beaucoup plus claire dans le combat électoral. Certes, la lettre pastorale des évêques, qui doit être lue aux fidèles dans toutes les églises le 31 *septembre*, ne demande pas explicitement de voter contre le *chancelier* Schmidt et pour M. Franz Josef Strauss. Mais c'est bien à cette conclusion que doivent arriver ceux qui entendront ce message, qui critique l'action de la coalition socialiste-libérale non seulement dans le domaine de la politique familiale, mais aussi *dans* celui des finances et de l'économie.

Le texte de la lettre pastorale consacrée à l'élection du 5 octobre, vient d'être révélé par la *Frankfurter Rundschau.* Cette divulgation a immédiatement suscité de profonds remous. L'organe libéral de Francfort considère que si l'on met à part quelques phrases sur la nécessité de maintenir *« un ordre de vie conforme à la volonté divine »*, la lettre pastorale aurait pu être rédigée au quartier général du candidat de l'opposition à la chancellerie. Dans les milieux dirigeants du parti social-démocrate et du parti libéral, on le dit tout net : les évêques apportent publiquement leur soutien aux chrétiens-démocrates.

En *fait*, certains arguments de la lettre pastorale ne sont pas inattendus. De leur point de vue, les évêques se devaient sans *doute de condamner* la législation qui libéralise l'avortement ou celle *qui facilite* le *divorce.*

Un peu plus inattendu est le fait que les évêques se dressent contre un aspect essentiel de l'argumentation électorale du chancelier, qui se présente aux citoyens comme le meilleur garant de la détente et de la paix. M. Schmidt, certes, n'a jamais accusé les chrétiens-démocrates de promouvoir une politique belliciste, mais il ne cesse de répéter dans toutes les réunions électorales que M. Franz Josef Strauss et ses collègues n'ont pas *« les capacités nécessaires »* pour maintenir de bons rapports entre l'Est et l'Ouest.

Or la lettre pastorale dénonce *expressément* ceux qui dénient à leurs adversaires *« la volonté de maintenir la paix ou l'aptitude à réaliser ce besoin sur le terrain politique et diplomatique »*. A cet égard, donc, la hiérarchie catholique s'élève de façon très claire contre une argumentation dont les partisans du chancelier Schmidt ont fait leur cheval de bataille.

Quant à la prise de position des évêques contre l'endettement de l'État, elle surprend également beaucoup. L'une des principales critiques de la C.D.U.-C.S.U. contre le gouvernement est, en effet, que celui-ci aurait, depuis son arrivée au pouvoir, fait passer les dettes publiques de 45 milliards à 204 milliards de deutschemarks (M. Strauss assure même que, selon la planification financière à long terme de la République fédérale, celle-ci, en 1982, paiera plus d'intérêts pour les crédits antérieurs qu'elle n'envisage alors d'absorber de nouveaux crédits). Aussi est-il remarquable que la lettre pastorale vienne affirmer que, depuis trop d'années déjà, la République fédérale vit au-dessus de ses moyens.

JEAN WETZ.

Portugal

Le général Eanes dénonce le risque de « division » du pays

De notre correspondant

Lisbonne. — Quelques heures avant l'ouverture officielle de la *campagne pour* les *élections* législatives du 5 octobre, le président *de la République, le général* Eanes, a mis en garde, le samedi *13 septembre*, les Portugais contre *« une division manichéiste irréductible »* qui *« pourrait conduire à la violence »*.

Le général Eanes a *souhaité que* les règles de la démocratie soient respectées et que *« la possibilité d'une rigoureuse alternance au pouvoir » soit maintenue.*

Avant cette allocution, le premier ministre, *M. Sa Carneiro*, s'était lui aussi adressé aux Portugais pour *faire* un bilan extrêmement positif de l'activité de son *gouvernement au cours des* huit derniers mois.

Selon *M. Sa Carneiro* les salaires réels ont enregistré pour la première *fois depuis* la *promulgation* de l'actuelle constitution *« une augmentation sensible »*, tandis que le taux de l'inflation ne devrait pas dépasser *16 %* en 1980. Au plan international, le premier ministre a souligné le renforcement des liens entre le Portugal et l'OTAN, ainsi que l'amélioration des relations avec les anciennes colonies. Il s'est montré, d'autre part, très optimiste en ce qui concerne l'entrée du Portugal dans le Marché commun qui, à son avis, aura lieu *« comme prévu »* en 1983.

M. Sa Carneiro estime que sa tâche a été rendue plus difficile par *« l'opposition de certains organes du pouvoir »* qui n'auraient pas accepté le *« choix populaire »* exprimé aux élections de décembre 1979. La référence au président de la République et au Conseil de la révolution ne pouvait pas être plus nette.

Tous les grands partis politiques se présentent intégrés dans des fronts. Fatigués des querelles partisanes, les Portugais semblent être, en effet, très sensibles à cette idée de fronts, de mouvements élargis. Ainsi l'Alliance démocratique englobe le parti social-démocrate, le centre démocratique et social et le parti monarchiste. Le Front républicain et socialiste est constitué du parti *socialiste*, de l'Union de la gauche pour la démocratie socialiste de M. Lopes Cardoso et de l'Association sociale-démocrate indépendante (ASDI), organisation formée de dissidents du P.S.D. Enfin, le parti communiste et le Mouvement démocratique portugais *se regroupent* au sein d'une Alliance du peuple uni.

La nouvelle Chambre aura des pouvoirs constituants. *« Il s'agit d'un choix définitif »*, considère-t-on à droite comme à gauche. Pour M. Soarès les élections d'octobre risquent pourtant de ne pas *se dérouler « en toute liberté »*. Le secrétaire général du P.S. *accuse* la *coalition* P.S.D.-C.D.S. actuellement au gouvernement de *contrôler* la presse et *d'utiliser* à son profit tout l'appareil de l'administration. *Corroborant* les déclarations du dirigeant socialiste, la *commission nationale des* élections, organe qui selon la *Constitution doit garantir* l'indépendance du scrutin, a déposé plainte contre le premier ministre et le premier ministre adjoint *M. Balsemao qui auraient* commis un « abus de pouvoir », utilisent leurs fonctions pour appeler à voter pour leur parti.

JOSE REBELO.

PROCHE-ORIENT

A LA SUITE D'UNE DÉMARCHE DE M. DAYAN

Le maire de Gaza « redoute » une « fausse sortie » des Israéliens de son territoire

De notre envoyé spécial

Gaza. — Les habitants du territoire de Gaza pourraient-ils un jour prochain découvrir que, soudain, après treize ans d'occupation, les Israéliens se sont « partiellement » retirés ? Le maire de Gaza, M. Rachad Chawa, ne le cache pas : il « redoute » une pareille éventualité et voudrait bien savoir si son inquiétude est vraiment fondée. Cette attitude n'est pas aussi paradoxale qu'il y paraît. Comme la grande majorité des quatre cent mille Palestiniens du territoire dont il est la principale personnalité politique, il souhaite depuis longtemps le départ de l'armée israélienne mais il craint que les dirigeants de Jérusalem ne préparent une « fausse sortie » et même un piège.

Un récent entretien avec M. Moshe Dayan et des rumeurs qui courent à Gaza au sein de l'administration militaire israélienne sont à l'origine de ces craintes. Elles sont telles que M. Chawa nous a déclaré le 14 septembre qu'il venait de transmettre un message à M. Yasser Arafat pour le mettre au courant.

L'ancien ministre israélien des affaires étrangères a rendu visite à M. Chawa le 6 septembre dernier et lui a expliqué le projet qu'il ne cesse de défendre depuis qu'il a quitté le gouvernement, il y a près d'un an : Israël ne doit pas attendre un accord hypothétique sur le projet d'autonomie pour modifier la situation dans les territoires occupés en retirant une partie de ses troupes et de son administration. M. Dayan estime que les négociations étant bloquées, le gouvernement israélien doit, au plus tôt, faire un geste « unilatéral » pour tenter de créer un « climat nouveau ».

M. Dayan a posé cette question au maire de Gaza : « *Quelle serait votre attitude au cas où Israël procéderait à un retrait partiel et où il vous faudrait donc prendre en main une partie de l'administration du territoire ?* » M. Chawa n'ignore pas que les analyses de M. Dayan sont loin d'être partagées par le gouvernement de M. Begin. Il sait aussi que la démarche de M. Dayan était privée et que ce dernier lui a affirmé n'en parler qu'en son nom propre. Mais M. Chawa connaît aussi l'influence que peut avoir M. Dayan, et il se demande aujourd'hui si, malgré tout, l'ancien ministre n'était pas indirectement chargé de le sonder avant une prochaine décision.

M. Chawa ajoute que ses soupçons ont été renforcés lorsqu'il a appris, au cours des derniers jours, qu'au siège du gouverneur militaire de Gaza on prévoyait de réduire très sensiblement les effectifs du personnel administratif israélien dans le territoire de Gaza. « *Peut-être ne s'agit-il que d'une coïncidence*, estime M. Chawa, *mais je préfère envisager toutes les éventualités, car l'affaire est très grave.* »

A la question posée par M. Dayan, le maire de Gaza a répondu de manière tout à fait négative : « *Nous devons rejeter catégoriquement ce projet qui n'a pour but que de diviser les Palestiniens en dissociant le sort de Gaza de celui de la Cisjordanie... Gaza est déjà isolé et l'on veut compléter définitivement cet isolement. D'autre part, comment tolérer que, après treize ans d'occupation, les Israéliens abandonnent, du jour au lendemain, un certain nombre de leurs responsabilités. Ils ne nous ont vraiment pas préparés à prendre la relève.* »

M. Chawa souligne enfin qu'un retrait israélien quel qu'il soit serait tout à fait hypocrite, car il est beaucoup plus facile, souligne-t-il, de contrôler le territoire de Gaza que la Cisjordanie. « *Gaza est non seulement une île*, ajoute-t-il, *mais c'est aussi du sable, il n'y a même pas une pierre à lancer. La frontière n'est qu'à 4 kilomètres d'ici, et l'armée serait aussi vite revenue qu'elle est partie.* »

Le projet évoqué par M. Dayan, et qui pourrait cette fois être repris par le gouvernement de M. Begin, n'est pas une véritable nouveauté. Depuis près d'un an, dans les pourparlers entre Israël, l'Egypte et les Etats-Unis, il a été souvent question d'appliquer « *d'abord* » l'autonomie aux territoires de Gaza si, comme c'est probable, ce n'est pas possible en Cisjordanie. Le président Sadate n'est pas *hostile à cette solution*, mais il a fait savoir qu'il voulait un accord global sur les principes de cette autonomie, avant une expérimentation à Gaza. Ce que redoute maintenant le maire de Gaza, ce serait qu'on substitue un prélude à cette solution de « *Gaza d'abord* », dans la mesure où, actuellement, un accord général sur l'autonomie paraît encore lointain.

FRANCIS CORNU.

M. GEORGES HABACHE PARTIELLEMENT PARALYSÉ

Le secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.), M. Georges Habache, a subi une délicate intervention chirurgicale. Il avait été admis sous un nom d'emprunt à l'hôpital américain de Beyrouth, *il y a près de deux* semaines, pour y subir l'ablation d'une tumeur au cerveau.

Selon le journal *Al Nahar*, l'état de santé du dirigeant palestinien est en nette amélioration, malgré une légère paralysie de son côté droit, qui devrait normalement disparaître dans deux ou trois semaines. En revanche, l'Associated Press croit savoir qu'il y a très peu de chances pour que M. Habache puisse récupérer pleinement l'usage de ses membres droits.

Iran

Le Parlement va discuter du sort des otages américains

La commission des affaires étrangères du Parlement iranien a proposé, dimanche 14 septembre, la création d'un comité spécial chargé de déterminer le sort des cinquante-deux otages américains détenus depuis le 4 novembre dernier. Le président du Parlement, l'ayatollah Rafsandjani, a indiqué que la proposition serait *discutée, mardi, au cours de la prochaine* séance de l'Assemblée. Dimanche, pour la seconde fois, les députés ont renvoyé leur projet de réponse aux parlementaires américains devant la commission des affaires étrangères. Ils ont cependant décidé d'envoyer directement, cette fois, leur réponse au Congrès, dès que le projet aura été amendé et approuvé par la *majorité de la commission*.

Dans une déclaration à l'A.F.P., M. Hassan Ayat, l'idéologue du Parti de la république islamique (PRI), a déclaré que l'éventualité d'un « procès des otages » n'était pas écartée. « Si les Etats-Unis ne satisfont pas aux conditions énoncées par l'imam, a-t-il dit, que pourrions-nous faire d'autre ? »

Enfin, à propos des raisons qui ont amené *l'imam à prendre position*, il a indiqué : « C'est pour que les gauchistes ne profitent pas de la situation et pour montrer que nous ne sommes pas contre la libération des otages. »

D'autre part, tous les mandats d'arrêt délivrés par les tribunaux militaires iraniens ont été annulés, a indiqué, le lundi 15 septembre, Radio-Téhéran. L'ordre a été donné par l'hoja*toleesman Mohadi Ray Shahri, qui dirige les* tribunaux militaires.

De notre correspondant

Washington. — Le dernier discours de l'imam Khomeiny a beaucoup intéressé les Américains, sans les remplir d'espoir pour autant. « *Nous avons appris à être prudents* », a dit le président Carter, faisant allusion aux déceptions successives qu'ont connues ses concitoyens depuis dix mois.

L'impression dominante à Washington est que l'imam Khomeiny a fait une ouverture et que ni le premier ministre ni le Parlement n'ont fermé la porte à une négociation raisonnable. On y voit une illustration, sinon une conséquence, de la lettre adressée le 20 août par le secrétaire d'Etat américain à M. Radjaï. « *Avec la mort de l'ancien chah*, écrivait M. Muskie, *un chapitre de l'histoire de l'Iran est maintenant clos. Avec l'établissement de votre gouvernement, un nouveau chapitre s'est ouvert. Je crois que le moment est venu de jeter un regard neuf sur les problèmes entre l'Iran et les Etats-Unis.* »

Des quatre conditions posées par l'imam *pour libérer les détenus* (*le Monde* daté 14-15 septembre), il en est une qui ne gêne absolument pas Washington : s'engager solennellement à ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Iran. Le secrétaire d'Etat l'a déjà fait savoir dans sa lettre à M. Radjaï.

Deux autres conditions, liées l'une à l'autre, sont un peu plus compliquées : restituer à l'Iran les fonds gelés par les banques américaines, sur ordre de M. Carter, après l'occupation de l'ambassade, et renoncer à toute poursuite légale ou réclamation. Pour ce qui le concerne, le *gouvernement serait prêt à retirer* sur le champ son recours auprès de la Cour internationale de La Haye. Il se trouve cependant que les tribunaux ont été saisis de deux cents réclamations concernant des avoirs américains en Iran, d'un montant total de 3 milliards de dollars. Et *un bon quart des 8 milliards et demi* de fonds gelés sont considérés par les banques comme un remboursement de prêts consentis à l'Iran. Mais le gouvernement américain a fait en sorte qu'aucune décision légale ne soit prise depuis dix mois pour dédommager qui que ce soit — *banques, otages ou ex-ressortissants* — avec ces fonds gelés. Il serait donc tout à fait possible de négocier avec les Iraniens sur ce point.

Beaucoup plus embarrassante est la quatrième condition de l'imam Khomeiny. Comment les Etats-Unis pourraient-ils restituer à l'Iran la fortune du chah ? Ils n'en connaissent pas le montant, et l'ex-souverain lui-même l'ignorait sans doute exactement. D'ailleurs cet argent semble être dispersé en Suisse. M. Carter n'a aucun titre légal pour en disposer.

Le président Carter souhaite, bien sûr, que l'affaire se conclue avant le 4 novembre. Les bénéfices qu'il en retirerait seraient de loin supérieurs aux critiques qui se feraient alors entendre sans retenue. Mais il n'a aucun intérêt à engager avec les Iraniens une négociation boiteuse, susceptible d'aboutir à un échec.

M. Ronald Reagan a estimé que le moment est propice pour prendre les devants. Les Etats-Unis « *peuvent et doivent* » accepter les trois premières conditions de l'imam Khomeiny a dit, le 13 septembre, le candidat républicain. Quant à une « *confiscation* » de la fortune du chah, elle ne pourrait intervenir sans une « *procédure judiciaire adéquate* ». Il ne doit y avoir cependant, de la part des Iraniens, ni retards dans la libération des otages, ni « *introduction de demandes additionnelles* ».

M. Reagan a pris soin de préciser que cette affaire ne peut être un sujet de controverse dans la campagne électorale. Mais en intervenant publiquement vingt-quatre heures après le discours de l'imam Khomeiny, il abandonne l'attitude discrète qui était la sienne depuis quelque temps. Le candidat républicain sait que, malgré les apparences, cette affaire reste très présente à l'esprit de ses concitoyens. Et qu'elle symbolise, beaucoup plus que l'Afghanistan ou les progrès militaires soviétiques, l'affaiblissement des Etats-Unis dans le monde.

ROBERT SOLÉ.

Le conflit frontalier irano-irakien

LES AFFRONTEMENTS ENTRE LES DEUX ARMÉES PRENNENT DE L'AMPLEUR

Les affrontements entre l'Iran et l'Irak ont augmenté en violence et en ampleur en fin de semaine. Ils se développent désormais en plusieurs points d'une ligne frontalière de quelque 600 kilomètres entre Qasr-ê-Chirine et Abadan, près du Golfe.

Les combats semblaient se concentrer ces derniers jours autour de la ville iranienne de Qasr-ê-Chirine. Mais, dimanche matin 14 septembre, des accrochages sérieux étaient également signalés près de Chalamtcheh, dans le Khouzistan, de Tchagaz, dans le Kermanchah, et de Naft-ê-Chahr, dans l'Ilam. Ces trois provinces sont totalement interdites aux correspondants étrangers.

Dimanche, plusieurs journaux iraniens publient en première page la photo d'un « *missile irakien du type de ceux utilisés contre l'Iran* », sans préciser le pays de fabrication de l'arme. Quant aux bilans publiés tant à Bagdad qu'à Téhéran, ils se sont alourdis considérablement depuis une semaine. Ainsi, samedi, l'Iran a annoncé cent morts irakiens. Bagdad, dont les chiffres étaient jusqu'à maintenant beaucoup moins élevés, a, de son côté, fait état de cinquante et un militaires iraniens tués et de cent trente blessés entre le 4 et le 10 septembre. Samedi, également, l'Iran a affirmé avoir abattu un Mig irakien, tandis que Bagdad a déclaré avoir détruit deux Phantom, trois chars et un véhicule blindé iraniens.

La radio nationale iranienne a annoncé qu'il y avait eu des affrontements dimanche en plusieurs endroits le long de la frontière, où l'Irak a annoncé l'occupation d'environ 10 kilomètres carrés de territoire iranien par son armée, cette semaine.

Après l'avoir fermement démenti dans un premier temps, l'Iran a maintenant reconnu la perte d'une parcelle de son territoire. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères a déclaré à l'Agence Reuter qu'on *ne pouvait apprécier l'ampleur de* cette perte, car la situation « changeait constamment » sur le terrain. — (*A.F.P., Reuter.*)

LES DÉBATS AU SEIN DU MONDE MUSULMAN

Les rapports entre le Coran et le socialisme ont suscité de vives controverses

au quatorzième séminaire sur la pensée islamique

De notre correspondant

Alger. — « L'islam et les doctrines sociales modernes », « Les perspectives de l'islam pour le quinzième siècle de l'Hégire », tels ont été les thèmes dominants des débats du quatorzième Séminaire sur la pensée islamique, organisé du 31 août au 7 septembre, au Palais des nations d'Alger. L'actualité de tels sujets, à un moment où se manifeste dans tous le monde arabe un renouveau de l'islam et où la révolution islamique iranienne suscite interrogations et controverses, a donné à cette manifestation un intérêt particulier.

Les autorités ont voulu montrer l'importance qu'elles entendaient accorder à une conférence désormais traditionnelle, qui regroupe chaque année depuis 1967 universitaires, chercheurs et théologiens venus du monde entier.

De nombreux membres du gouvernement ont assisté à une partie des travaux et le président Chadli a rendu visite aux congressistes. Il a été vivement applaudi, l'assistance clamant « *Allah Akbar* » (« *Dieu est le plus grand* ») et il a été salué du titre de « *combattant de la foi* ».

Soixante-cinq personnalités étrangères appartenant à une quarantaine de nationalités ont participé aux débats suivis par plus d'un millier d'étudiants venus des différentes universités du pays. Les Français étaient au nombre de trois : le docteur Maurice Bucaille, chirurgien parisien auteur d'un ouvrage sur « *le Coran et la Bible, lumières de la science moderne* », le professeur Dufour, historien à Nanterre et spécialiste du Moyen Age et Mme Eva de Vitray Meyerovitch, islamologue au C.N.R.S.

Les communications ont fait ressortir l'ampleur des divergences de conception et la netteté des clivages. Les dissensions ont été particulièrement évidentes lorsqu'a été abordé le problème des rapports entre le Coran et le socialisme. Le docteur Taleb Ibrahimi, ministre conseiller du chef de l'Etat algérien, a apporté sur ce point une contribution particulièrement remarquée. La lecture du Coran et de la Sunna, a-t-il déclaré, amène à constater « *que l'islam constitue une révolution permanente générale contre l'exploitation et ses moyens* ».

Faisant constamment référence aux sourates du Coran, il s'est appliqué à démontrer, par exemple, que « *l'islam a combattu les grandes propriétés et considère d'un mauvais œil la concentration des richesses dans les mains d'un groupe restreint ou dans celles d'un individu* ». Selon lui, le problème n'est même pas de démontrer que l'islam est « *compatible* » avec le socialisme. L'islam est, par essence même, socialisme, « *rien ne s'opposant, selon lui, à ce que l'on désigne par cette expression moderne les valeurs sociales, économiques et humaines de cette religion* ».

Cette position et les attaques du docteur Taleb Ibrahimi contre « *ceux qui ont déformé les véritables enseignements de l'islam* » ont suscité de vives réactions. M. Mohamed al Moubarek, professeur à l'université de Djeddah en Arabie Saoudite, a ainsi affirmé que « *le socialisme, théorie sociale découlant du marxisme, ne peut être accepté par l'islam, car il charrie l'athéisme et l'hérésie* ». Il a, d'autre part, estimé que pour des musulmans l'Etat ne peut qu'être islamique et doit reposer avant tout sur la religion.

Une position aussi tranchée ne laissait place à aucune conciliation. Aussi bien la résolution finale du congrès contourne-t-elle le problème en déclarant : « *Lorsque seront étudiées dans les universités et les pays musulmans les doctrines sociales contraires à l'islam, comme le marxisme, elles devront l'être sur une base critique afin de révéler, d'une part, les carences et le caractère caduc de telles doctrines et, d'autre part, la capacité de la justice islamique à régler équitablement les problèmes de l'humanité en vue de son bonheur.* »

DANIEL JUNQUA.

LA CONFÉRENCE DE TACHKENT S'EST TERMINÉE DANS LA CONFUSION

Tachkent (*Reuter, A.F.P.*). — La Conférence musulmane internationale de Tachkent, organisée sous les auspices du conseil des affaires religieuses d'U.R.S.S. (organisme d'Etat), a achevé, vendredi 12 septembre, ses travaux dans la plus grande confusion après trois jours de séances. La plupart des nations islamiques ont boycotté cette rencontre à la demande de l'Arabie Saoudite, en raison de l'Afghanistan. Seuls onze pays où les musulmans sont prédominants ont répondu à l'invitation soviétique : l'Algérie, l'Afghanistan, les deux Yémens, la Jordanie, le Koweït, la Libye, le Mali, la Syrie, la Turquie et le Soudan.

Plusieurs pays où l'islam n'est qu'une des religions pratiquées étaient présents, notamment le Liban, Chypre, le Sénégal, la Tanzanie et l'Ethiopie.

Les participants étrangers invités par le Conseil des musulmans d'Asie centrale soviétique ont refusé d'entériner la déclaration finale rédigée par leurs hôtes. Ils ont soumis une contre-proposition d'origine soudanaise en vue de la construction, à Tachkent, d'un centre culturel islamique financé par la communauté internationale.

Cette initiative inattendue a plongé dans l'embarras les organisateurs soviétiques qui se sont empressés de clore les débats sans adoption de déclaration. Les interventions des délégués soviétiques ont confirmé que l'objet de la conférence — officiellement la célébration du début du quinzième siècle de l'ère musulmane — visait à rehausser l'image de l'U.R.S.S. parmi les musulmans du monde après le « *coup de Kaboul* ».

DIPLOMATIE

M. Schmidt précise à M. Brejnev ses positions sur les armements en Europe

M. Helmut Schmidt a révélé dimanche 14 septembre, dans une déclaration au journal du S.P.D. *Zeitung am Sonntag*, qu'il avait envoyé à M. Brejnev une lettre précisant sa position sur le problème des armements en Europe, en réponse à un message du dirigeant soviétique. M. Schmidt a fait savoir en même temps qu'il se rendra à New-York les 19 et 20 novembre prochain afin d'y recevoir une décoration d'une organisation privée, et qu'il espère rencontrer à cette occasion « *le président américain réélu ou nouvellement élu* ».

Le problème des armements nucléaires en Europe, qui doit occuper une partie des entretiens que MM. Muskie et Gromyko auront à New-York en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, va dominer les discussions du « groupe consultatif spécial » de l'OTAN, qui se réunit à partir du lundi 15 septembre, à Bruxelles, sous la présidence de M. Bartholomew, directeur des affaires politico-militaires au département d'Etat américain.

Pour sa part, M. Ceausescu, chef de l'Etat roumain, a proposé, vendredi 12 septembre, dans un discours, que se tienne à Bucarest, après la réunion paneuropéenne de Madrid, une conférence consacrée au « *renforcement de la confiance et au désarmement en Europe* ».

Une commission indépendante sur la sécurité

Pour sa part, M. Olof Palme, ancien premier ministre social-démocrate de Suède, a annoncé, samedi 13 septembre, la création, sous sa présidence, d'une « *commission indépendante* » pour l'étude des « *questions relatives au désarmement et à la sécurité* ». Cette commission, qui siégera à Vienne à partir de la mi-décembre et comptera une vingtaine de membres, comprend notamment : MM. Cyrus Vance, ancien secrétaire d'Etat américain ; Youri Arbatov, membre suppléant du comité central du P.C. soviétique et président de l'Institut pour l'étude des Etats-Unis et du Canada ; Egon Bahr, l'un des dirigeants du parti S.P.D. ouest-allemand ; David Owen, ancien secrétaire au Foreign Office ; Salim, ancien président tanzanien de l'Assemblée générale de l'ONU ; Den Uyl, ancien premier ministre des Pays-Bas ; et Jean-Marie Daillet, vice-président (U.D.F.) de la commission de la défense nationale de l'Assemblée nationale française.

Cet organisme, qui succède à la « commission sur le développement international » que présidait M. Willy Brandt, s'efforcera, selon M. Palme, d' « *élaborer des directives en vue du désarmement et du contrôle des armements* ». Elle présentera un rapport au début de 1982, avant la session spéciale de l'ONU sur le désarmement. — (*A.F.P., U.P.I.*)

● *La France* est décidée à poser le problème du siège du Parlement européen devant les gouvernements de la Communauté européenne, annonce M. Jean François-Poncet, dans un entretien publié dimanche 14 septembre par le quotidien strasbourgeois *le Nouvel Alsacien*. — (Corresp.)

AFRIQUE

LE CONFLIT NAMIBIEN

Pretoria semble s'acheminer vers une négociation avec les nationalistes

Les Etats participant à la conférence internationale de solidarité avec le peuple namibien, qui a terminé ses travaux samedi 13 septembre au siège de *l'UNESCO à Paris*, ont décidé de demander la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU avant la mi-octobre. Une première réunion de consultation, à huis clos, devait se tenir, lundi 15 septembre à *New-York, à la demande* de M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies.

Le communiqué final de la conférence, qui a réuni une cinquantaine de gouvernements, *vingt-cinq organisations* internationales et cent soixante organisations nationales, estime que les Occidentaux « ont entravé l'action des Nations unies » pour la recherche d'une solution au problème namibien, et certains délégués demandent aux Etats-Unis, au Canada, à la Grande-Bretagne, à la France et à l'Allemagne fédérale d'abandonner leurs tentatives.

De notre envoyé spécial

Johannesburg. — En dépit des hésitations sud-africaines, la conclusion d'un règlement namibien semble désormais possible. *« Il y faudra sans doute de longs mois mais les conditions sont en passe d'être réunies »*, entend-on dire dans les milieux diplomatiques de Pretoria.

Pour les Sud-Africains, la question namibienne est encore plus délicate que ne le fut l'affaire rhodésienne. Entre vingt mille et *trente mille de leurs soldats* se battent dans le nord de la Namibie — l'Ovamboland — contre la guérilla de la SWAPO. Des raids meurtriers sont lancés, de temps à autre, contre les bases arrière de celle-ci, dans le Sud angolais. Depuis *cette année* au moins, les Sud-Africains n'évitent plus les engagements, si nécessaire, avec les garnisons frontalières angolaises.

Un grand nombre d'électeurs du parti nationaliste au pouvoir à Pretoria continuent de percevoir le Sud-Ouest africain (Namibie) *comme la « cinquième province »* de leur République, ce qui explique pourquoi *ils* acceptent que leurs fils prennent le risque de se faire tuer pour en *« défendre »* ce territoire. En conséquence, aucun gouvernement nationaliste *sud-africain ne pourrait* donner l'impression de *« brader »* la Namibie, surtout à ceux que l'on qualifie ici de *« terroristes communistes »*.

Les facteurs ethniques

Animés par le double souci de la sécurité de leurs propres frontières *et* de la destination des immenses richesses du sous-sol *namibien, les Sud-Africains* ne ratifieraient pas l'accession au pouvoir, à Windhoek, d'un gouvernement susceptible d'autoriser la présence, sur son territoire, de camps de l'A.N.C. (Congrès national africain), parti interdit à *Pretoria, ou de remettre en cause* des intérêts économiques jugés vitaux.

Enfin, l'écrasante victoire électorale de M. Mugabe en février au Zimbabwe, à laquelle ils ne s'attendaient pas, les a conduits à *ne plus sous-estimer* les *chances* de M. Nujoma, le président de la SWAPO, au cas où des élections seraient tenues conformément au plan de règlement des Nations unies. On peut même se demander si, tout en se gardant de le dire, *Pretoria ne considère pas* désormais la SWAPO comme la première force électorale de Namibie.

L'analyse sud-africaine de la situation en Namibie *tient* sérieusement compte des facteurs ethniques. Aux yeux de Pretoria, l'influence de la SWAPO se limite pour l'essentiel au peuple *ovambo, qui forme* à peu près la moitié d'une population d'un million *d'habitants (dont environ* cent mille Blancs) et qui occupe le nord du pays. A *toute* négociation, il faudrait donc associer des représentants des autres groupes, c'est-à-dire, en l'occurrence, les élus de 1978 et le *« cabinet »* de M. Mudge.

Si telles sont les préoccupations *de Pretoria, il s'agit donc moins*, pour l'instant, en renforçant les pouvoirs de Windhoek, de créer les conditions d'une *« indépendance unilatérale »* que d'envisager un marché. Une déclaration d'indépendance unilatérale aurait *des conséquences* diplomatiques incalculables pour l'Afrique du *Sud, y compris dans ses relations* avec les puissances occidentales. Tenter de *faire* admettre la légitimité, même limitée, d'un interlocuteur local comporterait beaucoup moins de risques.

Dans le camp de la « ligne de *front »*, le *besoin d'un répit* est sensible. L'hospitalité offerte par *Luanda à la SWAPO* lui coûte cher. Le Mozambique, pour sa part, a beaucoup souffert du conflit rhodésien et se trouve aux prises avec une grave sécheresse. *Le Zimbabwe* voudrait, avant tout, consolider une délicate expérience de *coexistence* entre Blancs et Noirs. En outre, on semble penser, à Luanda comme à Maputo, que M. Nujoma remporterait des élections libres. Pourquoi, alors, poursuivre pendant de longues années une guérilla dont l'emprise, *sur le terrain*, sera lente à *s'élargir ?*

Mais comme les Sud-Africains semblent décidés à offrir une chance à M. Mudge et que, de toute façon, en raison du poids d'une droite nationaliste puissante, *Pretoria ne* peut pas prendre l'initiative publique d'une négociation, *les véritables discussions* ne devraient pas commencer avant l'an prochain. *« Les difficultés techniques du plan avancé par les Nations unies ne sont pas insurmontables »*, estime un diplomate occidental en poste à Pretoria.

Le précédent du Zimbabwe tendrait à prouver, en outre, que le transfert du pouvoir politique peut être assorti de telles garan*ties aux minorités* que ses effets seront, au moins dans les pre*miers temps, assez limités.*

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Algérie

Une dizaine de ressortissants français sont détenus pour divers délits

De notre correspondant

Alger. — Le voile entourant la personnalité de M. Jean-Jacques Delaporte (et non pas Laporte, ainsi que nous l'avions écrit par erreur dans nos précédentes éditions) *s'est* déchiré un peu plus au cours du week-end, à la suite *de nouvelles informations* communiquées par l'ambassade de France à Alger.

Ce mystérieux personnage s'était présenté sans argent ni papiers d'identité le 20 juillet 1978 à l'ambassade, dont il avait réclamé la protection. Il avait dit avoir été arrêté par les services de sécurité *algériens à la fin du mois* de janvier et être détenu par eux depuis près de cinq mois. Remis en liberté trois jours plus tôt, il craignait d'être appréhendé une nouvelle fois. Il lui avait été conseillé de se rendre au consulat de France. Il a sans doute été arrêté à nouveau avant d'avoir pu *le faire.*

M. Delaporte avait affirmé avoir été sergent dans l'armée française et avoir participé aux guerres de Corée et d'Algérie. *Une fois démobilisé*, il aurait « travaillé » pour le compte de certains services secrets dans différents pays africains. Puis, après avoir proposé ses services à l'organisation palestinienne El Fath, qui aurait décliné l'offre, il se serait rendu au Liban, où il aurait participé aux côtés des militants de la Saïka, organisation palestinienne d'obédience syrienne, aux combats contre les milices chrétiennes à *Beyrouth.*

C'est l'ancienne épouse de M. Delaporte qui a signalé sa disparition aux autorités françaises. Celles-ci *se* sont *renseignées* et ont été prévenues officiellement, le 18 mai dernier, de l'arrestation de l'intéressé qui a été présenté au parquet du tribunal militaire de Blida, inculpé d'atteinte à la sûreté de l'Etat et attend, depuis, d'être *jugé*. Toutes ces précisions confirment que M. Delaporte n'a pu en *rien être mêlé à l'enlèvement* de l'imam Sadr.

Pour des raisons tout à *fait* différentes, un autre Français est actuellement détenu en Algérie, depuis le 28 août dernier. Il s'agit d'un exploitant à la dix-septième *Foire internationale d'Alger*. M. Paul Danan, de la société Winter. *Le* 28 août, à 22 heures, M. Danan a heurté, avec son véhicule, un gendarme qui participait à un barrage de routine à un carrefour proche de la foire. Le gendarme, grièvement blessé, est dans le coma. M. Danan, dont le *véhicule roulait à une* allure modérée, invoque pour sa défense les mauvaises conditions dans lesquelles le barrage était réalisé et dit avoir été ébloui par un pro*jecteur. Une demande de* mise en liberté provisoire, contre caution, a été déposée et aurait été, en principe, acceptée.

Une dizaine de ressortissants *français sont*, au total, détenus pour divers délits en Algérie. Parmi eux se trouvent deux techniciens employés par Renault-Véhicules industriels à l'usine de Rouiba, MM. Natividad et Junier, arrêtés en novembre 1979 pour avoir organisé une *véritable* banque de change parallèle et qui devraient passer prochainement en *jugement*. — D. J.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Carter, mauvais joueur ?

De notre correspondant

Washington. — On pouvait *l'imaginer : le débat télévisé* entre les candidats serait le moment-clé de la campagne présidentielle. *Mais nul ne soupçonnait* qu'il y aurait un tel « débat sur le débat », et que la controverse finirait par être un événement politique de première *importance*.

D'innombrables commentaires sont faits chaque jour sur la *bataille du petit écran* — bataille avortée, puisque le principal protagoniste, M. Jimmy Carter, refuse d'y participer : d'accord pour un combat singulier contre *M. Ronald Reagan, il ne veut* pas qu'un troisième siège soit installé pour le candidat indé*pendant, M. John Anderson*. Ses deux adversaires vont donc débattre seuls, le 21 septembre, à Baltimore. Rien n'a encore été décidé pour les confrontations suivantes, qui intéressent beaucoup moins les candidats : selon les spécialistes de l'opinion pu*blique, c'est la première* émission qui est décisive.

Après le fameux duel Nixon-Kennedy, les Américains furent privés de débats télévisés aux élections de 1964, 1968 et 1972. Il y a quatre ans, la Ligue des électrices avait réussi à mettre *face à face MM. Carter et Ford*. Cet ex-mouvement de suffragettes pensait rééditer l'opération sans difficulté en 1980. Mais l'irruption d'un candidat indépendant a beaucoup compliqué la tâche de celles que M. Reagan appelle galamment les *« ladies »*.

La Ligue a finalement décidé *d'admettre aux débats qu'elle* patronne et finance tous les candidats qui auraient obtenu au *moins* 15 % des espérances de vote dans les derniers sondages d'opinion. On s'est étonné. *De* quel droit fixer une telle barre ? Et pourquoi accorder une telle *importance aux sondages ?* Ceux-ci ne coïncidaient d'ailleurs pas au début de septembre. *M. Anderson se voyait crédité* de 13 % par l'institut Roper, de 17 % par Harris et de 18 % par le *Los Angeles Times*.

Ayant consulté les spécialistes, la Ligue a donné son feu vert *à M. Anderson. L'occupant de la* Maison Blanche s'est alors désisté. *« Ce ne sera pas un débat réel*, soutient-il, *mais un forum*. » Seuls deux candidats, représentant les deux grands partis, ont des chances d'être élus. Pourquoi en inviter un troisième? *Et de tomber sur M.* Anderson, qui *« n'a jamais eu un parti, n'a jamais gagné une primaire, même dans son propre Etat »* et qui *« est essentiellement une création de la presse »*.

Barrer la route à M. Anderson

Ravi, M. Anderson a l'impression d'exister de nouveau. Quant *à M. Reagan, il constate avec* soulagement que les projecteurs ne sont plus braqués sur lui, *mais sur le président. Les* critiques pleuvent de tous côtés contre ce candidat qui « se défile ». *Même le* sénateur Kennedy n'a pu s'empêcher, le jeudi 11 septembre, de déclarer à la chaîne de télévision C.B.S. : *« Personnellement, j'aurais participé... Je suis sûr que le président serait très bon dans un débat »* (sous-entendu : de *quoi a-t-il peur ?*).

On comprend que M. Carter ait voulu barrer la route de la *télévision* à M. Anderson. Cet homme caustique serait susceptible de marquer des points dans un débat, puis d'empêcher le président d'être réélu en lui volant des voix démocrates. Ce n'est pas un hasard si M. Reagan prend la défense du troisième *homme*.

M. Carter sait qu'il risque d'apparaître comme un mauvais *joueur — dans les deux sens* du mot : non-respect des règles, attitude susceptible de conduire *à un échec. En politicien de métier*, l'ancien gouverneur de Georgie a froidement mesuré le pour *et le contre. Il préfère essuyer* quelques critiques plutôt que d'affronter ensemble MM. Reagan et Anderson. Ces deux républicains se détestent peut-être, mais ils sont *capables de faire* chorus devant les caméras pour démolir son action présiden*tielle. M. Carter préfère se faire* traiter de couard plutôt que de menacer sa position dans les huit Etats-clés du Nord, où *M. Anderson est capable de* grappiller quelques points. Raison moins négative : en étant *absent du plateau de Baltimore*, il présente les deux autres protagonistes comme des candidats de série « B ».

M. Carter a négligé un récent sondage de *Newsweek*, indiquant *que M. Anderson était réclamé* à la télévision par 71 % des Américains (trois fois plus que *ses électeurs présumés). Le président* a peut-être sous-estimé toutes les flèches empoisonnées que vont lui décocher ses deux adversaires. Déjà, M. Reagan, le 11 septembre, à propos du débat sur l'énergie, avait perfidement déclaré : *« ... M. Carter ne veut pas discuter de ce thème devant vous. »*

Présenter le candidat indépendant comme une *« création de la presse »* ne peut que hérisser les médias qui, selon une pente assez classique, s'apitoyaient sur cet homme seul, sans parti, sans argent, sans *entrée assurée* à la *télévision*. M. Carter semble accumuler les inconvénients : il n'affronte pas M. Anderson, *mais lui fait* une publicité peut-être plus grande que celle qu'il voulait empêcher.

Il est trop tôt pour évaluer les *conséquences de l'attitude du* président. Le « débat sur le débat » pourrait continuer jusqu'au 4 novembre — à moins d'une volte-face dans l'intervalle.

R. S.

Accusé de se droguer

UN DES RESPONSABLES DE LA CAMPAGNE DU PRÉSIDENT SE « MET EN CONGÉ »

Washington *(A.F.P.)* — M. Tim Kraft, un des responsables de la campagne électorale du président Carter, accusé d'avoir consommé de la cocaïne, a déclaré dimanche 14 septembre qu'il *se « mettait en congé »* de l'équipe présidentielle, *à la suite de l'ouverture* d'une enquête sur cette affaire. M. Kraft est soupçonné d'avoir fait usage de cocaïne à La Nouvelle-Orléans, il y a quelques années. Un procureur spécial a été nommé pour enquêter sur cette affaire, a-t-on appris à Washington.

M. Kraft, âgé de trente-neuf ans, qui avait déjà joué un rôle important dans la campagne victorieuse du président, en 1976, et avait été son secrétaire, puis son assistant à la Maison Blanche, a affirmé qu'il était *« complètement innocent »*.

Il a précisé que son retrait de l'équipe électorale présidentielle à *moins de deux mois du scrutin* ne pouvait que servir M. Carter en évitant *« toute exploitation politique de cette fausse accusation »*.

L'ancien secrétaire général de la Maison Blanche, M. Hamilton Jordan, avait été, lui aussi, accusé d'avoir consommé de la cocaïne, *mais avait obtenu un non-lieu* en mai 1980. Il dirige actuellement la campagne pour la réélection de M. Carter.

ARRESTATION DU CHEF DU KU KLUX KLAN

Scotland (Connecticut) *(A.F.P.)*. — Le chef du Ku Klux Klan, M. Bill Wilkinson, a été arrêté dimanche 14 septembre à son *arrivée, dans la ville de Scotland* (Connecticut), où il s'apprêtait à participer à une manifestation autorisée du K.K.K. « Sorcier impérial de l'invisible empire des chevaliers » de l'organisation raciste du Ku Klux Klan, *M. Wilkinson, originaire* de Denham Spring (Louisiane), a été arrêté pour détention d'arme, en violation de la loi en vigueur dans cette ville de mille deux cents habitants.

Huit personnes avaient été légèrement blessées samedi soir, lors d'une manifestation *contre* la présence à Scotland de cette *organisation* raciste. Neuf personnes avaient été appréhendées, puis relâchées, a précisé la police. Samedi soir,

● *Deux pirates de l'air ont détourné, dimanche 14 septembre, vers Cuba*, un appareil effectuant la liaison entre La Nouvelle-Orléans et Atlanta, et se sont ensuite rendus aux autorités cubaines à leur arrivée à La Havane. Les deux hommes, qui s'expriment en espagnol, ont pris le contrôle du Boeing qui *transportait* quatre-vingt-huit personnes en menaçant de *faire* éclater une bombe. L'appareil devrait être restitué rapidement à la compagnie américaine. — *(Reuter.)*

Canada

POUR SORTIR DE L'IMPASSE CONSTITUTIONNELLE

M. Trudeau n'exclut pas un recours au référendum

De notre correspondant

Montréal. — Les premiers ministres des dix provinces *et* le chef du gouvernement canadien, *M. Pierre Elliott Trudeau, ont* reconnu, samedi 13 septembre, qu'ils n'étaient pas parvenus à s'entendre, à l'issue de six jours de négociations intensives à Ottawa sur la révision de la Constitution. Visiblement amer, M. Trudeau a accusé les provinces d'avoir saboté la conférence en présentant des exigences qui ne tiennent pas compte de « l'intérêt supérieur » de la nation. *« A force d'attendre que toutes les provinces soient d'accord sur tout*, a-t-il déclaré, *nous ne parviendrons jamais à être d'accord sur quoi que ce soit. »* Il a indiqué qu'il réunirait cette semaine son groupe parlementaire et le conseil des ministres pour *« déterminer la démarche à proposer au Canada »*. On n'écarte donc plus le recours au référendum, et M. Trudeau lui-même a reconnu, au cours d'une conférence de presse, que *« l'éventualité d'un appel au peuple »* n'était pas exclue. *« Il faudrait demander aux Canadiens s'ils veulent une Constitution à eux plutôt que d'être gouvernés par une loi anglaise »*, a-t-il ajouté. (L'acte de l'Amérique du nord britannique qui créait le Canada en 1867 est *toujours en vigueur et ne peut* être amendé sans consulter le *Parlement de Westminster.)*

Les onze premiers ministres ne se sont entendus sur aucun des douze points figurant à l'ordre du jour. Plusieurs accords semblaient pourtant possibles sur la réforme de la Cour suprême, la *propriété* des ressources naturelles, la compétence en matière de télécommunications et l'introduction d'une « charte des droits » dans la Constitution. Un compromis paraissait même envisageable sur le préambule de la Constitu*tion* auquel le Québec refusait de souscrire s'il n'était pas fait mention du *fait qu'il* constitue une *« société distincte »* et si on ne lui reconnaissait pas le droit à l'autodétermination.

Pourtant, il fallut vite se rendre à l'évidence : l'écart était trop grand entre Ottawa et les *provinces*, ces dernières estimant qu'on cherchait à réduire leur *pouvoir au nom de l'intérêt* national. Or les premier ministres des provinces devaient également tenir compte de leur électorat, et ils ont su utiliser la télévision (les débats étaient retransmis en direct) pour montrer qu'ils n'entendaient céder aucune compétence au gouvernement fédéral, qui, *pour* beaucoup de Canadiens, est une vague abstraction.

En décrétant le *huis clos pour* la dernière journée, vendredi, M. Trudeau espérait retourner la situation à son avantage et convaincre au moins la majorité des provinces en isolant les plus récalcitrantes. Il n'en fut rien, et il *fallut même* prolonger la *conférence* d'une journée.

Samedi matin, les premiers ministres se retrouvent donc une *fois de plus dans l'ancienne gare* d'Ottawa, transformée en centre de conférence. L'un après l'autre, devant les caméras de télévision, ils ont reconnu que c'était l'échec. Certains, comme les premiers ministres du Saskatchewan et de l'Alberta, *MM. Blakeney et* Lougheed, ont affirmé que *« des compromis étaient encore possibles de part et d'autre »*. Pour le premier ministre québécois, M. Lévesque, en revanche, il s'agit d'un *« blocage complet »*, et *« la responsabilité en revient à M. Trudeau, qui veut un gouvernement central fort et même autoritaire et qui ignore l'évolution des provinces »*. M. Lévesque a rappelé que le premier ministre canadien s'était engagé, lors de la campagne référendaire, à procéder à des changements en profondeur du fédéralisme. Or, a-t-il ajouté, *« nous nous sommes heurtés à un mur »*, et M. Trudeau a même cherché à intervenir dans un domaine de compétence provinciale, l'éducation, sous prétexte de protéger les droits des minorités francophones dans le Canada anglais.

Pour tenter de sortir de l'impasse, M. Trudeau a *maintenant* le choix entre plusieurs options : poursuivre les négociations avec les provinces ; convoquer le Parlement pour faire voter une motion demandant aux députés britanniques de remettre la Constitution au Canada ; enfin, procéder par référendum. Selon un document confidentiel préparé par de hauts fonctionnaires fédéraux et révélé dès le premier jour de la conférence, à la suite d'une fuite, la deuxième solution serait la *plus rapide* à défaut d'être la plus facile. Une majorité des deux tiers est en effet requise pour l'adoption de cette motion, et il est très improbable que les partis d'opposition acceptent de la voter si elle n'est pas assortie de garanties acceptables pour les provinces.

Plusieurs provinces ont indiqué qu'il serait « imprudent » de la part de M. Trudeau, de ne pas les consulter, et M. Lévesque est allé encore plus loin en déclarant : *« Nous étudierons toutes les avenues politiques et judiciaires pour bloquer une action unilatérale »*, y compris une intervention auprès de Londres pour bloquer le processus de « rapatriement », ce qui serait très embarrassant à la fois pour *Ottawa et la* Grande-Bretagne.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Chili

UNE RESSORTISSANTE FRANÇAISE TORTURÉE PAR LA POLICE A ÉTÉ LIBÉRÉE

Santiago-du-Chili *(A.F.P.)*. — Mme Michèle Jobet, la ressortissante française torturée par la police chilienne, a été libérée une semaine après son arrestation, le 7 août dernier, déclarait-on, *dimanche 14 septembre*, à Santiago, de source proche de l'ambassade de France où l'on indiquait qu'elle se rendra prochainement en Belgique.

L'hebdomadaire britannique *Sunday Telegraph* a publié, *dimanche*, le *témoignage* de Mme Jobet au Vicariat de la solidarité (organisation catholique s'occupant des détenus politiques). Elle y racontait comment elle avait été torturée à l'électricité par la police chilienne, qui l'avait *de plus contrainte à se dévêtir et* lui avait bandé les yeux pendant toute la durée de l'interrogatoire.

Mme Jobet, âgée de vingt-sept ans, était soupçonnée de servir d'agent de liaison pour une organisation de gauche et d'avoir des *contacts avec le Vicariat* de la solidarité. Mme Jobet est mariée à un Chilien d'origine française, M. Guillaume Leblanc. Celui-ci, détenu depuis plus d'un an à Santiago, serait, selon les milieux diplomatiques, libéré vers le 15 *octobre*.

Après le référendum

Au plan politique, on estime à Santiago que l'opposition, malgré *la victoire du régime militaire* au référendum constitutionnel, qualifié de *« frauduleux »* par l'ancien président Eduardo Frei, est renforcée par cette consultation.

Cette certitude, qu'expriment aussi bien les centristes de la démocratie chrétienne que les socialistes et communistes de l'ancienne *Unité* populaire du président Salvador Allende, incitera l'opposition à poursuivre ses efforts pour la formation d'un gouvernement de transition, comme le demande M. Eduardo Frei.

Le groupe des « 24 », formé de juristes, intellectuels et professionnels de diverses tendances, qui avait rédigé un contre-texte constitutionnel, a réaffirmé que le *plébiscite* était *« illégitime »* et qu'il ne pouvait donc sanctionner une nouvelle Constitution.

● *Le gouvernement italien* estime que le référendum constitutionnel chilien n'a *« rien à voir avec les consultations électorales libres qui caractérisent un système démocratique »*. Dans un communiqué publié à Rome, le gouvernement italien souligne *« l'absence évidente de toute garantie pour la libre expression de la volonté populaire »*. — *(A.F.P.)*

Uruguay

LE PROCÈS EN APPEL DU DIRIGEANT TUPAMARO RAUL SENDIC EST FIXÉ AU 15 SEPTEMBRE

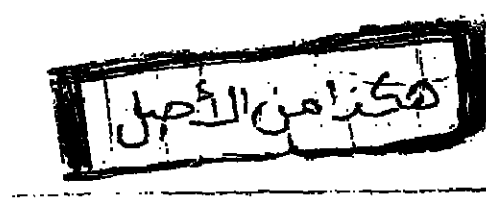
Le procès en appel de M. Raul Sendic, fondateur et dirigeant du Mouvement de libération nationale (M.N.L., Tupamaros), *devait* avoir lieu le lundi 15 septembre à *Montevideo*. Un avocat français, Mᵉ Chéron, qui avait participé à la défense du pianiste Miguel Angel Estrella, s'est rendu en Uruguay, désigné par la famille, pour participer à la *défense* de M. Sendic.

Ce *dernier*, âgé de cinquante-cinq ans, ancien dirigeant syndical, avait été arrêté en 1972 après un affrontement avec l'armée. Torturé, il a été détenu depuis *lors dans* un isolement total et dans d'horribles conditions physiques : il a, en particulier, passé une année au fond d'un puits. Il était considéré comme un « otage » par le régime militaire. Ce n'est qu'en juillet 1980 qu'il a été jugé, et condamné à quarante-cinq ans de *prison*.

D'autres dirigeants du même *mouvement* doivent également passer en jugement ce lundi.

Mᵉ Korman, observateur désigné par la Fédération *internationale* des droits de l'homme, ainsi qu'un avocat italien et deux avocats brésiliens devaient se rendre également à Montevideo.





Le Canada entre deux épreuves

(Suite de la première page.)

Mais il faut aussi faire maintenant le bilan des erreurs, pour une grande part dues à l'angélisme de ces Nord-Américains imaginant trop de vertu à une sociale-démocratie dont l'Europe est revenue depuis bien longtemps. Il peut évidemment paraître facile, à présent que le résultat négatif est connu et obscurcit l'avenir, d'expliquer que la voie du référendum, telle qu'on l'a prise, n'était pas la bonne. Il n'est cependant pas inutile d'en analyser les raisons.

Il faut rappeler d'abord que l'erreur d'aiguillage remonte à la victoire même du Parti québécois, en 1976. C'est alors que, dans l'impatience d'exercer le pouvoir et de réaliser leur programme, les « péquistes », comme on les appelle, ont inversé les termes de leur programme sur le point capital du référendum en sorte que, d'abord prévu pour consacrer ce qui aurait dû être l'aboutissement d'une négociation avec le pouvoir fédéral, ce référendum a été posé au principe même de la négociation.

Autant il était logique de considérer que seul un référendum pouvait proclamer ou consacrer la souveraineté du Québec, autant il l'eût été aussi de considérer que le seul fait d'être porté au pouvoir donnait au gouvernement du Québec le mandat naturel de négocier ce qui était dans son programme, c'est-à-dire ce sur quoi, en fin de compte, il avait été élu, quelles qu'aient pu être les arrière-pensées des uns et des autres au moment même de cette élection.

Une impasse dommageable

C'est en renonçant à cette logique démocratique rigoureuse que le Parti québécois s'est engagé dans une impasse assez dommageable. Ainsi, n'avait-il plus nettement en main la règle du jeu qu'il entendait pratiquer. A cette faiblesse initiale s'en est vite ajoutée une autre, faite de nombre d'illusions que les Québécois entretiennent encore, après deux siècles d'aliénation politique, sur la perfection et l'honnêteté des systèmes démocratiques anglo-saxons.

Tout s'est en effet passé comme si les Québécois ne savaient pas encore ce que leur longue et dure histoire aurait dû leur enseigner plus qu'à d'autres, à savoir que s'il existe bien un système démocratique typiquement anglo-saxon qui profite à ceux qui en acceptent l'éthique, il n'est absolument pas extensible aux allogènes, et a même pour nature de se transformer en tyrannie à leur encontre. C'est d'ailleurs le propre de tout système qui se suffit à soi-même.

Par ce phénomène fâcheusement ignoré ou oublié sur les rives du Saint-Laurent, la maîtrise de la règle du jeu a une seconde fois échappé au gouvernement québécois. Par quelle mystérieuse distraction ce gouvernement a-t-il pu croire en effet que le pouvoir fédéral se considérait comme lié par les règles établies par le pouvoir provincial en vue de la consultation référendaire ? M. Joseph Clark serait-il demeuré au pouvoir à Ottawa, il eût sans doute adopté une tactique discrète afin de ne pas provoquer une réaction des Québécois à l'encontre d'un gouvernement auquel ils ne pouvaient plus aucunement s'identifier. Mais le retour de M. Pierre Trudeau, fort peu porté à se réformer lui-même par une trop brève traversée du désert, rendait inévitable ce qui est effectivement arrivé.

Dans son souci habituel de rigueur et de vertu, largement justifié par les mœurs politiques dissolues des libéraux qui l'avaient précédé au pouvoir, le Parti québécois avait établi pour loi que deux comités, l'un pour le oui et *l'autre pour le non, superviseraient* le débat référendaire et auraient chacun le droit d'y dépenser 2,5 millions de dollars dont l'origine serait de part et d'autre rendue publique.

Mais rien n'interdisait au gouvernement fédéral, nullement lié par cette loi provinciale, de faire ce qu'il a fait, c'est-à-dire de mettre pour sa seule part 5 millions de dollars dans la balance, en sorte que pour 2,5 millions de dollars qui ont été dépensés pour la campagne du « oui », 7,5 millions l'ont été pour celle du « non ». Et fort habilement, tant par l'intermédiaire de l'Association pro-Canada que par l'utilisation à tout-va de Radio Canada, qui par ailleurs refusait les messages publicitaires du gouvernement du Québec, au motif qu'ils étaient trop « politiques » !

On sait qu'à ces abus de pouvoir *le gouvernement fédéral a* joint toutes sortes de pressions des plus cyniques, telles que celles exercées sur tous les titulaires de pensions, c'est-à-dire sur toutes voir se tarir la manne venant les personnes âgées, menacées de d'Ottawa, alors que cette manne pourrait bien être distribuée par le gouvernement provincial comme elle le fut jusqu'en 1940, date à laquelle Ottawa utilisa les « mesures de guerre » pour usurper ce pouvoir.

On pourrait pousser très loin l'examen des abus et des pressions qui ont permis de fausser les résultats d'une consultation qui, de *toute manière*, était déjà une gageure dans un pays où il n'existe pas à proprement parler de citoyenneté, où la détention d'une carte d'électeur serait (on ne sait pourquoi) considérée comme une atteinte à la liberté privée, où l'on peut donc voter également plusieurs fois pour soi-*même et pour les morts, etc.* Mais, encore une fois, de telles explications ne doivent pas cacher une réalité plus profonde qui tient aux rapports historiques des Québécois, qu'on appelait il y a vingt ans encore les Canadiens français, avec le Canada.

Ces Québécois des vingt dernières années, ces générations nouvelles qui exercent aujourd'hui le pouvoir, ont sans doute un peu trop vite oublié que pour les générations précédentes, dont le poids électoral faisait encore le vote, le Canada n'avait pas tout à fait cessé de s'identifier à leur apport propre en cette terre d'Amérique : pendant des siècles et des générations, les « Canadiens », ce furent eux, alors que les autres étaient les « Anglais ».

Tout s'est donc passé comme si l'on avait demandé aux générations les plus anciennes, et aussi les plus anciennement nationalistes, de renier quelque chose qu'on leur avait volé depuis bien longtemps, mais qu'elles veulent considérer encore comme leur appartenant. Cet attachement au mot Canada n'a donc rien à voir avec l'institution coloniale, puis fédérale, qui a usurpé ce mot, comme elle vient gaillardement, au lendemain même du référendum, d'usurper un hymne typiquement *franco-canadien* dans son origine, *O Canada !*, pour en faire l'hymne « national » d'un Canada qui non seulement est de moins en moins français mais qui, encore, est de plus en plus antifrançais, et où la seule politique qu'on puisse attribuer à M. Pierre Trudeau, le bilinguisme, est *considérée*, de *Toronto* jusqu'à la côte Ouest, comme une rigolade.

Un sursis ?

A Montréal même, ni les anglophones ni les fédéralistes les plus convaincus ne considèrent avoir gagné la partie. Beaucoup estiment que le « non » du 20 mai, acquis dans les circonstances douteuses que je viens de décrire, et par des méthodes ou des trucs rien moins que démocratiques, n'est qu'un sursis pour les uns et une partie remise pour les autres. Le référendum a occasionné une véritable psychothérapie collective dans un Québec où l'attachement à la langue française, après l'effondrement de la foi des ancêtres et devant l'évidente et progressive dissolution de la race du fait des apports extérieurs de moins en moins contrôlés, demeure l'unique phénomène, l'ultime référence qui soude encore la tribu.

Et, là encore, le gouvernement du Parti québécois n'a pas toujours été conséquent avec lui-même. Il ne suffit pas, en effet, de légiférer sur les droits de la langue française dans cette seule partie de l'Amérique où elle fonde et soude encore une société spécifique : il faudrait encore avoir une politique d'immigration qui ne menace pas à terme ce qu'on sauve dans le présent. Or, curieusement, au cours de ces dernières années, ni l'immigration des Français de France (tombée de trois mille en 1976 à mille deux cents l'année dernière) ni même celle des francophones n'a été tellement favorisée en dépit d'un certain contrôle repris dans ce domaine par le pouvoir provincial sur le pouvoir fédéral.

Au contraire, l'éminent ecclésiastique qui avait la charge de ce département ministériel (1) s'est attaché, par une charité d'ailleurs louable en elle-même, à importer, si j'ose dire, mille cinq cents Asiatiques, qui sont en grande majorité des Chinois de Cholon, dont la métropole en Amérique du Nord ne saurait être que San Francisco, et la langue, tant d'utilité que de prédilection, l'anglo-américain.

Or le Québec, dans la situation où il se trouve aujourd'hui, ne peut plus se permettre de ne pas être absolument cohérent avec les objectifs, sinon l'histoire jugera avec tristesse qu'il ne se sera tant battu que pour survivre vingt ou trente ans aux puissantes menaces d'assimilation qui n'ont nullement relâché leur étreinte.

La balle est, on le sait, maintenant *dans le camp du pouvoir* fédéral. L'histoire aura aussi à juger si la politique de M. Trudeau, non contente de poursuivre l'ancienne politique coloniale consistant à intégrer et à assimiler les francophones dans le reste du Canada, ne conduit pas le Canada lui-même à sa perte à force d'avoir fait s'additionner les conflits sans jamais en résoudre aucun. Quelle ne serait pas, en effet, la force de négociation du pouvoir fédéral face aux revendications de l'Ouest canadien s'il avait d'abord su résoudre, au lieu de l'exacerber, le traumatisme historique né en Nouvelle France de la conquête anglaise de 1760 ? Mais M. Trudeau n'a que du talent, et il lui aurait fallu du génie.

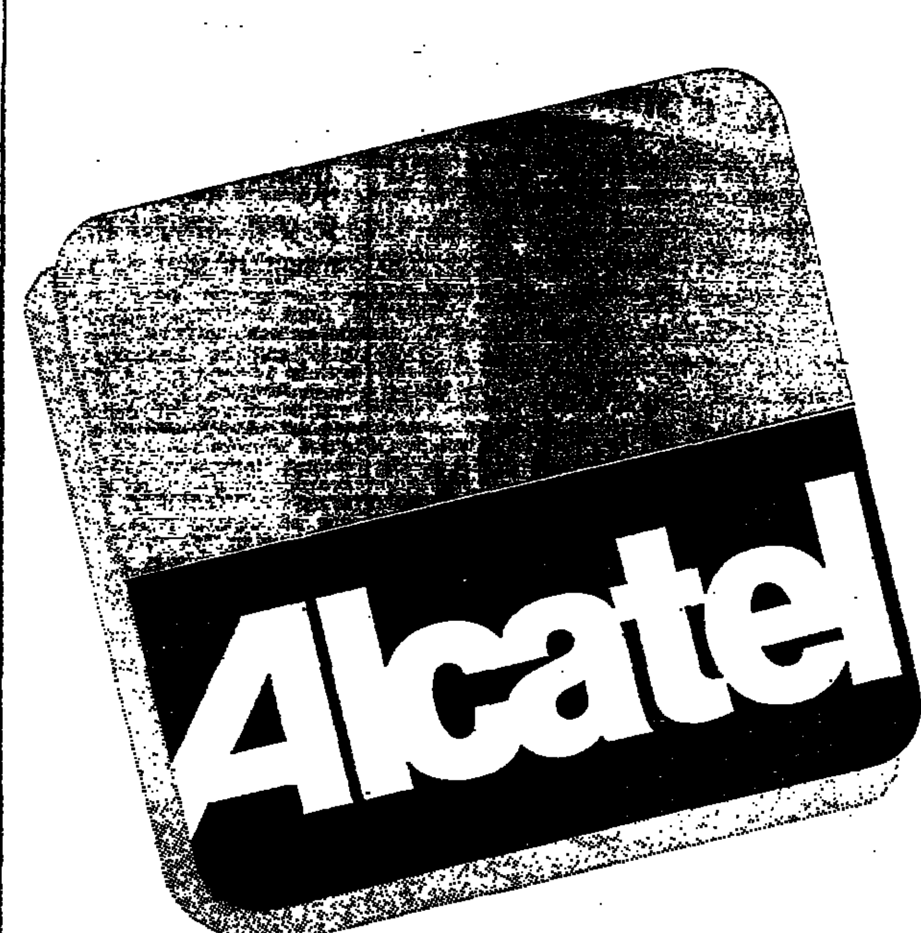
PHILIPPE DE SAINT-ROBERT.

(1) M. Jacques Couture, ministre de l'immigration, qui appartient à *la Société de Jésus*, vient de démissionner « pour des raisons d'ordre strictement personnel », c'est-à-dire afin de réintégrer son ordre.

Prochain article :

DEUX PEUPLES
OU DEUX NATIONS





ASIE

Corée du Nord

LE PRÉSIDENT KIM IL-SUNG FAIT UNE NOUVELLE PROPOSITION DE TRAITÉ DE PAIX AVEC LES ÉTATS-UNIS.

Tokyo *(A.F.P.)*. — Le chef de l'Etat nord-coréen, le président Kim Il-sung, a déclaré que son pays était prêt à annuler ses traités de défense avec l'U.R.S.S. et la Chine, à condition que l'actuel accord de cessez-le-feu avec les Etats-Unis soit remplacé par un traité de paix bilatéral, a annoncé, dimanche 14 septembre, l'agence de presse japonaise Kyodo.

Le président Kim a fait cette déclaration à une délégation du parti libéral démocrate en visite à Pyongyang. Le correspondant de Kyodo, qui accompagnait cette délégation, ajoute que M. Kim a souligné qu'il était fermement opposé à l'entrée aux Nations unies des deux Corées en même temps, ce qui perpétuerait, selon lui, l'idée que la péninsule coréenne peut rester divisée.

Le président Kim a ajouté que la Corée du Sud pourrait assister en tant qu'observateur, mais non en tant que partenaire, à d'éventuels entretiens entre son pays et les Etats-Unis.

[Ce n'est pas la première fois que la Corée du Nord propose aux Etats-Unis d'ouvrir des négociations pour la conclusion d'un traité de paix, après la guerre des années 50. Mais Washington a toujours exigé que la Corée du Sud participe en tant que partenaire à part entière à ces négociations, ce que Pyongyang n'accepte pas.]

Corée du Sud

M. Kim Dae-jung se défend d'avoir conspiré pour renverser le gouvernement

Séoul. — M. Kim Dae-jung, chef de l'opposition sud-coréenne, a souhaité ardemment samedi 13 septembre devant la cour martiale qui le juge que la démocratie et la réconciliation nationale soient établies dans le pays après sa mort, requise par l'accusation.

Dans sa dernière déclaration avant l'énoncé du verdict, qui doit avoir lieu dans quelques jours, M. Kim a affirmé qu'il n'avait jamais conspiré contre son pays ni même contre le gouvernement. « *Je suis chrétien et je crois en une démocratie libre* », s'est-il exclamé. « *J'ai toujours soutenu totalement la République de Corée, et je n'ai jamais formé d'organisation contre l'Etat. Je n'ai jamais conspiré pour renverser le gouvernement* », a-t-il affirmé avec force.

Le chef de l'opposition a parlé une heure et quarante-huit minutes. Sa déclaration a été en grande partie censurée par les autorités militaires, mais les observateurs diplomatiques présent en ont confirmé la teneur. Il a affirmé notamment que le gouvernement était en fait responsable des sanglantes manifestations estudiantines de mai dernier.

Il a expliqué ces émeutes par le fait que les étudiants étaient à bout de patience après six mois de loi martiale et ne croyaient plus en la volonté du gouvernement de restaurer la démocratie. Il a souligné que lui-même était opposé à l'idée de ces manifestations de ruest

M. Kim a répété devant le tribunal qu'après son arrestation il avait été gardé dans un sous-sol pendant soixante jours et « *avait subi une épreuve indescriptible* ». Il a dit qu'il avait été privé de ses vêtements et menacé de tortures, qu'on lui avait refusé un avocat et que les épreuves qu'il avait subies avaient failli le rendre fou.

A la fin de la session du tribunal, les membres de la famille de M. Kim présents dans l'enceinte ont commencé à chanter *We Shall Overcome* (Nous vaincrons) et à crier : « *Longue vie à Kim Dae-juin !* », *Longue vie à la démocratie !* », avant d'être expulsés par les gardes. — *(A.F.P.)*

CORRESPONDANCE

Le malheur d'être Coréen

M. Yi Yu-jin, éditeur de la revue d'opposition Dong Po *(Compatriotes) et président de l'Association des Coréens libres en France, nous a adressé au sujet du procès de M. Kim Dae-jung une lettre dont voici un extrait :*

Le peuple coréen est considéré par le général Chon Too-hwan comme une masse obscure et menaçante d'où ne peuvent surgir que désordre et troubles. Les Etats-Unis, quant à eux, considèrent que le peuple coréen n'est pas digne de mériter un régime démocratique. Et le régime totalitaire que subit le peuple coréen depuis tant d'années, renforcé encore par la venue au pouvoir du général Chon Too-hwan, lequel garantit les intérêts américains en Extrême-Orient, tente sans cesse d'imposer au peuple coréen par la force une obéissance aveugle.

Le peuple coréen est obligé de garder le silence. Dès qu'il montre sa désapprobation, comme le firent il y a peu de temps les citoyens de Kwangju, les parachutistes du général Chon Too-hwan le massacre sans pitié. Toute velléité de résistance, même pacifique, est punie d'emprisonnement. Le chef de l'opposition, M. Kim Dae-jung, lequel représente les aspirations profondes du peuple coréen, est traduit devant une cour martiale, sans que le peuple coréen puisse dire quoi que ce soit pour sa défense. Le général Chon Too-hwan ne tolère pas d'opposition à son sanglant régime totalitaire. Quel malheur que celui d'être coréen !

Inde

Islamabad et New-Delhi veulent éviter une dégradation de leurs relations

De notre correspondant

New-Delhi. — Pour la première fois depuis la partition, en 1947, du sous-continent, le gouvernement pakistanais a exprimé au gouvernement de New-Delhi ses regrets quant au comportement de sa presse nationale à l'égard d'événements survenus sur le sol indien.

Dans un message adressé mardi 9 septembre à son collègue indien, M. Narasimha Rao, le ministre pakistanais des affaires étrangères, M. Shahi, a réaffirmé la politique de non-ingérence de son pays dans les affaires indiennes et assuré son voisin que le gouvernement pakistanais n'était impliqué en aucune façon dans les affrontements qui, dans le nord de l'Inde, ont opposé la communauté musulmane, d'abord aux forces de l'ordre, puis à la communauté hindoue. Adopter une autre position, a insisté M. Shahi, serait « *suicidaire* » à l'égard d'un pays aussi important que l'Inde.

Aussi, M. Shahi a-t-il regretté que, en dépit de l'attitude du gouvernement, la presse pakistanaise ait donné de ces affrontements un compte rendu « négatif » (1). Il a assuré M. Rao que son pays demeurait attaché au développement et à l'amélioration de ses relations avec l'Inde.

Le ministre indien avait indiqué à l'ambassadeur du Pakistan en Inde que son gouvernement avait été « *affligé* » par les réactions enregistrées au Pakistan et qu'il en était résulté un « *recul* » dans le processus de normalisation des relations. Il avait toutefois ajouté que l'Inde était désireuse de poursuivre ses efforts en vue de restaurer une atmosphère de confiance entre les deux pays.

De son côté, la police indienne poursuit son enquête sur l'incident survenu lundi devant l'ambassade du Pakistan, où un groupe de jeunes gens auraient crié des slogans hostiles et lancé une pierre. La protection de l'ambassade a été, depuis, renforcée.

A noter aussi, dans cette série d'accrocs entre les deux pays, la mise en garde adressée par les autorités pakistanaises à leurs ressortissants désirant se rendre en Inde (ils ont été invités à prendre en considération le fait qu'un visiteur pakistanais avait été tué le mois dernier à Srinagar, au Cachemire) et l'annonce, par la presse indienne, de l'arrestation de plusieurs Pakistanais à la suite des événements survenus à Moradabad et en Uttar-Pradesh.

Un communiqué publié à Islamabad souligne aussi que certains organes de presse indiens « *ont insinué sans preuves que le gouvernement pakistanais et des visiteurs en provenance de ce pays étaient impliqués dans la regrettable explosion de violence intervenue dans certaines régions de l'Inde* ». Enfin, le Pakistan, arguant de « *mauvaises conditions climatiques* », a demandé le report de la tournée que l'équipe indienne junior de cricket devait effectuer en septembre dans ce pays. La nouvelle a suscité la consternation des milieux sportifs indiens, qui entendent voir cette tournée — à la préparation de laquelle des sommes importantes ont été consacrées — se dérouler aux dates convenues.

PATRICK FRANCÈS.

(1) L'ambassadeur d'Inde au Pakistan avait protesté contre le fait que les affrontements survenus en Inde aient été qualifiés par certains organes de la presse pakistanaise pro-gouvernementale de « massacre » et de « génocide » de la communauté musulmane indienne. Alors que le *Pakistan Times* observait que « *si le Pakistan n'existait pas, ses habitants auraient subi le même sort que les infortunés musulmans indiens* », le *Nawai-Waqt* avait évoqué la nécessité de créer un « *troisième Pakistan* ».

Afghanistan

DEUX CENT CINQUANTE EMPLOYÉS DE LA COMPAGNIE AÉRIENNE NATIONALE ARIANA SE SONT RÉFUGIÉS EN R.F.A. DEPUIS LE MOIS DE MAI.

Deux cent cinquante employés de la compagnie aérienne nationale afghane Ariana se sont enfuis de leur pays, ainsi que leurs familles, depuis le mois de mai, a annoncé, dimanche 14 septembre, à Francfort, au cours d'une conférence de presse, le commandant d'un DC-10 de la compagnie, qui a refusé de retourner à Kaboul. Il a affirmé que ce départ avait été gardé secret pour permettre aux familles de quitter le pays par voie de terre, et qu'il ne restait plus que sept pilotes de ligne dans le pays. Le commandant Habullah Balchi a déclaré qu'il avait pris sa décision parce qu'il était obligé de transporter des armes, des munitions et des soldats dans les zones de combat. Selon lui, le régime de Kaboul est soutenu par des conseillers militaires venus de Cuba, du Vietnam, du Yémen du Sud et de Tchécoslovaquie.

Plusieurs centaines d'Afghans ont profité du libéralisme des lois ouest-allemandes sur l'asile politique pour se réfugier dans ce pays. Deux cents réfugiés afghans qui se trouvent en Inde, dont plusieurs « *personnalités* », ont reçu l'autorisation d'émigrer aux Etats-Unis, nous câble notre correspondant à New-Delhi, Patrick Francès; plus de cinq cents demandes ont, jusqu'à présent, été enregistrées par l'ambassade américaine.

En Afghanistan même, les réfugiés continuent d'affluer à Kaboul, fuyant les combats; la population de la capitale a doublé, a déclaré un ancien fonctionnaire du régime. Les troupes soviétiques ont repris leurs patrouilles dans la ville et assurent la sécurité de la résidence de trois ambassadeurs (hongrois, bulgare et tchécoslovaque), alors que les combats semblent s'intensifier dans le pays.

Enfin, selon la résistance afghane, deux ministres et un commandant de la milice, le général Bacha Khan, auraient été tués samedi par un commando de résistants à Zardan, dans la province de Paktia. Il s'agirait de M. Nazar Muhamed, ministre des travaux publics, et du lieutenant-colonel Faiz Muhammed, ministre des questions frontalières. — *(A.P., U.P.I., Reuter, A.F.P.)*

هكذا من الأصل

LA FÊTE DE « L'HUMANITÉ »

Sur tous les plans, nous sommes les « anti-Giscard »

déclare M. Georges Marchais

La fête de « l'Humanité », qui s'est tenue samedi 13 et dimanche 14 septembre à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), aura été celle de M. Georges Marchais. Le livre du secrétaire général du P.C.F., « l'Espoir au présent », vendu dans toute la fête par des militants, dédicacé par son auteur au cours de deux séances de « signature », avait été acheté, dimanche en milieu d'après-midi, par quinze mille personnes et M. Pierre Juquin, membre du bureau politique, prévoyait la vente de vingt mille exemplaires au total. M. Marchais a inauguré, samedi, la « cité internationale » (« le Monde » daté 14-15 septembre), puis il a donné, à TF 1 et à France-Inter, une interview retransmise dans la fête. Dimanche, le secrétaire général a prononcé, sur la « grande scène », un discours sur la situation politique, qui confirme les grandes lignes de la campagne présidentielle du P.C.F., telles qu'elles apparaissaient déjà dans « l'Espoir au présent ».

M. Roland Leroy, membre du bureau politique, *directeur de « l'Humanité », a indiqué,* dimanche après-midi, que 604 045 vignettes donnant droit à l'entrée à la fête avaient été vendues, contre 603 807 en 1979, 513 930 en 1978 et 601 969 en 1977. La prééminence donnée aux luttes sociales était évidente jusque dans la place modeste occupée cette année par le « village du livre », où plusieurs éditeurs importants, tels que le Seuil ou les PUF, n'avaient pas jugé utile d'acheter un stand. Peu de débats *avaient été organisés, celui qui portait sur les* événements de Pologne suscitant la plus grande affluence.

« Marchais à l'Elysée ! », ont scandé les jeunes communistes après le discours dans lequel le secrétaire général avait affirmé : « Sur tous les plans, nous sommes les « anti-Giscard. »

« François Mitterrand ne veut pas changer la politique actuelle »

Interrogé, samedi 13 septembre, sur TF 1 et France-Inter, M. Marchais, comme on lui demandait s'il ne s'engageait pas trop tôt dans la campagne pour l'élection présidentielle, à sept mois du scrutin, a répondu : « *D'abord, vous anticipez quand même sur la démocratie, parce que, comme le prévoient les statuts de notre parti, qui ont été mis à jour lors de notre dernier congrès, il faut attendre que soit désigné officiellement le candidat du parti, et cela sera officiel le 12 octobre. D'autre part, nous, actuellement, notre préoccupation essentielle n'est pas l'élection présidentielle* [mais] *l'organisation des luttes des travailleurs dans tous les domaines où ils subissent très, très durement les conséquences de la politique du pouvoir.* »

M. Marchais a cité le cas de Manufrance, et il a indiqué que les communistes « *ne laisseront pas fermer* » cette entreprise. « *Cela étant dit,* a-t-il ajouté, *il est évident que nous ne séparons pas ces luttes de la bataille pour l'élection présidentielle, parce que, en définitive, le scrutin du mois d'avril prochain (...) ne sera que l'expression des luttes qui vont se dérouler d'ici là.* » Le secrétaire général du P.C.F. a affirmé que « *la question qui intéresse les travailleurs et qui doit les intéresser, c'est quelle politique sera mise en œuvre à la place de la politique actuelle, parce que si vous changez le pensionnaire de l'Elysée pour poursuivre la même politique, eh bien ! cela ne répondra pas aux préoccupations des Françaises et des Français.* »

A la question : M. François Mitterrand, pensionnaire de l'Elysée, poursuivrait-il la même politique que son prédécesseur, M. Marchais a répondu : « *Cela ne fait pas l'ombre d'un doute à l'étape actuelle de ses déclarations (...). D'abord, si François Mitterrand avait voulu changer, il n'aurait pas abandonné la politique du programme commun ni la politique d'union avec le parti communiste, abandon qui fait dire maintenant aux proches de François Mitterrand : enfin, nous sommes libérés, n'est-ce pas, de ce danger que constituait la présence de ministres communistes au gouvernement* (1). *Si François Mitterrand voulait vraiment changer, il ne dirait pas que les luttes actuelles sont inutiles et il n'appellerait pas les travailleurs, au fond, à s'adapter à la crise.*

» *Si François Mitterrand voulait vraiment changer, il ne demanderait pas que la France s'enfonce plus délibérément encore dans l'alliance atlantique. Si François Mitterrand voulait véritablement changer, il ne réserverait pas ses coups au parti communiste comme il l'a fait encore dimanche dernier, parce que, à partir du moment où il ne veut plus de l'unité avec nous et où il réserve ses coups au parti du changement, alors ça veut dire qu'il ne veut pas apporter à la politique actuelle les modifications qui s'imposent.* »

Sur France-Inter, dimanche 14 septembre, M. Marchais est revenu *sur ses déclarations* de la veille pour souligner qu'il n'avait fait que répondre aux questions des journalistes et qu'il « *trouve le moyen de faire des discours entiers* » sans parler du parti socialiste ni de ses dirigeants, alors que *ceux-ci multiplient* leurs attaques contre des communistes. « *Je suis le candidat anti-Giscard* », a-t-il dit.

« Tout dépendra des luttes »

Dans le discours qu'il a prononcé, dimanche après-midi, sur la grande scène de la Fête de *l'Humanité*, le secrétaire général du *P.C.F.* a déclaré : « *Nous sommes de toutes les luttes, de tous les combats pour faire échec à Giscard et à Barre. Sur tous les plans, nous sommes les « anti-Giscard ». (...) Voilà où nous puisons notre espoir, notre confiance : dans vos luttes. Partout, avec vous, contre le pouvoir et le patronat ; partout, avec vous, pour vous défendre : voilà le mot d'ordre de notre parti. Cet espoir, c'est en même temps l'espoir du changement. Le changement, c'est la question centrale posée dans la période qui s'ouvre, celle de l'élection présidentielle.* »

M. Marchais a poursuivi : « *Le combat pour le changement, c'est celui que mène le parti communiste français. Et ce combat, nous vous appelons à le mener avec nous. C'est seulement ainsi, en unissant tous ceux et toutes celles qui veulent vraiment que ça change, que se construira le rassemblement populaire majoritaire indispensable pour réaliser les transformations nécessaires. Bien sûr, avec vous, nous constatons que François Mitterrand et le parti socialiste, après avoir, en 1978, abandonné le programme commun et brisé l'union, tournent aujourd'hui le dos au changement et combattent l'idée même d'union de la gauche. Il n'y a donc aujourd'hui qu'un seul moyen efficace pour aller de l'avant : celui de la lutte, du rassemblement de toutes les victimes de la politique giscardienne dans le combat pour le changement.*

» *Attendre sans rien faire que la solution de tous les problèmes sorte des urnes, ce serait laisser les mains libres au capital et à son pouvoir. Ce serait préparer une fois de plus les conditions de l'échec et de la déception. Qu'on ne compte pas sur nous pour mener notre peuple dans une telle impasse !*

» *Alors, oui, sans attendre, tous ensemble, menons le combat pour rapprocher l'heure du changement. Chaque acquis des luttes, chaque changement, même partiel, c'est une position nouvelle, des conditions meilleures pour progresser vers des transformations plus profondes. A quel rythme se fera cette marche vers le changement ? Jusqu'où sera-t-il possible d'aller ? Tout dépendra des luttes, de l'ampleur du rassemblement populaire autour de solutions transformatrices.*

» *En tout cas, nous, communistes, nous sommes prêts. Nous ferons tout pour aller le plus loin possible. Je le redis : nous sommes candidats au changement. Un soutien plus large, plus ample, plus conscient au parti communiste, telle est bien la clé du succès. Vous le voyez, amis et camarades, le changement, nous le voulons. Et le plus vite possible. Alors, prenons le plus court chemin. Bannissons partout l'attentisme et la passivité. Remportons, par la lutte, d'autres succès. Chacun d'eux rapproche l'heure de la victoire, que vous voulez et que nous voulons.* »

M. Marchais a déclaré que les communistes puisent « *aussi leur espoir dans la marche du monde* ». Evoquant les événements de Pologne, il a souhaité « *plein succès au peuple et à nos camarades polonais dans la mise en œuvre des réformes nécessaires* ».

(1) M. Marchais fait allusion à un article de M. Robert Badinter, paru dans le *Nouvel Observateur*, daté 30 août - 5 septembre.

Raymonde et Jean

L'année dernière, Raymonde et Jean avaient juré qu'on ne les y reprendrait plus. La « *Fête de* l'Huma », à l'avenir, se ferait sans eux. Ils allaient assumer, une fois pour toutes, affirmaient-ils, leur incompatibilité d'humeur avec les communistes. Tant pis, ils se passeraient de ce rendez-vous annuel avec « *le peuple des travailleurs* ». C'en était trop, ce jeu du P.C. avec leurs espérances...

Cadres supérieurs, elle dans la publicité, lui dans l'informatique, anciens militants de gauche, ayant des frères dans le gauchisme, des sœurs dans le féminisme et des amis dans le socialisme, Raymonde et Jean avaient été acharnés, durant leurs études et leurs premières années de *mariage, à changer la vie.* Puis ils avaient vieilli subitement de dix ans, un soir de deuxième tour d'élections législatives. Depuis 1978, ils se sentaient devenir négatifs et frivoles. Trahis par l'histoire, ils tournaient en rond dans le siècle s'opposant à tous et à tout. Leur révolte perdait pied.

Le 13 septembre, pourtant, ils étaient revenus sur leur décision. La matinée avait eu un goût de jour de Toussaint sans chrysanthèmes, de Noël sans visites. Ils n'osaient l'avouer, mais le coude à coude des grands rassemblements leur manquait. *Déjà qu'ils n'allaient plus au* Festival d'Avignon... Oubliant alors, leur amertume, ils avaient pris le chemin de La Courneuve.

Ils s'étaient sentis agressés, dès leur arrivée, par la démonstration de force du P.C., son sens de l'organisation, par le nombre des fidèles de la messe, le bruit, et ces mille fourmis militantes affairées à vous abonner à *l'Humanité — si vous voulez la vérité »*, — à vous faire signer pour Manufrance, à vous « *badger* » pour la réouverture des mines de charbon. « *Révolte-toi, sois J C* » avait proposé à Jean un adolescent boutonneux, membre du Mouvement des jeunes communistes. Raymonde s'était plainte des odeurs de merguez et de barbe à papa.

Ils retrouvaient, par réaction, leur vieille ironie anticommuniste. Raymonde avait demandé, avec un accent qu'elle croyait aristocratique, si l'on servait du caviar au stand « France-R.D.A. ». Ils avaient crié au mensonge en lisant sur une écharpe : « Longwy vivra » ; il avaient ri en voyant ces familles chargées des sacs plastiques remplis de gadgets communistes, de souvenirs des « *pays frères* » et de livres de propagande. « *Ils plient sous le poids du dogme* », avait dit Jean, qui voulait, par ses mots d'esprit, prouver à Ray*monde qu'il aurait pu réussir* dans la publicité. Ils avaient constaté que les expositions, d'affiches au stand de *l'Humanité*, d'objets artisanaux au stand de Vierzon, attiraient cent fois moins de monde que les guinguettes.

Surtout, ils avaient noté le degré de personnalisation du parti, capable de laisser dans l'ombre les luttes sectorielles, les préoccupations locales des fédérations, pour assurer la promotion du dernier livre de Georges Marchais. Samedi soir, à 20 h. 30, un panneau électronique, dans la cité des livres, annonçait que *6 800 exemplaires de l'Espoir au présent* avaient été vendus. Dimanche matin, à l'espace Ile-de-France, un cadre fédéral avait expliqué, au micro, que les fidèles gagneraient du temps en joignant à leur demande de dédicace du livre, un bulletin d'adhésion que « *le secrétaire général serait heureux de recueillir en personne* ».

Puis, Raymonde et Jean s'étaient apaisés. Ils avaient aimé Pete Seeger et les Quilapayun qui chantaient sur la scène centrale. Ils avaient mangé la pizza du stand des Bouches-du-Rhône et dégusté une « *bière bleue, spéciale Fête de* l'Huma », avec des ouvriers en grève d'une usine de la Seine-Saint-Denis. Un mineur du bassin minier de Gardanne avait même fait un brin de cour à Raymonde. Ils avaient aperçu Lucien Seve qui dédicaçait son « *Introduction à la philosophie marxiste* » et ne l'avaient pas *trouvé trop vieilli.*

Ils avaient regardé ces visages prolétaires et avaient voulu leur ressembler. Au stand des disques, Jean avait retrouvé avec plaisir des œuvres qu'il avait beaucoup aimées : le Chilien Victor Jara, les chants de la guerre d'Espagne, le Grec Mikos Théodorakis, Colette Magny... Il n'avait plus envie d'aller écouter Francesca Solleville ou Marc Ogeret, qui chantaient un peu plus loin, mais se réconfortait de les savoir là. Leur constance atténuait sa propre errance. Raymonde trouva « *efficace* » l'histoire de *l'Humanité* en photo*graphies, et en oublia d'aller* saluer ses amies de « *la librairie des Femmes* ».

Le second jour, ils étaient revenus à la Fête, poussés par un étrange désir de faire le plein de fraternité, pour une année qui, ils le sentaient, allait encore les éloigner des communistes.

PHILIPPE BOGGIO.

M. Mitterrand : on en a assez fait pour désespérer les Français

De notre envoyé spécial

Saint-Maximin. — Interrogé dimanche 14 septembre à Saint-Maximin (Var), au micro de France-Inter, M. François Mitterrand a évoqué les récentes déclarations de M. Georges Marchais *sur le parti socialiste.* Le premier secrétaire du P.S. a affirmé que les « *interventions antisocialistes de M. Marchais* » ne « *l'émeuvent pas beaucoup* », et qu'il faut être « *un peu indulgent avec un candidat qui croit qu'il faut en remettre pour glaner quelques voix ici et là* ».

Evoquant les conditions du second tour de scrutin de l'élection présidentielle, M. Mitterrand a indiqué : « *Un désistement, cela ne se négocie pas. Entre les deux tours, celui qui a gagné le droit de représenter la gauche n'a pas à négocier. Le P.S. ne négociera pas le couteau sous la gorge, ce serait dérisoire.* » Interrogé sur le point de savoir si le P.C. pouvait, à l'occasion de ce second tour, donner une *consigne de vote* de type « *bonnet blanc, blanc bonnet* » (1), le chef de file des socialistes a répondu : « *On en a assez fait comme cela — pas nous, les socialistes — pour désespérer notre peuple. Si les Français ne sont pas encore débarrassés de ce pouvoir, c'est qu'ils n'ont pas senti à gauche la volonté et l'unité nécessaires. (...) Si le P.C. passe son temps à attaquer le P.S., qui est-ce que cela sert ? Quant à moi, je n'ai pas du tout l'intention de me placer sur le même terrain.* »

Enfin, M. Mitterrand a évoqué les problèmes *internes du P.S.* et les récentes déclarations de M. Edgard Pisani selon lesquelles le premier secrétaire s'apprêtait à « *passer la main* ». Il a précisé : « *L'intervention d'Edgard Pisani allait bien au-delà de la question de la candidature. Beaucoup de socialistes ne souhaitent pas que je renonce à ma fonction de rassembleur et de fédérateur.* » Après avoir indiqué que les déclarations du sénateur de la Haute-Marne constituaient « *une sorte de rupture de la trêve* », M. Mitterrand a ajouté : « *Chacun remplit une fonction dans la société : celle d'Edgard Pisani consiste désormais à prononcer tous les huit jours mon oraison funèbre. Mais il n'a pas le talent de Bossuet.* »

(1) En 1969, Jacques Duclos, candidat du parti communiste au premier tour de l'élection présidentielle, avait justifié la consigne d'abstention donnée par son parti pour le second tour en déclarant que Georges Pompidou ou M. Alain Poher, c'était « bonnet *blanc et blanc bonnet* »

Le P.C.F., l'Afghanistan et la Pologne

Les événements de Pologne intéressent les communistes plus que l'intervention soviétique en Afghanistan. Le débat organisé par l'hebdomadaire *Révolution* avec des journalistes du P.C.F. ayant séjourné en Afghanistan a réuni, samedi après-midi, une cinquantaine de personnes sous une petite tente. M. Henri Alleg a expliqué que la « *contre-révolution* » avait commencé en Afghanistan, « *dès que la révolution avait pris des mesures qui lésaient certains intérêts* », ceux des « *grands féodaux* », qui ont trouvé l'appui de certains paysans. « *Dans un tel pays*, a-t-il dit, *il ne va pas de soi que celui à qui on donne la terre l'accepte.* » Ainsi, selon M. Alleg, pendant la révolution française, « *des paysans se sont dressés contre la révolution parce qu'on voulait leur donner la terre* ». Protestations dans l'auditoire : « *Pas du tout, c'est parce qu'on voulait les envoyer à l'armée !* » M. Alleg insiste : « *Bon, mais il n'y avait pas que cela.* »

On revient à l'Afghanistan. « *Les Soviétiques*, dit M. Alleg, *à l'appel d'un groupe de patriotes afghans, sont venus dans le pays. Y resteront-ils ? Babrak Karmal ne cesse de dire que si les ingérences extérieures cessent, les Soviétiques partiront aussitôt.* » Il ajoute : « *Les révolutionnaires du monde entier se réjouissent de ce que les Soviétiques aident les Afghans. (...) Ceux qu'on appelle faussement des patriotes afghans sont des contre-révolutionnaires* » M. Alleg est applaudi par une partie de l'auditoire lorsqu'il affirme que, grâce aux Soviétiques, « *on ne pleure pas sur Kaboul comme on pleure, aujourd'hui, sur Santiago-du-Chili* ».

L'assistance est partagée, comme l'indiquent les questions posées. « *Mon parti a-t-il abandonné l'idée qu'on ne fait pas le socialisme contre des peuples ?* », demande l'un. Un autre affirme, au contraire : « *J'espère qu'un gouvernement de gauche, en France, interviendrait si le fascisme menaçait de s'établir en Espagne ou en Italie.* » Un troisième enchérit : « *Il faut intervenir* dit-il, *à condition, bien sûr, qu'il existe dans le pays des forces révolutionnaires, mais même si elles sont minoritaires.* » Un jeune homme voudrait « simplement » qu'on lui dise « *quelle est notre conception du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et quelle est la limite de ce droit* ».

Interrogé sur l'aide que reçoivent des opposants au régime de Kaboul (« *Pourquoi sont-ils si mal armés ?* ») et sur l'utilisation du napalm par l'armée soviétique, M. Jacques Coubard déclare qu'il n'est « *pas seul à dire qu'il n'y a pas eu de napalm utilisé* ». Quant au fait que les opposants sont approvisionnés en armes et munitions par le Pakistan : « *Là*, dit-il, *je fais confiance à ce qu'écrivent mes confrères de la presse bourgeoise.* » Pourquoi ne pas avoir invité un de ces confrères ? Il aurait pu donner son avis, par exemple, sur l'affirmation de M. Alleg selon laquelle « *les contre-révolutionnaires ont brûlé mille deux cents écoles et tué trois mille instituteurs et étudiants* ».

« Les lois universelles du socialisme »

Le débat sur la Pologne, prévu initialement au stand de *Révolution*, attirait tant de monde qu'il dut être transféré sous un plus grand chapiteau. Deux cents personnes environ ont écouté M. Jacques Estager, envoyé spécial de *l'Humanité* en Pologne, faire l'historique de la décennie 70 et demander à ses interlocuteurs polonais : « *Comment le parti a-t-il perdu l'écoute des masses ouvrières ?* » M. Richard Wojna, commentateur de *Trybuna Ludu* et membre du comité central du parti ouvrier unifié polonais (POUP), a indiqué que son parti étudie cette question et publiera prochainement un rapport. Il a expliqué que le « *triomphalisme* » qui avait marqué la conférence nationale du POUP en 1973 avait abouti à un « *divorce* » entre le discours tenu par le parti et la perception qu'avaient les Polonais des « *conditions de la vie quotidienne et surtout des difficultés d'approvisionnement* ». « *Cela devait conduire*, a dit M. Wojna, *à une certaine désintégration de la conscience sociale.* »

M. Wojna a souligné que « *les structures de la démocratie dans le parti ne fonctionnent pas comme il faut* » et qu'elles « *ne sont plus appropriées au niveau d'éducation que le peuple a atteint grâce à la vraie révolution socialiste ni au niveau de développement des forces productives dans notre pays* ». Il a ajouté : « *Aucune équipe dirigeante, dans aucun système, ne s'améliore de sa propre volonté. Il faut une pression extérieure pour que les institutions se transforment.* » M. Wojna a exprimé sa confiance dans la réussite de cette transformation. « *Il n'y a qu'une condition*, a-t-il dit, *c'est que le parti doit prendre la tête de ce renouvellement de la structure socialiste.* »

La censure ? M. Sylwester Szafarz, membre de la section de politique étrangère du comité central du POUP, affirme qu'elle « *ne paralyse pas l'ouverture de la Pologne sur d'autres cultures* » et qu'« *on parle même d'un certain pluralisme culturel en Pologne* ». M. Wojna indique qu'une loi est en préparation, qui limiterait la censure « *aux secrets militaires, à la sécurité de l'Etat, à la politique industrielle et aux problèmes éthiques et moraux d'ordre général* ».

Certains, dans l'auditoire, s'inquiètent de voir le temps passer sans qu'on leur donne la parole. Un jeune homme obtient le micro et demande pourquoi les vingt et une revendications des ouvriers de Gdansk n'avaient pas été publiées, en leur temps, dans *l'Humanité*. Tandis que d'autres assistants expriment leur satisfaction de la façon dont la presse communiste a rendu compte des événements de Pologne, M. Jacques Dimet, correspondant du quotidien communiste à Varsovie, affirme que les revendications de Gdansk ont été publiées de manière dispersée dans trois articles.

L'heure de conclure est venue. « *On parle de « socialisme aux couleurs de la France »*, dit M. Szafarz, *ou « aux couleurs de la Pologne ». Certes, mais il n'existe qu'un seul socialisme, un seul camp socialiste. Il y a des lois universelles, obligatoires, en Pologne, en France, n'importe où.* » Certains auditeurs ont éprouvé le besoin d'aller au stand de *Trybuna Ludu* et d'y poursuivre le débat sur les modalités d'application de ces « lois ». — P. J.

LÉGER INCIDENT A PROPOS DES JUIFS D'U.R.S.S.

Un incident a opposé dimanche après-midi à l'intérieur du village du Livre quelques membres du comité de solidarité avec les juifs d'U.R.S.S. au service d'ordre de « l'Humanité ». Deux femmes et deux hommes, membres de ce comité, distribuaient des tracts destinés à attirer l'attention sur le sort de quatre juifs d'U.R.S.S. qui demandent en vain un visa d'émigration pour Israël. Les tracts leur ont été arrachés des mains et confisqués à l'intérieur même de leurs sacs après une légère bousculade.

Les membres du comité de solidarité avec les juifs d'U.R.S.S. affirment, dans un communiqué, que « cette attitude est d'autant plus déplorable que l'intérêt suscité par cette information était très manifeste chez les visiteurs de la Fête de « l'Humanité ».

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT D'UN JUGEMENT RENDU LE 6 MAI 1980 par la 10e CHAMBRE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

ATTENDU que la comparaison entre le tissu exclusif DIOR et celui fabriqué en Corée révèle sous réserve d'une différence de coloris et d'inclinaison des lettres, une copie servile du tissu originale :

Que l'un et l'autre sont composés d'un dessin comportant un graphisme représentant en lettres stylisées le mot « DIOR », les trois dernières lettres s'inscrivant en caractères minuscules dans et autour du « D » en caractère majuscule :

Qu'il est évident qu'en reproduisant ce graphisme sur le tissu imprimé les contrefacteurs ont agi délibérément pour se servir de la renommée de DIOR :

ATTENDU que les prévenus excipent de leur bonne foi ; qu'en l'espèce ils ne peuvent sérieusement soutenir que leur attention n'a pas été attirée par le graphisme DIOR ; leur qualité de commerçants à Paris excluant une telle éventualité, qu'ils n'ignorent pas que l'industrie de la contrefaçon, notamment à l'étranger, ne peut prospérer que grâce à une clientèle de revendeurs peu scrupuleux, qu'en raison de leur fonction ils avaient l'obligation de contrôler les marchandises mises en vente dans leurs magasins et éviter la fraude :

ATTENDU que ces faits constituent le délit de détention et de mise en vente d'objets revêtus d'une marque frauduleusement imitée :

PAR CES MOTIFS

Déclare Thierry BRISSAUD et Raymond BEGUELIN coupables du délit de mise en vente d'objets constituant une imitation frauduleuse de marque et d'importation et de ventes en France de modèles contrefaits ;

Condamne M. Thierry BRISSAUD à la peine de 3.000 F d'amende, M. Raymond BEGUELIN à la peine de 5.000 F d'amende ;

Sur l'action civile :

Condamne « in solidum » les prévenus civilement responsables à verser à la Société CHRISTIAN DIOR la somme de 25.000 F à titre de dommages et intérêts ;

Ordonne la publication...

Pour copie conforme :
Jacques KAM,
Avocat à la Cour

EXTRAIT D'UN ARRÊT RENDU LE 30 AVRIL 1980 PAR LA 4e CHAMBRE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

La société intimée publie des documents publicitaires qu'incriminent la Société DIOR, spécialement l'article paru dans « France-Soir » du 9 novembre 1977 sur un quart de page

Le titre en est le suivant :

« Des lunettes « DIOR » équipées de verres à votre vue pour 350 F, tout compris, c'est le forfait optique d'OPTICAL-FORFAIT »

......

— Sur l'usage non autorisé de la marque :

Considérant que, ainsi que les premiers juges l'ont aperçu, la Société OPTICAL-FORFAIT a, dans le cadre d'une campagne publicitaire tapageuse, fait usage de la marque CHRISTIAN DIOR, et ce sans l'autorisation du titulaire de la dite marque, qui est au surplus en droit de se dire attaché à une politique publicitaire fondée sur la qualité de ses produits et le prestige de sa marque, qui est notoire :

Considérant que, contrairement à l'appréciation du jugement critiqué et sans qu'importe qu'il s'agisse de produits d'origine marqués par la fabricante, l'utilisation commerciale insolite et non nécessaire de la marque caractérise, spécialement dans les circonstances de la cause ci-dessus décrites, un usage illicite dont la société appelante, titulaire d'une marque régulièrement déposée dont la propriété est absolue, est dès lors bien fondée à se plaindre.

......

— Sur la faute :

Considérant qu'en appel comme en première instance les prétentions de la Société DIOR tendent essentiellement à obtenir une indemnisation pécuniaire et la cessation des faits qu'elle incrimine : que le visa à titre subsidiaire des dispositions de l'article 1382 du code civil ne constitue que le recours à un fondement juridique différent mais tendant aux mêmes fins ; qu'il ne s'agit donc pas de prétentions nouvelles au sens de l'article 565 du nouveau code de procédure civile ;

Considérant qu'il y a faute et violation des usages loyaux de la publicité à publier sous le titre général d'appel « DIOR » l'article publicitaire susvisé du 9 novembre 1977 constituant en réalité une publicité en faveur de la vente, tant des produits DIOR eux-mêmes que, en bloc, de diverses autres marchandises qui, à admettre même que certaines puissent jouir d'une notoriété comparable, n'en constituent pas moins des produit similaires et directement concurrents.

......

PAR CES MOTIFS

Dit que la Société OPTICAL FORFAIT s'est rendue coupable :

1) d'un usage non autorisé de la marque déposée CHRISTIAN DIOR :

2) d'une faute dommageable au préjudice de la Société CHRISTIAN DIOR ;

La condamne à payer à la dite société 75 000 F à titre de dommages et intérêts ;

La condamne à cesser sa campagne publicitaire et ce, passé le délai d'un mois à compter de la signification du présent arrêt, sous astreinte de 1 000 F par infraction constatée ;

Autorise la publication du présent arrêt, en tout ou par extraits, dans trois journaux ou périodiques, le tout au choix de la société appelante et aux frais de la société condamnée, sans que le coût total de ces publications pour la dite société puisse excéder 15 000 F ;

Condamne la Société OPTICAL FORFAIT aux dépens de première instance et d'appel

Pour copie conforme :
Jacques KAM, avocat à la Cour.



POLITIQUE

La fête de « L'Humanité »

LA CULTURE A LA COURNEUVE

Choix limité

Parmi les associations pour l'amitié entre les peuples qui disposaient d'un stand à la fête de l'Humanité figurait l'association France-Pologne. Dans le *stand en question* se vendaient quelques modestes jouets de bois et de banales poupées typiques, des écharpes fleuries, bien sûr, et des enregistrements de musique folklorique. La même musique était diffusée sur place à l'intention de ceux qui s'attardaient pour manger un gâteau quatre-quarts plutôt bourratif.

Pas une allusion à toute autre réalité que touristique. Le débat était organisé *ailleurs*.

D'espace Nord en espace Midi, *en passant par les espaces* Est, Ouest, Centre et Ile-de-France, *et par cet autre baptisé de* Chiffon rouge, après quelques *stations devant la scène* centrale où, passé 18 heures, on *n'entendait plus guère de chansons*, nous étions partis à la découverte des *manifestations* culturelles de La Courneuve. Recherche de bonne volonté qui fut récompensée du côté de la Cité internationale, où, par les bons soins de l'Unima (Union internationale des marionnettistes), étaient réunis des professionnels venus de vingt-six pays.

On aurait pu aller revoir *Pour une poignée de dollars* ou *les Cow-boys* au Festival du western parrainé par Europe 1. Mais non : on cherchait le théâtre, les *musiciens*, les clowns. Eh bien, d'un espace à l'autre, il *n'y avait pas grand-chose cette* année à la fête de *l'Humanité*. *Pas grand monde côté artistes.* C'était loin d'être un rendez-vous national des talents, même si quelques noms comme ceux d'Henri Tachan, de Catherine Lara, de Robert Charlebois ou de Georges Moustaki étaient ins*crits au programme. Même si* Bernard Lubat et l'orchestre des *vétérans d'Uzeste avaient accepté* de venir jouer leur jazz fabriqué dans les Landes *(le Monde* du 2 septembre).

Certains spectacles — comme celui du groupe folklorique bressan, originaire de Saône-et-Loire, — ont été donnés jusqu'à quatre fois (on pensait à ces films à petit budget où, pour faire foule, on fait repasser les mêmes figurants). Pour d'autres — comme *Air de famille*, du Théâtre de la découverte, présenté il y a deux ans au Festival de la Côte d'Opale, — on avait le sentiment du déjà vu. Le choix était donc limité, *malgré la présence* des chanteurs andins obligés et d'Armande Altaï, *chanteuse turque*. Il faudrait attendre le di*manche soir et l'Orchestre phil*harmonique de Budapest, qui, *sous la direction d'Andras Ko*redi, interpréterait avec les dan*seurs de l'Opéra national hon*grois *le Mandarin merveilleux* de *Bela Bartok*.

Donc, d'un jour à l'autre, on a déambulé dans *la foule dense*. Les saltimbanques vraiment manquaient d'enthousiasme. *Ce qui* n'empêchait pas la grande roue de tourner dans le beau temps, ni les délégués des fédérations de province de débiter maints produits régionaux : huîtres par-ci, choucroute par-là, crêpes fourrées ou saucisson de Lyon... Les gens mangeaient le long des allées.

Au « village des livres », il *semblait y avoir moins d'auteurs* que d'ordinaire derrière les étalages, *mais Louis Aragon est* passé dimanche après-midi.

MATHILDE LA BARDONNIE.

Dans la presse parisienne

LE FIGARO : le P.C.F. a regagné le camp retranché.

« *Pour le parti communiste, tout est limpide. Il ira au combat pour son propre compte et présentera Georges Marchais. Répudiée la formule de candidature unique de la gauche qui avait été retenue en 1965 et en 1974. Finie l'investiture d'un socialiste. On a regagné le camp retranché, on s'y enfonce, on n'en sortira que bannière levée.*

» *Un seul impératif : faire nombre. (...) La patiente mise en accusation de François Mitterrand, passé à l'atlantisme et complice des forces de droite, paraît correspondre à un calcul de ce genre. Entre Valéry Giscard d'Estaing et le candidat du P.S., restés seuls en lice pour le scrutin final, le P.C pourrait bien lancer, comme en 1969 : « C'est bonnet blanc et blanc bonnet. » La consigne d'abstention irait alors d'elle-même. De nouveau.* »

(XAVIER MARCHETTI.)

LE MATIN : une stratégie qui ménage l'avenir.

« *La trahison de l'autre ? Elle reste, bien entendu, un des fondements de l'action politique de chacun. On la ressent encore à presque chaque discours. Mais c'est pour énoncer aussitôt cette conclusion que le P.S. et le P.C. voudraient, chacun de son côté, imposer aux Français : seul notre parti incarne la vraie opposition.*

» *Cette stratégie a au moins l'avantage de ménager l'avenir. Et le second tour de l'élection présidentielle. Elle devrait permettre à Georges Marchais, s'il n'arrive pas en tête de la gauche au premier tour, ce qui semble probable, d'appeler à voter socialiste pour le second. Même s'il ne s'agit que d'un soutien du bout des lèvres, ce serait mille fois préférable pour la gauche à une accusation de style « bonnet blanc et blanc bonnet », comme en 1969, lors de l'affrontement Poher-Pompidou. Cette stratégie permettrait également au candidat socialiste, quel qu'il soit, de se présenter au second tour face à l'électorat communiste comme un homme qui n'a jamais renoncé à l'union de la gauche.* »

LE QUOTIDIEN DE PARIS : clowns tristes.

« *Seuls à ne pas se lasser de leur dialogue de clowns tristes : « Qui a commencé ? C'est toi. Non, c'est toi », les leaders de la gauche désunie, éloignés désormais de l'espérance même du pouvoir, se tenaient par la barbichette et, chaque fois qu'ils riaient ou qu'ils pleuraient, Billancourt ou Château-Chinon recevaient une claquette. Le discours tournait à vide, sans prises désormais sur la réalité. C'étaient les mêmes mots, les mêmes personnages depuis si longtemps, les mêmes grandes coquettes jouant de la prunelle et de l'éventail, se pavanant dans leurs falbalas sur le devant de la scène, sans prendre garde que le public depuis longtemps avait déserté la salle plongée dans le noir.* »

(DOMINIQUE JAMET.)

LES « DIALOGUES MÉDITERRANÉENS »

M. François Mitterrand dénonce « l'occupation, la pollution et le pillage » de la mer

Marseille. — « Disputée, occupée, polluée et pillée », ainsi M. François Mitterrand décrit-il la Méditerranée. Le premier secrétaire du P.S. qui, dimanche soir 14 septembre, à Marseille, dans un discours public, tirait la leçon de trois journées de « dialogues méditerranéens », a également estimé que « les pays méditerranéens remplissent un rôle second, réservé aux pays colonisés » et que la Méditerranée « sert de banc d'essais aux rivalités des super-puissances ». Il a annoncé la prochaine mise en place d'un « Conseil des peuples méditerranéens » qui aura pour tâche d'organiser des rencontres analogues à celle qui a réuni, du 12 au 14 septembre, à Saint-Maximin (Var), une soixantaine d'intellectuels et de responsables socialistes des pays riverains de la Méditerranée. Organisés par M. Jack Lang, délégué national à la culture du P.S., présidés par M. Léopold Senghor, ces premiers dialogues méditerranéens ont permis de constater que les obstacles sont nombreux sur la voie d'une solidarité méditerranéenne, même lorsque les participants se réclament de la mouvance socialiste.

De notre envoyé spécial

Rassembler des intellectuels et des *responsables* socialistes des pays riverains de la Méditerranée pour *engager des* « Dialogues méditerranéens » pouvait sembler, de prime *abord, chose aisée, sinon* banale. Réunir les riverains d'une mer que *M. Alain Bombard a décrite*, images et film à l'appui, comme une mer *à l'agonie, ainsi que les représen*tants d'une zone stratégique où « *la chaîne des sources de conflits est continue* », selon l'expression de M. Charles Hernu, député du Rhône, paraissait s'imposer d'évidence. En fait, il en va de la Méditerranée comme du tiers-monde : rares sont ceux dont le souci est d'embrasser l'ensemble des questions qui concernent une entité d'une telle importance ; plus nombreux sont ceux qui, soit préfèrent se spécialiser dans l'analyse de leurs propres difficultés, soit se contentent d'agiter leurs étendards nationaux. Les premiers « Dialogues méditerranéens » n'ont *pu échapper à de tels travers*.

Déjà, dans les années 50, MM. Jean Lacouture et Jean Roue avaient vainement tenté de trouver un public pour une revue intitulée *Etudes méditerranéennes*. De la même façon, dans les années 60, *la Revue française d'études politiques méditerranéennes* n'avait vécu que *l'espace de trente numéros*. Asseoir autour d'une même table *Arabes et Israéliens, Grecs et* Turcs, Libanais et Syriens, Français et Algériens, *afin de jeter les bases d'un* devenir pensé en commun, relevait donc bien de la gageure. *De ce point* de vue, hommage doit être rendu aux organisateurs : les « Dialogues méditerranéens » ont eu, comme l'a souligné M. Lionel Jospin, « *le mérite d'exister* ». Tel fut, en effet, ou peu s'en faut, le seul mérite des rencontres de Saint-Maximin.

La première journée des débats, vendredi après-midi, avait pourtant, conformément au souhait de M. Jack Lang, placé haut la barre des ambitions du colloque international. Tout semblait concourir à donner aux participants une ambition à long terme assortie d'une démarche pratique et graduelle pour l'atteindre. Au chapitre de l'ambition, et sans aller jusqu'aux « *États-Unis de la Méditerranée* », prônés par M. Lang, M. Léopold Senghor, président de la République du Sénégal, a évoqué la nécessité de « *reprendre le dessein de la première Renaissance* » et de contribuer à un dialogue euro-arabo-africain.

Le rayonnement international du P.S.

A l'appui de la volonté de créer une zone « *capable de faire contrepoids à la domination d'outre-Atlantique* », selon l'expression de M. Jack Lang, *et capable surtout* de devenir l' « axe » du dialogue Nord-Sud, *M. Jacques Delors, président* de la Commission économique et monétaire de l'Assemblée des *Communautés* européennes, a proposé une « *amorce de coopération* » entre les pays méditerranéens et la C.E.E. (*le Monde* du 13 septembre). Quant au professeur Alexandre Minkowski, il a fait part de son expérience de médecin lui-même visitant les camps palestiniens avant de regretter que « *les gens du Sud copient la médecine manderinale des gens de la rive nord tout en continuant à se réclamer du socialisme* ». Tous les participants *ont présenté une Méditerranée* infortunée, en proie aux pires malheurs. Ainsi, *après le maire communiste de* Naples, M. Maurizio Valenzi, l'écrivain *turc Yashar Kemal* s'est demandé si les Méditerranéens sauront donner ensemble « *une réponse claire* » à la question : « *La Méditerranée est-elle candidate à devenir une mer morte ?* » « *La Méditerranée*, a-t-il dit, *peut devenir le plus vaste champ de bataille de notre temps* ».

Cet espoir de solidarité s'est toutefois *révélé* dépourvu de fondement solide, du moins pour le moment. Un bref échange a suffi à le montrer. Après que l'écrivain égyptien Mohamed Si Ahmed eut critiqué les accords égypto-israéliens, estimé qu'Israël et l'Egypte « *s'identifient désormais totalement avec le Nord* », aux dépens du Sud, le violoniste israélien Ivry Gitlis demanda : « *Est-ce que vraiment Israël est la cause de tout ? Si vous voulez détruire Israël, cela fera une hécatombe.* »

Cette irruption du conflit israélo-arabe dans une discussion jusque-là paisible, dans le cadre apaisant de l'ancien couvent royal de Saint-Maximin, a conduit M. Lionel Jospin à rappeler que ce conflit n'est pas le seul qui agite la Méditerranée. Les débats avaient d'ailleurs montré, s'il en était besoin, que le niveau de développement constitue une au*tre ligne de fracture entre les deux rives* ; aussi M. Jospin a-t-il de*mandé aux participants* « *de se déterminer à partir de questions simples telles que* « *peut-on manger, apprendre, faire grève, écrire librement ?* » ». Il a ajouté : « *Aucune cause ne justifie que ne soient pas dénoncés les pays, les régimes, les mouvements qui n'assurent pas le respect de ces droits fondamentaux* ».

Il n'est guère surprenant que ces rencontres méditerranéennes aient été conclues par un texte rédigé par M. André Miquel, professeur au Collège de France, se limitant à... la définition des obstacles au dialogue.

On pourra regretter que ces trois journées n'aient pas, en fait, fourni *véritablement l'occasion de confronter* l'idéal socialiste aux problèmes *méditerranéens* ; mais d'autres objectifs, plus modestes, ont été atteints : il s'agissait pour le *P.S.* non seulement de « *fournir un forum* » aux participants, comme l'a indiqué M. Jospin, mais aussi de montrer que les socialistes français peuvent se prévaloir d'un réel rayonnement international. En outre, alors qu'approche en France l'échéance présidentielle, il n'était pas inutile de montrer que le P.S. se préoccupe plus que le gouvernement de faire de l'Europe du Sud un contrepoids à l'Europe du Nord. M. François Mitterrand *n'a d'ailleurs pas manqué* d'insister sur le fait qu'il a lui-*même pris l'initiative de réunir régulièrement* les partis socialistes de l'Europe du Sud. *Ces derniers* tiendront leur prochaine conférence les 24 et 25 septembre à Lisbonne.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

TROIS ÉLECTIONS MUNICIPALES...

CHER : Massay (1er tour).
Inscr., 917 ; vot., 445 ; suffr. expr., 341. MM. Roger Quignodon, sans étiq., 339 voix, ÉLU ; Hubert Vinçon, P.S., 1 ; Raymond Maumy sans étiq., 1.

[Il s'agissait de pourvoir un siège après le décès de Raoul Maloger, premier adjoint au maire. Seul à avoir fait acte de candidature, M. Quignodon était soutenu par le conseil municipal. Une liste de gestion municipale et action sociale avait invité les électeurs à voter blanc. Elle ne présentait pas de candidat. Ces consignes ont amené le décompte de 104 bulletins nuls, dont 75 enveloppes sans bulletin.]

MANCHE : Cherbourg (2e tour).
Inscr., 18 497 ; vot., 7 385 ; suffr. expr., 7 253. MM. Jean Vaur, maj., U.D.F., 4 076 voix, élu ; Henri Ryst, P.S. sout. P.C., 3 177.

[Il s'agissait de compléter le conseil municipal où un siège était vacant depuis la démission, il y a un an, de M. Patrick Lardelle, un des trois conseillers M.R.G. de la liste d'union de la gauche, élue au premier tour des élections municipales de mars 1977. Celle-ci était alors conduite par M. Louis Darinot, pharmacien, député socialiste de Cherbourg, qui a récemment renoncé à ses fonctions de président de la communauté urbaine, puis de maire. En mars 1977, la liste d'union de la gauche avait recueilli 7 145 voix contre 5 669 à celle de la majorité conduite par M. Dumoncel (C.D.S.), adjoint au maire sortant.

Les résultats du premier tour de cette élection partielle avaient été les suivants : inscr., 18 497 ; vot., 6 091 ; suffr. expr., 5 967. MM. Vaur, 3 234 voix ; Ryst, 2 314 ; Pierre Guilbert, écol., 419. M. Vaur, bien qu'ayant obtenu plus de la moitié des *suffrages exprimés*, n'avait pu être proclamé élu, car le nombre de voix qu'il avait obtenu était inférieur au quart de celui des inscrits. M. Vaur, qui avait recueilli 54,19 % des suffrages exprimés au premier tour, en a eu 56,19 % au second.

Ancien président de la chambre de commerce, M. Vaur avait été candidat sans succès aux élections législatives de mars 1978 contre M. Darinot. Toutefois, il avait devancé le maire de Cherbourg, dans sa propre ville, par 7 689 voix contre 7 651.

M. Vaur, dont le père fut élu député de Cherbourg sous l'étiquette des démocrates-chrétiens en 1936, verra dans son succès un encouragement à poursuivre l'action qu'il a entreprise au sein de Cherbourg demain, association hostile à l'actuelle municipalité. Celle-ci a manifestement indisposé son électorat par ses perpétuelles dissensions. L'avertissement est sévère pour l'équipe en place, qui doit maintenant trouver en son sein un nouveau maire.]

NORD : Seclin (1er tour).
Inscrits, 7848 ; votants, 4619 ; suffrages exprimés, 4475. Liste d'union de la gauche : Mme Yolande Monfrance (P.S.), 2873 voix, M. Michel Cary (P.C.), 2789, *2 sièges* ; liste de l'entente seclinoise : MM. Gérard Vandenberghe, 1630 et Camille Sergier, 1592.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement d'Adolphe Dutoit (P.C.), maire, et de Henri Leman, conseiller municipal socialiste, tous deux décédés. L'élection a été sans surprise dans cette commune depuis longtemps dirigée par la gauche au sein de laquelle le parti communiste est majoritaire. Il détient dix-neuf des vingt-sept sièges du conseil municipal.

En dépit des incessantes attaques des communistes contre la fédération socialiste du Nord et singulièrement de ses élus, une liste d'union de la gauche a été néanmoins présentée à Seclin.

Le nombre des abstentions a été assez important (41,14 %). Il y avait 774 inscrits de plus qu'aux élections municipales de mars 1977 mais 1 343 votants de moins. On notera que le pourcentage de la gauche est passé d'un peu plus de 58 % en 1977 à plus de 63 % cette fois.

La liste d'entente seclinoise se présentait sans étiquette politique. Il s'agit de divers favorables à la majorité. Elle a obtenu un peu plus de 36 % des voix. Il n'y aura aucun changement dans le conseil municipal. Le seul fait notable à retenir est que cette fois la candidate du P.S. a devancé le candidat communiste.

Les résultats du premier tour de mars 1977 avaient été les suivants : inscr., 7 074 ; votants, 5 962 ; suffr. expr., 5 777. Liste d'union de la gauche conduite par Adolphe Dutoit, moyenne : 3 356 ; liste d'entente seclinoise conduite par M. Fleury, moyenne : 2 392. La liste d'union de la gauche avait été élue au premier tour.]

... ET UNE CANTONALE

ISÈRE : canton de Tullins (2e tour).
Inscr., 5 586 ; vot., 3 397 ; suffr. expr., 3 305. MM. Moïse Zala, sans étiq., soutenu par la majorité, maire de Poliénas, 2 003 voix, ÉLU ; Pierre Soullier, P.C., cons. mun. de Tullins, 1 302.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement d'Alain Gondrand, maire de Quaix (mod. maj.), décédé en juin dernier, qui avait été élu au second tour des élections cantonales de mars 1979 par 2 287 voix contre 1 647 à M. Soullier sur 3 534 suffrages exprimés, 4 064 votants et 5 572 inscrits.

Au premier tour de cette élection partielle, M. Zala était arrivé en tête avec 1 002 voix contre 781 à M. Soullier, 636 à M. Rene Moulin (P.S.), premier adjoint au maire de Tullins, 309 à M. Paul Allibe (U.D.F.-P.R.) et 125 à Mme Françoise Reynaud (écol.). Il y avait eu 2 946 votants et 2 877 suffrages exprimés sur 5 586 inscrits.

Alors que le total des voix de gauche au premier tour était de 1 441 suffrages, soit 50,08 % des exprimés, le candidat du P.C., qui restait en lice au second tour, n'a recueilli que 1 302 voix, soit 39,39 % des suffrages exprimés. Il apparaît que dans plusieurs communes, notamment à Tullins, les reports des voix socialistes sur M. Soullier se sont mal effectués et que certains électeurs qui avaient voté pour le P.S. au premier tour n'ont pas suivi les consignes de désistement du candidat socialiste en faveur de M. Soullier et ont préféré se prononcer pour M. Zala. Ce dernier réalise un meilleur score que celui de son prédécesseur : 60,60 % contre 58,13 % à Alain Gondrand au second tour de mars 1979.]

CORRESPONDANCE

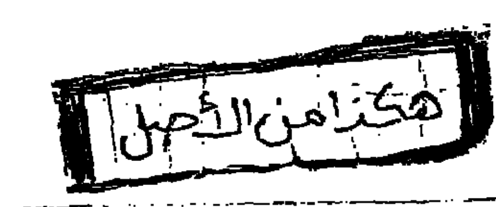
Les oubliés du cyclone Allen...

Me William Francis Zizot, avocat à la cour d'appel de Paris, nous écrit :

Je voudrais ici apporter mon témoignage personnel sur le cyclone Allen (le 4 août) et faire quelques observations, car je me trouvais en Martinique (dans le Sud, aux Trois-Ilets et au Vauclin) au moment de la catastrophe. Toute la frange côtière du Sud a été ravagée, les plantations de bananes ont été détruites à 100 %, les cultures d'avocats, de cannes, d'ananas, ont été sérieusement endommagées. Outre le réseau routier, les plages, les réseaux téléphoniques et électriques, on pouvait constater le désastre du littoral et observer partout les réactions consternées des hommes de la mer : leurs embarcations et le matériel des pêcheurs (nasses, filets, etc.) ont été détruits.

Il faut tout de même rappeler que la pêche est très artisanale aux Antilles et saisir l'occasion de cette terrible actualité pour regretter qu'aucun effort n'ait jamais été entrepris par le pouvoir afin de stimuler et organiser cet important et traditionnel secteur de l'économie caraïbe. En effet, le nombre de pêcheurs ne cesse de diminuer, en Guadeloupe comme en Martinique : il n'y a aucune politique d'ensemble pour les soutenir et les aider simplement à se moderniser ou à s'équiper.

Il n'est pas exagéré d'écrire que l'appareil productif de la pêche antillaise est littéralement anéanti et que des milliers de gens se retrouvent à nouveau sans travail. M. le secrétaire d'État Paul Dijoud serait bien inspiré, entre deux « inspections » de rencontrer les pêcheurs et leurs familles et de prendre ses responsabilités à la mesure de l'étendue de ce désastre. Les marins-pêcheurs de l'Hexagone sont parfaitement dignes d'être entendus et défendus, mais il nous paraît scandaleux et injuste que les pouvoirs publics et les médias se désintéressent à ce point des travailleurs de la mer de nos chers « départements » et du drame profond qui ne cesse d'être le leur dans la Caraïbe.



L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

M. Michel Debré accentue ses attaques contre le pouvoir

De notre envoyé spécial

Amboise. — « *Il serait difficile d'imaginer que je ne sois pas un candidat gaulliste. Personne ne le croirait* ». C'est par cette esquive en forme de boutade que M. Michel Debré a répondu samedi soir 13 septembre, au journaliste qui lui demandait s'il pensait qu'il pourrait y avoir deux candidats gaullistes à l'élection présidentielle. L'ancien premier ministre s'est en tout cas bien gardé de faire la moindre allusion à « l'autre ». Lors du meeting qu'il a tenu devant quelque sept cents Tourangeaux réunis dans le théâtre municipal d'Amboise, personne ne lui a d'ailleurs posé la moindre question sur les raisons de sa candidature, sur les problèmes qu'elle pourrait poser au R.P.R. ou sur l'attitude de M. Jacques Chirac.

M. Debré répète que sa résolution est bien arrêtée et qu'il ne « *s'intéresse pas aux autres* ». Même les encouragements que lui apportent certains « barons » du gaullisme, M. Debré les accueille avec une reconnaissance affectée et un sourire amusé. Dans l'entourage du candidat on ne cache pas que les approbations prodiguées par certaines personnalités comme MM. Olivier Guichard ou Jacques Chaban-Delmas ne sont peut-être pas dénuées d'arrières-pensées plus ou moins intéressées.

« Un discours qui n'est pas convenable »

On relève que le président de l'Assemblée nationale évoque surtout la « *nouvelle société* » dont il avait lancé l'idée il y a plus de dix ans en devenant premier ministre, en septembre 1969, et qu'il ne désespère pas de la mettre en œuvre. On remarque que M. Guichard souligne surtout que depuis six ans il *soutient* M. Giscard d'Estaing et que tout ce que celui-ci a fait « *n'a pas été décevant* ». On se demande donc, auprès de M. Debré, s'il ne s'agirait pas pour ces personnalités, au lendemain du premier tour, de se targuer de leur gaullisme « historique » pour appeler les électeurs de M. Debré à rallier le *candidat Giscard d'Estaing* au second *tour* Une certaine caution gaulliste serait ainsi donnée à *sa* victoire finale et le président réélu ne manquerait pas de manifester concrètement sa reconnaissance lors de la constitution du gouvernement.

Entouré de trois responsables R.P.R. d'Indre-et-Loire, MM. Castagnou, député, Moreau, sénateur, et Cyprien secrétaire départemental du mouvement, M. Debré, devant un auditoire d'âge moyen et représentant surtout les classes moyennes, a repris l'essentiel des propos qu'il avait tenus lors de l'émission « Cartes sur table » du 8 septembre. Plus en confiance devant ses « *amis amboisiens* », le candidat a retrouvé sa voix vibrante, ses accents passionnés, son ton courroucé, pour dire sa colère et son indignation. Il a donc reproché au pouvoir de tenir, notamment depuis 1978, « *un discours qui n'est pas convenable* » et de faire croire aux Français qu'il y a « *une fatalité dans le déclin* ». A maintes reprises sont revenus les mots d'« *affaissement* », de « *faiblesse* », de « *situation déplorable* », d'« *hésitation* » et de « *renoncement* » pour caractériser l'action du chef de l'Etat et du gouvernement. « *Ce qui me rend très sévère à l'égard de nos dirigeants,* a dit M. Debré, *c'est qu'ils ne disent pas que le monde est un monde de compétition. Qu'on ne parle plus de crise ! La crise est un phénomène provisoire sur lequel on n'a pas de prise, comme l'orage pour le cultivateur. Ce n'est pas le cas. Nous sommes en guerre économique et idéologique.* » Le candidat a dénoncé la faiblesse de l'investissement productif qui, « *en 1979, nous place parmi les derniers pays industriels* » et a affirmé que « *l'Allemagne, qui avait autant de chômeurs que nous en 1974, en a beaucoup moins aujourd'hui* ».

Il a souligné que dans trente départements le nombre des décès dépasse celui des naissances pour illustrer « *l'affaissement de l'élan vital* ». Dans le domaine de la défense nationale, dans celui des séparatismes régionaux, dans celui de la politique étrangère, M. Debré a chaque fois noté : « *Il n'y a plus d'autorité dans l'Etat républicain. L'Etat hésite et c'est une grande faiblesse.* »

Esquissant quelques mesures concrètes, l'ancien premier ministre a demandé que le budget de l'Etat couvre deux années, que les dépenses publiques soient réduites, que celles de la Sécurité sociale soient plafonnées et que la hausse des salaires soit modérée afin d'obtenir une baisse de l'inflation. Il a critiqué le caractère excessif des charges fiscales et sociales qui pèsent sur les entreprises petites et moyennes. Enfin il a demandé un renforcement de la flotte des sous-marins nucléaires.

M. Michel Debré, qui n'accorde aucune excuse au pouvoir, est donc toujours aussi sévère dans sa contestation et il a même prévenu ceux qui mettent dans sa candidature des espoirs ambigus en lançant : « *Mon combat ne fait que commencer ; il faut que sorte une volonté de la voix populaire.* » Il ne cache pas, en privé : « *Ma campagne va être très active car rien n'est joué.* »

ANDRÉ PASSERON.

● *M. Alain Peyrefitte,* ministre de la justice, a déclaré dans une interview à *Paris-Normandie* du 14 septembre : « *Aucun gaulliste ne peut rester insensible à la candidature de Michel Debré* », mais il a ajouté : « *Un gaulliste ne peut pas réellement se sentir en contradiction avec l'action du président de la République.* »

● *M. Jacques Chirac* a estimé, dimanche 14 septembre en Corrèze, que les élections législatives « *suivraient de près l'élection présidentielle, de deux mois tout au plus* ».

M. CHABAN-DELMAS : poursuivre l'édification de la nouvelle société.

M. Jacques Chaban-Delmas, prenant la parole dimanche 14 septembre à L'Escarène (Alpes-Maritimes), a évoqué l'élection présidentielle en disant notamment :

« *Il est temps de réunir et de mobiliser toutes nos forces sans parti pris dans une majorité d'action autour d'un projet ambitieux et réaliste pour la France. (...) Il y a dans les propositions des partis qui depuis fort longtemps n'ont pas participé au gouvernement du pays des suggestions positives.*

» *L'objectif majeur doit être de poursuivre plus activement l'édification d'une nouvelle société, dont j'ai pu, dans la foulée du général de Gaulle, entreprendre de jeter les bases. A ce sujet, je ne puis que me réjouir de constater que bien des idées, qui n'avaient été que médiocrement appréciées à l'époque, sont d'ores et déjà, d'une manière ou d'une autre, reprises dans de nombreux programmes.*

» *Préserver l'unité nationale, maintenir le dialogue social, sauvegarder la concertation par la participation, tendre à plus de justice et à plus de dignité, autant de voies qui assurent la cohésion de la nation et garantissent l'indépendance du pays.*

» *J'ai trop d'expérience et trop en mémoire l'attitude du général de Gaulle pour ne pas savoir que l'appel du devoir et la force de la conviction conduisent à des décisions personnelles, voire à des renoncements, souvent douloureux mais commandés par l'intérêt national. Les ressentiments personnels doivent s'effacer devant ce dernier.*

» *Déjà, en 1974, mon souci majeur avait été d'éviter que la France ne fût coupée en deux parties irréductibles l'une à l'autre. Ce péril demeure, et j'entends toujours œuvrer de toutes mes forces pour le conjurer.* »

La candidature de M. Georges Marchais

(Suite de la première page.)

Quelle signification aura, en effet, la conférence nationale qui, conformément aux nouveaux statuts adoptés en mai 1979, doit désigner, les 12 et 13 octobre, le candidat du parti à l'élection présidentielle ?

M. Marchais, conscient de ce fait, n'a pas dissimulé sa mauvaise humeur contre le journaliste qui avait suscité cette réponse. Le secrétaire général, pourtant, n'a fait que dire explicitement ce que tout le monde sait et qu'il avait lui-même à peine dissimulé, jusqu'alors, sous des réserves de pure forme. La surprise n'est pas aussi grande qu'elle avait pu l'être lorsque, en janvier 1976, à peu de temps de la réunion du vingt-deuxième congrès du parti, M. Marchais avait annoncé, par le truchement de la télévision, que celui-ci abandonnerait la référence à la dictature du prolétariat.

A la question du parti et à celle du candidat s'ajoute celle de la situation héritée de l'union de la gauche. Comment le P.C.F. peut-il, après avoir recherché, puis pratiqué l'alliance avec les socialistes pendant quinze ans, la répudier aujourd'hui tout en conservant son audience ? Les dirigeants communistes, s'ils continuent à déclarer plausible l'hypothèse selon laquelle le candidat du P.C.F devancerait celui du P.S. au premier tour de l'élection présidentielle, tiennent surtout à ce que son score demeure, si peu que ce soit, au-dessus de 20 % des suffrages.

Peuvent-ils y parvenir sans préciser ce que sera le choix du parti pour le second tour ? Ils semblent hésiter à ce sujet. Après avoir rappelé, le 9 septembre, que les communistes « *veulent en finir au plus vite avec la politique de Giscard d'Estaing* », M. Marchais a déclaré, samedi, que, « *à l'étape actuelle de ses déclarations* », M. François Mitterrand, s'il était élu président de la République, ferait la même politique que l'actuel chef de l'Etat. Ce jugement paraît annoncer, si M. Mitterrand ne franchit pas une « étape » dans le sens voulu par le P.C., que celui-ci n'invitera pas à voter au second tour pour l'ancien candidat unique de la gauche.

En fait, les dirigeants communistes éprouvent des difficultés à détruire, dans leur électorat, l'image de candidat d'union que conserve M. Mitterrand. Sans doute y sont-ils parvenus chez leurs militants, qu'il s'agisse de ceux qui ont toujours été méfiants vis-à-vis des socialistes ou des nouveaux venus, peu ou pas engagés dans la période d'union Un membre du bureau politique soulignait il y a quelques jours que le premier secrétaire du P.S. aurait bien tort de se lancer dans une compétition où il risque de perdre de son prestige, alors qu'il est jeune encore et qu'il pourrait jouer un rôle à sa mesure lors des élections législatives et municipales de 1983. Ce message était trop évidemment destiné à être transmis aux socialistes pour être sincère. Les proches du premier secrétaire du P.S. y trouveront argument pour souligner que M. Mitterrand est, pour les forces politiques adverses et rivales, le candidat socialiste le plus dangereux.

PATRICK JARREAU.

● *M. Michel Jobert,* président du Mouvement des démocrates, a déclaré, dimanche 14 septembre, à France-Inter : « *Les Français se demandent ce qu'ils doivent faire. Toute la politique est piégée, pipée, répétitive en diable et si le public s'en lasse, il a raison.* »

M. DE JUST RÉÉLU GRAND MAITRE DE LA GRANDE LOGE DE FRANCE

M. Michel de Just, grand maître de la Grande Loge de France, a été réélu pour la troisième fois à la tête de son obédience (quatorze mille membres), la seconde en importance dans notre pays. Le convent de la G.L.F., qui s'est tenu à Paris les 11, 12 et 13 septembre, a renouvelé aussi le tiers de son conseil fédéral de trente-trois membres.

Agé de quarante-six ans, M. de Just, professeur de philosophie à Neuilly, a été notamment critique de cinéma à la revue *Europe*, et est l'auteur de plusieurs ouvrages de littérature comparée.

M. Blanc : M. Marchais <locomotive de train blindé soviétique>

La deuxième session de l'université d'été du parti républicain a pris fin, dimanche 14 septembre, dans l'île des Embiez (Var). Au cours de ces deux sessions, environ six cents militants ont suivi des cours de formation, entendu les dirigeants du P.R. et les ministres giscardiens, et travaillé au sein d'« ateliers » (expression orale, animation, analyse du programme socialiste, etc.).

Samedi 13 septembre, M. Jacques Blanc avait situé le parti républicain « *au centre de l'échiquier politique* » : « *Nous incarnons le groupe central de la démocratie française,* a-t-il dit, *le centre c'est nous. Nous incarnons le juste milieu.* » Après avoir engagé les giscardiens « *à toujours tenir le langage de l'unité et de la cohésion de la majorité sans jamais céder à la tentation de la polémique, au plaisir des petites phrases* », le secrétaire général du P.R. a qualifié M. Georges Marchais de « *locomotive de train blindé soviétique* » et M. François Mitterrand de « *remorqueur d'épaves obstiné* ». Il a ajouté : « *Le premier secrétaire du P.S. fait des cachotteries, eh bien pas moi. Moi je sais qui sera battu à l'élection présidentielle, et je vais vous le dire tout de suite : c'est le candidat du P.S., quel qu'il soit ! C'est pourquoi je ne comprends pas l'empressement de François Mitterrand et de Michel Rocard à être tous deux candidats : deux candidats pour une seule défaite, c'est beaucoup !* »

Par la suite, le secrétaire général du P.R. devait affirmer : « *Nous ne devons pas nous tromper d'adversaire. Notre attaque sans concession est dirigée contre le parti socialiste, qui reste enfermé dans une stratégie bloquée. (...) Il faut faire prendre conscience à un certain nombre de personnes qui se considèrent aujourd'hui socialistes que le P.S. leur propose une mauvaise voie. Ces personnes décrocheront de ce P.S. sclérosé et incapable de tenir compte des réalités, pour venir apporter leur contribution à l'action que nous conduisons.* »

M. Blanc a demandé aux militants du parti républicain d'effectuer, avant la fin de l'année, le renouvellement des cartes des membres du parti et de mener en même temps « *une intense campagne d'adhésions nouvelles* ». Il a souhaité aussi une mise à jour du fichier du parti dans les fédérations. Afin que le parti soit « *fin prêt* » pour l'élection d'avril 1981, les secrétaires généraux adjoints effectueront une « *tournée des popotes* » avant la fin de l'année ; M. Blanc lui-même se rendra en visite dans ces régions au début de 1981. Le prochain conseil national se réunira en présence de M. Raymond Barre et, à titre exceptionnel, les militants pourront assister à ses travaux. « *Le P.R. contribuera à l'élection du meilleur candidat,* a dit M. Blanc, *et ce meilleur candidat ne peut être que Valéry Giscard d'Estaing.* »

M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, ancien secrétaire général du P.R., a rappelé aux giscardiens les débuts difficiles du parti républicain, et en particulier le demi-échec du premier congrès de Fréjus, en 1977. Il a affirmé : « *Nous sommes désormais un vrai parti. Nous devons élargir la base populaire sur laquelle doit être assurée la direction de la France. Nous devons être le centre, l'axe, le noyau dur, de la vie politique de ce pays (...). La France doit consacrer ses forces à s'adapter à un nouvel état du monde et notre société doit progresser vers son unité.* »

POLITIQUE

LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

Alpes-Maritimes : « primaires » serrées au sein de la majorité

De notre correspondant régional

Nice. — « *Une élection introuvable.* » Cette opinion est volontairement partagée dans les Alpes-Maritimes, où le scrutin sénatorial apparaît *comme* très ouvert entre les les dix-neuf candidats qui briguent les quatre sièges en jeu, dont un nouvellement créé pour tenir compte de l'accroissement de la population. La bataille se circonscrit en fait aux dix représentants de la majorité puisque les grands électeurs de gauche sont nettement minoritaires.

Chacun défendra, au demeurant, ses propres couleurs, comme le veut, *dans* les Alpes-Maritimes, la tradition de concurrence entre notables locaux. Les étiquettes politiques auront moins d'importance que les considérations de personnes, d'autant que six candidats U.D.F. sur sept se réclament du parti radical. Les trois sénateurs sortants, qui sont également de cette tendance, sollicitent le renouvellement de leur mandat : MM. Joseph Raybaud (Gauche dém.), maire et conseiller général de Levens, qui siège à la Haute Assemblée depuis 1955, Francis Palmero (Un. centr.) conseiller général, ancien député et ancien maire de Menton, et Victor Robini (Gauche dém.), *maire et conseiller général* de Villars-sur-Var, qui achèvent leur premier mandat.

MM. Raybaud et Robini, qui ont dépassé l'un et l'autre le cap *des soixante-seize* ans, ont à surmonter ce handicap.

Peu d'observateurs se risquent pourtant à prédire une défaite du maire de Levens, considéré comme une véritable institution dans le département et dont la connaissance des problèmes communaux autant que *l'activité permanente* sur le terrain lui valent une large estime. M. Robini, lui, paraît plus vulnérable mais il s'est choisi un suppléant dynamique, M. José Balarello, maire et conseiller général (P.R.) de Tende, président de l'Office public départemental d'H.L.M., dont *la personnalité ne* devrait pas laisser indifférents les délégués sénatoriaux.

La situation de M. Palmero est plus dificile à cerner. S'il n'était tenu *compte que de son* travail parlementaire, l'ancien maire de Menton retrouverait aisément son siège au palais du Luxembourg. En neuf ans de mandat, il a totalisé plus de 1 500 interventions, parmi lesquelles 71 propositions de loi couvrant un vaste éventail de préoccupations, de l'institution d'une retraite nationale pour les maires et adjoints à l'orientation familiale, en passant par l'indemnisation des rapatriés et la modernisation du code des impôts. M. Palmero a pris, de plus, la peine de rendre compte *semestriellement* de son activité à ses mandants.

A l'aise dans le jeu parlementaire, il a manqué, semble-t-il, d'entregent au niveau local, mais ce sont, dans *cette* campagne, les appuis politiques qui paraissent lui faire le plus défaut. Son capital de voix personnel sera-t-il suffisant ? « *Je ne me suis jamais fait parrainer par personne,* souligne-t-il. *L'électorat sénatorial est majeur. Il saura apprécier le bilan que je lui présente.* »

En tête des prétendants figure M. Pierre Merli, maire et conseiller général d'Antibes, président de la Fédération des Alpes-Maritimes du parti *radical.* Installé à la mairie d'Antibes depuis 1971, M. Merli a su jouer avec habileté de ses diverses amitiés, les unes acquises dans les rangs de la gauche à l'époque de la Résistance, les autres nouées après 1974 dans la mouvance giscardienne pour *parvenir, en moins* de dix ans, sur le devant de la scène politique du département. Présenté tantôt comme un condottière, tantôt comme un homme de compromis, il s'est donné méthodiquement toutes les chances d'entreprendre, à soixante ans, une carrière parlementaire. Président de la commission départementale, il se trouve à un poste-clé pour la répartition des crédits du conseil général aux communes. Il semble également avoir fait un choix judicieux en prenant comme suppléant un « cacique » de la *majorité départementale,* M. Charles Ginesy, maire et conseiller général (U.D.F.) de Péone-Valberg, président du parc national du Mercantour.

« Rive droite » et « rive gauche »

Il s'est appliqué enfin à rallier à sa cause les parlementaires et les élus des *principales villes de* la « rive droite du Var » (l'ouest du département), tout en concluant un accord avec un candidat en vue de la « rive gauche », M. Raoul Bosio, sous les auspices et avec le parrainage du maire de Nice, M. Jacques Médecin. Deuxième adjoint au maire de Nice et vice-président du conseil général, M. Bosio — autre radical valoisien — est fondé, lui aussi, à espérer son entrée au Sénat. Elle couronnerait ses « *trente-neuf années de vie publique* », alors qu'il a échoué à deux reprises aux législatives.

Président de la chambre régionale de commerce et d'industrie Provence - Alpes - Côte d'Azur - Corse, M. Jean-Jacques Robert, qui se présente sous l'étiquette de la majorité présidentielle, se *mêlera probablement au groupe* de tête des candidats. Il est le seul à ne pas exercer de mandat politique. Mais il retourne ce handicap à son avantage en affirmant à ses interlocuteurs que « *les choix politiques sont bien souvent des choix économiques* ». Or ses références en la matière sont connues, puisqu'il a participé, ces dernières années, comme président de la chambre de commerce de Nice, à la réalisation de tous les *grands projets* d'équipement du département.

Des derniers candidats se détache enfin celui qui est officiellement investi par le R.P.R., M. Pierre Gianotti, maire et conseiller général de Sospel, qui s'était déjà présenté sans succès en 1971. Les gaullistes souhaiteraient obtenir un coup de pouce *du maire de Nice*, qui compte huit élus R.P.R. dans sa majorité municipale et qui a accepté — à la demande de M. Chirac — qu'un élu de sa liste fasse tandem avec M. Gianotti.

Officieusement, M. Médecin *s'efforcera sans doute, dans certaines* limites, de leur donner satisfaction. Officiellement, le maire de Nice ne soutiendra que M. Merli (« *parce que j'estime moral que la rive droite ait enfin un représentant* ») et M. Bosio, auquel le lient de nombreux combats politiques.

L'incertitude du scrutin réside, en définitive, pour une part, dans la façon dont les consignes de M. Médecin seront respectées. Le poids électoral de Nice, et c'est le principal changement par rapport aux élections de 1971, a, quoi qu'il en soit, diminué en même temps que prenait fin le monolithisme médeciniste. En 1980, sur les 361 délégués du conseil municipal de Nice, 98 ont été désignés à la proportionnelle dans les rangs de l'opposition. Ceux détenus par la majorité ne représentent plus, du coup, que 20 % de l'ensemble des suffrages du département où le littoral (deux tiers des grands électeurs) imposera ses choix.

En dépit de sa progression aux élections municipales de 1977, la gauche ne peut, arithmétiquement, espérer, sauf circonstances exceptionnelles, mettre la majorité en difficulté. Selon leurs propres estimations, socialistes et communistes — qui formeront en principe une liste commune au second tour — obtiendraient entre 300 et 350 mandats sur près de 1 300, dont environ 200 pour le P.C. Seule une profonde division entre les candidats majoritaires donnerait des chances à l'opposition. A défaut de pouvoir gagner, la gauche aura néanmoins la possibilité de faire échouer quelques candidats de l'autre camp. Cette éventualité est vigoureusement écartée au P.S. où l'on affirme « *qu'en aucun cas les suffrages de l'opposition ne serviront à départager les représentants de la majorité* ». Même langage au P.C. qui veut, lui, privilégier dans sa *campagne*, le thème de la défense des collectivités locales « *sans entrer dans le jeu des politiciens locaux* ».

GUY PORTE.

Liste des candidats à ce jour :

Majorité : MM. Victor Robini (gauche dém.), sénateur sortant ; Francis Palmero (Un. cent.), sénateur sortant ; Joseph Raybaud (Gauche dém.), sénateur sortant ; Pierre Merli ; Raoul Bosio ; Régis Capponi (U.D.F.-C.D.S.), maire et conseiller général de Peymeinade ; Pierre Bachelet (app. R.P.R.), maire et conseiller général du Cannet, vice-président du conseil général ; Pierre Gianotti ; Jean-Jacques Robert ; Pascal Augier, adjoint au maire de Nice, conseiller général (rad.).

Socialistes : M. Paul Chomicki, conseiller général de Saint-Martin-Vésubie ; Mme Michèle Matringe, conseiller municipal de Nice ; MM. Séraphin Pinto, conseiller municipal de Nice ; Roger Belleudy, adjoint au maire de Grasse ;

Communistes : MM. Louis Fiori, conseiller municipal et conseiller général de Nice ; Albert Macarry, adjoint au maire de Grasse ; Monette Rocca, conseiller municipal de Coaraze ; Romain Maurel, maire de Belvédère.

Mouvement des radicaux de gauche : M. Jean Hancy, conseiller municipal de Nice.

Le Monde

société

JUSTICE

L'ARRESTATION MOUVEMENTÉE DE JEAN-MARC ROUILLAN ET DE NATHALIE MÉNIGON

Les deux animateurs présumés du groupe Action directe seraient tombés dans une souricière

Considérés comme les principaux animateurs du groupe terroriste Action directe, Jean-Marc Rouillan et sa compagne, Nathalie Ménigon, ont été arrêtés samedi 13 septembre à Paris, vers 18 h. 15, à la hauteur du 62 de la rue Pergolèse (16e), dans des circonstances qui demeurent mal expliquées. Les deux jeunes gens ont été déférés dimanche soir au parquet de la Cour de sûreté de l'État.

Selon le cabinet du ministère de l'intérieur, une équipe de dix policiers des renseignements généraux, auxquels s'étaient joints plusieurs policiers de la brigade criminelle, suivaient, comme chaque jour depuis plusieurs semaines, le couple qui circulait à bord d'une 604 grise.

Selon les policiers, la filature aurait été interrompue brusquement quand Nathalie Ménigon, descendant de la voiture, aurait aperçu ses suiveurs. Découverts, les policiers auraient été contraints de procéder immédiatement aux arrestations. Celles de Jean-Marc Rouillan aurait eu lieu sans difficulté, les policiers parvenant à le ceinturer avant que celui-ci n'ait eu le temps de faire usage de son revolver de calibre 11,43 et d'une grenade.

L'arrestation de la jeune femme a failli tourner à la « bavure ». Nathalie Ménigon a eu le temps, selon les policiers, de vider deux chargeurs de 11,43 *« sur tout ce qui bougeait dans la rue »*, sans toucher personne avant d'être appréhendée à son tour. Elle devait aussi tenter de s'emparer de la voiture d'un photographe de l'agence Gamma, M. Patrick Siccoli, qui attendait, à proximité immédiate, le retour, rue Pergolèse, de la princesse Caroline de Monaco. Les policiers, croyant avoir affaire à un complice, ceinturèrent sans ménagement ce photographe avant de lui présenter leurs excuses.

Croyaient-ils aussi que Jean-Marc Rouillan et Nathalie Ménigon avaient un rendez-vous avec d'autres terroristes ? Les enquêteurs devaient aussi ouvrir le feu sur deux jeunes gens, MM. Philippe Smadja, âgé de vingt-trois ans, et Patrick Hazan, âgé de vingt-quatre ans, qui, à bord d'une Porsche, tentaient de se dégager du lieu de la fusillade. L'un d'eux a été blessé au bras. Les policiers n'auraient compris leur méprise qu'après avoir interpellé ces deux témoins à qui ils présentèrent leurs excuses.

Cette version officielle est cependant démentie, pour partie, par certains policiers parisiens. De source sérieuse, on expliquait, ce lundi 15 septembre que les policiers des R.G. avaient agi seuls, sans faire appel à la section antiterroriste de la brigade criminelle, après avoir appris que le couple devait se rendre samedi après-midi, vers 18 heures, au 62 de la rue Pergolèse. Jean-Marc Rouillan et Nathalie Ménigon seraient, dans ce cas, tombés dans une véritable souricière.

Ces renseignements sont confirmés par les témoignages d'habitants de la rue Pergolèse. La concierge d'un garage, situé au numéro 57 de la rue, assure avoir accueilli les policiers dès le matin. Ceux-ci auraient même placé une voiture dans le garage. D'autres policiers se seraient postés sur les toits.

Sans doute étaient-ils sûrs de leur information et de l'heure d'arrivée des deux terroristes. Ils n'auraient, en effet, fait fermer un café et un restaurant que vers 17 h 30.

Nathalie Ménigon aurait été en possession, au moment de son arrestation, de deux cartes d'identité vierges, qui font partie d'un stock de documents administratifs volé, le 5 août, par un commando comprenant deux jeunes femmes, au commissariat du 14e arrondissement (*le Monde* du 7 août). Cette arrestation mouvementée risque, selon certains policiers, de retarder l'interpellation des derniers membres d'Action directe encore en liberté, notamment de ceux qui sont soupçonnés d'avoir participé, selon les policiers, à l'attaque, le 5 août, de l'agence du Crédit Lyonnais, avenue Bosquet, dans le 7e arrondissement (*le Monde* du 3 septembre). Les deux jeunes gens, qui ont été déférés, dimanche soir, au parquet de la Cour de sûreté de l'Etat, n'auraient pas révélé le lieu de leur *« planque »*. — Ph. Bg.

Des partisans de la « lutte armée » contre l'État

L'arrestation de Jean-Marc Rouillan, vingt-huit ans, et Nathalie Ménigon, vingt-trois ans, porte sans aucun doute un coup dur à l'organisation d'ultra-gauche Action directe, née au printemps 1979. Le tempérament et l'habitude de la clandestinité propres à J.-M. Rouillan — ancien militant anti-franquiste, puis membre d'un GARI (Groupe d'action révolutionnaire internationaliste) — le désignaient en effet pour être le principal animateur d'un groupe qui s'est spécialisé dans les attentats à l'explosif et les mitraillages de façades de bâtiments publics.

*Depuis six mois, la police s'employait à retrouver et arrêter J.-M. Rouillan et Nathalie Ménigon. Ces derniers lui avaient échappé, à la fin du mois de mars, lors d'une opération antiterroriste qui s'était soldée par une vingtaine d'arrestations (*le Monde *du 1er avril). En raison de son passé de militant, J.-M. Rouillan — qui s'était organisé une série de « planques » à Paris — avait pu rester dans la clandestinité.*

Originaire du Sud-Ouest, il avait été attiré très tôt par les idées anarchistes, et plus largement libertaires. Proche du MIL (Mouvement ibérique de libération), il s'est joint aux GARI qui apparaissent en 1974 pour lutter contre le régime franquiste. J.-M. Rouillan vit alors sous le nom de Sebas. Il est insoumis. Son passage aux GARI le mènera en prison, le 5 décembre 1974, pour détention, transports d'armes de guerre et d'explosifs. La Cour de sûreté de l'Etat est saisie du dossier, puis l'abandonne en mars 1976 au profit du tribunal de grande instance de Paris. L'instruction se poursuit donc, et J.-M. Rouillan recouvre la liberté le 25 mai 1977. L'affaire n'a pas encore été jugée.

Depuis lors, il vit dans la clandestinité. En 1979, la police l'accusera d'avoir dérobé, en compagnie d'un jeune autonome, un tableau de Jérôme Bosch, l'Escamoteur, à Saint-Germain-en-Laye. La toile de maître sera retrouvée, mais non J.-M. Rouillan qui semble se rapprocher, plusieurs années après les GARI, dernier fruit de la lutte libertaire anti-franquiste en France, des NAPAP (Noyaux armés pour l'autonomie populaire), rejeton maoïste de la Nouvelle Résistance populaire (N.R.P.). L'apparition d'une mouvance autonome en France, même faible et divisée, sera pour lui l'occasion de nouer des contacts et de mettre sur pied un semblant d'organisation : le groupe Action directe.

L'idéologie du groupe restera toujours floue. En fait, les éventuels clivages « doctrinaux » s'estompent au profit d'un accord sur la base d'une « lutte armée » contre l'Etat. Il semble aussi que le groupe s'efforce de prendre, sinon d'entretenir, des contacts « techniques » avec des groupuscules étrangers. Les services spécialisés de la police semblent, en fait, bien au courant des faits et gestes d'Action directe. Ce groupe, qui selon certaines informations pourrait compter une cinquantaine de membres, n'en reste pas moins difficile à saisir pour la bonne raison qu'il s'apparente plus à un réseau informel qu'à une organisation classique.

L. G.

Une vingtaine d'attentats en un an

Depuis le 1er mai 1979, une vingtaine d'attentats ont été revendiqués par Action directe, ce qui ne signifie pas que ce groupe en soit toujours l'auteur. Ainsi, après l'enlèvement, le 28 juin, de M. Michel Maury-Laribière, des correspondants anonymes avaient revendiqué ce rapt au nom d'Action directe auprès de l'Agence France-Presse et du quotidien « Libération ».

— 1er mai 1979 : « attaque » du siège du Conseil national du patronat français à Paris ;

— 15 septembre 1979 : attentat contre le siège de la Sonacotra ;

— 16 septembre 1979 : série d'attentats contre des locaux du ministère du travail et de la participation à Paris ;

— 25 septembre 1979 : attentats contre la Caisse professionnelle de prévoyance des salariés et de la Délégation régionale pour l'emploi de l'Ile-de-France ;

— 3 et 5 février 1980 : attentats contre l'inspection du travail à Paris ;

— 18 février 1980 : attentat contre les locaux de l'Immobilière construction de Paris ;

— 19 mars 1980 : attentat contre le siège de la Sémirep (Société d'économie mixte de rénovation du quartier Plaisance), dans le quatorzième arrondissement, à Paris ;

— 18 mars 1980 : attentat au pistolet mitrailleur contre le ministère de la coopération à Paris. Sept impacts de balles sont relevés dans le bureau du ministre, M. Robert Galley, absent à ce moment-là ;

— 5 avril 1980 : incendie criminel dans les locaux de la société Philips Data Systems à Toulouse. Cet attentat est également revendiqué par le CLODO (Comité liquidant ou détournant les ordinateurs) ;

— 8 avril 1980 : incendie criminel dans les locaux de C.I.I.-Honeywell-Bull à Toulouse ;

— 15 avril 1980 : attentat au lance-roquettes contre des locaux du ministère des transports à Paris, 30, avenue du Président-Kennedy (16e) qui abritent les bureaux du ministre, M. Joël Le Theule, et 34, avenue Marceau, Paris (8e). Le même jour, une explosion endommage, 208, rue Raymond-Losserand (14e), les bureaux des services de l'exploitation routière et de la sécurité routière ;

— 9 juin 1980 : incendie criminel à l'université Rennes-I.

— 12 juin 1980 : explosion d'origine criminelle à l'aéroport d'Orly-Ouest. Sept personnes d'une équipe de nettoyage sont blessées.

VOLS SACRÉS

Epinal. — Six jeunes gens qui, depuis le 15 août, avaient mis à sac plusieurs églises d'Alsace et de Lorraine ont été arrêtés, le vendredi 12 septembre, par les gendarmes de Fraize (Vosges), alors qu'ils rôdaient autour de la chapelle de la Croix-aux-Mines : tous, jeunes intégristes, agissaient avec la bénédiction de leurs parents. Leur but, ont-ils déclaré, était seulement de *« déplacer »* les objets volés vers des lieux du culte intégristes à Strasbourg et en Moselle.

Dans la gendarmerie transformée en sacristie, l'énorme butin était rassemblé : ciboires, chapes, patènes, surplis, chandeliers et burettes qu'ils avaient dérobés, pour déranger, ont-ils déclaré, les prêtres fidèles à Rome.

Le commando, qui comprenait quatre mineurs, était dirigé par deux jeunes Alsaciens, Pierre Lorder (vingt et un ans) et son frère Pascal, tous deux originaires d'Ebersheim (Bas-Rhin). Ils avaient entreposé les objets volés dans trois pièces de l'appartement de leurs parents.

Les six jeunes gens ont été laissés en liberté. — *(Corresp.)*

Les conséquences du renvoi d'un livret militaire

Le fonctionnaire radié

« Avoir vingt ans dans les Aurès », ce n'est pas qu'un film pour M. Jean-Pierre Bochereau. A vingt ans, lui aussi était en Algérie. Il y est resté vingt-six mois pour y accomplir son service militaire et, comme on disait alors, veiller au « maintien de l'ordre ». Il en est revenu ébranlé, mais si sa décision était déjà prise de tout faire pour ne plus revêtir l'uniforme, connaître l'armée et la guerre, ce n'est qu'en 1978 qu'il a décidé de renvoyer son livret militaire : un acte de solidarité avec les paysans du Larzac protestant contre l'extension du camp militaire. Cela lui vaut d'être aujourd'hui radié de la fonction publique, mis à la porte des P.T.T., où il travaille depuis vingt et un ans. Il occupait jusqu'à ces derniers jours les fonctions d'inspecteur technique au Centre national d'études des télécommunications à Lannion (Côtes-du-Nord).

M. Bochereau ayant plusieurs fois refusé de reprendre son fascicule de mobilisation militaire, fut condamné, une première fois, le 15 décembre 1978, à une amende de 500 francs avec sursis. Estimant le tribunal trop indulgent, le substitut du procureur fit appel a *minima* et obtint le 13 novembre 1979 de la cour de Rennes que la peine soit portée à 800 F d'amende, mais surtout à trois ans de suppression des droits civiques.

L'article 42 du code pénal prévoit que cette condamnation supprime non seulement les droits de vote, d'éligibilité, de port d'arme, mais aussi celui *« d'être appelé ou nommé aux fonctions de juré ou autres fonctions publiques, ou aux emplois de l'administration, ou d'exercer ces fonctions ou emplois »*. M. Bochereau vivait donc depuis dix mois sous une épée de Damoclès. Celle-ci vient de tomber puisque le ministre des P.T.T. a signé sa radiation des services publics.

Si la loi permet aux jeunes gens d'opter pour l'objection de conscience avant leur service militaire, elle n'admet pas que l'on change d'avis après l'accomplissement de celui-ci. M. Bochereau pour sa part dit *« placer sa conscience au-dessus des lois »*. Le renvoi de son livret militaire, c'est l'annonce par avance, qu'il refusera toute mobilisation parce qu'il *« refuse la guerre »*. — Ch. CH.

POUR RÉCLAMER LA LÉGALISATION DE LEUR PASSION POUR LA « RADIO-LOISIRS »

Dix mille adeptes de la « citizen band » se sont réunis au Mans

De notre envoyé spécial

Le Mans. — La première concentration nationale des amateurs de la « citizen band », organisée par l'Automobile Club de l'Ouest (ACO), s'est déroulée dimanche 14 septembre au Mans. Réunissant près de dix mille personnes, elle avait pour but de montrer le nombre grandissant de « cibistes » et leur détermination à obtenir la légalisation de leur « radio-loisirs ».

Aux Etats-Unis, où la « citizen band » est née, ils sont plus de quinze millions à communiquer au moyen d'un petit émetteur-récepteur, le plus souvent situé dans la voiture, sur la fréquence de 27 MHz.

En France, pendant une dizaine d'années, la C.B. ne regroupait *que quelques milliers d'amateurs. Depuis six mois,* leur nombre n'a cessé d'augmenter. Ils sont actuellement plus de cent mille dans l'illégalité la plus complète. L'achat et la possession d'un tel matériel sont possibles, mais son utilisation interdite. La France est, en effet, un des seuls pays d'Europe, avec la Grande-Bretagne, à ne pas avoir libéralisé l'usage de la C.B.

A la sortie de l'autoroute, trois gendarmes souriants assurent qu'il y a *« beaucoup de monde et aucun problème »*. L'un d'eux, amusé, a même noté sur son agenda tous les noms de code des cibistes qu'il a rencontrés. *« J'ai presque tous les départements. »* Il y a *« Castor 05 »*, sac de couchage déplié dans la voiture, « Columbo 93 », et puis « Kiwi 37 », « Charlie Echo 13 », « Babylone 38 »...

Ils sont à peu près dix mille *venus de tous les coins de France.* Plusieurs voitures sont couvertes d'inscriptions : *« Oui au 27 »*, *« La C.B. doit vivre »*, *« Pour une radio-loisirs »*. Dans l'enceinte de l'ACO, la foire bat son plein : représentants des importateurs, journaux spécialisés et associations distribuent tracts, prospectus et autocollants. Dans une ambiance calme et bon enfant, on s'interpelle : *« Alligator 34 » retrouve « Pistache 38 » et lui demande des nouvelles de « Colombine 95 »*. On cherche « Titus 94 », que l'on a entendu jusqu'aux Baléares cet été.

Vers midi, la « conférence », but de la concentration, ouvre ses portes. Une petite salle, prévue pour deux cents personnes, en acceptera cinq cents. Les autres resteront dehors, les interventions seront retransmises par haut-parleur... et sur le poste C.B.

Certains n'auront pas quitté leur voiture pendant toute la journée.

Le président de l'ACO ouvrira cette conférence en soulignant que 80 % des cibistes sont des automobilistes. *« La C.B. permet d'améliorer la sécurité routière. C'est dans l'intérêt des automobilistes que nous prenons la défense de la « citizen band. »*

M. Christian Lamare, président de l'Union France-Radio, voudrait *« promouvoir une chaîne de l'amitié et de l'entraide »*. Il rappellera que *« les cibistes sont des électeurs et des contribuables... »*.

M. Daniel Chaffajon, président de l'Association française des amateurs-radio (AFA), soulignera que les problèmes de brouillage causés par les C.B. sur les téléviseurs ne sont pas insolubles. *« La télévision ne doit pas être un entonnoir, mais recevoir ce qui lui est destiné. L'efficacité de filtres peu onéreux permet d'éviter ce phénomène sur les anciens téléviseurs. »*

L'éventualité d'une réglementation sur la bande des 900 MHz (32 cm de longueur d'onde) a été violemment critiquée pour son coût et son inefficacité.

Un public discipliné et respectueux assistera aux deux heures de conférence, ponctuant seulement de vigoureux applaudissements les différentes interventions. Dehors, les frites font recette... avant le départ, qui commence dès la fin des allocutions. On repart alors dans un concert de klaxons hétéroclites et chantants, seule manifestation d'une journée bien calme et tranquille. Il n'y aura pas eu de débat. Un cibiste a bien essayé d'engager les discussions sur les rapports de la C.B. et des radios libres, *« entraves au monopole »*, mais sous les quolibets et les sifflets des participants.

« Les dix commandements de l'amateur C.B. radio » édictés par l'ACO précisent bien, en effet, *« qu'il est formellement interdit de tenir sur la fréquence des conversations à caractère politique ou religieux »*. Libérez le moyen, nous nous chargeons de la communication...

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

FAITS DIVERS

UN AVION SAOUDIEN S'ÉCRASE PRÈS DE MÉDINE
89 militaires tués

Ryad *(A.F.P.)*. — Quatre-vingt-neuf militaires ont trouvé la mort dans l'accident d'un avion de transport C-130 Hercules de l'armée de l'air saoudienne qui s'est écrasé, au sol, dimanche soir 14 septembre, près de Médine, sur la mer Rouge, en Arabie Saoudite.

Les autorités militaires saoudiennes n'ont donné aucune précision sur les causes de l'accident, se contentant de rapporter des propos de témoins oculaires affirmant avoir vu le C-130 être la proie des flammes au moment de sa chute.

Il y a un mois à peine, dans la nuit du 19 au 20 août, un Tristar L-1011 de la compagnie aérienne saoudienne s'était écrasé peu après le décollage de Ryad, causant la mort de trois cent une personnes.

LE PRÉSIDENT DE LA FIRME SUÉDOISE ERICSSON TROUVE LA MORT DANS UN ACCIDENT

Stockholm (A.F.P.). — M. Bjoern Lundvall, président du conseil d'administration de la société suédoise des téléphones L.M. Ericsson, a trouvé la mort dimanche soir 14 septembre dans un accident de la circulation.

● *Attentat contre un réfugié basque, à Bayonne.* — L'explosion d'une bombe, lundi 15 septembre, à 2 heures, a occasionné quelques dégâts dans le restaurant d'un réfugié basque espagnol, M. Joachim Echave, à Bayonne. Cet établissement avait été endommagé par une explosion du même type, le 28 juin 1975. M. Joachim Echave est le frère de M. Juan-José Echave, ancien dirigeant de l'ETA, lui-même grièvement blessé lors d'un attentat qui avait coûté la vie à son épouse le 2 juillet 1978, à Saint-Jean-de-Luz.

Faits et jugements

Un sénateur de l'Eure est condamné pour licenciement abusif de son assistant parlementaire.

Un sénateur de l'Eure, M. Modeste Legouez (R.I.), âgé de soixante-douze ans, a été condamné par le tribunal d'instance de Louviers (Eure), siégeant en matière prud'homale, à verser 20 000 francs de dommages et intérêts à son ancien assistant parlementaire, M. Claude Le Conte, pour licenciement abusif (*le Monde* du 6 août). L'ancien assistant parlementaire recevra, en outre, une somme de 4 000 F en remboursement des frais de transports engagés pour se rendre de son domicile à la propriété du sénateur.

Les juges n'ont pas considéré comme motif valable de licenciement les griefs de M. Legouez envers son assistant, à qui il reprochait notamment d'avoir fait établir à son nom des cartes à en-tête du Sénat, et d'avoir fait des « interventions » sans son autorisation. M. Legouez, qui sollicite le renouvellement de son mandat aux élections du 28 septembre, a décidé de faire appel. Il a, d'autre part, intenté une action en justice contre M. Le Conte pour faux et usage de faux.

Trente inculpations dans le Midi après la découverte d'un trafic de L.S.D.

Marseille. — M. Pierre Michel, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Marseille, vient d'inculper trente jeunes gens et jeunes filles de Marseille, Martigues, Aix, Salon et Gap d'infraction à la législation sur les stupéfiants, après une enquête commencée en mars 1980 qui a abouti au démantèlement d'une filière de toxicomanes — trafiquants qui écoulaient des pastilles de L.S.D. achetées en Hollande. Le trafic de cette drogue qui avait pratiquement disparu du marché, porterait sur une dizaine de milliers de pastilles. La plupart des inculpés sont eux-mêmes des drogués qui se faisaient revendeurs pour payer leur propre consommation.

Les policiers notent que l'organisation du trafic dépassait le stade artisanal. Le principal pourvoyeur, Robert Paulus, trente ans, était déjà connu de la brigade des stupéfiants de Marseille. — *(Corresp.)*

Quatre officiers sanctionnés après la mort de trois soldats au cours d'une marche.

Quatre officiers ont été l'objet de sanctions après la mort, en janvier dernier (*le Monde* des 11 et 15 janvier et du 4 juillet 1980), de trois militaires du deuxième régiment d'infanterie de marine cantonné normalement au Mans (Sarthe) mais en séjour à Nouméa (Nouvelle-Calédonie). Pour les autorités militaires, à l'époque, ces trois soldats — un engagé et deux appelés — sont morts « victimes d'une insolation » après une marche dite d'accoutumance en montagne.

Une information judiciaire avait été aussitôt ouverte et elle est toujours en cours, selon le ministère de la défense.

Sur le plan disciplinaire, néanmoins, des sanctions ont été prises par le commandement. Un capitaine a été puni de trente jours d'arrêts. Un lieutenant a été sanctionné de soixante jours d'arrêts et, après convocation d'un conseil d'enquête, il a été placé en non-activité, avec retrait de son emploi, pour six mois. Deux officiers d'état-major, enfin, ont été réprimandés.

● *Coktails Molotov contre la C.F.D.T. — « On a voulu nuire à la C.F.D.T., c'est un nouveau coup porté à la démocratie » :* c'est en ces termes que l'Union régionale parisienne de la C.F.D.T. dénonce un attentat commis dans la nuit du samedi 13 au dimanche 14 septembre contre ses locaux, 67, rue de Dunkerque, à Paris (9e). Vers 3 heures du matin, des inconnus ont tenté de briser les vitres armées et ont jeté plusieurs coktails Molotov sur la porte blindée de l'immeuble. La C.F.D.T., qui a porté plainte contre X., déclare qu'elle *« poursuivra son action avec les travailleurs et travailleuses pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (...) dans le sens du socialisme autogestionnaire. »* L'attentat n'a pas été revendiqué.

● RECTIFICATIF. — A la suite d'une confusion, nous avons écrit dans *le Monde* du mercredi 3 septembre, sous le titre « Le chômeur aux quatre identités », que M. Paul Magnan avait été directeur de l'agence grenobloise de la banque Sofinco-La Hénin. En fait, M. Magnan n'a jamais appartenu au personnel de cette banque.

DÉFENSE

L'avion Alpha-jet équipera la Patrouille de France

La Patrouille acrobatique de France (PAF) doit faire ses adieux, mardi 16 septembre, sur la base *aérienne* de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), à l'avion Fouga-Magister qui l'équipait depuis le 11 avril 1964, et qui sera remplacé par le biréacteur Alpha-Jet de Dassault-Breguet et de Dornier.

En seize années d'activité, la *PAF* a participé à huit cents manifestations aériennes nationales et internationales. Elle a accompli, au total, soixante-cinq mille heures de vol et, à raison *de neuf pilotes simultanément* en équipe, quatre-vingts pilotes de l'armée de l'air se sont succédé dans la patrouille.

Préparant, samedi après-midi *13 septembre*, sa *dernière apparition* publique pour un rassemblement aérien, dimanche 14, sur l'aérodrome de Roanne-Renaison, l'un des Fouga-Magister a sectionné une ligne *E.D.F.* à haute tension, privant momentanément de courant électrique certaines communes de la région. Le pilote a réussi à poser l'appareil légèrement *endommagé*.

A partir d'octobre prochain, les équipages de la PAF (pilotes, mécaniciens et techniciens) vont entreprendre leur transformation *sur avion Alpha-jet* à la base-école de Tours où ils mettront au point un programme d'acrobaties exploitant au mieux les performances du nouvel avion franco-ouest-allemand.

Il avait été question d'équiper plus tôt la PAF de l'Alpha-jet. Mais, lors de vols préparatoires, *l'appareil de Dassault-Breguet et* de Dornier avait révélé quelques défauts en configuration de vol acrobatique, et, notamment, des difficultés d'approvisionnement en carburant pendant une certaine durée de vol à l'occasion d'une navigation prolongée sur le dos. Depuis, ces défauts ont disparu après des interventions techniques.

PRESSE

● *L'« International Herald Tribune »* inaugure ce *lundi 15* septembre sa distribution simultanée en Europe et en Asie, grâce à la transmission par satellite entre Paris et Hongkong. L'édition asiatique *sera distribuée notamment* à Hongkong, au Japon et en Asie du Sud-Est. La transmission entre Paris et Hongkong prend cinq minutes par page en moyenne.

MANŒUVRES COMMUNES DANS LE CENTRE ET EN RÉGION PARISIENNE DE LA 2e D.B. ET DE LA GENDARMERIE

La deuxième division blindée s'entraîne, du lundi 15 au vendredi *19 septembre*, dans la région de Châteaudun (Eure-et-Loir), à l'occasion d'une manœuvre en *terrain libre avec le groupement* blindé de la gendarmerie mobile de la région parisienne. La 2e D.B. est l'unité *principale du* troisième corps d'armée en région parisienne.

Au total, manœuvreront quatre cents blindés et six mille hommes en *Eure-et-Loir, Loir-et-Cher* et Loiret. Des élus locaux ont été *invités* pour assister, plus particulièrement, le jeudi matin 18 septembre, à une séquence de *cette manœuvre* baptisée Demeter-80, du nom de la déesse grecque de l'agriculture.

Dotée à elle seule de quatre cents blindés (chars AMX-30 et AMX-13, blindés légers AMX-10 et véhicules de transports de troupes), la 2e D.B. est l'élément de base du troisième corps d'armée qui peut, selon les circonstances, prendre sous ses ordres deux divisions d'infanterie supplémentaires.

AUTOMOBILE

AVEC LA 244 SURALIMENTÉE

Volvo vient aussi au turbo

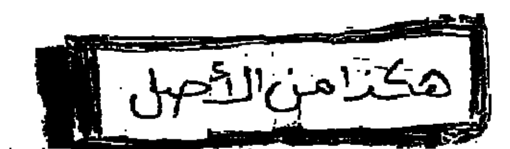
L'idée que beaucoup se font de la gamme Volvo repose essentiellement, à tort ou à raison, sur la robustesse. Une Volvo est solide d'aspect, lourde, pataude, peu moderne. *La sécurité* telle qu'elle est conçue par le constructeur suédois pèse lourd, et les *kilos supplémentaires* des Volvo par rapport à la plupart de leurs concurrentes, comme le peu d'imagination des stylistes de la marque, ont fini par les rendre moins séduisantes que d'autres. La nécessité et la mode qui poussent à l'allégement et à de gros efforts aérodynamiques pour diminuer la consommation ne sont *toujours pas une évidence pour* Volvo, figé dans une tradition qui n'est plus au goût du jour compte tenu de la conjoncture. Poids excessif et économie d'énergie ne *font pas bon ménage*.

Volvo s'est cependant donné un *petit coup de jeunesse et de* séduction en se ralliant, après beaucoup d'autres, à la technique du turbo-compresseur. Le modèle choisi pour dynamiser *l'image de marque est le type 244*, vendu jusqu'à présent avec un moteur atmosphérique et qui, en France, disparaît désormais du catalogue. La nouvelle Volvo 244 turbo est équipée du même moteur quatre cylindres de *2 127 cm3 à injection*, suralimenté par un turbo-compresseur américain Garret (pression 0,67 bar). *La boîte de vitesses* est à quatre rapports avec une overdrive sur la quatrième, direction assistée bien bourgeoise, donc un peu molle ; le poids, malgré une petite *cure d'allégement*, est encore de 1 300 kilos.

Malgré ses tabous et ses contraintes, Volvo a fort bien réussi sa première berline turbo-compressée. Elle reste confortable et devient sportive. La puissance *atteint 155 CV à 5 500* tours-minute ; l'accroissement de la puissance par rapport au moteur atmosphérique est de 26,5 %. L'intervention de la suralimentation survient à 2 500 tours-minute, le temps de réponse est convenable, la venue des chevaux supplémentaires souple et progressive. Elle parcourt le kilomètre lancé en moins de 18 secondes, dépasse les 200 kilomètres à l'heure en vitesse de pointe, tient bien son cap, bénéficie d'un bon *freinage*, toutes choses qui concourent à en faire une voiture agréable, performante et sûre. Pour Volvo, c'est une date...

La consommation, comme sur la plupart des Volvo, reste excessive. A très bonne allure, la capacité du réservoir (58 litres) n'autorise qu'une autonomie, insuffisante, d'environ 300 kilomètres. Ainsi, en roulant vite, il faut compter *sur 18* bons litres aux 100 kilomètres, alors que les chiffres avancés par Volvo pour une conduite plus raisonnable font état de 14 litres en circulation urbaine, de 8,76 litres à *90 kilomètres-heure* et de 11,78 litres à 120 kilomètres-heure. La 244 turbo sera vendue *83 080 F*.

FRANÇOIS JANIN.



"La Nouvelle Informatique
parle le langage de ses utilisateurs."

MANIFESTE DE LA NOUVELLE INFORMATIQUE-1979 (EXTRAIT)

BUREAUTIQUE :

10 questions-10 réponses

La Bureautique s'est imposée comme le moyen le plus efficace d'optimiser la productivité du bureau. Aujourd'hui, Matra Informatique fait le point en répondant aux questions que se posent le plus souvent les utilisateurs.



1/ Qu'entend-on exactement par Bureautique ?
C'est l'automatisation des tâches du bureau.

2/ En quoi la Bureautique de Matra Informatique se distingue-t-elle de ses concurrentes ?
Elle offre l'utilisation des mêmes ressources informatiques pour des travaux "Bureautique" et pour des travaux de gestion traditionnels.



3/ Quelles sont les applications de la Bureautique Matra Informatique ?
Le traitement de texte, sous tous ses aspects. Mais aussi, la gestion documentaire, le courrier électronique, la gestion des télex.



4/ Qu'est-ce que la gestion documentaire ?
C'est, par exemple, retrouver instantanément tous les textes contenant un mot ou un groupe de mots.



5/ Qu'appelle-t-on courrier électronique ?
Un message est composé sur un terminal écran et affiché instantanément ou à échéance programmée, sur le terminal écran de son destinataire. Ou sur imprimante. A l'intérieur de l'entreprise ou à distance.



6/ Que signifie "gestion des télex" ?
C'est émettre ou recevoir un ou plusieurs télex simultanément sur des terminaux écrans répartis dans l'entreprise. Planifier leur envoi et gérer leur distribution.

7/ Que peut apporter la Bureautique aux entreprises non informatisées ?
L'amélioration de la productivité des tâches de bureau et l'utilisation des mêmes ressources informatiques pour les travaux de gestion.



8/ En quoi la Bureautique de Matra Informatique peut-elle intéresser les entreprises déjà informatisées ?
Les mini-ordinateurs de Matra Informatique peuvent dialoguer entre eux et avec la plupart des ordinateurs existants. Ils peuvent donc être intégrés dans une architecture décentralisée, apportant ainsi un complément de ressources informatiques à l'entreprise.



9/ Les systèmes acquis aujourd'hui ne seront-ils pas vite dépassés ?
Non car Matra Informatique prévoit l'évolution des matériels et le développement d'applications nouvelles : traitement de l'image et de la voix par exemple, sans que l'utilisateur ait à reconsidérer ses investissements initiaux.



10/ Comment se passe concrètement la mise en œuvre d'un système Bureautique Matra Informatique.
Le matériel choisi avec l'aide du service d'études de Matra Informatique est livré sous 4 mois maximum. La mise en œuvre est assurée avec les conseils et la formation de Matra Informatique.

La Bureautique de Matra Informatique, c'est la réalité de la Nouvelle Informatique au service de l'amélioration des communications de l'entreprise.

Matra Informatique tient à votre disposition ses brochures "La Nouvelle Informatique" et "La Bureautique". Elles vous seront adressées sur simple demande

MATRA INFORMATIQUE
invente la Nouvelle Informatique.

MATRA INFORMATIQUE : 1, RUE DU JURA - SILIC 521 - 94633 RUNGIS CEDEX - TÉL. 687.31.24 : MEMBRE DU CLUB DE LA PÉRI-INFORMATIQUE FRANÇAISE.

U & O-PUBLICITÉ

Le Monde

sports

MOTOCYCLISME

Suzuki remporte le quarante-quatrième Bol d'or

Le Castellet. — L'équipage français Pierre-Etienne Samin et Frank Gross, vingt-trois ans et vingt-quatre ans, a gagné, sur une moto Suzuki, le quarante-quatrième Bor d'or, qui s'est couru durant vingt-quatre heures, du samedi 13 au dimanche 14 septembre. Le succès de ce constructeur japonais — qui a également obtenu la deuxième place — est une dure défaite pour l'équipe Honda, qui avait gagné les quatre Bol d'or précédents. Soixante-quinze équipages ont pris le départ de cette course d'endurance. Seuls vingt-quatre d'entre eux (dont deux non classés) ont franchi, le lendemain, la ligne d'arrivée en raison de très nombreux abandons et chutes.

De notre envoyé spécial

Course motocycliste particulièrement populaire, le quarante-quatrième Bol d'or aura été aussi, comme chaque année, la « grande messe » de la moto. Quelque soixante-dix mille motards se sont rassemblés sur le circuit varois. Pour parler de moto. Regarder les motos. Vivre entre motards. Rêver.

Moto, mon rêve

« Très cher », a jeté Hubert Rigal, le motocycliste monégasque, dans le micro de la « sono » officielle. *« Trop cher »*, confirme le motard de *base ; 90 francs*, bref, *neuf « tickets »* pour avoir le droit d'entrer : *« On veut nous plumer »*, grogne Didier, vingt-six ans. Trois grandes catégories sociales peuplent le monde *pour les motards : les « pourris »*, les *« richards »* et les *« pas friqués »*. Didier couche sous la troisième enseigne. Il fait les comptes. Lui, Martine, sa femme, et Laetitia, son *enfant* (treize mois). *« Trop cher »*, définitivement trop cher. Le Bol d'or pue le fric, la moto est devenue le *« parti du fric »*. Alors, juré, ce quarante-quatrième Bol d'or, dit-il, *« c'est mon dernier »*.

Pour planter sa tente à l'ombre de sa 1 000 centimètres cubes, il s'est pourtant choisi son petit carré de caillasse avec foi. Pour sa famille. Extirpés du side-car une place et demie, Martine Laetitia et Agostini, le chien, Ago pour les intimes, ont vite pris position. Mais, voilà, le désenchantement est venu aussi très vite : *« On est parqués, ici, on est des rats, moins que des rats. Tu vois, les gens ne nous comprennent pas, ils nous prennent pour des Indiens. »*

Les gens, les autres. Ceux qui pensent que les motards ne souffriront pas du manque de sanitaires ni du manque d'eau. Didier broie du noir. *Le Bol d'or, moins bien* qu'il ne l'espérait, bien sûr, ça compte ; mais l'esprit motard qui se dégrade aussi, surtout. Car, c'est un peu vrai, le fric s'est insinué *partout et il y a maintenant la même* distance entre un *« petit »* et un *« gros cube »* qu'entre le propriétaire d'une 2 CV et celui d'une Porsche. Distance ? Arrogance de l'un envers l'autre aussi. Mépris. Oui, le fric a vraiment fragmenté le monde motard au moment même où il s'est considérablement élargi, agrandi, popularisé.

Il reste le tutoiement, le compagnonnage, cette entraide de principe plus belle qu'un drapeau. Comment *comprendre autrement cet énorme* coude-à-coude du Bol d'or ? En filigrane perce aussi ce besoin d'admirer les fabuleuses « bécanes » que *l'on n'enfourchera* jamais. Cette *Harley-Davidson qui fit frisonner* B.B. dura deux minutes trente-cinq de bonheur. C'était Noël ! Cette Laverda pour laquelle Catherine vibre : Photo S.V.P. ! Cette vieille *Norton, ringarde à souhait, mais* si prestigieuse : Clic, clac ! On s'est beaucoup arrêté, ce week-end, pour caresser un carénage, palper la ligne harmo*nieuse d'un guidon en ellipse*, la tubulure impeccablement astiquée d'un pot d'échappement plus beau qu'un saxophone. On a regardé ces pièces de collection — et d'exhi*bition — comme les gosses le nez sur la vitrine du pâtissier. Chapeau !* semblait-on dire aux heureux propriétaires. Tout ton salaire y passe ? Beaucoup de traites à payer ? Eh, oui ! lisait-on dans les regards perdus sous les casques intégraux.

Colère

L'argent, on y revient toujours. L'argent de la moto, l'argent de l'équipement, l'argent de l'assurance, l'argent de la vignette. N'en jetez *plus*, crient les motards en colère. Trop, c'est trop. Et de se constituer en fédération. Jean-Marc Maldonado, son porte-parole, a pu s'exprimer au Bol d'or. Il ne mâche pas ses mots. *La vignette ? Un racket des pouvoirs publics. Les assurances ? De la belle* et bonne arnaque. Les nouveaux permis ? La guillotine. Attention, motard, entendait-on, on veut ta peau. *« En tant que journaliste et motard »*, *M. Bruno Nardini, directeur de la rédaction de Moto-Revue*, organisateur du Bol d'or, ne s'inscrit pas en faux. Et parce que les motards ne sont pas toujours des tendres, *Moto-Revue* leur a accordé un espace *pour installer un stand.*

Pas très loin, sur le circuit, dans le S de la Verrerie, les *motos* des écuries concurrentes se coulent dans les virages. Les « gamelles » et les abandons se multiplient. Les moteurs vomissent leurs paquets de décibels *dans la ligne droite du Mistral*. Le public regarde d'un œil. Car, déjà, un autre spectacle est né, une autre folle mécanique. Autour du circuit du Castellet, les motards orga*nisent une ronde sans rime ni raison* sinon celle de *rouler*, de *sentir* la machine entre ses cuisses, de frimer. Des motos se promènent avec trois et même quatre passagers... Des embouteillages naissent et demeu*rent. Mistral ou pas, le soleil com*mence à cogner sur la *garrigue* varoise. A défaut d'eau, les motards se replient sur les packs de bière, ces boîtes de fer dans les*quelles on shootera négligemment* — ou avec *rage* — la *nuit tombée*.

Une ville est née : Moto-City. Une ville qui se veut jouissance. Rayon alimentation, la baguette, le sand*wich, la merguez* et le beignet tien*nent le haut du pavé. Rayon culture*, on diffuse du rock en vidéo : bof ! Rayon santé, on « promotionne », au prix de 15 F, quatre paquets de Gauloises bleues et un briquet souvenir... *Rayon sport, les 120* hectares du circuit du Castellet *sont devenus un* immense garage à ciel ouvert. Les motards bricolent leurs machines. Ils achètent insignes et autocollants, *médailles et tee-shirts* aux couleurs de leurs *marques. Une seule loi pré*vaut : personnaliser sa moto. En désespoir de cause, un motard a habilement soudé des cornes sur son casque, *créant là l'un de ces trésors cachés de notre culture populaire.*

Mais Moto-City connaît aussi des accalmies, trompeuses du reste. Tard dans la nuit, alors que l'on déplore des bagarres sans importance, les motards s'endorment autour de quelques maigres feux. Lorsque les pre*mières lumières filtrent à travers les toiles de tente*, bien des choses ont *changé sur le circuit. Les motards* feront les comptes et *parleront de* débâcle. La moitié des équipages ont disparu et notamment ceux de Honda et de Yamaha. Gross et Samin sont très bien placés : qui l'eût cru ?

Alors, Moto-City commence à ranger *les accessoires*, à démonter les tentes et à attendre la *vingt-quatrième* heure. A vrai dire, les motards n'auront pas cette patience. Dix minutes avant l'arrivée officielle de la course (15 heures), des centaines de jeunes envahissent la ligne droite des *stands, débordant* les *cordons* de gendarmes qui n'en peuvent mais. Car il faut toucher Gross, il faut serrer Samin, ces héros, ces dieux très sympa et très accessibles, comme *vous et moi ; il faut photographier* leur « bécane » recrue de kilomètres et de vitesse. C'est la loi, aussi. Moto, mon rêve...

LAURENT GREILSAMER.

AUTOMOBILISME

APRÈS LE GRAND PRIX D'ITALIE

Seuls Piquet et Jones peuvent encore gagner le championnat du monde

De notre envoyé spécial

Imola. — *Le classement du Grand Prix d'Italie, disputé à Imola dimanche 14 septembre, a clarifié la situation pour la conquête du titre de champion du monde en 1980. Désormais, seuls les deux pilotes classés respectivement premier et deuxième à Imola, Nelson Piquet (Brabham) et Alan Jones (Williams), peuvent encore devenir champions. Le vainqueur du Grand Prix d'Italie, Piquet, précède Jones d'un point (54 contre 53), mais le règlement de la compétition est ainsi fait que la position des deux pilotes est moins claire qu'il ne paraît au premier abord.*

Les rédacteurs du règlement du championnat du monde ont voulu prendre en considération la part qui revient à la *malchance mécanique* et faire en sorte que le pilote — puisqu'il s'agit du championnat du monde des conducteurs et non pas de celui des constructeurs — ne soit pas trop pénalisé par les ennuis qui peuvent *survenir*, une année *durant*, sur une formule 1. En conséquence, ils ont décidé de couper *la saison* en deux et de ne retenir, dans chacune des parties, que les cinq meilleurs résultats. Ainsi, en 1980, sur quatorze grands prix, dix *seulement seront pris* en compte, les quatre autres entrant dans cette *« part de malchance prévisionnelle »*. *Il s'y ajoute* que les auteurs du règlement sont aussi préoccupés de conserver au championnat de l'intérêt jusqu'à *la fin et que ce découpage leur* a paru présenter de bonnes garanties.

Il se trouve — *c'est* le point *faible de ce* règlement au plan de l'équité sportive — que Piquet a déjà totalisé dix résultats, cinq dans chacune des deux demi-saisons, et que dans les deux derniers grands prix qui restent à disputer, au Canada et aux Etats-*Unis, il devra à chaque fois, s'il* se classe dans les six premiers (1), jouer avec ses résultats précédents et choisir soit de ne rien marquer, *soit* de retrancher le plus mauvais classement antérieur. Par exemple, si Piquet *gagne au Canada, il sera contraint* de retrancher de ses 9 points les 2 points de sa cinquième place au Grand Prix d'Autriche. En revanche, Alan Jones, qui n'a marqué, en tenant compte de sa deuxième place en Italie, que *quatre résultats dans la deuxième* partie de la saison, a encore la possibilité de marquer tous ses points dans une course au Canada et aux Etats-Unis. C'est la raison pour laquelle le point d'avance de Piquet n'en est pas tout à fait *un en réalité*.

Déjà vainqueur du dernier Grand Prix des Pays-Bas le 31 août, Piquet a encore une fois *tellement dominé ses adversaires* en Italie, y compris Jones, que l'on peut se demander ce qui fait *aller aussi vite sa jolie et fine* Brabham. On la sait très légère, la plus légère de toutes même, fort bien conçue, servie par une *équipe de course expérimentée* — le patron de Brabham est Bernie Ecclestone, patron de l'Association des constructeurs de formule 1 (FOCA), — *mais tous ces* atouts réunis ne satisfont pas entièrement la curiosité générale. A un moment crucial du *championnat où d'autres* voitures de *pointe*, telles les Ligier (2), *sont* devenues inexplicablement inefficaces, beaucoup *d'hypothèses* passent par la tête, y compris celle qui voudrait que Brabham reçoive *un équipement* de pneumatiques privilégié. Beaucoup *ont été sur*pris, par exemple, de voir au début de la course le coéquipier *de Piquet*, le Mexicain Hector Rebaque, aux avant-postes du Grand Prix d'Italie, alors que ses *qualités n'ont jusqu'à* présent guère *été convaincantes.*

René Arnoux (Renault) et Jacques Laffitte (Ligier), les deux *pilotes français* qui avaient encore la possibilité théorique de remporter le championnat du monde avant le Grand Prix d'Italie, ont *vu toutes leurs chances s'envoler* à Imola dès lors que Piquet et Jones ont pris la course en main *et que*, de leur côté, rien n'allait comme ils *l'auraient souhaité*. Un court moment, au début de la course, René Arnoux, auteur *du meilleur temps* des essais, a pu y croire, mais très vite il est apparu — comme pour Jean-Pierre Jabouille — que le tracé du circuit d'Imola, avec ses passages lents, ne convenait pas aux Renault turbocompressées. Le fait *que les pilotes des deux Renault* aient réalisé les deux meilleurs temps des essais n'a été en définitive qu'un trompe-l'œil. *Jabouille a abandonné, boîte de* vitesses cassée, Arnoux a été ralenti par des problèmes de suspension.

Les tracas de Ligier

Si les *Renault* ont quand même participé à l'*animation de la* course, en revanche le Grand Prix d'Italie a carrément été une *catastrophe pour les Ligier*. Jamais depuis le début de l'année Jacques Laffite (vingtième temps des essais) et Didier Pironi (treizième temps) *n'ont disposé* de voitures aussi peu compétitives. L'ambiance dans l'équipe Ligier, déjà dégradée par le départ de Pironi chez Ferrari, ne donnait pas dans l'optimisme à Imola. C'est sans succès que chacun a essayé *de trouver les causes techniques* d'un tel déclin. Cet échec est d'autant moins compréhensi*ble que les Ligier* avaient été les plus rapides de toutes, à Imola, il y a un mois et demi, lors des traditionnels essais préliminaires.

Voilà un souci de plus pour le constructeur français qui aborde une période extrêmement délicate. Dans les mois qui viennent, suite au protocole passé avec Talbot, il va lui falloir *essayer de conser*ver une parcelle d'identité — faire en sorte que le nom de Ligier ne disparaisse pas tout à fait des voitures, — *construire des nou*veaux châssis équipés du « vieux » moteur V-12 Matra, faire de la corde raide entre les deux courants rivaux, FISA et FOCA, qui pourrissent la formule 1 et trouver le remplaçant de Pironi. Dimanche, le talentueux Alain Prost, en *délicatesse* subite avec son commanditaire, a enrichi la liste des candidats possibles.

FRANÇOIS JANIN.

(1) *Les six premiers d'un grand* prix marquent respectivement, 9, 6, 4, 3, 2 et 1 points.

(2) Chez Goodyear, le *fournisseur* en 1980 de toutes les écuries de formule 1, excepté Renault et Ferrari, qui *sont* équipées par Michelin, on a appris que les Ligier et Talbot courraient sans doute en 1981 *avec* des pneus Michelin.

CYCLISME

Hinault tombe, Zoetemelk gagne

Il ne s'agit pas d'un critérium comme les autres. Le Critérium des as, créé il y a tout juste soixante ans, perpétue une tradition en réunissant les meilleurs coureurs de l'année, dans le cadre d'une course de 100 kilomètres derrière entraîneur, c'est-à-dire une épreuve très athlétique et par conséquent difficile à gagner. Organisée sur le circuit de Longchamp, elle constituait autrefois un événement typiquement parisien, au même titre que les Six Jours, et attirait la grande foule. Les victoires de Charles Pélissier, Leducq, Idée, Bobet, Van Steenbergen et Anquetil ayant largement contribué à son prestige. Celui-ci eut ensuite à souffrir d'une décentralisation qui, de toute évidence, ne s'imposait pas. Devenue itinérante à partir de 1967, l'épreuve se déroula successivement à Felletin (Creuse), Nogaro, et même aux Pays-Bas. Merckx, Poulidor, Gimondi, ajoutèrent leur nom au palmarès sans restituer à ce super-critérium sa véritable audience.

Mais les « As » ont retrouvé le bois de Boulogne, samedi 13 septembre, et, plus précisément, le circuit de Longchamp, qui marque le point de rencontre des cyclistes de toutes conditions. Les spectateurs étaient venus nombreux. Ils ont été privés du match qui devait opposer Hinault à Zoetemelk. Dès le troisième tour, le champion du monde fut éliminé par une chute, qui n'aura pas, semble-t-il, de conséquences fâcheuses, et Zoetemelk, déjà vainqueur l'an dernier, a battu Van Springel, le spécialiste de Bordeaux-Paris.

Il est intéressant de noter la présence à la troisième place du champion de France de poursuite, Patrick Hosotte, qui s'exprime principalement sur la piste. De la construction d'un vélodrome à Paris dépendra la suite de sa carrière. — J. A.

TENNIS

NOAH VAINQUEUR DU NATIONAL POUR LA DEUXIÈME FOIS

La fête des dirigeants

De notre envoyé spécial

Bayonne. — Entré à son tour dans l'ère des ordinateurs du sacro-saint classement de l'Association des tennismen professionnels (A.T.P.), ces champions jonglant avec fuseaux horaires et milliers de dollars, le *tennis* français s'est offert, du 6 au 14 septembre, à Bayonne, avec le National 80, sa traditionnelle semaine *de retour* à ses racines profondes dans un terroir d'où sont sortis Borotra et Simone Lafargue-Iribarne. *Cette semaine de retrouvailles* et de fête pour les dirigeants s'est heureusement achevée par une finale suscitant au plan strictement national une certaine curiosité puisqu'elle mettait pour la première fois aux prises le grand *espoir* du tennis français Thierry Tulasne, dix-sept ans et deux mois, probable champion du monde junior et déjà tombeur de l'Américain Vitas Gerulaitis, à Yannick Noah, vingt ans, le tenant du titre et incontestable numéro un.

De fait, dès les premiers échanges, Thierry Tulasne a confirmé ses ambitions et son formidable tempérament *de gagneur* en imposant à son adversaire un véritable bras de fer sous un soleil de plomb. Comme un pack de rugby *qui chercherait à impressionner* son rival dès les premières entrées en mêlée, c'était à celui des deux joueurs qui donnerait le plus de puissance et de lift à ses balles pour repousser l'adversaire dans les bâches.

Ce défi à la mode basque, ponctué par les ahanements des deux hommes sur chaque coup, se traduisait en fait par des jeux *accrochés mais des pertes* régulières de services, puisqu'il faudra attendre le septième jeu pour voir enfin Thierry Tulasne gagner son engagement sur un superbe lob lifté. Trois jeux plus tard, il saisissait encore sa chance dès sa *première balle de set sur service* de Yannick Noah.

Bien vite, les quatre mille spectateurs agglutinés au pied des remparts dessinés par Vauban allaient pourtant se rendre compte que Thierry Tulasne n'avait pas encore le potentiel physique de son aîné pour aller jusqu'au bout de son ambition et continuer à imposer son jeu. *Laminé* par la puissance des coups adverses, souvent obligé de courir à reculons, il ne pouvait plus que rarement pratiquer son jeu d'attaquant *de fond de court* pour déborder Yannick Noah. Celui-ci, qui servait bien dans les moments importants, rencontrait dès lors de moins en *moins* de difficultés pour monter et conclure au filet.

Concilier le professionnalisme du champion avec les intérêts de la fédération

Yannick Noah, qui avait passé sa semaine à se refaire une santé *morale à l'Opium* (1) ou à changer de voiture de sport après une quinzaine éprouvante à Flushing Meadow, n'a donc pas mis plus de deux heures et quinze minutes de jeu pour gagner sans être inquiété (4-6, 6-2, 6-2, 6-3) *son premier vrai match* dans ce National, qu'il remporte pour la deuxième année consécutive. C'est la meilleure réponse qu'il pouvait donner après *avoir contesté* l'utilité de cette épreuve, jugée anachronique par lui et par ses pairs.

« *Pourquoi*, dit le numéro un *français, continuer à décerner le titre de champion de France sur une épreuve d'une semaine alors que les classements de l'A.T.P. ou même de la Fédération françaises sont beaucoup plus justes ? Il est impossible de se concentrer lorsqu'on dispute un match tous les deux jours contre des adversaires très inférieurs.* »

« *C'est une des rares occasions de l'année où des jeunes de la génération de Tulasne peuvent rencontrer des joueurs en place de la génération de Noah ou de Portes*, réplique M. Philippe Chatrier, président de la Fédération internationale et de la Fédération française de tennis. *Les joueurs peuvent avoir des devoirs moraux vis-à-vis d'une Fédération qui les a élevés et a investi pour eux du temps et des deniers publics. Etre professionnel n'empêche pas les sentiments.* »

« *J'ai beaucoup d'estime pour Tulasne et je suis prêt à l'aider de mes conseils et de mon expérience*, répond Yannick Noah, *mais, étant professionnel, je dois me préoccuper de ma carrière avant de favoriser celle de Thierry.* »

Ce dialogue à distance montrerait, si besoin était, qu'il paraît difficile de concilier le professionnalisme d'un champion puissamment égocentrique avec les intérêts d'une fédération. « *En fait*, estime M. Philippe Chatrier, *ce qui est nouveau, c'est que les joueurs français sont redevenus compétitifs et qu'ils ont désormais une carrière internationale à mener.* »

Tout le long de la *semaine*, la commission mixte paritaire composée de dirigeants fédéraux et de joueurs s'est réunie à Bayonne pour parler de l'intérêt et de l'avenir de ce National. La Fédération, qui tient ses pouvoirs d'une délégation gouvernementale, entend rester maîtresse de l'organisation de l'épreuve. Les joueurs, qui s'étaient plaints du manque de public l'an *dernier* à Combes (Alpes-Maritimes), de la mauvaise qualité des courts et de certains problèmes matériels à Bayonne, souhaitent avoir leur mot à dire dans le choix des villes des surfaces, des dates, du financement, etc. Faute d'être parvenue à un accord, la commission doit se réunir à nouveau mercredi 17 septembre à Nice à l'occasion du championnat de France interclubs. Les tennismen du National ne veulent plus faire les frais de la fête des dirigeants.

GÉRARD ALBOUY.

(1) « Opium », nom d'une discothèque de Biarritz.

(2) Le National 1981 sera organisé à Tours et celui de 1982 probablement par le B.C.F. pour son centenaire.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

FRANCE - GRANDE-BRETAGNE - ESPAGNE - SUISSSE A COLOMBES

Marche 20 km. — 1. Lelièvre (Fr.), 1 h. 27'59 ; 2. Barry (G.-B.), 1 h. 29'57 ; 3. Seddon (G.-B.), 1 h. 30'37 ; 4. Guebey (Fr.), 1 h. 33'2 ; 5. Nibre (G.-B.), 1 h. 33'57 ; 6. Lafleur (Fr.), 1 h. 37'50.

Marche 50 km. — 1. Maddocks (G.-B.), 4 h. 5'14 ; 2. Alcade (Esp.), 4 h. 21'39 ; 3. Jackson (G.-B.), 4 h. 21'58 ; 4. Saint-Martin (Fr.), 4 h. 27'7 ; 5. Adams (G.-B.), 4 h. 30'26 ; 6. Dumont (Fr.), 4 h. 35'40 ; 7. Bérenger (Fr.), 4 h. 46' 3 ; 8. Chebassier (Fr.), 4 h. 50'18.

Classement général par équipe. — 1. Grande-Bretagne, 80 pts.; 2. France, 51 pts.; 3. Espagne, 28 pts.; 4. Suisse, 18 pts.

Automobilisme

GRAND PRIX D'ITALIE A IMOLA

1. Piquet (Brabham), 302,400 km. en 1 h. 38 min. 7 sec. 52 ; 2. Jones (Williams) ; 3. Reutemann (Williams) ; 4. De Angelis (Lotus) ; 5. Rosberg (Fittipaldi) ; 6. Pironi (Ligier) ; 7. Prost (McLaren) ; 8. Scheckter (Ferrari) ; 9. Laffite (Ligier) ; 10. Arnoux (Renault) ; 11. Keegan (Williams) ; 12. Cheever (Osella) ; 13. Jarier (Tyrrell).

Classement du championnat du monde. — 1. Piquet, 54 points ; 2. Jones, 53 ; 3. Reutemann, 37 ; 4. Laffite, 32 ; 5. Arnoux, 29 ; 6. Pironi, 24 ; 7. De Angelis, 10 ; 8. Jabouille.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION (sixième journée)

GROUPE A

*Montpellier b. Cannes	3-0
*Toulouse et Martigues	1-1
*Marseille b. Angoulême	2-1
*Avignon b. Thonon	2-0
*Besançon b. Ajaccio	2-0
Gueugnon b. *Corbeil	3-1
Béziers b. *Grenoble	2-1
*Saint-Dié b. Tavaux	1-0
*Libourne b. Montluçon	2-1

Classement. — 1. Montpellier, 10 pts ; 2. Martigues, Avignon et Besançon, 8 ; 5. Angoulême, Gueugnon, Béziers et Saint-Dié, 7 ; 9. Toulouse, Marseille, Cannes et Thonon, 6 ; 13 Libourne, Montluçon et Ajaccio, 5 ; 16. Grenoble, 3 ; 17. Tavaux et Corbeil, 2.

GROUPE B

*Orléans b. Nœux	3-2
Le Havre b. *Guingamp	1-0
*Thionville et Reims	1-1
*Rouen b. Caen	2-0
*Paris-F.-C. et Brest	0-0
*Châteauroux b. Rennes	3-0
*Limoges b. Blois	1-0
*Abbeville et Montmorillon	1-1
*Quimper b. Dunkerque	2-0

Classement. — 1 Rouen, 9 pts ; 2. Thionville et Châteauroux, 8 ; 4. Nœux, Guingamp, Brest, Le Havre, Quimper et Limoges, 7 ; 10. Reims, Montmorillon et Blois, 6 ; 13. Orléans, Paris-F.-C. et Abbeville, 5 ; 16. Dunkerque et Caen, 3 ; 18. Rennes, 2.

Golf

CHAMPIONNAT DE FRANCE AMATEUR à Fontainebleau

Quart de finale. — Godillot b. Lagarde, 4 et 3 ; Gassiat b. Edel, 5 et 4 ; Bourdy b. Frayssineau, 2 et 1 ; Illouz b. Lebreton, 3 et 2.

Demi-finales. — A. Godillot b. J.-C. Gassiat, 5 et 4 ; F. Illouz b. G. Bourdy, 3 et 2.

Finale. — A. Godillot b. F. Illouz, 2 et 1.

Motocyclisme

44e BOL D'OR AU CASTELLET

1. Gross-Samin (Fr.), Suzuki, 3 515,500 km. (moy. 147,797 km.-h.) ; 2. Monin-Green (Fr., G.-B.), Suzuki, 3 503,430 km. (147,305) ; 3. Huguet-Hubin (Fr., Bel.), Kawasaki, 3 480,190 kilomètres (145,330) ; 4. Descheulles-Vassard (Fr.), Kawasaki, 3 294,270 km. (138,272) ; 5. Golun-Tocco (Fr.), Kawasaki, 3 288,460 km. (138,244)...

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE GROUPE A (première journée)

POULE A	
*Thuir b. Mazamet	9-6
*Pau b. Oloron	19-9
*Aurillac b. Nîmes	6-4
*Valence b. Bayonne	21-12
*Saint-Jean-de-Luz b. Béziers	14-12
POULE B	
*Narbonne b. Périgueux	41-7
*Albi b. Auch	18-10
*Dax b. Agen	24-9
*Nice b. Carcassonne	38-19
*Romans b. Toulouse	29-12
POULE C	
*Tarbes b. Avignon	21-12
*Tulle b. Montchanin	15-6
*Castres b. Perpignan	16-3
*Angoulême b. Toulon	22-9
*Montferrand b. Biarritz	15-12
POULE D	
*Grenoble b. Bègles	56-4
*Brive b. Graulhet	12-10
Boucau b. *Chambéry	31-6
La Rochelle b. *Bourg	28-9
*Bagnères b. Lourdes	25-4

Tennis

CHAMPIONNAT NATIONAL A BAYONNE

FINALE

Simple messieurs. — Noah b. Tulasne, 4-6, 6-2, 6-2, 6-3.

Double messieurs. — Noah-Portes b. Dominguez-Naegelen, 5-7, 4-6, 7-6, 6-3, 8-6.

Simple dames. — R. Simon b. G. Lovera, 4-6, 6-3, 6-3.

Double dames. — G. Lovera - R. Darmon b. D. Beillan - F. Guedy, 6-2, 6-2.

Double mixte. — D. Beillan - Dominguez b. R. Darmon-Hagelauer, 7-5, 6-3.

MÉDECINE

PLANCHE A VOILE

DES SPÉCIALISTES METTENT EN DOUTE L'AUTHENTICITÉ DE L'« EXPLOIT » D'ARNAUD DE ROSNAY

A peine connu, l'« exploit » d'Arnaud de Rosnay (*le Monde* daté 14-15 septembre), qui a parcouru en planche à voile le trajet de l'île de Nuku-Niva, dans l'archipel des Marquises, à l'atoll de Ahe, dans l'archipel des Tuamotu, soit 900 kilomètres de navigation, avec pour seuls compagnons, les requins, a suscité des réserves. Deux véliplanchistes marseillais ont mis en doute dans *le Provençal* du 14 septembre, l'auhenticité des performances d'Arnaud de Rosnay.

Jean-Marie Faucheux, cinquième aux derniers championnats d'Europe, a émis « *de sérieux doutes (...) parce que personne au monde n'est capable de tenir une telle moyenne, même pas le recordman du monde sur grande distance, le Français Stéphane Péron. Celui-ci, après avoir parcouru 136 milles en vingt-quatre heures dix-sept minutes, était complètement épuisé. Alors, imaginez qu'après douze jours de mer, dont plusieurs sans nourriture, ce n'est pas un petit déjeuner qu'il aurait fallu à Rosnay, mais un médecin* ».

Jean-Marie Fabre, plusieurs fois champion d'Europe et de France de « free style » (style libre), a douté quant à lui « *que Rosnay soit capable de naviguer dans la brise. Il pratique la planche à voile depuis deux ans seulement, et il est impossible qu'il soit de notre niveau. Aussi, je pense qu'il a été aidé dans cette traversée.* »

Le contre-amiral Jacques Choupin, qui commande les forces françaises du Pacifique, sans formuler les mêmes doutes, a déclaré : « *Arnaud de Rosnay est arrivé droit sur la première île que l'on rencontre en allant de Nuku-Hiva à Tahiti. Il n'avait qu'un simple compas et aucune pratique de la navigation. En outre, les possibilités de manœuvre d'une planche à voile par rapport au vent sont faibles. Sa route a tout de même été extraordinairement précise. Arnaud de Rosnay a eu aussi la chance d'avoir ce que les marins appellent « un temps de cure », c'est-à-dire un vent soufflant dans une direction pratiquement constante, la seule lui permettant d'arriver à Ahe.* »

Informé des critiques formulées à son encontre, Arnaud de Rosnay s'est déclaré « *amèrement déçu* » et affirme qu'il possède « *toutes les preuves de la réalité de son exploit* ». « *Quant au scepticisme qui a accueilli le fait que j'étais en bonne condition physique après mon exploit*, a-t-il précisé, *je réponds simplement que j'ai mis au point des techniques nouvelles de survie qui seront dévoilées dans les prochains jours et qui sont totalement révolutionnaires. Malheureusement, bien que je n'ai jamais été en détresse, la marine française a lancé pour me retrouver des opérations de recherche* coûteuses (1). *Que les Français sachent*, a-t-il conclu, *que les deniers de l'État ne sont pas perdus, car la France va recueillir les fruits de ma réussite.* »

[La marine nationale a consacré soixante-huit heures de vol de ses avions Neptune, six jours de mer de son patrouilleur « La Combattante », et un jour et demi de mer d'un pétrolier à la recherche d'Arnaud de Rosnay. Cependant, au nom du principe établi par l'état-major de la marine, selon lequel « le sauvetage de vies humaines ne se monnaie pas », il semble qu'aucun dédommagement pour les frais de recherche en mer ne sera requis de l'intéressé, les dépenses restant donc, indirectement, à la charge des contribuables.]

(1) Environ 2 millions de francs.

L'âge ne doit pas être un obstacle au traitement de vieillards dans des unités de soins intensifs

De notre correspondant

Grenoble. — Réunis en congrès du 11 au 13 septembre, trois cents gériatres de quinze pays européens ont confronté leurs expériences sur le traitement des troubles de la nutrition chez les personnes âgées, examiné les méthodes modernes d'exploration « non invasives » qui peuvent se substituer aux examens radiologiques traditionnels, beaucoup plus traumatisants, et enfin abordé les problèmes soulevés par l'admission de vieillards en unités de soins intensifs.

Les gériatres présents à Grenoble ont affirmé qu'ils souhaitaient pratiquer une médecine de très haute qualité et qu'il était, aujourd'hui, possible d'obtenir des succès, notamment en unités de soins intensifs, quel que soit l'âge des personnes qui y sont transportées, sans pour autant prolonger leur vie d'une manière inutile.

C'est la première fois en vingt-sept ans que le Congrès européen de gériatrie clinique ouvrait un tel débat. Il est vrai que, jusqu'à une date assez récente, l'âge constituait un obstacle sérieux à la mise en œuvre de certains actes chirurgicaux comme à l'utilisation de méthodes thérapeutiques dans le cadre des unités de soins intensifs.

Mais depuis quelques années le développement des techniques diagnostiques et thérapeutiques confronte de plus en plus souvent les sujets âgés à des domaines de soins sophistiqués. Actuellement, de 13 % à 35 % des entrées dans les unités de soins intensifs concernent les personnes âgées. Leur efficacité montre que l'âge ne peut en aucune manière être invoqué pour exclure les vieillards de ces unités spécialisées. « *Le plan de soins intensifs doit comporter toutes les mesures d'environnement psychologique du malade et de réadaptation précoce, sans lesquelles le succès immédiat d'une réanimation est un triomphe sans lendemain, suivi d'une période plus ou moins longue de déchéance physique et psychique* », a indiqué le professeur Cuny, de l'université de Nancy.

Le transfert d'un malade en unité de soins intensifs, a-t-il précisé, doit être précédé d'une « *analyse critique, non seulement des objectifs immédiats mais de l'espoir de survie et de sa qualité, en tenant compte de l'espérance moyenne de vie propre à l'âge. Cette décision doit être prise rapidement sans l'adoption de demi-mesures d'attente* ».

Les médecins réunis à Grenoble, ont indiqué, d'autre part, que les méthodes d'investigation non douloureuse du corps humain tels que le scanner, l'échocardiographe et le phonocardiographe, étaient d'un très grand intérêt en gérontologie. « *Les examens traditionnels sont beaucoup plus traumatisants pour les personnes âgées et peuvent représenter quelque danger pour elles* », a fait observer le professeur Paul Berthaux (Paris). « *Les nouvelles techniques « non invasives » sont beaucoup plus fiables et elles entraînent un minimum d'agression psychologiqu. et somatique.* »

Les gériatres ont, enfin, tenu à rappeler que les vieillards devaient pouvoir, tout autant que les nouveau-nés — compte tenu du « potentiel vital » que ceux-ci représentent pour la société — bénéficier des méthodes les plus modernes de diagnostic, et que les services des hôpitaux ne doivent pas « récuser » un malade sur le seul critère de l'âge. Ni abandon, ni acharnement thérapeutique, les gériatres éprouvent cependant quelque difficulté à définir les limites de leurs interventions lorsque leurs patients souffrent de troubles graves et que l'espoir de survie apparaît faible.

CLAUDE FRANCILLON.

Les spécialistes de géocancérologie veulent fonder sur l'écologie une théorie de la prévention

De notre correspondant

Besançon. — Les spécialistes de *géocancérologie, une discipline* qui se propose de collecter des informations permettant de montrer que des liens existent entre l'apparition des processus cancéreux et l'environnement géographique, étaient dernièrement réunis à l'occasion du second Symposium international sur la qualité de la vie et la géocancérologie, à Besançon (les 10, 11 et 12 *septembre*), puis à Paris le 13 septembre. Ce symposium doit beaucoup à la foi et à l'opiniâtreté du professeur Tran-Ba-Loc, ancien collaborateur des professeurs Jean Bernard et Georges Mathé et directeur du laboratoire de zoologie et cancérologie expérimentale à la faculté de médecine et pharmacie de Besançon.

Le mode de vie, les habitudes alimentaires, le climat, l'habitat, l'air que l'on respire, l'eau que l'on boit ont à l'évidence, une influence sur notre vie organique. Des études statistiques réalisées en différents points du globe tendent à montrer que la fréquence des cancers et leur type histologique ne *sont pas partout* identiques. Une observation plus fine encore fait apparaître des différences plus ou moins sensibles à l'intérieur d'un même pays. On estime, aujourd'hui, que plus de 60 % des cancers humains seraient dus à des facteurs d'environnement. Si l'on admet que ces facteurs physiques, chimiques, biologiques et psychiques sont, en grande partie, le produit des activités de l'homme, n'est-ce pas à l'homme lui-même qu'il appartient de résoudre le problème en éliminant les cancérigènes de son environnement ?

Des études et les mises en garde répétées sur les effets particulièrement nocifs de la conjugaison du tabac et de l'alcool, effets aujourd'hui *bien connus, ont-elles* réduit nettement la consommation de ces produits ? De même, espérer supprimer le chlorure de polyvinyle de notre civilisation de consommation, où il tient une telle place à travers l'habillement, les ustensiles ménagers, les bouteilles, l'ameublement, les tuyauteries, etc., serait du *domaine de l'utopie. Et comment* éliminer l'amiante, présente dans les habitations mais aussi dans le riz ?

Pour ce qui est du chlorure de polyvinyle, on sait que c'est au stade de sa fabrication que réside le plus grand danger, car il se produit à ce moment-là une émanation de monomère cancérigène. *Une protection meilleure* contre ces émanations devrait être imposée par une réglementation adéquate, estime le docteur Cabasson, de Fontenay-sous-Bois.

Elle devrait s'étendre aux usines qui travaillent l'amiante et le bois et, d'une manière générale, appliquée lorsqu'il y a production d'aérocontaminants professionnels. Il faudrait, en outre, assurer un stockage convenable des arachides, afin de ne pas favoriser l'apparition des aflatoxines soupçonnées de jouer un rôle dans l'apparition de cancers primitifs du foie. Quant à la pollution de l'eau par le cadmium et ses dérivés rejetés par les usines ou utilisés sous forme d'engrais, comme les nitrates, eux aussi cancérigènes, elle est, au même titre que la pollution atmosphérique, plus condamnée que réellement combattue.

La géocancérologie expérimentale pourrait-elle faire la démonstration du danger, alors que

CLAUDE FABERT.

LES SOVIÉTIQUES ÉTUDIENT DES SUBSTITUTS DU SANG

L'agence Tass annonce que les savants soviétiques « ont mis au point un nouveau succédané du sang expérimenté avec succès sur des animaux de laboratoire ». *Ce* « sang artificiel » *à base d'une combinaison organique de fluor peut, selon l'agence Tass* « remplacer le sang dans des situations extrêmes ».

Le Fluosol-DA, désigné à tort « *sang artificiel* » a été expérimentée aux États-Unis et au Japon. Son effet de « transporteur d'oxygène » ne dure que trois jours environ et il ne possède aucun facteur de coagulation et aucune des autres propriété du sang naturel. Son utilité réside dans sa capacité de transporter de l'oxygène, notamment chez les témoins de Jéhovah qui refusent toute transfusion.

Fabriqué par des Japonais (Green Gross Corporation d'Osaka), le Fluosol est connu depuis quinze ans, et le problème que pose sa toxicité à court ou long terme n'est pas totalement résolu. Dans ces conditions, l'administration américaine en a refusé la commercialisation et n'en autorise l'emploi que pour des cas individuels.

Les travaux américains concernent les substances perfluorées dans le but de mettre au point un produit capable d'assurer le transport d'oxygène mais qui serait excrété de manière assez rapide pour éviter son accumulation toxique. L'objectif principal des chercheurs n'est pas la clinique humaine, mais l'utilisation de ces substituts pour perfuser les organes isolés avant leur transplantation. La mise au point d'un composé perfluoré sûr pourrait être utile, non pour remplacer le sang, mais pour certaines situations particulières (lavage du système circulatoire, en cas d'empoisonnement par exemple).

Dr E.-L.

RELIGION

● *L'archevêque Elias Zakka, patriarche orthodoxe syriaque d'Antioche, et de tout l'Orient*, élu le 11 juillet (*le Monde* daté 13-14 juillet), a été intronisé, à Damas, le 14 septembre. Il a adressé, notamment, ses félicitations au président Assad et aux forces armées stationnées sur les frontières du pays.

Le nouveau patriarche est à la tête de deux millions deux cent mille fidèles répartis notamment en Syrie, en Turquie et en Inde. — (*A.F.P.*)

ÉDUCATION

DES SECTIONS DÉPARTEMENTALES DU S.N.I. RENONCENT A LA GRÈVE DU 18 SEPTEMBRE

Des sections départementales du Syndicat national des instituteurs et des professeurs de collège (S.N.I.-P.E.G.C.) viennent de renoncer à leur mot d'ordre de grève pour le jeudi 18 septembre. Il s'agit de celles du Calvados, de l'Eure et de Maine-et-Loire, qui suivent les décisions de la section départementale de la Sarthe (« le Monde » daté 14-15 septembre). Ces sections font partie des dix où la tendance Unité et action, dirigée par des militants communistes est majoritaire, qui avaient appelé à la grève dès la rentrée. Ces décisions ont été annoncées, lundi 15 septembre, par M. Alfred Sorel, responsable de la tendance Unité et action, qui a incité les adhérents à tenir compte des conditions nouvelles créées par l'« attitude anti-syndicale » du secrétaire général du S.N.I.-P.E.G.C., qui s'était prononcé contre tout mot d'ordre de grève au moment de la rentrée.

● *Des parents d'élèves demandent une réglementation du droit de grève dans l'enseignement.* — Dans une lettre adressée au premier ministre, l'Union nationale des associations autonomes de parents d'élèves (UNAAPE) réclame une réglementation du droit de grève dans l'enseignement. L'UNAAPE estime que « *la dernière année scolaire a été gravement perturbée par de nombreux mouvements de grève* » et constate que « *la rentrée scolaire, à son tour, promet d'être désorganisée par des grèves d'origine diverse* ». L'UNAAPE demande à M. Raymond Barre de « *mettre à l'étude une réglementation du droit de grève* ».

● *La Caisse d'allocations familiales de la région parisienne communique :* « Les familles susceptibles de percevoir l'allocation de rentrée scolaire (A.R.S.) reçoivent actuellement, avec le paiement des prestations d'août 1980 — payables en septembre, — le montant de l'A.R.S. au taux réglementaire de 218,65 F par enfant ouvrant droit à cette allocation. Les pouvoirs publics venant de décider l'attribution d'un complément de 150 francs à cette allocation, la C.A.F.R.P. prend toutes dispositions pour que son règlement intervienne sous quinzaine, sans attendre le prochain paiement mensuel des prestations familiales. »

● *Les habilitations de l'Institut national polytechnique de Lorraine (I.N.P.L.).* — Une erreur de transcription s'est glissée dans la liste des formations universitaires habilitées par le ministère des universités et publiées dans *le Monde* des 31 juillet, 6 et 26 août. L'I.N.P.L., situé à Nancy, a reçu les habilitations pour les diplômes d'études approfondies (DEA) d'informatique, de mécanique, de génie chimique, de gestion industrielle, de sciences du bois, de sciences agronomiques, de sciences alimentaires, de sciences des matériaux, de matières premières minérales et énergétiques et les habilitations de doctorats de troisième cycle dans les mêmes disciplines, plus le génie électrique et la pétrologie-minéralogie.

INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE

Aide ménagère à Paris

« J'ai quatre-vingt-douze ans. Ma femme de ménage est partie hier en vacances. Je ne peux pas sortir de chez moi. Comment vais-je faire ? Pouvez-vous m'aider ? » Cet appel téléphonique de M. G... est caractéristique des demandes formulées cet été auprès du service d'urgence d'aide à domicile organisé par le BAS (Bureau d'aide sociale) de Paris. Dans la journée, un étudiant spécialement engagé pour cette opération se rendra chez M. G... pour le « dépanner » et envisager les mesures à prendre pour les jours suivants.

Selon les premières estimations, plus de deux mille personnes ont bénéficié de cette assistance exceptionnelle durant les mois de juillet et août. Deux seuls critères étaient retenus : avoir plus de soixante-cinq ans (ou être handicapé) et se trouver dans l'embarras. Le montant des ressources n'était pris en compte qu'en second lieu.

Etre dans l'embarras, telle est mentaire. Mais d'autres ne s'en de l'hôpital. Pour une raison qu'il ignore, son aide ménagère habituelle n'est pas venue depuis deux jours. On est samedi. Il n'a plus de nourriture. Il lui faudrait de la viande, des légumes, du pain, des fruits... Véronique, élève assistante sociale, va s'occuper de lui. Elle passe le mois de juillet comme aide-ménagère. Avec cet argent, elle partira quelques jours en vacances le mois prochain. Pour l'instant, elle fait les courses de M. J... Quelques stations d'autobus, une marche à pied dans les hauteurs de Montmartre, trois étages, et M. J... ouvre sa porte. Il raconte son opération. Véronique promet de vérifier si l'aide ménagère viendra comme prévu. Sinon, elle reviendra elle-même après-demain. Mais il faut qu'elle parte. Une autre « cliente » l'attend, qu'elle doit conduire chez le pédicure.

Six, huit fois dans la matinée, Véronique ira de l'un à l'autre. Pour ce travail, elle gagne 2 800 F par mois et on lui donne une carte orange pour les transports. A chaque fois, elle montrera un « laissez-passer », à l'en-tête du maire de Paris. Véronique ne fera aucun commentaire. Mais, d'autres ne s'en priveront pas, grinçant des dents d'être promus « hommes-sandwiches » involontaires du premier magistrat de la cité, « alors qu'ils dépendent du Bureau d'aide sociale », disent-ils.

Véronique fait partie des quelque deux cents élèves assistantes sociales recrutées pour cette opération. Elle vient gonfler les effectifs des huit cents aides ménagères employées régulièrement par le B.A.S. Une centaine d'autres personnes, des étudiants en majorité, ont été engagées pour cette occasion. Presque quatre cents élèves infirmières de l'Assistance publique vont faire un stage, non rémunéré, de huit à quinze jours, au titre de leur enseignement de gérontologie.

Cette intervention d'urgence est gratuite pour les personnes âgées. S'il s'agit de mettre en place une aide ménagère pour la durée de l'été, le B.A.S. ne prendra en charge que les personnes dont le plafond de ressources ne dépasse pas les limites réglementaires (1 600 F par mois pour une personne seule et 2 905 F pour un couple, auxquels il faut ajouter 350 F pour le loyer). En cas de revenus supérieurs, l'association d'aide ménagère installée sur l'arrondissement est sollicitée. Certains retraités crèvent tous les plafonds. On s'efforce alors de les mettre en relation avec une femme de ménage qu'ils paieront eux-mêmes.

Mais certaines sections du B.A.S. n'ont pas cette politique. Par exemple, le 16e arrondissement assure une aide ménagère pendant tout l'été quelles que soient les ressources. Arnaud, jeune étudiant en psychologie qui a travaillé sur ce secteur, etsime que les habitants du quartier « ont pigé le truc ». Ils ne cherchent pas à trouver une autre bonne à tout faire pendant les vacances et s'offrent « à bon compte un personnel ménager pendant l'été ».

En revanche, chaque année, le B.A.S. découvre environ cinq cents personnes qui relèvent parfaitement de son aide.

Cette opération est certainement coûteuse (bien que le B.A.S. s'avoue dans l'incapacité d'évaluer le montant des dépenses incluses dans son budget total). Mais elle est nécessaire parce qu'elle garantit aux personnes âgées et isolées une réponse rapide à leur anxiété et à leur solitude. Une question cependant : pourquoi beaucoup de ceux qui, d'habitude, offrent leurs services ou leur aide s'absentent-ils sans se soucier d'organiser leur « relève » ?

CHRISTIANE GROLIER.

PROFESSIONS TROISIÈME AGE. — *Cette nouvelle publication du mensuel « Notre Temps » s'adressera à tous les professionnels de la* santé, du droit, de l'action sociale *qui interviennent auprès des personnes âgées.* Renseignements : *28, rue de La Trémoille, 75008 Paris.*

LOGEMENT

Une association de professionnels immobiliers propose de remplacer ‹ le dépôt de garantie › par une assurance financée par les locataires

La Fédération française des professionnels immobiliers et commerciaux (F.F.P.I.C.) (1), qui regroupe deux mille quatre cent cinquante-trois agents immobiliers, administrateurs de biens, experts immobiliers, etc., sur vingt-huit mille professionnels, vient de lancer, avec le concours de la Caisse industrielle d'assurance mutuelle, un système de caution annuelle qui se substituerait, pour un locataire entrant dans un appartement au versement du « dépôt de garantie » équivalant à deux mois de loyer et récupérable à son départ par le locataire, à moins qu'il n'ait dégradé le local qu'il a occupé, la comparaison des « états des lieux » établis avant son entrée et avant son départ servant à déterminer les remises en état, dont le coût sera financé par le dépôt de garantie.

La « caution » se substituant à ce système prendrait la forme d'une assurance souscrite par le propriétaire pour « *garantir l'exécution des obligations contractées par le locataire envers son propriétaire* ». Grâce à cette assurance, le propriétaire serait couvert pour les détériorations mobilières et immobilières causées par les locataires, les impayés (loyers, charges, taxes diverses), les frais de contentieux et d'arbitrage. La cotisation de cette assurance sera d'un montant annuel de 1,40 % du loyer, soit, pour un loyer mensuel de 2 000 francs, de 366 francs. « *Cette cotisation*, précise la F.F.P.I.C., *pourra, selon les dispositions du bail, être récupérée auprès du locataire par intégration dans les charges.* »

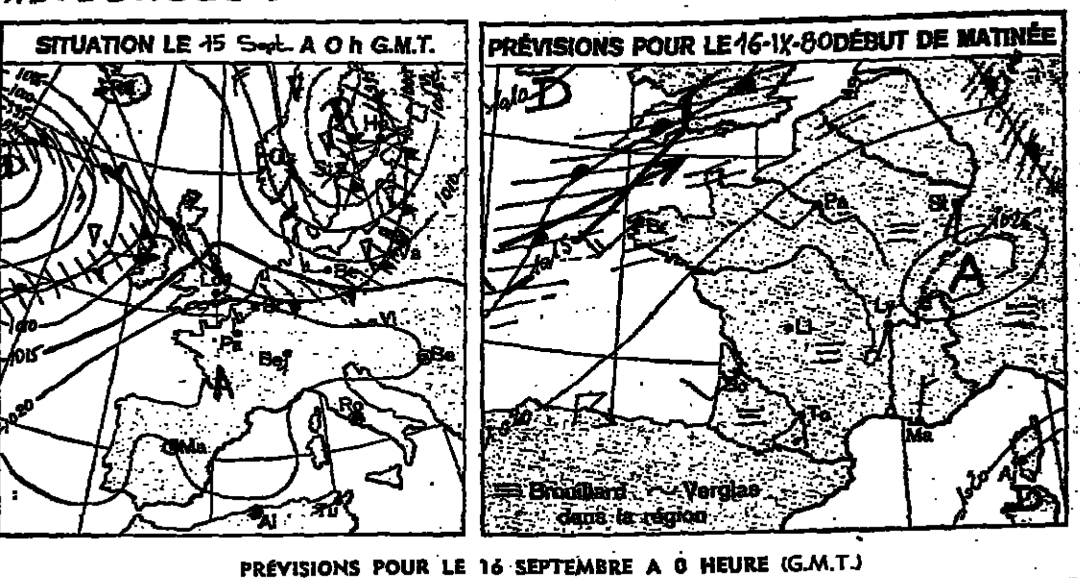
La formule peut, au premier abord, paraître séduisante, tant sont lourds les frais qu'occasionne un déménagement : le versement d'un dépôt de garantie égal à deux fois le loyer mensuel paraît bien souvent inutilement insupportable. Cependant, à un moment où les charges locatives deviennent de plus en plus importantes (jusqu'à 50 % du loyer, parfois plus), la « caution » proposée par la F.F.P.I.C. vient ajouter une dépense annuelle, non récupérable au moment du départ, qui durera aussi longtemps que la location et augmentera en même temps que le loyer, au moment des révisions annuelles. Dans l'exemple donné par par la F.F.P.I.C., en six ou sept ans (en tenant compte de la hausse du loyer), le locataire aura versé l'intégralité du dépôt de garantie. De plus, cette assurance, qui donne des garanties au propriétaire, se présente comme une sorte de mutuelle des risques des locataires. Le locataire qui partira sans devoir un centime à son propriétaire, qui rendra à celui-ci un local en parfait état, loin de récupérer le montant du dépôt de garantie, aura versé des sommes importantes sans aucune contrepartie.

Certains défenseurs des locataires ne s'y trompent pas : l'Union fédérale des consommateurs, qui édite la revue « Que choisir ? », se déclare, dans un communiqué, « formellement opposée à ce nouveau produit d'assurance, dont la légalité reste à démontrer ».

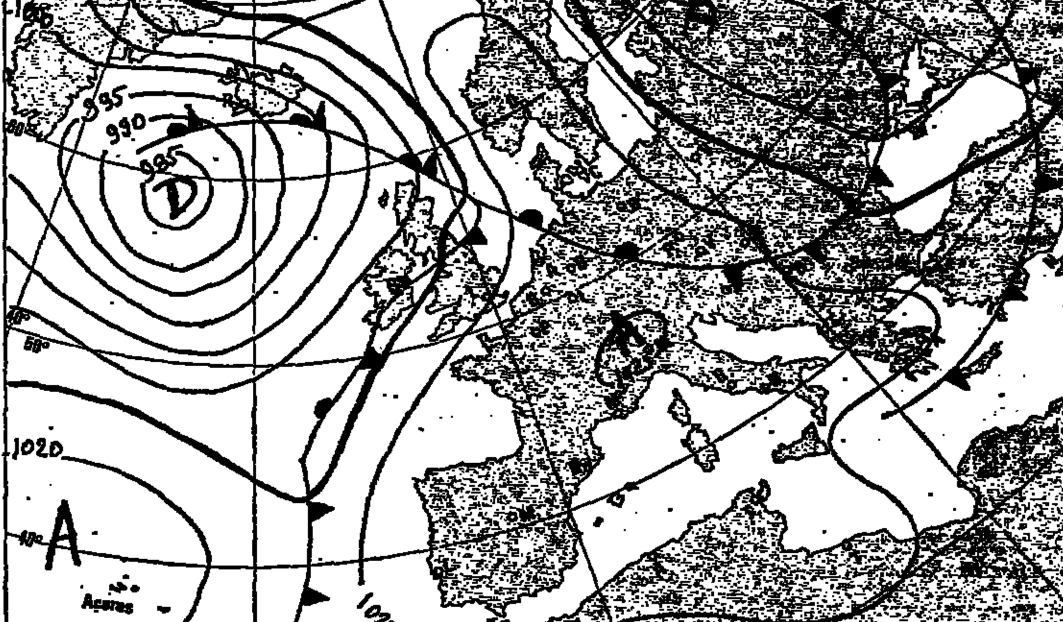
Rappelons qu'un projet de loi vient d'être approuvé par le conseil des ministres (« le Monde » du 28 août), qui prévoit l'impossibilité de revaloriser le dépôt de garantie et incite les propriétaires à faire établir un « état des lieux », seul garant que le locataire, s'il n'a aucunement dégradé son appartement, récupérera au moment de son départ l'intégralité du dépôt de garantie.

(1) Secrétariat : 27, rue Vauvenargues, Paris 18e. Tél. 228-66-27.

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 16 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le lundi 15 septembre à 0 heure et le mardi 16 septembre à 24 heures :

Les hautes pressions qui s'étendent de l'ouest du Portugal aux Alpes vont s'affaiblir sur leur face occidentale et la perturbation du proche Atlantique commencera à affecter nos régions du Nord et de l'Ouest.

Mardi, les nuages seront abondants, dès le matin, du Nord à la Bretagne, ainsi que sur la Vendée, avec quelques faibles pluies éparses. Le soir, ce type de temps s'étendra à l'ouest du Bassin parisien au Poitou et au Bordelais, tandis que des orages isolés pourront se développer sur l'ouest du Bassin aquitain. Les vents de sud à sud-ouest deviendront modérés et les températures varieront peu.

Sur le reste de la France le temps sera encore bien ensoleillé après la désagrégation de brouillards isolés qui seront observés au lever du jour dans les vallées. Les vents seront faibles et les températures maximales accuseront encore des hausses locales.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 14 au 15) : Ajaccio, 24 et 15 degrés ; Biarritz, 24 et 14 ; Bordeaux, 23 et 9 ; Bourges, 21 et 8 ; Brest, 18 et 13 ; Caen, 18 et 9 ; Cherbourg, 17 et 10 ; Clermont-Ferrand, 22 et 6 ; Dijon, 21 et 8 ; Grenoble, 23 et 8 ; Lille, 18 et 10 ; Lyon, 21 et 8 ; Marseille, 27 et 13 ; Nancy, 18 et 8 ; Nantes, 20 et 7 ; Nice, 25 et 18 ; Paris-Le Bourget, 20 et 8 ; Pau, 25 et 12 ; Perpignan, 29 et 14 ; Rennes, 19 et 8 ; Strasbourg, 19 et 9 ; Tours, 21 et 6 ; Toulouse, 24 et 10 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 17 degrés ; Amsterdam, 18 et 13 ; Athènes, 29 et 19 ; Berlin, 17 et 11 ; Bonn, 18 et 14 ; Bruxelles, 13 et 13 ; Le Caire, 38 et 20 ; îles Canaries, 31 et 23 ; Copenhague, 17 et 10 ; Genève, 20 et 6 ; Lisbonne, 33 et 20 ; Londres, 21 et 14 ; Madrid, 33 et 15 ; Moscou, 17 et 9 ; Nairobi, 18 et 13 ; New-York, 28 et 20 ; Palma-de-Majorque, 29 et 16 ; Rome, 27 et 16 ; Stockholm, 14 et 11 ; Téhéran, 32 et 21.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 14 septembre 1980 :

DES DECRETS

- Fixant les attributions du service de l'intendance militaire de l'armée de terre ;
- Fixant pour 1980 les modalités d'application de l'article 5 de la loi du 10 juillet 1964 modifiée en vue de favoriser le développement de l'assurance contre les risques agricoles ;
- Relatif au diplôme national du brevet des collèges.

DES ARRETES

- Portant *modification* des statuts des sociétés de crédit pour le développement de la Guadeloupe et de la Martinique (Sodéga et Sodéma).

PARIS EN VISITES

MARDI 16 SEPTEMBRE

« Villa la Roche », 15 h., métro Jasmin, Mme Guillier.

« Nogent-sur-Marne », 15 h., gare R.E.R. de Nogent, Mme Pennec.

« Hôtel de Lauzun », 15 h., 17, quai d'Anjou, Mme Puchal.

« La Sorbonne », 15 h., 47, rue des Ecoles, Mme Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

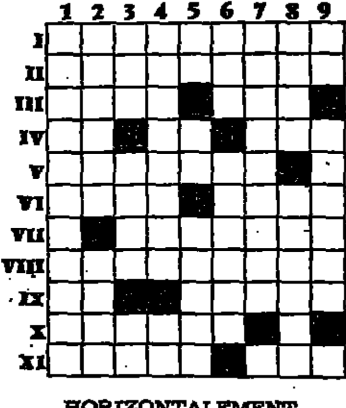
« Le Marais », 15 h., métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Cimetière de Passy », 15 h., 2, rue du Commandant-Schloesing (Mme Fleuriot).

« Le Marais », 15 h., métro Sully-Morland (le Vieux-Paris).

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 757



HORIZONTALEMENT

I. Tenue de cheval. — II. Comme des instruments qui permettent de fouiller. — III. Comme la table quand on repart. On lui attribue un joli morceau. — IV. Très utiles quand on veut ouvrir. Dont on s'est donc nourri. Peut être flottante au dessert. — V. Ne sont parfois que des petites boulettes. — VI. Orateur grec. Un noyau. — VII. Petits défauts. — VIII. Susceptibles de provoquer une heureuse surprise. IX. Obtenu. Aime les lieux humides. — X. Passas à l'eau. — XI. Sorte de bière. Nom qu'on peut donner à celui qui n'a rien appris.

VERTICALEMENT

1. N'ont pas la politesse des rois. — 2. Où l'on ne voit plus d'accidents. Moment où sortent des belles. — 3. Perdus dans une salle. Parfois courte pour un gagnant. Négation étrangère. — 4. Nationaux pour des chômeurs. Symbole. — 5. Grecque. Règles. Au bout de la ligne. — 6. Peut servir de coussin. Le mauvais côté des choses. — 7. Voyage qu'on peut faire avec un vaurien. — 8. Il faut bien l'ouvrir quand on veut le rincer. Ne peut pas passer pour une fine mouche. — 9. Abréviation ; Ville de Mésopotamie.

Solution du problème n° 2 756

Horizontalement

I. Herboristeries. — II. Idées ; Nantes ; Et. — III. Libellule ; Poire. — IV. Alu ; Oiseuse ; Dit. V. Rets ; Ta ; Retrace. — VI. Ebarbé ; Dia. — VII. No ; El ; But ; Ici. — VIII. Tiers ; Emacié ; Ur. — IX. Sœur ; Totale. — X. Cils ; Eu ; Menuet. — XI. Eve ; Hameau ; Idée. — XII. Ré ; Euler ; Raseur. — XIII. Italie ; Rist ; RL. — XIV. Séoul ; Sen ; Roc. — XV. Fées ; Roseraie.

Verticalement

1. Hilarant ; Cerise. — 2. Edile ; Oisiveté. — 3. Rebuté ; Eole ; A.O.F. — 4. Bée ; Sbires ; Elue. — 5. Oslo ; Su ; Huile. — 6. Litre ; Réale. — 7. Inusable ; Ume. — 8. Sale ; Mû ; Errer. — 9. Tueur ; BA ; Ma ; Ino. — 10. Et ; Séducteurs. — 11. Répétition ; Atre. — 12. Iso ; RA ; Etuis ; Or. — 13. Ida ; Aède ; Ca. — 14. Sériciculteur. — 15. Tête ; Ire ; Erine.

GUY BROUTY.

BREF

FORMATION PERMANENTE

FORMATION D'ANIMATEURS. — La Fédération des centres de vacances familiaux (F.C.V.F.) organise des sessions de formation et perfectionnement d'animateurs ouvertes à tous, à partir de dix-sept ans, en vue de l'obtention du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA). Elles débutent le 29 septembre.

★ F.C.V.F., 3, rue des Deux-Boules, 75001 Paris, tél. 233-05-17.

JEUNESSE

CHAMBRES POUR ÉTUDIANTS. — L'Association des élèves de l'école supérieure d'informatique, d'électronique et d'automatique (A.E.E.S.I.E.A.) recherche des chambres et des studios pour ses étudiants. Téléphoner au 337-93-94 et 337-78-43.

LOISIRS

UNE TRANSAT DE L'AIR EN JUIN 1981. — Une centaine d'avions légers participeront à la première Transat de l'air Paris - New-York - Paris, du 4 au 14 juin 1981, à l'occasion du Salon aéronautique du Bourget. Cette course, qui sera homologuée par la Fédération aéronautique internationale, sera ouverte à tous les pilotes civils ayant au moins cinq cents heures de vol et présentant une qualification I.F.R. (vol aux instruments). Trois genres d'avions participeront à cette compétition : les monomoteurs à piston d'une masse certifiée au décollage de 3 tonnes, les bimoteurs d'au mois 3 tonnes et les bimoteurs de 3 tonnes à 20 tonnes.

MAISON

BRODERIES EN « KIT ». — Madeleine Deny, jeune créatrice de textiles décoratifs, a mis au point une formule originale d'ouvrages en « kit », à faire soi-même et vendus par correspondance. Faciles à exécuter et de prix raisonnables, ils sont présentés dans un petit catalogue adressé sur demande. Ces « kit » comprennent le patron sur du tissu prêt à couper, le motif à broder dessiné sur le tissu, les fournitures et les explications (de 20 F à 90 F l'ouvrage). Les sujets proposés concernent la décoration d'une chambre de bébé ou d'enfant, des jouets et des petits cadeaux raffinés.

★ Madeleine Deny, 7, rue Mazarine, 75006 Paris.

DU PIN SUR LE MUR. — Adoptant la teinte naturelle du pin et son veinage, le contreplaqué en pin des Landes se prête à tous les travaux de bricolage et de revêtements. Les panneaux Batipin ont une face avec nœuds apparents et l'autre sans, à utiliser selon l'effet décoratif souhaité (de 45 F à 130 F le panneau suivant les dimensions et l'épaisseur). Le Lambricéan est un panneau mural rainuré façon frise, de 250 × 60 centimètres, à décor ramageux ou rustique, avec nœuds (110 F ou 125,50 F). Le fabricant envoie, gratuitement, une plaquette qui réunit des conseils de mise en œuvre et des exemples de réalisations pour la maison ou l'extérieur.

★ Océan, 24, rue de Prony, 75017 Paris.

SOULIERS CIRÉS. — Pour entretenir les chaussures de toute la famille, une nouvelle gamme de cirages Lion noir est présentée dans des conditionnements qui facilitent leur application. Des petites boîtes de cirage teignant, avec une éponge rangée dans le couvercle, rendront service aux jeunes pensionnaires (marron, bordeaux, noir, bleu navy, incolore, 5 F environ). Pour un usage familial, des tubes avec applicateur en mousse se font dans les mêmes coloris. Et pour entretenir les chaussures de chasse, Soligraisse est à base d'huile de phoque (5,50 F environ la boîte).

★ Solitaire-information, B.P. 213, 92306 Levallois-Perret Cedex, envoie gratuitement un petit guide sur l'entretien des cuirs.

VIE QUOTIDIENNE

Le dimanche 28 septembre

L'HEURE D'HIVER

Le dimanche 28 septembre à 3 heures la France métropolitaine passera à l'heure d'hiver : les horloges, montres et pendules devront être mises sur 2 heures.

La période de l'heure d'été de l'année 1981 commencera le dimanche 29 mars à 2 heures et se terminera le dimanche 27 septembre à 3 heures.

Le Monde

culture

COLLOQUES

Au centre Georges-Pompidou

CULTURES JUIVES DE MÉDITERRANÉE

(Suite de la première page.)

Au Yémen, les juifs étaient tenus de porter tel costume et de se loger dans tel type d'habitation, soumis à une sorte de stagnation, — au lieu que les juifs d'Egypte ne se distinguaient pas extérieurement, et pouvaient évoluer. Quand l'Alliance israélite universelle s'est installée en Egypte, les juifs se sont tournés vers la culture française qu'elle leur apportait, attirés par sa force. Selon Jacques Hassoum, qui est d'origine égyptienne : « *On a les juifs qu'on mérite* » : quand la culture d'un pays périclite, les juifs se déculturent aussi : « *Ils sont un symptôme de civilisation.* »

Un éclairant dialogue eut lieu entre Albert Memmi et Naïm Kattan, qui comparèrent leurs parcours ; le premier, ayant pour langue originelle un judéo-arabe qui demeura son seul moyen de communiquer avec sa mère, — le second maîtrisant parfaitement dès sa jeunesse, à Bagdad, l'arabe littéraire où à quinze ans il était déjà un écrivain connu, avant de se tourner vers la langue française qui est maintenant la sienne (il enseigne à Montréal). Naïm Kattan estime qu'il n'a pas été un « homme dominé » par la culture française, au contraire libératrice pour lui.

Contradictions passionnées

Ce choix d'une langue principale est pour l'écrivain un risque capital à prendre dans la jeunesse. Paula Jacques, Katia Rubinstein, MM. Bensoussan, Partouche, Koskas — tous écrivains de langue française, — en confrontant leurs expériences, évoquèrent les circonstances et les conséquences de ce choix déchirant. Katia Rubinstein décrivit le curieux itinéraire qui l'a conduite à tourner le dos au langage philosophique le plus sophistiqué, qu'elle avait maîtrisé, pour tenter d'inventer une langue poétique brisée, charriant des restes de judéo-arabe (elle est d'origine tunisienne) où elle espère qu'elle-même et d'autres pourront puiser comme à une source nouvelle. Le retour, sous une forme ou sous une autre, à l'enfance perdue est-il un caractère spécifique de l'écrivain juif oriental ? Certains ont semblé le croire : pourtant, tout écrivain se tourne avec nostalgie vers ses premières années. Ici, la langue maternelle, parfois presque oubliée, appartient à cet âge d'or.

L'expression « recherche des racines », si ambiguë, est revenue souvent dans ces débats auxquels le public a participé avec passion. Quelles racines ? se demandait-on : s'agit-il du pays d'enfance ? De la langue d'enfance ? Mais pour les Juifs de la Diaspora, ceux qui sont nés par e ·ple au Maroc n'ont-ils pas plutôt leur origine en Espagne, où vivaient leurs ancêtres avant d'en être chassés ? Ou bien, les vraies racines ne seraient-elles pas pour tous, au moins symboliquement, en Israël ?

Une table ronde sur le thème : *Juifs méditerranéens et orientaux en France et en Israël* souleva des tempêtes de contradictions passionnées, Israël provoquant tellement de remous et d'élans qu'il ne resta plus de temps pour parler des Juifs en France. Au sionisme à vocation historique et politique s'est opposée, parfois avec violence, une autre conception, éthique et spirituelle, de la Terre Promise, où doit se constituer, en harmonie avec sa terre, un Homme nouveau. Mais, demanda-t-on, en Israël même, les chefs spirituels de la communauté croient-ils encore à cet Homme nouveau ? Tandis que de nombreuses mains se lèvent et que le micro passe de l'un à l'autre, un spectateur déclare : « *J'ai assimilé la culture française, mais elle ne m'a pas assimilé. Ceux qu'elle a assimilés auraient voulu un Etat juif n'importe où, pour résoudre la « question juive » : ceux qui sont comme moi ne pouvaient envisager de véritable Etat juif qu'en Terre sainte, où il est.* »

Freddy Raphaël, qui présidait ce débat difficile, réussit à sauver toute la dignité d'une discussion où l'invective commençait à percer. Les blessures d'un passé et d'un présent dramatiques pour certains ont mis à vif les sensibilités : et les violentes critiques adressées à l'Etat d'Israël par quelques-uns apparaissent encore ; dans ce climat, comme une preuve d'amour et d'exigence insatisfaite.

Aux juifs occidentaux, qui semblent tenir le haut du pavé en Israël, on reprocha beaucoup le dédain de leur « tolérantisme » à l'égard de leurs frères orientaux et leur non-reconnaissance de cultures qu'ils n'interrogent même pas. Il est vrai que les juifs orientaux qui sont allés en Israël sont souvent les plus pauvres et les moins adaptés aux conditions de vie et de travail d'une société moderne : quelqu'un en appela aux Panthères noires et à leur révolte contre la classe dominante en Israël. Sur quoi le Dr Nahoum s'écria : « *Quand dans une famille on est mécontent du fils ou du cousin, on ne fait pas pour cela sauter la baraque !* » Mais personne ne veut « *faire sauter la baraque* » : l'attachement à Israël reste fondamental — et ce pouvait être la conclusion unanime d'une soirée chaude et mouvementée, où de grandes questions sont restées en suspens : Israël réalisera-t-il son unité ? Et faut-il ou non qu'il la réalise ?

Tandis que certains réclament hautement le respect des indentités et le droit à la différence, une dame demande doucement : « *A la troisième, à la quatrième génération, faudra-t-il que chaque Israélien se souvienne que ses aïeux ont vécu quelques siècles en Pologne ou en Algérie ? Ne suffira-t-il pas qu'il se souvienne d'être juif ?* »

JOSANE DURANTEAU.

★ Ce lundi 15 septembre, à 21 heures, au Centre Georges-Pompidou : *Scènes de la vie judéo-comtadine*, spectacle présenté par la Compagnie d'études musicale et théâtrale de Serge Desarnault.

CINÉMA

A HOLLYWOOD, LA GRÈVE DES ACTEURS

Impasse

A Hollywood, le conflit entre acteurs et producteurs reste enfermé dans une impasse malgré plusieurs tentatives de négociations. La dernière en date, celle du jeudi 4 septembre, s'est, en effet, soldée par un nouvel échec, et les acteurs maintiennent la grève dure et structurée qu'ils ont commencée le 21 juillet dernier. Ils ont à nouveau rejeté les contre-propositions formulées par les producteurs depuis que les discussions avaient repris le 21 août, et alors que celles-ci avaient été interrompues pendant plus de deux semaines (le Monde *du mercredi 27 août).*

Les producteurs reconnaissent aux acteurs le droit de participer aux revenus acquis sur la vente d'émissions et de films au marché parallèle. Le principe en avait été admis, et la Guilde des acteurs avait réduit de 12 à 6 % la part des revenus qu'elle exigeait. Elle aurait même accepté un taux de 5,4 %. Son dernier refus porte toujours sur celui proposé par les producteurs (4,25 %), mais aussi sur les délais que ceux-ci veulent leur imposer pour effectuer ce versement, à savoir l'échelonner sur un an et ne le rendre effectif que si l'émission a été diffusée pendant l'équivalent de treize jours pleins (treize fois vingt-quatre heures). La Guilde des acteurs et les représentants syndicaux n'acceptent pas ce calendrier.

En cette huitième semaine de grève, Hollywood n'arbore plus dans ses rues des visages gais et bronzés. Partout on se renfrogne, même si on ne cède pas. Les comptes en banque des acteurs, *tout allégés qu'ils soient*, restent encore mieux fournis que ceux des quelque cent mille personnes que la grève a contraintes au chômage. On estime que chaque année l'industrie du film alimente de quelque quatre cents millions de dollars les caisses de la ville de Los Angeles. Les dépenses, par jour de tournage, se chiffrent d'ordinaire à environ quarante-cinq mille dollars pour un film et à trente-cinq mille dollars pour une émission de télévision. Lorsqu'une équipe se déplace sur un site, elle en fait prospérer le commerce. Los Angeles capitale du cinéma n'est pas un vain mot.

Ces deux dernières semaines, certains membres du syndicat des employés de l'industrie cinématographique, The International Alliance of Theatrical Stage Employees, sont descendus dans les rues pour protester contre l'arrêt de travail et ravir un peu de l'attention consacrée aux acteurs. Ce groupe, baptisé W're out of Work, qui s'en prend aux deux parties négociantes, a demandé aux acteurs de remonter sur les plateaux de tournage et de continuer à négocier tout en travaillant. La Screen Actors Guild a refusé. « *Ce serait faire le jeu des producteurs*, ont dit ses représentants, *céder à la vieille tactique des dirigeants : diviser pour mieux régner.* » Le bruit court *qu'au sein même du comité de* négociation de la guilde il y aurait deux factions : les partisans d'une solution dure et ceux favorables à un compromis. M. Migden, chef des négociations pour la guilde, a démenti ces rumeurs faussement propagées, selon lui, par la partie adverse.

Une démonstration probante d'unanimité a eu lieu, le dimanche 7 septembre au soir, quand un seul des acteurs de télévision *récompensés* lors de la traditionnelle cérémonie des Emmy Awards est monté sur le podium pour chercher son lot, et que les « figures célèbres » s'étalent abstenues de venir à cette soirée. En boycottant la cérémonie retransmise en direct sur le réseau de télévision N.B.C., les absents ont, par défaut, exprimé leur détermination aux téléspectateurs. Ainsi, le feuilleton *Lou Gran*, dont le héros, Ed Asner, est l'un des piliers de la grève, a remporté cinq prix différents (*le Monde* daté 7-8 septembre) et cinq fois l'appel de l'élu est resté sans réponse. Le réseau N.B.C., une des cibles des acteurs grévistes, aura, ce dimanche soir, perdu des « *points* ». Plus une émission a d'auditeurs, plus le réseau *sur lequel elle est diffusée* obtient de points. A Hollywood, les points — ou *ratings* — décident de la vie — ou de la faillite — d'un producteur de télévision. Le soir des Emmy Awards, maint téléspectateur, ennuyé, a tourné le bouton de son appareil pour regarder un autre programme.

A l'heure actuelle, selon M. Billy Hunt, responsable des négociateurs des studios, le coût de la grève est estimé à 1,5 milliard de dollars et celui-ci pourrait atteindre le montant de 100 millions de dollars par semaine si le mouvement continue. Confrontés à des difficultés financières sérieuses, plusieurs grands studios, dont M.G.M. et Lorimar Prods. ont été contraints de réduire de moitié les salaires de leurs directeurs. Universal, de même que des studios mineurs, seraient, eux, aussi, sur le point de procéder à une réduction de salaires de leurs directions pour compenser les pertes qu'ils ont subies à cause de cette grève.

On ignore quand acteurs et producteurs auront retrouvé leur sang-froid et pourront de nouveau se rencontrer autour d'une table de négociations. « *Dans deux semaines* », a dit M. Billy Hunt, avocat des producteurs. « *Nous avons temporairement suspendu les négociations pour éviter la catastrophe. C'était un moindre mal* », a commenté M. Migden. Lorsque celles-ci reprendront, à supposer que les deux parties trouvent un terrain d'entente sur la question des marchés parallèles, il restera encore à débattre de quinze autres points inscrits au contrat des acteurs. Puis il faudra examiner les revendications de la Fédération américaine des musiciens, dont cinq mille membres sont toujours en grève.

SYLVIE CROSSMAN.

« HÉROS OU SALOPARDS »

de Bruce Beresford

Un crime de guerre

Le titre anglais est *Breaker Morant* (nom du principal personnage), mais, dans sa simplicité antithétique, le titre français pose bien le problème... L'histoire qui s'inspire de faits réels se passe en 1901, pendant la guerre des Boers. Au cours d'une action de *représailles provoquées par* l'assassinat d'un officier, un commando australien a massacré des civils rebelles. Le chef de ce commando et deux de ses compagnons sont traduits devant une cour martiale britannique. La *preuve est faite que ce fut sur ordre* supérieur que les accusés (des soldats jusqu'alors exemplaires) ont enfreint les lois de la guerre. Mais, à l'état-major, lord Kitchener, qui poursuit de difficiles négociations *diplomatiques, a besoin de boucs* émissaires. Et, conformément à ses instructions, le tribunal prononce une triple condamnation à mort.

Après une brève mise en images des événements, l'essentiel du film est constitué par le déroulement du procès. Déposition des témoins, réactions indignées ou sarcastiques des inculpés, défense désespérée de l'avocat commis d'office, machinations en coulisses, sentence et exécution.

Un procès est toujours spectaculaire et le réalisateur australien Bruce Beresford tire de celui-ci un excellent parti. A ras de terre mais sans bavures, la mise en scène a la rigueur, la clarté d'un compte rendu d'audience ; les personnages sont bien dessinés et bien interprétés (Jack Thompson a obtenu, à Cannes, le prix du « second rôle masculin ») ; les atermoiements des juges créent un suspense ; et, malgré l'éloignement de la guerre du Transvaal, la réflexion que propose le réalisateur reste d'actualité.

En fait, ce que nous dit Beresford à l'occasion de ce procès truqué est qu'il n'y a pas de guerre propre, qu' « honneur » et « déshonneur » sont des mots dépourvus de sens quand la haine nous aveugle

JEAN DE BARONCELLI.

★ Voir les films nouveaux.

DANSE

L'altière solitude de Balanchine

George Balanchine poursuit sa parabole solitaire. Le deuxième programme du New-York City Ballet à l'affiche du théâtre des Champs-Elysées, avec sa rythmique quintescenciée, atteignant la perfection, s'affirme comme aussi sophistiqué que le premier (« le Monde » du 12 septembre). « Agon » placé en vedette entre « Capriccio » et « la Cage », est à jamais le *chef d'œuvre de ces partitions* « indansables », les plus difficiles d'Igor Stravinski, auquel ce Festival de danse de Paris est dédié. Il n'y avait qu'un Balanchine, avec ce style dénudé jusqu'à l'os qui *inspira tout le ballet moderne*, pour être capable de les réduire en gestes harmoniques.

Quand le New-York City Ballet s'est produit en 1952 sur cette même scène des Champs-Elysées dans le cadre de l'Œuvre du vingtième siècle, le spectacle, par-delà la conquête des initiés, s'attachait à la séduction du grand public. En tant qu'hommage à Stravinski, spécialement « Fire Bird » (« l'Oiseau de feu »), dans les décors et costumes de Chagall, « Orphée », dans les décors et costumes d'Isamu Noguchi, présentaient une illustration picturale des chorégraphies balanchiniennes, que le « Fils prodigue », de Prokofiev-Rouault, venait rehausser. Les programmes alors étaient savamment entrelardés par la « Valse », de Ravel, et « Bourrée fantasque », de Chabrier, la palme de l'étrange revenant par la suite à ces deux pièces rares : « Bugaku » et « Ivesiana ». Tout ce temps, Jérôme Robbins créait la diversion avec le pétaradant « Pied Piper », d'Aaron Copland, et l'apport saignant de « la Cage », son morceau de bravoure que nous avons retrouvé hier plus palpitant encore car béjartien avant la lettre.

L'ascète Balanchine a donc dépouillé l'homme de théâtre. Ce Russe, que Diaghilev a accueilli à Paris en pleine période Arts Déco, n'a trouvé son total épanouissement que vingt ans plus tard aux Etats-Unis. Il profite largement à présent de l'admiration new-yorkaise pour *réaliser son rêve*

Point n'est besoin de décors. Point n'est besoin d'étoiles : Suzanne Farrel, Patricia McBride, Lourdes Lopez, Heather Watts, Wilhelmina Frankfurt, dansent la *plupart du temps en groupes*, les hommes, à part Peter Martins, n'étant que des faire-valoir. Point n'est besoin de débauches de saluts ni d'œillades au public.

Ces chorégraphies de raffiné ont *comme règle d'or* la rigueur inexpressive (« Hot mime is bad manners »). Elles ne manquent pas d'âme, sinon de cœur. Elles attestent en tout cas la résolution farouche d'éviter à tout prix les imageries héritées du répertoire de Petipa dont les Russes (de Moscou) sont toujours friands. Aux spectateurs parisiens de faire la part du génie dans sa solitude provocante.

OLIVIER MERLIN.

THÉÂTRE

FESTIVAL DE BELGRADE

BITEF XIV, le Festival international de Belgrade, qui commence ce lundi 15 septembre et se poursuit jusqu'au 2 octobre, maintient son objectif : mettre en contact l'Est et l'Ouest. La participation nationale est particulièrement importante *cette* année avec les troupes de Split, Belgrade, Skopje, Ljubliana, Sombor et Nis. La Hongrie présente *le Balcon* par le Studio K de Budapest ; la Pologne, *Dix Portraits d'après la Mouette*, par le Stary Theatre de Cracovie. Viennent également le Théâtre Estudio de Cuba, le Théâtre *national* de Kinsaha, celui de Reykjavik. Les Etats-Unis envoient une pièce nouvelle, *Getting out*, par l'Actors Theatre de Louisville ; l'Allemagne fédérale, *Alceste*, par le Schauspilhaus de Dusseldorf ; *Torquato Tasso*, par le Shauspielhaus de Bochum, mise en scène de Claude Peymann. Le Carrozzone de Florence donne son nouveau spectacle, *Crollo Nervoso* ; la France est représentée par Philippe Adrien, avec *la Poule d'eau*, de Wotkiewicz, une production du Théâtre d'Aubervilliers.

PETITES NOUVELLES

■ Le Guignol d'or du cinquième Festival international de marionnettes de Lyon, qui s'est achevé le 13 septembre à la Part-Dieu, a été gagné par la Compagnie André Verdun (troupe parisienne). Le Guignol d'argent est allé à la Compagnie angoumoise Michel Belezy et à la Compagnie André Gilles (de Troyes). C'est la Compagnie lyonnaise Jacqueline Sarrazin qui a eu le Guignol de bronze.

LES BONS BOURGEOIS DE OBALDIA

Une plaisanterie

Si Molière écrivait aujourd'hui... René de Obaldia songe à la manière dont il aurait raillé la bourgeoisie snob et ses amazones. Et il réécrit *les Femmes savantes*. *Armande - Philomène* (Fanny Ardent) est bien entendu une intello-M.L.F. Henriette-Chantal (Annick Blancheteau) une minette bien dans sa peau. Leur mère (Rosy Varte) est de gauche, leur père (Jacques Morel) fait *des affaires*. Clitandre-Alexandre (Bernard Alane) est écologiste, Trissotin-Narcisse (Alain Doutey), un énarque. Un valet en perruque (Maurice Jacquemont) allume les chandelles, fait le récitant, établit un lien avec la fantaisie, d'une part, avec *Molière*, d'autre part, qui n'avait pas prévu un personnage de dernière heure, la terroriste - prolo - féministe (Marie Grinevald).

Tandis que la famille se dispute et pérore, dehors il y a des manifestations, des bombes, des révolutions et des gouvernements à ce point provisoires qu'on n'a pas le temps de les subir. Obaldia ne se pose pas vraiment en provocateur réactionnaire, à peine en moraliste. Il plaisante.

La plaisanterie traîne les pieds, c'est une question d'écriture. La pièce se parle en vers, l'auteur rallonge les phrases pour maintenir le rythme et les rimes, pour placer ses bons mots, ses jeux de mots qui frisent l'égrillard tout en restant de bon aloi. Il y a du vocabulaire, mais pas de langages. Obaldia pastiche et dessine en arabesques, les clichés les plus convenus. Il donne à son Armande-Philomène un jargon qui caricature une cuistrerie universitaire, pas spécialement féminine. Son Henriette-Chantal a pour décrire la condition de femme (mère, amante, vase *sacré) des délires poétiques de* presse du cœur. Le père, écrasé par ses femmes, s'offre, dans une scène classique de soulographie, les aigreurs bafouillantes du quinquagénaire repu.

Il n'y a pas de langages, il n'y a pas non plus de construction. Les scènes ne s'articulent pas, elles se suivent. Les protagonistes changent de comportement selon les mots qu'ils ont à faire jouer. Ils sont insaisissables, ils sont inconsistants. Malgré leur métier solide, à bien des moments les comédiens — comme on dit — « rament ». Jacques Rosny les a aidé de son mieux avec une mise en scène vive et précise, avec le décor à gags d'Hubert Monloup.

Le spectacle est une production AFA, c'est-à-dire monté par ces artistes français qui se sont associés pour prendre en main leur carrière, pour monter convenablement de bons textes contemporains et décloisonner les genres. Ils ont raison et parfois réussissent. Le plus dur est de tomber sur de bons textes, même si on n'exige pas le chef-d'œuvre indéniable. Ils reçoivent sans aucun doute beaucoup de manuscrits. S'ils avaient lu la pièce d'un inconnu, pas plus mal bâtie que celle de Obaldia, l'auraient-ils montée ?

COLETTE GODARD.

★ Théâtre Hébertot, 20 h. 30.

MUSIQUE

AU CONCOURS D'EXÉCUTION DE GENÈVE

Triomphe d'un bassoniste français et d'un quatuor vocal américain

Créé en 1938, le Concours international d'exécution musicale de Genève est l'un des plus anciens, et nombreux sont les lauréats qui ont fait une brillante carrière dans le monde. Alors que les épreuves de ce genre sont en général consacrées à un ou deux instruments, le piano et le violon en particulier, le concours de Genève présente l'originalité de s'adresser chaque année à quatre disciplines différentes, dont certaines souvent délaissées, qui offrent ainsi à des musiciens de grande valeur une occasion unique de se distinguer sur la scène internationale.

On ne s'étonnera pas de ce fait que, au concert des lauréats, donné dans la superbe salle du Victoria Hall, une de ces « basiliques » musicales peuplées de lyres, de cariatides, de colonnes grecques qui ont fleuri au dix-neuvième siècle presque simultanément à Londres, à Amsterdam, à Vienne ou à Prague, ce soit une bassoniste et un quatuor vocal qui aient fait la plus grande impression.

Les concours de piano sont si nombreux que, malgré la présence de soixante et un candidats à Genève, il a été impossible au jury de décerner un premier prix. A entendre les deux seconds prix qui se partageaient le Concerto en ré mineur *de Mozart, on ne peut que lui donner raison : l'Italien Francesco Nicolosi a un jeu scolaire, sans aucun rayonnement, qui éclipse complètement le caractère dramatique de l'œuvre, et le Japonais Akiyoshi Sako suit le texte avec application en appuyant chaque note, au lieu de la faire sonner, trop respectueux de son art pour le prendre à son compte. Ainsi joué, le piano relève de la punition.*

Pas de premier prix non plus pour le violon, toutefois la jeune Française Annick Roussin a du tempérament et se donne tout entière avec amour au Concerto *de Brahms. Mais le son de l'instrument manque un peu de souveraineté, assez sombre, comme dans une retransmission où l'on aurait coupé les aigus, et la technique reste parfois approximative pour une œuvre aussi terrible. Elle n'a que vingt et un ans et progressera sans doute en justesse et en vigueur, sans perdre son impétuosité et son lyrisme attachant.*

Le basson et les bassonistes ont rarement les honneurs des solistes. Ce bon serviteur de l'orchestre, plein de saveur et de gaieté, de rondeur et de bonhomie, qui fleure bon le terroir et l'artisanat, était illustré à Genève par quarante et un concurrents, d'où s'est dégagé un merveilleux artiste français de vingt-quatre ans, Gilbert Audin, deuxième basson solo de l'Opéra. Une sonorité pleine de velours, une virtuosité fine, élégante, exempte de rudesse, ont enchanté l'auditoire dans le Concerto en mi bémol *de Mozart, si joliment accordé à cet instrument avenant et sage, avec ses soupirs de sérénades et ses ravissantes broderies entrelacées tendrement au rondo final.*

On ne saurait trop se réjouir enfin que le concours de Genève ait créé une épreuve de quatuor vocal qui a consacré le New York Arts Ensemble, aux voix d'une égalité exquise, parfaites comme les instruments d'un quatuor à cordes, dans quelques poésies de Schubert. L'extase du lied était comme multipliée, diffractée par quatre sources différentes, mais si délicieusement harmonisée ; les jeunes Américains nous avaient auparavant révélé le Chant élégiaque avec orchestre, *op. 118, de Beethoven, pages admirables et recueillies, qui parlent au cœur, comme l'adagio de la* Neuvième Symphonie. *On souhaite le réentendre souvent par de tels interprètes, exceptionnellement accompagnés par l'Orchestre de la Suisse romande, sous la direction de Jost Meier.*

JACQUES LONCHAMPT.

★ Le concours de Genève de l'an prochain sera consacré au chant, à la guitare, à la trompette et au quatuor à cordes.

Un colloque sur Berlioz

Le Second Festival international Hector Berlioz, qui s'est ouvert, ce lundi 15 septembre (il s'achèvera le vendredi 26 septembre), à Lyon et à La Côte-Saint-André (Isère), ville natale du compositeur, aura, cette année, un prolongement littéraire à Grenoble : l'université des langues et lettres y organise un colloque de trois jours (les lundi 15, mardi 16 et mercredi 17 septembre) sur « l'œuvre littéraire et critique d'Hector Berlioz ».

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française (296-10-20), 20 h. 30 : Tartuffe.

Les autres salles

Fontaine (874-74-40), 20 h. 45 : Tupac-Tosco, la Raison de la mémoire ; 22 h. 30 : la Révolte des colombes.
Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h. 30 : la Leçon.
Lucernaire (544-57-34), I, 18 h. 30 : Haute surveillance ; 22 h. 15 : Molly Bloom. — II, 18 h. 15 : Idée fixe ; 20 h. 30 : la Double Inconstance ; 22 h. 15 : Ficelles.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Un clochard dans mon jardin.
Palais des glaces (607-49-93), 20 h. 30 : Le Farré sifflera trois fois.
T. A. I. - Théâtre d'Essai (274-11-51), 20 h. 45 : Compartiment non-fumeurs (dernière).
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 45 : En plein dans le mille.
Théâtre de Poche (548-92-97), 21 h. : le Premier.

Lundi 15 septembre

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Sans le mot « con », monsieur, le dialogue n'est plus possible.
Deux-Anes (606-10-26), 21 h. : Pétrole... Ane.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h. 15 : la Voix humaine ; 21 h. 15 : la Collection ; 22 h. 30 : la Revanche de Nana.
Bistrot Beaubourg (271-33-17), 20 h. 30 : E. Sarda Generation Hollywood ; 21 h. 45 : Naphtaline.
Blancs-Manteaux (887-16-70), 20 h. 15 : Areuh = MC2 ; 21 h. 30 : G. Cuvier.
Café d'Edgar (320-85-11), I, 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 21 h. 30 : Couple-moi le souffle ; 22 h. 30 : les Deux Suisses ; 23 h. 30 : Roger Mason.
Cafessaion (278-46-42), 22 h. : Jacques Charby.
Le Clown (555-00-44), 22 h. 30 : Caf' Conc'.
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 23 h. : Bagdad Connection.
Cour des Miracles (548-85-60), 21 h. 30 : la Maticuette ; 22 h. : Essayez donc nos pédalos.
L'Echaudoir (240-58-27), 21 h. 30 : M. Boubin, M. Fanon.
L'Ecume (542-71-16), 20 h. 30 : F. Torrente ; 22 h. : An Boman Bui.
Le Fanal (233-91-17), 19 h. 45 : L'une mange, l'autre boit ; 21 h. 15 : le Président.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Racontez-moi votre enfance ; 22 h. 15 : Du moment qu'on n'est pas sourd. — II, 21 h. : Si la concierge savait ; 21 h. 45 : Suzanne, ouvre-moi.
Splendid (887-33-83), 21 h. 30 : Elle voit des nains partout.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Cabaret chaud 7 ; 22 h. 30 : Ma vie est un navet.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69), 20 h. 30 : Parle à mes oreilles, mes pieds sont en vacances ; 21 h. 30 : Bonjour les monstres.

Jazz, pop, rock, folk

Café de la Gare (278-52-51), 21 h. : Irène Aebi Quintet.
Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h. : François Biensan Septet.
Club Saint-Germain (222-51-09), 21 h. 30 : G. Badini Quartet.
Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 15 : Duo Boni-Marais.
Dreher (233-48-44), 21 h. 30 : D. Humair, H. Texier, F. Jeanneau.
Dunois (584-72-00), 20 h. 30 : Axolotl.
Gibus (700-78-88), 20 h. 30 : The Saints.
Patio-Méridien (758-12-30), 22 h. : Will Bill Davis.

XVe Festival estival de Paris

(329-37-57)
Eglise Saint-Merri, 20 h. 30 : R. Puyana (Bach).

Festival d'art de Montmartre

(387-65-32)
Eglise Saint-Pierre, 20 h. 30 : B. Engerer (Beethoven, Schumann, Chopin).

Festival de musique de chambre

Eglise des Billettes, 21 h. : Coro Feminile de la Filarmonica Romana, dir. P. Colino (Palestrina, Victoria, Verdi).

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans .. (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

Chaillot (704-24-24), relâche.
Beaubourg (278-35-57), 15 h., Le patrimoine cinématographique français : le Dernier Milliardaire, de R. Clair ; 17 h., Comique américain : l'As des gladiateurs, de H. Roach ; le Sous-Marin pirate, de M. Sennett ; 19 h., Les explorateurs et ethnographes : Dead Birds, de R. Gardner.

Les exclusivités

ALIEN (A., v.o.) (**) : Broadway, (16e) (527-41-16).

AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount-City, 8e (562-45-76).

ANTHRACITE (Fr.) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Athéna, 12e (343-07-48).

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (**) : Denfert, 14e (354-00-11).

ATLANTIC CITY (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Normandie, 8e (359-41-18) — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75).

LA BANQUIERE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (354-42-72) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

LE BAR DU TELEPHONE (Fr.) (*) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Publicis-Elysées, 8e (720-71-23) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

BIENVENUE M. CHANCE (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

CALIGULA (It.-ang., v. ang) (**) : Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; v.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).

CAN'T STOP THE MUSIC (A., v.o.) : Publicis Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; v.f. : Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

LA CARABINE NATIONALE (Esp., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).

Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

ENQUETE SUR UNE PASSION (Ang., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

EXTASE (Tch., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42). H. sp.

LA FEMME INTEGRALE (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; Espace-Gaîté, 14e (320-99-34).

GIMME SHELTER, THE ROLLING STONES (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

LES GUERRIERS DE LA NUIT (A., v.o.) (**) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Helder, 9e (770-11-24) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

JE VAIS CRAQUER (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).

KRAMER CONTRE KRAMER (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

LOULOU (Fr.) (*) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

MAIS QU'EST-CE QUE J'AI FAIT AU BON DIEU... ? (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46).

MANHATTAN (A., v.o.) : Jean-Cocteau, 5e (354-47-62).

LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).

MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LES MONSTRES DE LA MER (A., v.o.) (*) : Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43).

NIMITZ, RETOUR VERS L'ENFER (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

LA NUIT, UN RODEUR (Austr., v.o.) (*) : Movies Les Halles, 1er (236-71-72) ; la Clef, 5e (337-90-90) ; Olympic, 14e (542-67-42).

PASTORALE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80) ; 14 Juillet-Bastille, 12e (357-90-81).

LA PETITE SIRENE (Fr.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

PILE OU FACE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Cameo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

LES FILMS NOUVEAUX

EXTERIEUR NUIT, film français de J. Bral. — U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Racine, 6e (633-43-71) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

RETOUR A MARSEILLE, film français de R. Allio. — Forum-Cinéma, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LE CŒUR A L'ENVERS, film français de F. Apprederis. — Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

UN ESCARGOT DANS LA TETE, film français de J.-E. Siry. — Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Cambronne, 15e (734-42-96).

FAME, film américain de A. Parker (v.o.). — Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42). — V.f : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

CHAPITRE II, film américain de R. Moore (v.o.) Paramount-Odéon, 6e (325-5[illegible]) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; (v.f.) : Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).

HEROS OU SALOPARDS, film australien de B. Beresford (v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount-City, 8e (542-45-76) ; (v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).

BRONCO BILLY, film américain de C. Eastwood (v.o.) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Mercury, 8e (562-75-90) ; (v.f.) : Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montmartre 18e (606-34-25) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28).

LES VAMPIRES DE SALEM film américain de T. Hooper (*) (v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; (v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) : Secrétan 19e (206-71-33).

LE CHAINON MANQUANT (Fr.-belg.) : Espace-Gaîté, 14e (320-99-34) ; Haussmann, 9e (770-47-55).

LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI (It., v.o.) : Studio de la Harpe-Huchette, 5e (633-08-40) ; Studio Raspail, 14e (320-38-98).

LE COMMANDO DE SA MAJESTE (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).

CONTES PERVERS (Fr.) (**) : Haussmann, 9e (770-47-55).

LES DOIGTS DU DIABLE (A.) (*) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).

DON GIOVANNI (Fr.-it., v. it.) : Vendôme, 2e (742-97-52).

L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Gaumont les Halles, 1er (297-49-70) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnasse-

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Balzac, 8e (561-10-60).

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES SOUS-DOUES (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).

THE ROSE (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50) (70 mm) ; Studio de la Harpe, 5e (354-35-40) ; Balzac, 8e (561-10-60). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).

THIRD WORLD (Fr.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

LE TONNERRE ROUGE (Can.) : Action Christine, 6e (325-85-78).

LE TROUPEAU (Turc, v.o.), Studio de la Harpe, 5e (354-35-40) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

UNE SEMAINE DE VACANCES (Fr.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Haussmann, 9e (770-47-55).

YANKS (A., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

Les grandes reprises

LES AVENTURES DU CAPITAINE BLOOD (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).

BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Palais des arts, 3e (272-62-98).

BARRY LYNDON (Ang., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Calypso, 17e (380-30-11).

LE CHARME DISCRET DE LA BOURGEOISIE (Fr.) : Forum-Cinéma, 1er (297-53-74).

CHINATOWN (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).

LES DAMNES (It., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).

DELIVRANCE (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

LA DERNIERE FEMME (It., v.o.) : Palace-Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), ven., sam., dim., 20 h.

LES DIX COMMANDEMENTS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

LES ENFANTS DU CAPITAINE GRANT (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Royale, 8e (265-82-66) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LES FRAISES SAUVAGES (Suéd., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

LE GUEPARD (It., v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).

HAIR (A., v.o.) : Palais des arts, 3e (272-62-98).

HISTOIRE D'O (Fr.) : Actua-Champo, 5e (354-51-60) ; Maxéville, 9e (770-72-86).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A., v.o.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

HUIT ET DEMI (It., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (Am., v.o.) : Elysées Point Show 8e (225-67-29) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70).

JOHNNY GOT HIS GUN (Am., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).

LE JOURNAL D'UNE FEMME DE CHAMBRE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47), Parnassiens, 14e (329-83-11).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).

LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).

LOULOU (Pabst) : Marais, 4e (278-47-86).

LA MARGE (Fr.) : ABC, 2e (236-55-54) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

LE MESSAGER (Ang., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

MONTY PYTHON, SACRE GRAAL (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).

NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (It., v.o.) : Champollion, 5e (354-51-60).

LES OISEAUX (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Action La Fayette, 9e (878-80-50).

LE PARRAIN I et II (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40).

RUE DE LA HONTE (Jap., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

SCARFACE (A., v.o.) : Movies Les Halles, 1er (236-71-72) ; St-Germain-Huchette, 5e (633-79-38) ; Olympic St-Germain, 6e (222-87-23) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

TAXI DRIVER (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; v.f. : Paramount-Marivaux 2e (296-80-40) ; Paramount-Montparnasse 14e (329-90-10).

TESS (Fr.-Brit.) v. ang. : A. Bazin, 13e (337-74-39)

LE TIGRE DU BENGALE (A.), LE TOMBEAU HINDOU (A.), v.o. : Marais, 4e (278-47-86), en alternance.

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE... (A.) (**), v.o. : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).

LE TRIO INFERNAL (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90).

UNE NUIT A CASABLANCA (A.), v.o. : Studio Logos, 5e (354-26-42).

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A.), v.o. : Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

MORT A VENISE (Ang.), v.o. : Espace Gaîté, 14e (320-99-34) ; Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34).

Les séances spéciales

ACCIDENT (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

BABY CART (Jap., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).

FRITZ THE CAT (A., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 0 h. 15.

HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h. (325-95-99), 12 h. 10.

INDIA SONG (Fr.) : le Seine, 5e (325-95-99), 12 h. 10.

JANIS JOPLIN (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

JONAS QUI AURA VINGT-CINQ ANS EN L'AN 2000 (Suisse) : le Seine, 5e (325-95-99), 22 h. 15.

LENNY (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

LES NOUVEAUX MONSTRES (It., v.o.) : le Seine, 5e (325-95-99), 20 h. 10.

LES SENTIERS DE LA GLOIRE (A., v.o.) : le Seine, 5e (325-95-99), 16 h. 25.

LE TAMBOUR (All., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).

Les festivals

LES VIOLENTS D'HOLLYWOOD (v.o.), Olympic, 14e, (542-67-42) : la Captive aux yeux clairs.

HOMMAGE A PIALAT, Olympic, 14e (542-67-42) : Nous ne vieillirons pas ensemble.

FILM NOIR (v.o.), Grands-Augustins, 6e (633-22-13) : Pendez-moi haut et court.

LA FEMME DANS LE CINEMA AMERICAIN (v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50) : l'Impératrice rouge.

MARX BROTHERS (v.o.), Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : les Marx au grand magasin.

W.C. FIELDS (v.o.), Action-Christine, 6e (325-85-78) : Folles olympiques.

GRAND PAVOIS, 15e (554-46-85) (v.o.), I, 20 h. 30 : le Lauréat ; 22 h. 10 : New-York, New-York. — II, 15 h. 30 : la Fête sauvage ; 17 h. 10 : Voyage au bout de l'enfer ; 20 h. 10 : Mort sur le Nil ; 22 h. 30 : Jérémiah Johnson.

STUDIO GALANDE, 5e (542-72-71) (v.o.), 16 h. : le Syndrome chinois ; 18 h. 10 : Portier de nuit ; 20 h. 15 : Salo ; 22 h. 15 et 24 h. : Rocky Horror Picture Show.

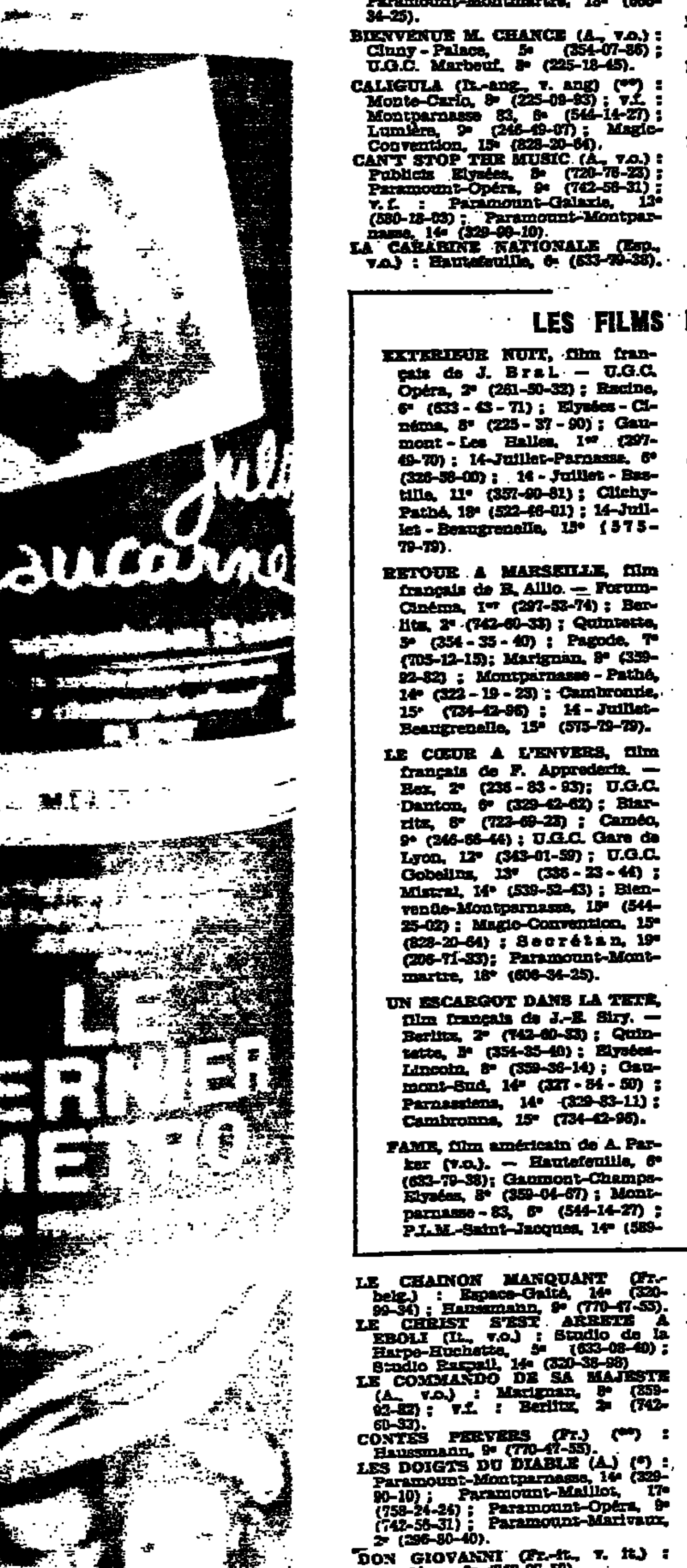
L'INDE, REVE ET REALITE (v.o.), Action République, 11e (805-51-33) : Son nom de Venise dans Calcutta désert.

CHATELET-VICTORIA, 1er (508-94-14) (v.o.), I, 16 h. 5 : le Dernier Tango à Paris ; 18 h. 5 : L'homme qui venait d'ailleurs ; 20 h. 10 : Un tramway nommé Désir ; 23 h. 15 : American Grafitti ; 18 h. 15 : Un après-midi de chien ; 20 h. 15 : Marathon Man ; 20 h. 20 : Love.

CARY GRANT (v.o), Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Chérie, je me sens rajeunir.

REGARDS SUR L'HOMOSEXUALITE (v.o.), le Seine, 5e (325-95-99) : Parlons-en.





RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 15 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h 30 Un, rue Sésame.
18 h 55 *Les Inconnus.*
19 h 10 Une minute pour les femmes.
19 h 20 *Émissions régionales.*
19 h 45 Série : Frédéric.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : « Paris au mois d'août ».
Film français de *P. Granier-Deferre* (1965), avec C. Aznavour, S. Hampshire, M. de Ré, D. Ivernel, A. Scott, E. Choureau (N.).
Sa femme et ses enfants étant partis en vacances, un vendeur à la Samaritaine a, dans le Paris désert du mois d'août, une brève aventure amoureuse avec une jeune Anglaise.
Film sentimental et populiste, d'après un roman de René Fallet. Un style faussement « nouvelle vague », des cartes postales pour touristes. Mais il y a Aznavour.
22 h 10 Médicale : La part des autres.
L'homme : sa biologie et son environnement.
23 h 10 Sports : Cyclisme.
Le Tour de l'avenir (résumé).
23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 *Jeu : Des chiffres et des lettres.*
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Magazine : Question de temps.
L'automobile : la vraie crise.
21 h 55 Série : Far-West.
Les chercheurs d'or.
22 h 40 Magazine : Première.
Le flûtiste James Galway interprète des œuvres de Marin-Marais, Bach, Kreisler, Debussy...
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Hebdo jeunes.
18 h 55 Scènes de la vie de province : Marville, en écoutant le temps qui passe.
Une émission de M. Maurice, réalisation M.-A. Horlaville.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
L'ours Paddington.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma public : « le Défroqué ».
Film français de *L. Joannon* (1954), avec P. Fresnay, P. Trabaud, N. Stéphane, M. Génïat, L. Joannon, G. Decomble, P. Faivre, G. Lannes (N., rediffusion).
Un jeune homme entre au séminaire pour remplacer, dans le sein de l'Eglise catholique, un prêtre défroqué qu'il a connu dans un camp de prisonniers en Allemagne. Mais le défroqué refuse d'être ainsi « racheté ».
Un mélodrame religieux qui traite avec une outrance au bord du ridicule les problèmes de la foi chrétienne et le thème de la communion des saints.
22 h 15 Journal.

FRANCE-CULTURE

19 h. 30, Présence des arts : Biennale d'art de Menton.
20 h., Copyright one : « Interview d'une mouette mazoutée », de M. Thomas, avec Garance ; « Un bout de ciel dans un coin de fenêtre », d'A. Blanc, avec R. Faure, A. Thomas, etc.
21 h. *L'autre scène ou les vivants et les dieux :* Les métiers de Dieu.
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, Deuxième Festival de Courchevel : « Quatuor à cordes en la mineur » (Schubert) ; « Quatuor à cordes » (*Dutilleux*) ; « Quatuor à cordes en ut mineur » (Brahms), par le Quatuor Via Nova, avec J. Mouillere et J.-P. Sabouret, violons, C. Naveau, alto et J.-M. Gamard, violoncelle.
23 h., *Les Nuits d'été :* Berlin (Mozart, Zemlinsky, Schilling, Pfitzner, Eisler, Berg, Hindemith).

Mardi 16 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 45 Croque vacances.
Dessin animé ; 13 h. 50, Bricolage (et à 14 h. 5) ; 13 h. 55, Isidore le lapin ; 14 h., Infos-magazine (le sculpteur sur bois) ; 14 h. 5, Variétés ; 14 h. 10, Calimero et la caisse de sauvetage.
14 h 15 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.
De E. Pages et O. Vigne.
14 h. 20, Mémoire en fête ; 14 h. 30, Elles en *question* ; 14 h. 45, Feuilleton : « Jean-Christophe » (L'adolescent) ; 15 h. 40, Mouloudji ; 15 h. 50, Les recettes de mon village ; 16 h. 10, A tire d'elles ; *16 h. 20*, Tout feu, tout femme ; 16 h. 30, Dossier : le désir d'entreprendre ; 17 h. 10, A vos mains ; 17 h. 20, La femme insolite ; 17 h. 25, Coup de cœur ; 17 h. 50, Variétés.
18 h TF 4.
18 h 30 Un, rue Sésame.
18 h 55 Les Inconnus.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Série : Frédéric.
20 h Journal.
20 h 30 Document : Ne me parlez pas d'amour.
De P. Breugnot, réal. D. Chegaray.
Comment, en 1980, les adolescents vivent-ils leur(s) amour(s), leur vie sexuelle ? Ils tentent loyalement de l'expliquer dans cette émission avec, pour certains, une maturité exceptionnelle qui devrait faire réfléchir leurs parents, leurs enseignants, leurs aînés en général.
22 h Caméra une première : La gardienne.
Réal. A. Ferrari, musique de Ravel. Avec L. Le Marchand, C. Rist, A.-M. Philipe...
Un jeune cinéaste à la recherche d'un écrivain disparu.
23 h 5 Sports : Cyclisme.
Le Tour de l'avenir (résumé).
23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : Alerte.
12 h 45 *Journal.*
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
Qu'en pensez-vous ? *Les événements de l'été.*
15 h Série : Moïse.
15 h 55 *Itinéraires.*
Contraste : le théâtre japonais ; Résonances : la musique jamaïcaine.
17 h 20 Fenêtre sur...
Peintres de notre temps.
Benn.
17 h 50 Récré A 2.
Les Paladins de France ; Mes mains ont la parole ; Sido Rémi ; Ces sacrés parents.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 40 Les dossiers de l'écran : « Collision ».
Téléfilm de L. Woodhead. Avec A. Sher, N. Brimble, D. Beames...
Histoire vraie de l'accident survenu le 10 septembre 1976 entre un Trident de la British Airways et un DC-9 yougoslave. Evocation du procès qui a suivi cette catastrophe, qui fit cent soixante-treize morts.
22 h Débat : Les encombrements du ciel.
Avec MM. P. Vuilleret, président de l'Association professionnelle de la circulation aérienne, Venet, président du Syndicat national des pilotes de ligne.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps.
18 h 55 Scènes de la vie de province : Au loin la ville... Thiers.
Réalisation J.-M. Venutl.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
L'ours Paddington.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma (cycle les grands westerns) : « Les Comancheros ».
Film américain de M. Curtiz (1961), avec J. Wayne, S. Whitman, I. Balin, L. Marvin, N. Persoff, B. Cabot, J. O'Brien, E. Buchanan (rediffusion).
En 1843, un joueur qui a tué un homme en duel va combattre, aux côtés d'un membre des Texas Rangers qui était chargé de l'arrêter, des renégats blancs pactisant avec les Comanches.
Le dernier film de Michael Curtiz. Un western bien traditionnel avec méchants Indiens, défenseurs de la loi et scènes spectaculaires. Et John Wayne en héros.
22 h 10 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Colportage : En Périgord.
8 h., Les chemins de la connaissance : Les langages de l'espace ; à 8 h. 32, Les puritains : puritanisme et capital.
8 h. 50, Les miroirs du songe.
9 h. 7, La matinée des autres : La « modernisme » et l'avenir de la tradition en pays Senoufo.
10 h. 45, Un quart d'heure avec... Max-Pol Fouchet.
11 h. 2, Musiques actuelles : Nice-Côte d'Azur 1980 (et à 17 h. 32).
12 h. 5, Nous tous chacun : *Le R.P. Philippe.*
12 h. 45, Panorama : Actualité de la province.
13 h. 30, Libre parcours variétés : La chanteuse turque Toulai.
14 h. 5, Un livre, des voix : « Le voilier qui
14 h. 5, Un livre, des voix : « Le voilier qui perd la tête », d'H. Queffelec.
14 h. 47, Magazine international.
16 h. 50, Actualité : La cybernétique en *1980.*
18 h. 30, Feuilleton : « Le théâtre Chichois », de *M. Chevit.*
19 h. 30, Sciences : Les nouvelles images.
20 h., *Dialogues franco-danois :* « Histoire et mentalités collectives », avec Per Stig Moller et Pierre Chaunu.
21 h. 15, Musiques de notre temps : Chostakovitch.
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Œuvres de : Monteverdi, Titelouze, Gesualdo, Tartini, Monteverdi ; 8 h. 35, Kiosque ; 9 h. 30, La société de l'orchestre (Beethoven, Wagner, Debussy, Messiaen, Stockhausen, Levinas, Malec).
11 h. 30, Concert : Œuvres de Bach, Stravinski, Mozart et Dvorak, par les Chœurs (dir. H. Schernus) et l'Orchestre symphonique de *la Radio de Cologne* (dir. L. Foster), avec A. Brendel, piano ; 13 h. 5, Jazz.
14 h., Electro and Cie : les nouvelles lutheries électroacoustiques (Kessler, Stockhausen) ; 15 h., Nouveaux instruments, nouvelles pensées (Bach, Beethoven, Ravel, Stockhausen).
17 h. 30, Concert : Œuvres de K. Sato, Ton That Tiet, Schwarz et Ferrari, par l'Ensemble instrumental du Nouvel Orchestre philharmonique, dir. A. Savouret, avec M.-F. Bucquet, piano, E. Chojnacka, clavecin, A. Ripoche, cor anglais et le dispositif électroacoustique du G.R.M. ; 19 h. 5, Kiosque ; 20 h., Avant-concert.
20 h. 30, Festival estival de Paris (en direct de l'église Saint-Etienne-du-Mont) : Œuvres de Nivers, Brossard, Fiocco et J.-S. Bach, par l'Ensemble Nuove Musiche.
22 h., Cycle acousmatique : « Une saison en enfer », d'après Rimbaud, avec H. Garetti, soprano, C. Roque-Alsina, piano, J.-P. Drouet, percussions et une soliste de la Maîtrise des *Chœurs de Radio-France.*
23 h., Les Nuits d'été : Berlin, la philharmonie et les chefs (Beethoven, Berlioz, Glück, Mozart, Stravinski, Wagner, Prokofiev).

VU

Des « permissionnaires » bien tranquilles

Après l'avoir fait mariner deux ans, Antenne 2 *s'était enfin décidée à diffuser, dimanche 14 septembre, à 22 heures, l'excellente enquête de Georges Arnaud et Roger Kahane sur « Les détenus permissionnaires ». Diffusion tardive, donc, à tous égards.*

Ces détenus n'ont pas, première surprise, la tête de l'emploi. On les prendrait en auto-stop car, contrairement à ce qu'ils croient, on ne lit pas « prison » sur leur visage blanc. On y lit plutôt une détresse pudique, le malaise d'un éberluement devant la liberté.

Que font-ils, ces condamnés, des quelques heures de parenthèse qu'on leur accordait, à l'époque plus généreusement qu'aujourd'hui ? A en croire la rumeur et les autorités, ils en profitent pour commettre des délits, voire des crimes. En fait, les échecs sont peu nombreux (0,3 %), mais c'est d'eux, en général que l'on parle. L'enquête d'Antenne 2 a eu le mérite de nous parler des 99,7 % de cas de réussite.

Ils font ce que tout le monde ferait à leur place : ils courent se réfugier dans leur famille, embrasser parents, enfants, frères et sœurs. Ils se précipitent vers les magasins de chaussures et de vêtements, comme pour changer de peau. Ils se promènent dans les rues.

Mais, toujours, il faudra revenir au bercail pénitentiaire. Epreuve « horrible », « poignante », « insupportable », mais obligatoire si l'on veut que la libération — définitive — ne tarde pas trop.

Utile, inutile ? Il s'agit, dit un détenu, de « renouer les deux tronçons de vie », de préparer la réinsertion future. Noble dessein qui permet, aussi, de maintenir l'ordre dans les prisons : la promesse d'une permission est l'assurance d'une bonne tenue. La permission-carotte...

Réalisée il y a deux ans, l'émission a été dépassée par l'actualité. Le ministre de la justice a, depuis 1978, fait durcir le régime de ces permissions. Son projet de loi « sécurité et liberté » est à l'opposé de la politique pénitentiaire qu'elles symbolisaient. On ne pouvait s'empêcher, dimanche, en assistant au retour d'un détenu embrassant ses enfants avant de franchir la porte de la prison de Lyon, et en ignorant le méfait qu'il avait commis, d'éprouver de la commisération pour ces bambins au père épisodique, comme s'ils avaient été eux-mêmes condamnés.

BRUNO FRAPPAT.

SUR ANTENNE 2

Des vues de l'étranger

Antenne 2 annonce une série de *magazines d'information* consacrés aux pays de l'Est. M. Jean-Pierre Elkabbach, directeur de l'information de cette chaîne, a précisé au cours d'une conférence de presse que le journal de 20 heures du 16 septembre devrait être diffusé en direct de Varsovie. D'autre part, le 25 septembre, Antenne 2 Midi présentera des images de la Hongrie. Deux grandes émissions sont prévues sur l'Union soviétique, et un document inédit sur l'Albanie est en cours de montage (c'est la première fois depuis dix ans qu'une chaîne de télévision occidentale est autorisée à entrer dans ce pays).

D'autres opérations à l'étranger sont programmées : aux Etats-Unis pour l'élection présidentielle, en R.F.A., en Chine, au Japon et en Amérique latine.

Un numéro spécial du magazine « Question de temps », réalisé en collaboration avec Europe 1 à la suite d'un « tour du monde du nucléaire » effectué par quatre parlementaires, sera diffusé le lundi 29 septembre : MM. Bernard Deschamps, député du Gard (P.C.) ; Pierre Messmer, député de la Moselle (R.P.R.) ; Arthur Paecht, député du Var (U.D.F.) et Paul Quilès, député de Paris (P.S.) évoqueront les visites qu'ils viennent d'effectuer et compareront les surrégénérateurs anglais, américains et japonais. De la même façon, pour l'élection présidentielle en France, Antenne 2 et Europe 1, à partir de janvier, s'associeront pour certaines opérations.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 16 SEPTEMBRE

— *M. Jean-Philippe Lecat*, ministre de la culture et de la communication, est l'invité du journal d'Antenne 2, à 13 heures.

— *M. Christian Beullac*, ministre de l'éducation, est l'invité d'Ivan Levaï sur Europe 1, à 8 h. 35.

CARNET

Naissances

— Alain et Christine CADIX, Guillaume et Arnaud ont la joie d'annoncer la naissance de

Olivier,

le *28 juillet 1980.*
Le Mée-sur-Seine (Seine-et-Marne).

— M. Pierre MASSARDIER et Mme, née Anne Delhoume, ont la joie d'annoncer la naissance de

Sophie,

le 4 septembre 1980.
10, avenue *Foch*, 78670 Villennes.

Fiançailles

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de

Miss Sarah *Louise* TOMKINS,

fille de Sir Edward Tomkins,
et de lady Tomkins,
née Gillian Benson,

avec

M. François MARCHAL,

fils de M. Alfred Marchal
et de Mme,
née Solange de Labouchere.

Décès

— Litza Bain, ses enfants, sa famille et ses amis ont la douleur de faire part du décès de

François BAIN,

survenu *brutalement* le 7 septembre 1980.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Jabron (Var).
18, rue André-Antoine, Paris (18e).

— Mme Emile Contesso,
Le docteur Geneviève Contesso,
M. Bernard Contesso,
M. et Mme Philippe Contesso,
Olivier et Dominique Contesso,
Sophie et Guillaume Contesso,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile CONTESSO,

ingénieur des Arts et Manufactures, leur époux, père et grand-père, survenu le 5 septembre 1980, à l'âge de soixante-dix-huit ans, à Saint-Martin-Vésubie.
La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, en l'église de Saint-Martin-Vésubie, le 8 septembre, et suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.
Une messe sera célébrée à son intention le samedi 4 octobre, à 10 heures, en l'église Notre-Dame de *Cimiez, à Nice.*
Chalet Lydwine,
06450 Saint-Martin-Vésubie.
10, avenue Brown-Sequart,
06000 Nice.
14, rue du Capitaine-Ménard,
75015 Paris.
8, rue Saint-Jean-Baptiste-de-la Salle, *75006 Paris.*

— Le professeur et Mme Gilbert Gadoffre,
M. Pierre Gadoffre,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme François GADOFFRE,

née Madeleine Marguerite Darmet, leur mère et belle-fille, rappelée à Dieu le 11 septembre 1980, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.
La cérémonie religieuse et les obsèques ont eu lieu à Versailles dans la plus stricte intimité.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
4, rue des Princes,
92100 Boulogne-sur-Seine.
40, avenue des Etats-Unis,
78000 Versailles.

— M. et Mme Stellio Gobrait et leurs enfants,
Et toute la famille,
font part du décès de

Mme Maadi GOBRAY,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance,
médaille de la France libre,
médaille d'honneur
du service de santé,
Mérite social,
infirmière principale
de 2e classe en retraite,
sous-lieutenant auxiliaire féminine
de l'armée de terre
(service de santé des F.F.L.),

survenu à Paris, à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, le 10 septembre 1980.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 17 septembre 1980, à 10 h. 30, en la chapelle du Val-de-Grâce, où l'on se réunira.
L'inhumation aura lieu au cimetière de Bagneux-Parisien.
Ni fleurs ni couronnes.

3, rue Pierre-Gaubert,
49000 Angers.

— Le docteur Arnaud Marty Lavauzelle, président *de l'Association* pour l'étude des problèmes de la naissance, et les membres de l'Association, ont le regret d'annoncer la mort de leur collaboratrice et amie,

Alix RIST,

à Paris, le 7 août 1980.

Anniversaires

— Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de

Daniel BOULOC
et Henriette FLON,

une pieuse pensée est demandée à tous ceux qui restent fidèles à leur souvenir, en union avec la messe qui sera célébrée à leur intention le dimanche 21 septembre, à 18 h. 30, en l'église *Saint-Louis de* Fontainebleau, à laquelle sera associé le souvenir de

Henry FLON,

leur beau-père et père, décédé le 18 *juin* 1980.

— Pour le dixième anniversaire de la mort de

M. Albert CHALOM,

une pensée est demandée auprès de *ses nombreux amis.*

Avis de messe

— Une messe à *la mémoire* de

Gaston BONHEUR

sera dite le mardi 16 septembre, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, à Paris.

— Une messe pour le

le Père Raymond PUECH, s.j.,

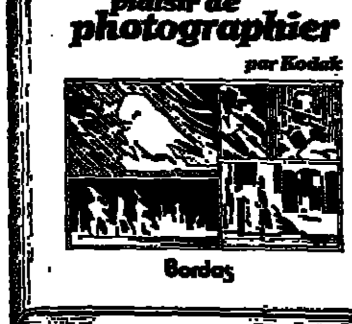
décédé le 17 juillet, sera célébrée le vendredi 19 septembre, à 19 heures, dans la chapelle de l'école Saint-*Louis-de-Gonzague*, 12, *rue* Franklin, 75016 Paris.

Bienfaisance

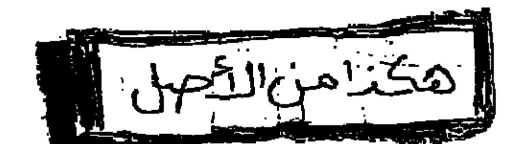
— Le service V.R.H. (Volontaires pour enfants handicapés), qui fait *partie de* la *Fondation* Claude-Pompidou, recherche des bénévoles, hommes ou femmes, jeunes (à partir de dix-huit ans) ou *moins* jeunes disposant d'un minimum de trois heures par semaine ou par quinzaine, matin, après-midi ou soir, en semaine ou pendant le week-end. *L'action* des volontaires consiste à garder au domicile de la famille un enfant handicapé physique ou mental, ou à l'accompagner dans un centre de rééducation, afin de procurer à sa mère quelques moments de détente. Au début d'octobre, une session de formation (six conférences réparties sur un *mois*, l'après-midi ou le soir) aidera les volontaires à prendre conscience des problèmes auxquels ils pourraient avoir à faire face. Tél. : 508-45-15.

Communications diverses

— Nane Stern invite à venir voir les dessins à la plume d'Elzbieta *Violet du 18 septembre* au *18 octobre*, tous les jours de 15 heures à 20 h. 30, 25, avenue de Tourville, Paris (7e). Tél. : 705-08-46. P.S. du 23 septembre au 1er octobre : huit soirées de musique à 19 heures, programme à la galerie, piano Bösendorfer.







Le Monde

ECONOMIE

Le groupe Fiat se porte mieux que ses voitures

Le groupe Fiat a annoncé le 8 septembre qu'il était contraint de supprimer d'ici à la fin 1981 de douze mille à quinze mille emplois dans la production d'automobiles, afin d'adapter sa production au marché. Quelle est la situation du groupe dans *son ensemble* ?

QUAND Fiat éternue, l'Italie ne s'alite pas, elle s'enfièvre. On le voit bien depuis la fin du printemps : Fiat, *d'enfant chéri*, est en train de devenir « celui par qui le scandale arrive ». Première anicroche : l'annonce en mai de plusieurs journées de chômage partiel touchant quelque 78 000 salariés. *Fiat malade de l'automobile*, on s'en doutait, mais ce n'était jusque-là que soupçons. Cette fois, la preuve s'étalait, renforcée, quelques semaines plus tard, par la publication des résultats négatifs de sa branche automobile... pour la première fois depuis la guerre ! Frémissement d'angoisse.

Pendant l'été, deux nouveaux *indices : M. Umberto Agnelli* s'écartait de la gestion directe du groupe et déclarait, sibyllin, que Fiat avait pris langue avec des groupes étrangers... Les rumeurs repartaient aussitôt bon train. Peugeot ? Renault ? Et pour quoi faire ? Les intéressés, manifestement surpris, niaient avec embarras. Et puis, à la rentrée, le coup de grâce : 14 000 licenciements d'ici à la fin de 1981, un plan draconien de redressement : augmentation de la productivité, réduction des capacités de production, investissements massifs, etc.

Cette fois l'affaire a pris un tour plus grave. Les conditions d'une véritable épreuve de force entre la direction, les syndicats et le gouvernement, semblent réunies. Chacun a, d'ores et déjà, posé ses conditions, lancé des menaces. Fiat joue-t-il réellement son avenir, les syndicats leur crédibilité et le gouvernement sa survie ? Ou s'agit-il, plus simplement, de tirer un maximum du fonds de soutien aux entreprises en difficulté sur le point d'être voté ? Accessoirement aussi de s'opposer *in extremis* au projet de rachat d'Alfa Roméo par le Japonais Nissan auquel Fiat, à son grand dam, n'est pas parvenu *jusqu'ici* à faire pièce ? Il y a sans doute un peu de tout cela dans le « drame à l'italienne » qui se joue depuis une semaine à Turin. Il montre, si besoin était, la *place extraordinaire* que tient le groupe automobile dans la vie publique italienne.

L'« *hydre de Turin* » est loin d'être « *toute* » l'industrie italienne. Dans les chiffres officiels, elle pèse quand même bon poids : 5,67 % du P.N.B., 8 % à 9 % des exportations de produits manufacturés, 2 % de la population active salariée et 4,4 % des salariés de l'industrie, le double avec ses sous-traitants. Elle pèse encore beaucoup plus sur le Piémont, cette Prusse italienne, austère et enfumée, qui lui doit 10 % de son *activité et 21 % des salariés de son* industrie.

Fiat, c'est surtout cinq grands secteurs de l'industrie où il règne presque tout-puissant en Italie, et où sa place est prépondérante en Europe : l'automobile et les véhicules industriels, bien sûr, avec respectivement 88 % et 100 % de la production nationale et le second rang européen, mais aussi les tracteurs agricoles (50 % de la production italienne, numéro un en Europe), les engins de travaux publics — Fiat est le seul groupe européen à *pouvoir tenir tête aux géants américains* — et la machine-outil, où il réalise un bon quart du chiffre d'affaires de la branche.

C'est aussi une bonne demi-douzaines d'activités satellites, mais pas plus négligeables : composants automobiles (7 milliards de lires de chiffre d'affaires dont 50 % hors du groupe), génie civil et ingénierie (l'un des tout premiers Européens), sidérurgie, énergie, matériel ferroviaire, *tourisme et transports*.

Fiat « englué », « rongé », « embourbé », on l'a beaucoup écrit. Trop peut-être. Malade ? C'est certain, mais pas encore gangrené. Un seul de ses membres, *le plus gros il est vrai, souffre véritablement*. Le reste, encore très largement sain, n'en constitue pas moins l'un des groupes les plus solides de la péninsule, le premier en Europe du secteur automobile, au sens large, par le chiffre d'affaires (15 056 milliards de lires).

C'est un fait, depuis cinq ans rien ne va plus dans la branche automobile, première par le chiffre d'affaires (7 052 milliards de lires), les effectifs (150 000 employés), et, depuis peu, le déficit (97,2 milliards de lires, soit environ 470 millions de francs !). *Après avoir à peu près supporté* la crise de 1973, Fiat, depuis lors, n'a cessé de perdre du terrain. En Italie, tout d'abord, où, de 63 % en 1973, sa part du marché automobile est tombée à 51 % en 1979, tandis que sa production diminuait de 18,7 %, passant de 1,6 à 1,3 millions de voitures. En Europe ensuite, où ses ventes ont régressé presque partout, perdant au total un point et demi du marché (de 1969 à 1977). Dans le monde, enfin, ce n'est plus très brillant : le groupe italien vient de renoncer à accroître sa participation dans le capital de Seat, sa filiale espagnole, incurablement déficitaire, et continue d'engloutir des fortunes dans le « gouffre » de sa gigantesque filiale brésilienne.

Les raisons ? La dégradation du climat social arrive bien entendu au premier rang. Phare social, 3 millions de journées perdues en 1979 et 200 000 véhicules, près de deux mois de production ! Et cela dure depuis bientôt dix ans !

VERONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 26.)

Le rapport annuel du F.M.I.

Une situation monétaire sensiblement modifiée

L'assemblée générale du Fonds monétaire et de la *Banque mondiale se tiendra* à Washington du 30 septembre au 3 octobre. Le rapport annuel du F.M.I., qui vient d'être rendu public, estime que l'inflation est le facteur le plus dangereux de la situation actuelle.

SI les grands thèmes en sont, hélas ! familiers (inflation, menace d'une récession « *véritable* », aggravation probable du chômage), le rapport annuel du Fonds monétaire présente, de la situation économique et financière du monde, un tableau sensiblement différent de celui auquel on s'était habitué. Le contraste est particulièrement accusé en ce qui concerne l'évolution des balances de paiements. C'est à un formidable renversement qu'on *a assisté dans* ce domaine depuis le début de 1979. Le *tableau* ci-dessous donne par grands groupes de pays les prévisions du F.M.I. pour 1980, *comparées aux chiffres des deux* années précédentes et à ceux de 1974.

Ces estimations globales ne sont pas *inédites*. Elles montrent que cette année le déficit d'ensemble des pays industrialisés sera considérablement plus élevé qu'en 1974 (multiplié par 4,5), tandis que le surplus attendu de *l'OPEP et le déficit des pays en* voie de développement devraient respectivement se trouver à peu près doublés. Mais ces statistiques globales auraient en tout cas peu d'intérêt et seraient même *tout à fait trompeuses si on ne* les complétaient pas par une analyse pays par pays. Ici, apparaît, notamment à l'intérieur du groupe des pays industrialisés, le retournement presque complet de *situation. Deux pays ont vu leur* balance des paiements « se détériorer » considérablement, au point qu'ils sont aujourd'hui, avec l'Italie, les principaux « responsables » du déficit d'ensemble du monde développé. Il s'agit de la R.F.A. et du Japon. Simultanément, la balance des paiements américains s'est redressée, « *malgré une facture pétrolière en forte augmentation* », ajoutaient les auteurs du rapport. Ceux-ci s'étaient aussi sentis obligés de noter au passage qu'en 1974, c'est-à-dire au cours de l'année consécutive au premier « choc pétrolier », l'Allemagne, qui était déjà à l'époque (au contraire des Etats-Unis) un gros importateur de pétrole, avait connu un excédent record de sa balance des paiements courants. *Plutôt que de considérer* ces faits comme des contradictions ou des anomalies, ne conviendrait-il pas plutôt d'y voir la présomption du caractère arbitraire de l'hypothèse générale qui sous-entend le raisonnement des experts, à savoir que le renchérissement du pétrole est à la source des plus graves *déséquilibres* ?

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 26.)

SOLDE DES BALANCES DE PAIEMENT COURANTS
(en milliards de dollars)

	1974	1978	1979	1980
Pays industrialisés	— 11,6	33,4	— 9,8	— 50
Pays en voie de développement .				
Pays exportateurs de pétrole ...	67,8	5	68,4	115
Pays non exportateurs de pétrole	— 36,9	— 35,8	— 52,9	— 70

Un refus très sélectif ... de la sélectivité

EN donnant un champ très large à l'importante mesure d'incitation à l'investissement qu'il vient d'annoncer à l'occasion *de la présentation* de la loi de finances, le gouvernement a rompu avec éclat avec la doctrine dite de la « sélectivité », assez largement discréditée sur le plan théorique *(notamment auprès des milieux* officiels) depuis une bonne dizaine d'années, mais encore largement pratiquée. Toutes les entreprises, qu'elles soient industrielles, commerciales ou artisa*nales, à condition d'être impo*sées sur leurs bénéfices déclarés (et non pas au forfait), pourront pendant cinq ans, à dater du 1er octobre, déduire 10 % du montant de leurs investissements. Les seules exceptions concernent les banques, les assurances et le secteur immobilier. Aucune discrimination n'est introduite non plus quant à la nature ou à la destination des investissements. Pas question de favoriser la création de tel ou tel capital fixe (l'équipement en machines par rapport à l'aménagement des locaux, par exemple) ni de distinguer entre ceux qui sont ou non créateurs d'emplois, qui sont ou non tournés vers les activités d'exportation, etc.

En dehors des justifications qu'on pourrait lui donner sur le plan de la théorie économique (la régulation par la marché ne peut être que globale, a naguère rappelé... M. Michel Rocard), le refus de la sélecti*vité procède d'une idée simple* : les chefs d'entreprise sont les mieux placés pour savoir de quels investissements ils ont besoin ; s'ils sont faillibles, on peut penser que l'Etat, qui juge de haut et sans *responsabilité* directe, l'est encore davantage.

A supposer qu'on accepte ce postulat, ce qui paraît raisonnable, on est alors conduit à se demander si le gouvernement est allé assez loin dans sa démarche. Par définition, tout avantage consenti sous condition est discriminatoire. Pourquoi chercher systématiquement à « récompenser » par une substantielle déduction fiscale les entreprises qui ont le « mérite » d'investir ? Le mérite n'a pas grand-chose à faire dans cette affaire. On peut imaginer des cas où le chef d'entreprise qu'on doit féliciter est celui qui, au lieu d'engager de nouvelles dépenses, obtient le même résultat en tirant mieux parti des installations dont il dispose.

La vérité est que, pour des raisons qui ne sont pas toutes mauvaises, le gouvernement voulait favoriser par une nouvelle *mesure* les *entreprises. A partir* du moment où il décidait de leur accorder un avantage durable, n'aurait-il pas été plus conforme à sa propre logique d'abaisser le taux de l'impôt sur *les bénéfices des sociétés. Poli*tiquement aussi, une telle méthode aurait été préférable : elle aurait rendu le débat plus clair.

P. F.

POINT DE VUE

Renverser une politique antifamiliale

par CHRISTIAN BORROMÉE

Le projet de budget comporte une importante disposition *en faveur des familles* : l'octroi d'une demi-part supplémentaire au-delà du troisième enfant pour le calcul du quotient familial. Elles en avaient bien besoin. C'est un véritable climat antifamilial qui s'est développé au cours de ces dernières années. La loi de finance 1981 va-t-elle renverser le courant ?

LA politique adoptée vis-à-vis des familles va de la maternité de l'hôpital à l'aide à l'enfant par les allocations, en passant par la reconnaissance du *fait familial* par la fiscalité, le logement, les transports, la scolarité, l'enseignement supérieur et la vie sociale en général.

Or dans tous ces domaines, consciemment ou non, volontairement ou non, tout s'est passé depuis quelques années comme si l'on avait voulu mettre en œuvre une politique antifamiliale. Il faut le savoir, ne serait-ce que pour pouvoir mieux renverser globalement cette tendance.

N'est-il pas scandaleux qu'à l'époque des services de réanimation stériles on soit obligé de fermer des maternités où, au dire de leurs responsables mêmes, les conditions élémentaires d'hygiène n'étaient pas toutes respectées ? Il faut des maternités propres, repeintes, sans parturientes ou accouchées dans les couloirs ou dans les chambres surchargées, et un personnel suffisant pour ne pas faire attendre, de la première visite à l'accouchement... ce qui ne peut attendre. Or nous en sommes très loin. Comme nous étions loin du bon sens quand certaines radios, qui pouvaient être dangereuses, étaient exigées des femmes enceintes sous peine de perdre certaines allocations !

L'aide à l'enfant. Il y a vingt ans, les caisses d'allocations familiales publiaient au dos de leurs bordereaux de versement les droits pécuniaires des familles. Vous saviez combien vous toucheriez avec trois enfants, jusqu'à quel âge, etc. Depuis, notamment, la suppression pour certains de l'« allocation de salaire unique », les choses ont changé. Il y a actuellement huit « allocations » sous conditions de ressources. Ni le montant des ressources ni le montant de ces allocations ne sont indiqués aux familles. Celles-ci doivent, en revanche, déclarer aux caisses leurs revenus sans savoir si elles auront droit, ou non, à l'une de ces allocations. Or la déclaration à « produire » est beaucoup trop complexe. Une seule solution : la copie pure et simple du chiffre imposable arrondi retenu par l'administration fiscale. Cessons de demander à de jeunes ménages dont les ressources sont supposées faibles (allocations plafonnées) s'ils ont bénéficié de pensions et de retraites (ligne G), de rentes viagères et autres revenus imposables (ligne J de l'imprimé de la caisse d'allocations) ! Cessons aussi de penser que ce puisse être autre chose qu'ubuesque ! Personne n'y comprend plus rien, et surtout plus les familles, qui ignorent leurs droits et ne peuvent faire de budget. Le décalage entre les allocations versées et les revenus-plafonds est une autre source d'injustice, etc. La complexité du système aboutirait, d'après certains, à ce que l'aide personnalisée au logement ne soit versée qu'à 0,6 % des familles. Certaines allocations récemment décidées seront différenciées... selon la profession — au sens fiscal du terme — des parents !

Les plafonds de ressources n'évoluent d'ailleurs pas strictement en ligne avec l'inflation et les allocations plafonnées concernent ainsi chaque année un plus petit nombre de familles. Le plafonnement crée par ailleurs des sautes de ressources très importantes par rapport au total des revenus. On arrive dans certains cas à un pourcentage plus élevé que celui de la tranche la plus élevée de la surtaxe progressive ! Un franc de gagné de plus, 700 à 1 000 francs d'allocations de moins par mois qu'il faut regagner... après avoir payé l'impôt direct.

Un luxe taxable et taxé !

Nous ne faisons qu'évoquer le pouvoir d'achat en peau de chagrin de ce qui reste des allocations familiales non plafonnées. Tout le monde le sait.

Dans le domaine fiscal, retenons d'abord l'augmentation des impôts sur le logement et la vie familiale : taxe d'habitation, taxe des ordures et taxe foncière. L'augmentation, considérable depuis dix ans, de plusieurs centaines de pour cents de ces taxes indépendantes des revenus et des situations de famille, hors une réduction de pure forme sur la taxe d'habitation, frappe avant tout les familles : quel luxe, le vrai luxe, le seul luxe d'avoir une chambre pour deux enfants jeunes et au moins deux chambres pour trois, trois pour quatre, quatre pour cinq enfants faisant des études ! Voilà le luxe taxable et taxé.

Le quotient familial, qui n'est ni une exemption ni une disposition destinée à favoriser une catégorie de contribuables, mais fait partie intégrante de notre système de surtaxe progressive, a été à tort remis en cause. Il ne donne d'ailleurs qu'une demi-part par enfant, sauf à partir du cinquième, et peut-être du troisième si le projet, tout récent, du gouvernement est adopté. On a voté, il y a quelques années, son plafonnement. Ce faisant, on a augmenté l'imposition des pères de famille ayant des revenus « déclarés » élevés, mais pas celle de ceux qui n'avaient pas d'enfants. Il fallait relever l'imposition de tous les revenus élevés, mais ne pas pénaliser uniquement les pères de famille dans une certaine tranche de revenu. La hausse des prix aidant, et Dieu sait si elle « aide » en ce moment, le *quotient* familial sera bientôt entamé pour un plus grand nombre de famille.

Afin d'égaliser les déductions à des niveaux de revenus faibles, une déduction forfaitaire devrait apporter, automatiquement, une correction favorable à ces assujettis.

En outre, de nombreux avantages fiscaux, de véritables avantages, ont été accordés ces dernières années sans tenir compte du nombre d'enfants : plafond de ressources unique pour la déduction de 3 000 francs des revenus d'action, prélèvement libératoire, taxes proportionnelles sur les plus-values, etc. La déduction pour investissements bloque par ailleurs les avoirs familiaux, alors que l'essence même des valeurs mobilières est d'être disponibles et que les familles subissent les aléas de l'existence... d'autant plus qu'elles sont plus nombreuses. Tous ces avantages fiscaux indépendants du nombre d'enfants sont doublés pour deux célibataires vivant ensemble. Ce qui représente entre ces dernières personnes et une famille de quatre enfants une différence au détriment de la famille de 1 à 12.

Dans le domaine du logement, le fait que nous en soyons revenus à une crise est dramatique pour les familles. Devant l'avenir, le couple se pose d'abord le problème du logement. Le chiffre du salaire nécessaire pour se loger à Paris devient ridicule. Un ensemble de mesures draconiennes, dans le domaine des achats par les non-résidents, par exemple, doit être pris d'urgence. L'aide au logement des familles, directement par des allocations, sous forme de prêts à toutes les familles et sous forme de toute mesure imaginable nous sont aujourd'hui commandées par une nécessité impérieuse.

(Lire la suite page 26.)

Comment aider l'Afrique

Ce que peut faire l'OPEP

par NICOLAS SARKIS (*)

Parmi les pays les plus pauvres du monde figurent les pays non producteurs de pétrole de l'Afrique. Peuvent-*ils compter* sur l'OPEP pour se tirer d'affaire ? *Celle-ci* n'est pas loin de eur répondre : « Aide-toi toi-même. »

SIX pays seulement : le Nigeria, la Libye, l'Algérie, l'Egypte, le Gabon et l'Angola ont assuré l'année dernière 96,8 % de la production pétrolière en Afrique. En dehors de ces pays grands producteurs, on constate que la hausse des prix du pétrole depuis 1973 a permis d'intensifier les efforts de prospection et de développement, en Afrique occidentale notamment, où l'on a enregistré une croissance rapide de la production au Cameroun, au Ghana, au Congo et au Zaïre, ainsi que des promesses de production en Côte-d'Ivoire et au Bénin. La production en Angola a repris un cours ascendant, tandis que l'exploration se poursuit dans certains autres pays comme le Sénégal, le Togo, le Soudan, la Mauritanie, la *Guinée et* Madagascar.

A côté des pays producteurs, les autres pays africains non producteurs de pétrole font face depuis six ans à une forte augmentation des prix de leurs approvisionnements pétroliers. Le coût de leurs ravitaillements en pétrole brut (à l'exception de l'Afrique du Sud) est passé d'environ 700 millions de dollars en 1973 à près de 6 milliards de dollars en 1979. Ce fardeau financier a été ressenti d'autant plus vivement par les pays africains importateurs de pétrole qu'il s'est ajouté, pour la plupart d'entre eux, aux effets dévastateurs de la sécheresse (voir l'article ci-contre), de l'inflation mondiale et de tout le cortège des autres problèmes posés par la lutte contre le sous-développement économique.

Activité de forage dérisoire

Pour ce qui est du ravitaillement énergétique en particulier, les solutions possibles à une telle situation résident moins dans l'aide internationale (dont notamment celle de l'OPEP) ou dans des prix préférentiels pouvant être accordés par les pays exportateurs de pétrole, que dans tout un ensemble de mesures que les pays africains ont d'ailleurs commencé à mettre en œuvre, et qui peuvent être résumées dans les points suivants :

1) Intensification de l'exploration pétrolière.

Pendant les deux dernières décennies les dépenses d'exploration pétrolière sur l'ensemble du continent africain n'ont pas dépassé 8,9 % des dépenses d'exploration dans le monde (en dehors de la Chine, de l'U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est), *contre* 53,2 % aux Etats-Unis, 11,76 % au Canada *et 8,28 % en Extrême-Orient.* Il s'agit là d'une part d'autant plus *dérisoire* que *la superficie* du continent africain est plus de trois fois supérieure à celle des *Etats-Unis* et *que certaines zones* africaines à terre et en mer sont classées parmi *les plus* prometteuses du monde sur le plan des probabilités des découvertes pétrolières.

Aussi, à côté de ses effets négatifs pour certains pays africains, la crise de l'énergie a eu pour conséquence un regain d'intérêt pour ces pays et une forte poussée des activités de prospection, avec des résultats souvent encourageants, au cours des dernières années. La poursuite et l'intensification de ces activités dépendent des sociétés étrangères pouvant apporter leur expérience et leurs capitaux. Elles dépendent aussi très largement des moyens que les pays d'Afrique eux-mêmes peuvent mettre en œuvre pour attirer ces sociétés (définition d'une politique de prospection, encouragement des investissements étrangers, diversification des rapports avec les *sociétés et les pays étrangers* intéressés), etc.

Beaucoup reste à faire dans ce domaine. S'il est vrai, en effet qu'au cours de la période 1975-1979 les nouvelles concessions pétrolières accordées en Afrique aux vingt principales sociétés pétrolières ont totalisé 3,4 millions de kilomètres carrés, soit 52,3 % des concessions accordées *dans le monde au cours* de la même période, il n'en demeure *pas moins* que le nombre de puits d'exploration forés reste *ridiculement* bas. Au cours des dernières années, ce nombre a *oscillé entre deux cents et deux* cent dix, soit près de 1,5 % du *nombre total de puits forés dans* le monde.

2) Raffinage et ravitaillement. *Pour les pays africains comme* pour les autres pays du tiers-*monde* importateurs de pétrole, le développement de l'industrie nationale du raffinage se présente *a priori* comme un moyen de répondre aux deux objectifs majeurs suivants :

a) Assurer la « sécurité », au *sens le plus large de ce terme*, de leurs approvisionnements *énergétiques*,

b) Se doter du *maillon* central de la filière des industries de *transformation du pétrole brut* pour bénéficier de la valeur *ajoutée procurée par le raffinage*, ainsi que des effets induits de *l'industrie du raffinage sur* l'ensemble de l'économie nationale.

En ce début des années 80, les deux *objectifs* susmentionnés prennent un relief particulier à la lumière de la crise de l'énergie et de ses effets sur les prix et les ravitaillements. A première vue, le ravitaillement des pays africains non producteurs de pétrole se présente dans des conditions de plus en plus coûteuses. Certains pays africains se plaignent surtout du *fait* que l'engagement pris par l'OPEP de garantir leur *approvisionnement en pétrole se* heurte en pratique à des difficultés considérables, étant donné que l'OPEP, en tant qu'organisation, ne vend pas du pétrole, et que la mise en application de ses décisions dépend de chacun des pays membres. Il s'agit effectivement là d'un problème qui s'est fait sentir pendant la crise de 1979 et qu'il *s'agit* de régler dans le cadre de négociations directes entre les pays de l'OPEP et les pays africains concernés. Il n'en reste pas *moins* que les pays africains (ou du moins certains d'entre eux) sont aujourd'hui capables de tirer en quelque sorte leur force de leur faiblesse même, en se prévalant précisément de leur situation de pays en voie de développement afin d'assurer aux meilleures conditions possibles leurs besoins pétroliers. En *effet*, pour des *considérations* politiques évidentes, mais aussi *pour des raisons financières et* économiques, les pays de l'OPEP *sont de plus en plus portés* à réserver un traitement privilégié *à leurs partenaires du tiers-*monde, dont en particulier les *pays africains*.

Sur le plan du ravitaillement en pétrole, l'acceptation par les *pays de l'OPEP de garantir* la couverture des besoins des pays *africains, même à des prix pré*férentiels, ne produira toutefois *ses pleins effets que si* ces derniers pays disposent d'une capacité *nationale* de raffinage. Dans le cas contraire, les pays *africains* resteraient *exposés aux* aléas de la conjoncture du marché et continueraient à dépendre des sociétés étrangères. Ce risque mérite d'autant plus d'être souligné que les tensions qui se manifestent sur le marché pétrolier affectent tout particulièrement les pays en voie de développement qui dépendent quasi exclusivement des sociétés internationales pour leur ravitaillement.

Un dialogue Sud-Sud

Etant donnée *toutefois* l'exiguïté des marchés de la plupart des pays africains non producteurs de pétrole, la nécessité s'impose dans certains cas de procéder à l'implantation de nouvelles raffineries, ou de procéder à l'extension de certaines raffineries existantes, dans le cadre d'accords régionaux, de manière à avoir des raffineries communes à plusieurs Etats africains voisins. C'est le cas par exemple pour des pays comme le Sénégal, la Gambie, le Mali et la Guinée-Bissau, ou pour des pays comme le Togo, *le Cameroun, la Haute-Volta et* la Guinée-Equatoriale, etc.

Au terme de ce tour d'horizon des *incidences de la crise* pétrolière sur l'Afrique, il apparaît que *les pays africains abordent* les deux prochaines décennies avec *des fortunes diverses, selon qu'ils* sont des pays producteurs ou non producteurs de pétrole. *Pour ces* derniers, les problèmes posés par le développement économique prennent une dimension nouvelle et inquiétante avec l'accroissement des prix de l'énergie et l'âpre compétition à laquelle se livrent les pays industrialisés pour assurer leurs besoins auprès des pays exportateurs. Compte tenu de cette évolution et de l'accroissement des échanges directs producteurs-consommateurs, les pays africains non producteurs de pétrole ne peuvent plus, comme dans le passé, compter sur les sociétés internationales *pour garantir leur ravitaillement.* Leur politique énergétique est tout naturellement appelée à se tourner résolument vers la mise en valeur de leurs *propres* potentialités énergétiques et vers une *coopération* aussi *large que* possible avec les pays exportateurs *de pétrole, dont notamment* les pays africains et les pays du *Moyen-Orient. La diversité* qui caractérise les pays africains au *niveau pétrolier* est *en elle*-même une source de complémentarité entre des pays séparés par des frontières politiques, mais qui, dans le domaine pétrolier comme dans bien d'autres, ont des besoins économiques et des intérêts nationaux complémentaires et communs.

La contribution que tel et tel pays étranger, telle et *telle* société, ou telle et telle organisation *internationale* peuvent apporter aux pays africains pour développer leur industrie pétrolière et amortir le choc de la crise de l'énergie, est certainement nécessaire et *doit* être *systématiquement* recherchée. Pour dissiper certaines *illusions* et équivoques, il y a cependant lieu de remarquer que cette contribution peut compléter et non point suppléer les efforts auxquels les pays africains concernés font face pour résoudre leurs problèmes énergétiques au niveau national tout d'abord, puis au niveau régional, moyennant une coopération aussi étendue que possible avec les pays africains et les autres producteurs de pétrole. A l'heure où le dialogue Nord-Sud marque le pas, il devient de plus en plus impérieux de procéder à un dialogue Sud-Sud entre les *pays qui viennent de recouvrer* leur indépendance et qui peuvent *certainement trouver entre eux* un langage bien plus compréhensible *et plus fructueux* que les discussions jusqu'ici décevantes engagées depuis quelques années entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement. Dans le domaine de l'énergie notamment, et en attendant que les principaux exportateurs et importateurs parviennent à un minimum d'entente sur l'harmonisation de leurs politiques et sur la réorganisation du marché pétrolier international, les pays africains disposent de possibilités concrètes et diverses pour développer entre eux, ainsi qu'avec d'autres pays exportateurs de pétrole, les échanges *pétroliers* et, plus largement, économiques.

(*) Directeur du Centre arabe d'études pétrolières.

Quelles sont les chances du Sahel ?

par ANNE DE LATTRE (*)

***Les pays du Sahel** continuent à être victimes des éléments naturels. Chaque année, le désert avance, retirant des terres aux paysans et aux éleveurs. Pour faire face à leurs difficultés, ils ont plus que jamais besoin d'une aide extérieure propre à leur permettre les investissements légers (pompes) ou lourds (barrages) nécessaires, comme le président Léopold Sedar Senghor l'a encore rappelé la semaine dernière à TF 1. Mme Anne de Lattre, qui dirige le secrétariat du Club du Sahel, fondé par les Etats intéressés (Sénégal, Gambie, Cap-Vert, Mali, Mauritanie, Haute-Volta, Niger, Tchad) et plusieurs pays de l'O.C.D.E., fait ici le point de la situation.*

L'opinion publique a gardé de la sécheresse catastrophique des années 1969 à 1974 l'impression que le Sahel est condamné à la dépendance alimentaire. Mais cette impression n'est pas justifiée. Le Sahel sera toujours menacé par les aléas climatiques, mais les ressources de la région permettent de produire la nourriture dont la population sahélienne a besoin et de régulariser la production agricole.

Toutes les études faites pendant et depuis la sécheresse montrent que le Sahel peut avoir un *développement équilibré s'il* est assis sur l'amélioration de l'agriculture et, *particulièrement, sur la production* de céréales. La région dispose de terres pour les *cultures pluviales* dans les zones soudano-sahéliennes, de terres irrigables dans les vallées fluviales (Sénégal, Niger, Gambie, Voltas) et lacustres (lac Tchad). Son cheptel peut devenir une vraie richesse. Il en est de même pour les pêches maritimes et continentales. Une politique volontariste peut arrêter la déforestation.

Mais pour « changer la vie » dans le Sahel, il faut transformer résolument certaines pratiques traditionnelles et changer certains axes de la politique. La sécheresse a été le révélateur des menaces qui pèsent sur la *région*. Même avant la sécheresse, le développement ne *se faisait pas* de façon saine : dégradation des terres, cultures extensives, *surpâturages*, déboisement, sont les manifestations d'un *phénomène unique*. La *politique* de développement et les techniques ne *permettent pas de tirer le meilleur* parti des ressources ; le milieu *naturel se détériore ; il faut trouver* un nouvel équilibre entre un nombre croissant de *Sahéliens et des* ressources naturelles nécessairement limitées qu'il faut mettre en valeur de façon plus efficace.

La mission du Club

En 1975, les Etats sahéliens et certains pays de l'O.C.D.E. *ont pris* des contacts officieux afin d'étudier la possibilité d'une action concertée et prolongée pour la reconstruction du Sahel. L'idée d'un Club du Sahel a pris forme grâce à leur appui et à celui de l'O.C.D.E. Le Club est né officiellement en mars 1976, au cours d'une réunion organisée à Dakar à l'initiative du président Senghor.

La mission du Club du Sahel est d'offrir un cadre pour le dialogue paritaire entre les *pays* sahéliens et tous les organismes publics de *coopération* qui le souhaitent, de faciliter la mobilisation des *ressources et d'encourager la concer*tation pour la mise en œuvre des *actions envisagées par* les gouvernements du Sahel.

Tout naturellement, le Club a pris appui sur le Comité Inter-Etats *pour la lutte contre la sécheresse* dans le Sahel (C.I.L.S.S.); organisation *régionale créée en 1973 pour* mener à bien la reconstruction et le développement de ses pays membres. Le C.I.L.S.S. rassemble le Sénégal, la Gambie, les îles du Cap-Vert, le Mali, la Mauritanie, la Haute-Volta, le Niger et le Tchad. Les secrétariats du C.I.L.S.S. (à Ouagadougou) et du Club du Sahel (au siège de l'O.C.D.E.) travaillent en étroite association.

Cette association a déjà obtenu des résultats intéressants.

D'abord, une réflexion permanente sur la stratégie de dévelop*pement du Sahel a été organisée* entre les responsables sahéliens et ceux des organismes de coopération. D'un commun accord, ils sont convenus de *fixer à la* stratégie un objectif prioritaire qui est de doubler en vingt ans la production alimentaire. La production de mil, de maïs et de sorgho devra passer, d'ici à l'an 2000, de 4 millions à 8 millions de tonnes, celle de paddy de 380 000 à 1,8 million de tonnes et la production de viande et de poisson devra être multipliée par deux.

Des *changements* considérables seront nécessaires pour réaliser ces *objectifs car, à l'heure actuelle, la* production céréalière est de moins *en moins capable de satisfaire* les besoins. Elle progresse beaucoup *moins* vite que *la population. Il* faut, par conséquent, entreprendre un effort sans précédent pour intensifier les cultures pluviales encore très *négligées* ; il faut corriger les méthodes de développement des cultures irriguées où, malgré certaines réussites, la mise en valeur des périmètres nouveaux compense à peine la dégradation des périmètres anciens. Il faut intensifier l'exploitation du cheptel afin d'améliorer sa productivité. Il faut s'intéresser aux pêches, si peu développées, alors qu'elles fournissent déjà autant de protéines aux populations sahéliennes que la viande. Toutes ces *entreprises supposent* une transformation profonde des *méthodes* suivies par les responsables sahéliens et par les organismes de coopération. Le travail en cours a déjà permis une prise de conscience.

La réflexion stratégique sur l'énergie qui a été menée sur l'initiative du C.I.L.S.S. *et du* Club a *montré que* le bois représente, suivant les Etats, *de 80 à 90 % de la* consommation énergétique, et que le prélèvement sur la forêt est supérieur au croît naturel. Le Sahel mange son capital forestier. Simultanément, le poids des importations de produits pétroliers pèse de plus en plus lourd dans la balance commerciale des pays sahéliens. *Or, avec la participation* des populations, il est possible de *diminuer la consommation* du bois pour tous les usages, d'accélérer le reboisement *et* d'aménager les forêts naturelles.

Une *deuxième* conséquence de la création du Club du Sahel est de réunir tous les partenaires sahéliens et non sahéliens pour étudier très objectivement les problèmes à résoudre en vue d'améliorer l'efficacité de l'effort de développement. Sans sous-estimer l'ensemble des problèmes économiques, financiers et commerciaux qui affectent le Sahel et les grandes difficultés *que pose* la coopération *régionale* entre les pays du CILSS, on s'est *attaqué dans un premier temps* à deux questions cruciales et mal analysées : *la politique céréalière des* Etats et le financement des dépenses *de fonctionnement des projets de* développement. On a fait ressortir *les liens exigeants qui existent* entre une politique céréalière plus cohérente (prix, commercialisation, stockage, recherche, vulgarisation) et le succès des projets de développement rural.

Troisième résultat : en s'efforçant de créer des conditions meilleures pour l'efficacité des investissements nationaux et extérieurs, le Club favorise l'accroissement de l'aide. Depuis quatre *ans*, cet accroissement a été significatif *puisque les engagements d'aide* publique de toutes origines sont pas*sés de 817 millions de dollars* à 1,7 milliard de dollars, soit, en valeur *réelle*, un accroissement de 40 %. La croissance de l'aide devra être poursuivie et l'infléchissement de cette aide vers les secteurs prioritaires de la stratégie devra être accéléré.

Formule originale, le Club l'est par plusieurs aspects : d'abord son caractère officieux et léger (son secrétariat *comprend trois agents*), son absence de statuts, son ouver*ture à tous ; ensuite parce qu'il* vise à soutenir une action menée *par un organisme africain de coopé*ration régionale, le CILSS ; ensuite *parce qu'il ne dispose pas de* moyens qui lui soient propres. Toute *l'aide* continue à être apportée par les différents membres de la communauté *internationale* à travers les canaux particuliers à chacun d'entre eux, mais la stratégie fournit un cadre dans lequel chacun peut apporter son concours avec l'assurance qu'il œuvrera dans le même sens que les autres organismes de coopération, et les *Sahéliens eux*-mêmes, afin d'atteindre les objectifs *acceptés par tous. Enfin, le Club* vise une action de développement à *long terme : il est le* symbole d'un « contrat de génération » *entre les Sahéliens et la commu*nauté internationale.

Le Club du Sahel a rallié des partenaires de plus en plus actifs et nombreux. Le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe, agissant au nom de l'Etat, l'a invité à tenir sa prochaine *conférence* au Koweït, les 16 et 17 novembre 1980. *Cette réunion* des représentants des pays membres *du CILSS, de l'OPEP, de l'O.C.D.E.* et des organismes multilatéraux et régionaux permettra de faire le bilan des résultats obtenus, d'analyser les problèmes à résoudre et d'ouvrir des perspectives nouvelles à l'association de tous les partenaires *engagés dans l'action de* développement du Sahel.

(*) Chef du secrétariat du Club du Sahel.

Le C.N.P.F. présente 1 500 cas d'amélioration des conditions de travail dans les entreprises

« Les chefs d'entreprise doivent prendre en compte, plus que jamais, la responsabilité sociale de leur mission d'entrepreneurs, inséparable de leur mission économique », écrit M. François Ceyrac, président du C.N.P.F., dans la préface de l'étude du Codese (Conseil pour le développement social et économique de l'entreprise) publiée sous le titre « Amélioration des conditions de vie dans l'entreprise. Expériences et réalisations » aux éditions Hommes et Techniques, sous l'égide du C.N.P.F. (« le Monde » du 10 septembre). Déjà, en 1977, le C.N.P.F. avait publié deux gros volumes portant le même titre.

LE nouveau *document* du C.N.P.F. — un peu plus réduit (410 pages) — regroupe mille cinq cents cas (deux mille en 1977) portant sur cinq cents entreprises environ, sélectionnées parmi les réponses au questionnaire envoyé aux firmes et classées en neuf thèmes principaux (1). Présentant ce recueil au cours d'une conférence de presse le 9 septembre, M. Paul Appell, président du Codese et d'Entreprise et Progrès, l'a qualifié d'*« invitation à la réflexion »*, refusant de le considérer comme une *« collection de recettes »*. Il a insisté sur le fait que l'innovation n'est pas le *« domaine des génies ou des prophètes, c'est celui des réalisateurs »* ; *« les chefs d'entreprise*, a-t-il dit, *ne réfléchissent pas dans des cénacles d'intellectuels compétents, ils sont dans l'action »*. Précisions qui ont permis à MM. Ceyrac et Appell d'utiliser à plusieurs reprises l'expression *« expérimentation sociale »* sans risque d'être confondus avec les utilisateurs habituels du terme et d'insister sur le fait que *« l'expérimentation sociale ouvre largement la voie à la négociation collective »*.

Une nouveauté par rapport à 1977 : le « cru » 1980 comprend un chapitre sur la *« politique sociale »* des entreprises. Alors que les chapitres suivants évoquent, thème par thème, des expériences ponctuelles sur l'information, la durée du travail, etc., la première partie veut démontrer que *« les réalisations ne sont pas isolées »*. De nombreuses entreprises font à la fois de l'information, de l'aménagement de la durée du travail, etc. Ces initiatives *« s'intègrent dans une démarche d'ensemble pour constituer une politique sociale globale »*, et douze cas d'entreprises sont analysés.

Le chapitre sur l'amélioration des conditions de travail est l'un des plus fournis. De nombreuses initiatives sont signalées dans trois directions essentielles : la protection des salariés contre certains dangers, en les formant à l'utilisation de certaines machines, à la manipulation de certains produits, etc. ; la prévention des nuisances provenant du bruit, des vibrations, de la chaleur, des poussières ; l'étude d'une nouvelle organisation du travail, libérant l'initiative individuelle et collective.

L'expression des salariés y est décrite comme *« une nécessité économique liée aux nouvelles formes de productivité »*. La consultation peut porter sur la conception de nouveaux bâtiments, comme à la fonderie et aux ateliers du Béller de Saint-André-de-Cubzac (Gironde) (2). Elle est parfois institutionnalisée, comme à l'atelier-fonderie de Leroy-Somer ou dans l'entreprise de pharmacie Servier (une réunion d'équipe a lieu chaque mois, prise sur le temps de travail).

Les expériences de réorganisation du travail (revalorisation des tâches et équipes autonomes), thème prioritaire il y a quelques années, font, dans ce *dossier, figure de parent pauvre* : quelques pages seulement, qui donnent, certes, une très faible idée des réalisations existantes, car ce dossier ne reprend pas — sauf exception — les expériences déjà citées en 1977, mais révèlent aussi que l'élargissement et l'enrichissement des tâches — termes à la mode il y a quelques années — n'ont pas vraiment gagné beaucoup de terrain. Selon le C.N.P.F., *« on considère qu'environ 8 % des salariés de l'industrie et du commerce seraient concernés »* par de telles expériences.

Elles sont « peu nombreuses » dans les P.M.E. et sont surtout menées dans des entreprises où la rationalisation du travail est très poussée. Et les cas de firmes bien connues pour leurs innovations sociales sont cités : Peugeot, Creusot-Loire, SNIAS, Jaeger, Renault ; il y a peu ou il n'y a pas d'indications sur la portée des réaménagements des postes et le nombre des effectifs internes après ces réformes.

En revanche, quelques indications sont fournies sur l'attitude des syndicats. La mise en place d'équipes autonomes se heurte parfois à leur opposition : c'est le cas à Leroy-Somer, où les délégués C.F.D.T. refusent d'admettre l'influence prise par le responsable de l'équipe, qui n'est pas syndicaliste. Au contraire, chez Servier, la mise en place de ces équipes s'est faite sans difficulté, parmi un personnel essentiellement féminin. De même, syndicats et comités d'entreprise ont appuyé l'expérience tentée chez Ducellier - Bendix, Air Equipement à Trélazé (Maine-et-Loire), estimant que *« les tâches paraissent moins fastidieuses »*.

L'aménagement du temps de travail

L'importance du chapitre consacré à l'aménagement du temps (cent pages sur quatre cents) souligne la volonté du C.N.P.F. de faire de cette question la priorité des années 80. De nombreux exemples sont donnés sur les horaires variables, qualifiés aussi de « mobiles » « souples », « libres », « personnalisés ».

Premier constat du C.N.P.F. : *« on assiste à une véritable banalisation »* de ces horaires variables ; ignorés en 1971 (moins de dix entreprises), ils concerneraient aujourd'hui quelque vingt mille sociétés. Il est appliqué par 70 % des employés des banques, un tiers des salariés des assurances, un quart dans la pharmacie et la chimie, 17 % dans l'électronique, 10 % dans l'automobile, 4 % dans le bâtiment.

Des tendances ou orientations nouvelles sont décelables à travers les dizaines de cas d'entreprises cités par le dossier du C.N.P.F. :

● *La supression des « plages fixes »*. — En principe, l'horaire variable consiste à donner la possibilité au salarié de choisir son heure d'arrivée (entre 7 h. *et 9 h., par exemple*), et celle de départ (entre 16 h. et 17 h.), obligation lui étant faite d'être présent à certaines heures (plages fixes). Cinq exemples d'entreprises — de la petite unité de trente-huit personnes (Cuvelier, à Biganos) à la grande usine (SNIAS, à Marignane) — démontrent qu'il est possible de rendre l'horaire *« complètement libre »*, le personnel, réparti en groupe semi-autonome, s'organisant lui-même. Cas extrême : l'imprimerie Jean de Cassagnac (Cachan), où les cinquante salariés viennent au travail jour ou (et) nuit, *« à leur guise »*, chacun possédant la clef de l'établissement.

● *La constitution d'un crédit d'heures important* — non plus de quatre à cinq heures, — dont on peut disposer d'une semaine à l'autre — mais de dix, voire de seize heures, qu'on utilise parfois le mois suivant : M. X... travaille davantage en septembre (+ vingt-six heures) pour prendre des congés en octobre (laboratoires Sauba, à Montreuil, Micro Gest, à Paris, Via-Assurances, à Paris, etc.).

● *L'extension aux ateliers de production* est encore assez rare, car elle suppose souvent un aménagement des postes de travail, comme cela a été le cas chez Mitchell (Cluses), où les chaînes de montage ont été transformées. Des expériences jugées très positives par le C.N.P.F. sont citées : chez Chiers - Châtillon - Gorcy (C.C.G.), chez Courtaulds (Calais), I.B.M. et C.I.I.-Honeywell Bull, dans plusieurs usines, les directions ayant dans tous ces cas réussi à concilier le travail posté (en deux équipes) et l'horaire mobile. En revanche, des échecs sont notés pour le travail posté en trois équipes *« où l'application de l'horaire variable est délicate »*.

● *Une attitude plus compréhensible des syndicats*. — Parmi les expériences citées, certaines font nettement allusion au comportement syndical. A l'opposition observée les premières années, puis aux réticences, fait place, de plus en plus, un véritable intérêt de certains délégués syndicaux y compris cégétistes. Chez Messier-Hispano-Bugati, l'horaire variable concerne l'ensemble de la société (trois mille cent salariés) *« à l'exception d'un atelier d'une centaine de personnes, où la C.G.T. est majoritaire »*. A la Compagnie des signaux et d'entreprises électriques (C.S.E.E.), à Périgueux, l'expérience d'horaires variables *« s'est heurtée à une vive campagne de résistance de la C.G.T. »*, mais la direction, après un effort d'information, a étendu cette formule avec succès et *« la pratique a révélé une certaine désaffection à l'égard du syndicat »*. En revanche, à la fonderie de précision Virax à Nanterre, c'est à la demande des délégués du personnel, cégétistes compris, que les horaires variables ont été mis en place. A Usinor - Dunkerque, c'est la C.F.D.T. qui fait la démarche ; à la société anonyme de fabrication de Genlis c'est aussi la *C.F.D.T.* qui prend *l'initiative*, mais la C.G.T., au départ réticente, *« a poussé à l'extension du système »*.

Vers l'horaire annuel

Autre sujet délicat, celui de l'horaire annuel, qui a été au centre des débats lors des négociations négatives sur l'aménagement du temps de travail entre le C.N.P.F. et les centrales. Chez Gautier (Le Boupère), Pernod (Créteil), aux Mutuelles réunies (Rouen), au groupe Maison familiale (Cambrai), etc., les salariés savent qu'ils doivent, dans l'année, effectuer X heures de travail, et ils ont, selon des choix parfois très larges, la possibilité d'accumuler des crédits d'heures pour en disposer à l'occasion des ponts, des congés, etc.

Dans la confection, assujettie à des activités très saisonnières (*« une alternance de coups de feu de novembre à mars et d'avril à juin »*), les établissements Albert et Cie (Les Herbiers) ont conclu un accord avec le comité d'entreprise pour *« déplacer »* les heures : horaire hebdomadaire porté, lors des coups de feu, à 43 h. 20, et réduit à 40 heures ensuite avec même des périodes d'arrêt et de congé fin mars et fin octobre.

Autre formule, la *« semaine comprimée »* (quarante heures en quatre jours et demi, qui permet à l'entreprise soit de fermer l'usine plus longtemps chaque semaine, impliquant des économies non négligeables chez International Décor (Raon - l'Etape), où la direction a pu engager une vingtaine d'ouvriers, et chez Banania (Verneuil-sur-Avre), où les frais d'entretien et de nettoyage ont été réduits de 20 %, soit de pratiquer un travail en équipe hebdomadaire pour faire tourner les machines plus longtemps (cinquante heures chez Laphal, à Allauch, où une équipe travaille du lundi au jeudi et une autre du mardi au vendredi).

Un autre chapitre montre le développement « limité » du travail à temps partiel (3). Au Printemps Haussmann (Paris), 28 % des salariés font soit trois jours ou cinq demi-journées par semaine, soit « en extra » le samedi ou le lundi ; dans plusieurs usines de la Télémécanique électrique, plus de 25 % des salariés ont un contrat de trente heures par semaine ; même formule aux Mutuelles réunies et chez Singer, où les mères de famille ont leur mercredi libre.

Enfin des exemples montrent que des employeurs sont tentés par un recours important au travail à domicile chez Augé (Besançon), Majorette (Caluire), International Décor (Raon-l'Etape) ainsi qu'à la SNIAS (Marignane).

Cette deuxième édition d'un catalogue d'expériences permet-elle de *« montrer le chemin parcouru depuis trois ans »* ? C'est le cas pour les horaires variables. Ce l'est beaucoup moins pour les autres thèmes.

Certes, le document du C.N.P.F. ne rassemble pas toutes les expériences : ce n'est pas une synthèse, que seul un organisme paritaire, l'ANACT (4), devrait pouvoir réaliser. Peu ou pas de mention sur des sujets brûlants et prioritaires comme la disparition du salaire au rendement ou la revalorisation des bas salaires. Le dossier du C.N.P.F. est toutefois un bon indicateur, voire un stimulant pour les patrons hésitants. Mais il reste hasardeux de tirer de grandes conclusions même si la lecture de certaines fiches d'entreprises montre que les progrès en trois ans ne sont pas significatifs. Comme le déclarent les dirigeants du C.N.P.F., la France en est toujours au stade des expérimentations. L'avenir dira si l'importance donnée à la durée du travail constitue la nouvelle mode sociale ou au contraire une volonté d'entamer des réformes profondes.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Les neuf chapitres sont les suivants : politique sociale ; communication et information ; concertation avec l'encadrement ; amélioration des conditions de travail ; aménagement du temps de travail ; formation ; bilan social ; environnement ; actionnariat et intéressement.

(2) *Le Monde Dimanche* du 14-15 octobre 1979.

(3) 8,12 % de la population active exerce une activité à temps partiel, soit 1 750 000 personnes : 550 000 non-salariés, 900 000 salariés dans le secteur privé, 300 000 dans le secteur public.

(4) L'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail épaule les entreprises et syndicats dans toute recherche d'amélioration des conditions de travail, accorde des aides avec l'appui du Fonds d'amélioration des conditions de travail (FACT) et publie de nombreuses études sur ces sujets.

L'horaire théorique et l'horaire effectif

La semaine de quarante heures ne signifie pas qu'un salarié travaille quarante heures. L'année de cinquante-deux semaines ramenée à quarante-huit semaines — déduction faite des congés payés — ne veut pas dire qu'un *ouvrier travaille quarante-huit* fois quarante heures, soit mille neuf cent vingt heures par an. Il y a durée et durée.

Le C.N.P.F., qui souhaite un aménagement à l'année de la durée du travail, distingue dans le dossier qu'il vient de publier, la *« durée théorique »* (mille neuf cent vingt heures sans les heures supplémentaires), la *« durée contractuelle »*, la *« durée réelle brute »* (après déduction des absences autorisées) et la *« durée réelle nette »* (après déduction des heures de formation, de délégation et de grève). Les exemples montrent que, pour l'employeur, cette durée réelle nette *ou effective* est bien inférieure à l'horaire officiel ou théorique.

Chez *E.D.F.-chimie* on passe ainsi d'une durée contractuelle de mille sept cent soixante-seize heures par an à une durée réelle nette de mille sept cent quarante-deux heures, *et l'on arrive* dans certaines entreprises à des horaires effectifs annuels encore plus faibles : mille six cent cinquante-trois chez Air Liquide, mille six cent quarante-quatre chez Citroën, mille six cent vingt-quatre chez B.P.

Dans certains établissements de Saint-Gobain, le temps de travail est encore plus réduit : mille quatre cent cinq à mille quatre cent trente-neuf heures chez les ouvriers travaillant en équipes de 4 × 8, à Générale Industrie, et même mille trois cent soixante-quatre à mille quatre cent trente-six heures pour les postes en 3 × 8 de la Société européenne de produits réfractaires.



Renverser une politique antifamiliale

(Suite de la page 23.)

Que dire de la disposition qui enlève à vingt ans la sécurité sociale des parents aux enfants quelles que soient les circonstances ? Belle aubaine pour les assurances privées, moins chères au demeurant que les 4 200 francs par an de la sécurité sociale personnelle (2 400 F pour les lycéens !). Que dire de tel établissement d'enseignement supérieur devenu si cher que les enfants de bien des anciens ne pourraient plus y entrer ? Que dire de l'abandon quasi général de la réduction de 5 % accordée il y a encore dix-sept ans à tous les porteurs de la carte de famille nombreuse ? Qui a protesté à l'époque ? Qui pose aujourd'hui la question, au moment où les hausses de prix au détail redeviennent si fortes ?

Quant à la politique de transport, elle s'est aussi dirigée à petits pas vers la fin des réductions aux familles. Le prix du billet de chemin de fer ne représente plus aujoud'hui qu'une part en baisse constante du prix global du transport. Or la réduction ne joue que sur le prix du billet. On en vient à surtaxer les *jours de départ scolaire*. On supprime les tarifs spéciaux favorables *aux familles* pour les trains autos et on instaure une tarification qui augmente les prix... pour les familles. Le jeu de la carte de famille nombreuse permet de ne plus accorder aucune réduction à une famille ayant cinq enfants à charge, au moment où, justement, les enfants voyagent.

Quant à l'avion, c'est, à l'instar des formes dites modernes de distribution, le silence des grands espaces sur la famille. Et bien d'autres choses que le courageux et lucide Alfred Sauvy a dites et redites avec foi et précision.

Bref, de mesure partielle en mesure partielle, les familles ont reçu un message qui n'a peut-être, je pense, jamais été envoyé. Elles ont cru comprendre que, pour certains, la famille était une situation de détresse, un accident, une anomalie due à une lecture superficielle du mode d'emploi... Et que, pour les mêmes, il fallait aider cette détresse, soulager les plus défavorisés d'entre ces familles et laisser les autres considérer l'enfant comme un luxe, un superflu, que chacun demeure libre de posséder... si les moyens le lui permettent.

Il est grand temps de faire parvenir un autre message volontaire aux familles, aux enfants, à *tous* les *enfants* et à *toutes* les mères qui devant les mêmes éviers, les mêmes *machines* et les mains dans les mêmes détergents travaillent pour nous tous. Sans même évoquer la réflexion tragique des femmes qui se refusent à envisager de mettre au monde de petits chômeurs. Concluons avec Socrate que « *celui-là n'est pas sage, qui veut être estimé bon bouvier si les bœufs meurent entre ses mains, mais celui-là est encore plus fou, qui veut être réputé bon administrateur de la République quand le nombre des citoyens diminue sous son gouvernement* ».

CHRISTIAN BORROMÉE.

Le groupe Fiat se porte mieux que ses voitures

(Suite de la page 23.)

Cela aurait même tendance à s'aggraver avec le désordre croissant de la société italienne et la montée du terrorisme qui, chez Fiat, a fait des ravages : vingt *personnes* tuées ou blessées au cours des dernières années. Résultat : une productivité catastrophique, qui baisse au fil des années (— 12 % de 1972 à 1977) ! A désoler même le parti communiste italien, lequel a *reconnu récemment, qu'« il faut avoir le courage de faire les comptes comme on le fait à l'étranger »...*

La « *gangrène sociale* », qui a d'ailleurs incité les dirigeants de la Fiat à revenir à une politique dure, suivant l'échec cuisant du « *pacte social* » tenté en 1975, n'explique pas tout. Les flottements *observés* au sein de la direction depuis 1975 ne sont sans doute pas étrangers au mal. Absorbé par des fonctions officielles de représentation, notamment à la *Cofindustria* de 1974 à 1976, M. Giovanni Agnelli s'est de plus en plus éloigné de la gestion courante du groupe, au moment même où son second, son frère cadet Umberto, alors responsable de la branche automobile, *se* lançait dans l'arène politique. Le bref passage de M. De Benedetti à *la tête de* la Fiat en 1976 n'a rien fait pour remonter la *cohésion* d'un état-major, désorganisé, décimé par la décentralisation des activités menée à grand train au fil des années 70. Les querelles de palais ont fait rage pendant trois ans.

Erreurs stratégiques

Enfin, et c'est sans doute le *plus grave*, *Fiat-automobile* paie aujourd'hui très cher les erreurs *stratégiques* commises au plus fort de la crise de 1974 par ses dirigeants. Jugeant le secteur automobile à terme peu ou prou condamné à une croissance marginale, ceux-ci décidaient alors de tout miser sur le reste : les poids lourds, avec la constitution d'Iveco, second européen après Mercedes, les tracteurs, les engins de travaux publics et l'ingénierie pour les plus gros. La répartition des investissements à l'intérieur du groupe était modifiée en conséquence : en 1976 et 1977, l'automobile, qui représentait encore 40 % du chiffre d'affaires global, ne se voyait allouer que respectivement 27,8 % et 20 % des investissements. De plus, l'essentiel de ceux qui restaient était concentré sur l'étranger (surtout le Brésil).

Aussi, trois ans plus tard, handicapée par une gamme et un réseau mités, Fiat se trouve fort démunie à l'aube du plus fantastique remue-ménage jamais déclenché dans le monde de l'automobile. Dans la guerre commerciale qui fait déjà rage, face à la perspective d'une révolution technique imminente, plus question de vivre à l'économie, sur ses seuls acquis passés. Croître et vaincre... ou périr, telle est la loi. Les dirigeants de Fiat sentant le danger ont, dès 1978, inversé la vapeur : au cours des *cinq prochaines années*, la part de l'automobile dans les investissements totaux passera à... 80 % ! La sortie accélérée de la *Panda*, seul modèle de conception réellement nouvelle lancé par Fiat depuis bon nombre d'années témoigne de cet effort. Il est énorme... mais vient bien tard ! L'ampleur et la vigueur du nouveau plan de redressement *présenté par la Fiat il y a quelques jours (le Monde du 13 septembre) montrent* qu'il y a péril en la demeure. Quelle que soit la part du *bluff* dans les intentions déclarées du constructeur, il n'aura sans doute pas de trop des 5 400 milliards de lires d'investissements prévus s'il veut refaire l'écart de compétitivité qui se creuse avec ses concurrents européens et japonais, et reconquérir, comme il l'affirme, 56 % du marché italien et 6,5 % du marché européen. Quant aux licenciements, ils semblent aussi pour une bonne part inévitables si Fiat veut rejoindre les niveaux de productivité annoncés

Le groupe a-t-il encore les moyens de mettre en œuvre un tel plan ? Financièrement oui, sans doute, ceci d'autant que l'Etat italien pourra difficilement, dans la conjoncture actuelle, lésiner sur les soutiens publics. Socialement ? C'est une autre affaire Les syndicats italiens seront d'autant moins prêts à se sacrifier sur l'autel de la productivité que les « *petites phrases* » de M Umberto Agnelli concernant une alliance avec un groupe étranger cet été leur ont mis la puce à l'oreille.

Décentralisation

Fiat n'est quand même pas acculé aux dernières extrémités. Sa gestion financière demeure l'une des plus solides du secteur. L'automobile souffre, oui. Mais le reste tient bon. La division poids lourds, considérablement élargie, restructurée, renforcée depuis cinq ans, demeure, en dépit des nuages conjoncturels, solide, la seule à vrai dire à pouvoir tenir tête au géant Mercedes. Iveco a certes perdu de l'argent en 1979, mais il garde ses positions commerciales en Europe. La branche tracteurs agricoles est plus solide que jamais, de même que les engins de travaux publics, où Fiat, associé à l'Américain Allis-Chalmers, n'a cessé de se renforcer.

La réorganisation profonde du groupe vers une décentralisation, une *autonomie* beaucoup *plus* poussée que par le passé, a eu surtout du bon pour les plus petits satellites, jadis étouffés par des structures trop rigides. Ainsi, la sidérurgie s'est-elle petit à petit désengluée, en réorientant sa production vers les aciers spéciaux et en s'ouvrant à l'extérieur : en 1974, *Teksid travaillait* à 100 % pour le groupe. Six ans plus tard, la proportion est tombée à 45 %. Aussi, en dépit de la conjoncture et de la concurrence féroce des Bresciani, cette filiale est-elle parvenue en 1979 à accroître son chiffre d'affaires et ses *positions commerciales*.

De même pour la machine-outil, aiguillonnés par les réussites de la filiale « ingénierie » du groupe : la *Fin-Comau*, avec 1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires, dont 70 % à l'étranger, se situe désormais parmi les cinq mondiaux de son secteur. Quant au secteur de l'énergie, Fiat y a réussi récemment quelques « beaux coups », se hissant au rang de chef de file italien dans le *secteur des centrales nucléaires* et des moteurs d'aviation militaire

L'un dans l'autre, on le voit, le géant de Turin conserve encore de nombreux atouts. Fini Fiat ? C'est vite dit. Le groupe transalpin pourrait encore bien réserver à ses concurrents quelques mauvaises surprises. En Chine, par exemple, où il paraît le *mieux placé* pour décrocher le « *contrat du siècle* » dans le *secteur des tracteurs et des* engins de travaux publics. Aux Etats-Unis aussi, où, grâce à toutes ses filiales, Fiat réalise déjà plus de 1 milliard de chiffre d'affaires et pourrait coiffer ses concurrents sur le poteau pour la fourniture à l'industrie automobile des machines et composants nécessaires à son adaptation. De quoi faire encore rêver Renault...

VÉRONIQUE MAURUS.

Le rapport annuel du F.M.I.

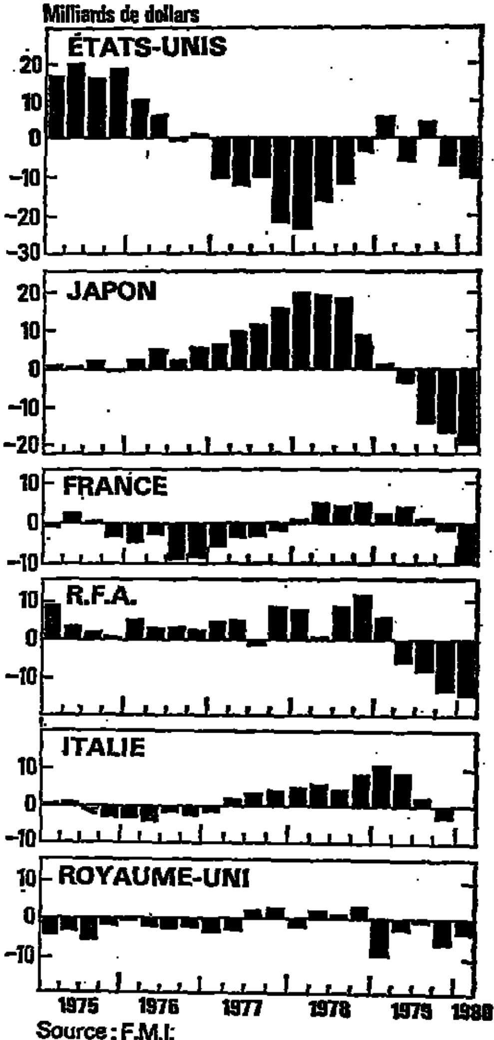
(Suite de la page 23.)

Cette évolution n'est pas fortuite : « *Elle est en gros conforme à la stratégie annoncée par le comité intérimaire du Fonds à sa réunion d'avril 1978 et par le sommet de Bonn en juillet de la même année* », note le rapport. « *Est-elle durable ? Le fait que la R.F.A. et le Japon se sont trouvés à une phase défavorable (du point de vue des balances de paiements) du cycle et que ces deux pays connaissent des taux d'inflation relativement bas donne une garantie sérieuse que leurs comptes courants extérieurs ne s'affaibliront pas au-delà de ce qui est opportun* », estime encore le F.M.I. *La seule* chose sûre, c'est le caractère éminemment réversible de ces phénomènes. L'actualité est à nouveau pleine des succès des exportateurs japonais, notamment dans l'automobile. Le rapport consacré à la période précédente fait au contraire état du recul relatif du Japon sur les *marchés extérieurs* : « *En grande partie à cause de la forte hausse du yen en 1978, la part des produits manufacturés japonais a sensiblement diminué en 1978 et en 1979 dans le commerce d'exportation.* »

Stabilité relative

Il est vrai que depuis lors le yen a regagné une partie du terrain perdu, la Banque du Japon étant intervenue massivement au premier semestre de 1979 pour enrayer sa chute. La stabilisation ne s'est produite qu'en mars *de cette année*, suivie depuis lors par une certaine remontée. La forte baisse de la devise nippone et la non moins spectaculaire hausse de la livre sterling sont les deux exceptions qui confirment non pas la règle (il n'y en a plus guère dans ce domaine) mais le nouveau cours pris par les affaires *monétaires* depuis novembre 1978 (*programme de redressement du dollar*), la date charnière. Depuis lors, les *fluctuations* de change se sont beaucoup calmées. La création du S.M.E. a, selon les experts du F.M.I., exercé une puissante influence stabilisatrice.

Un autre facteur aura été la généralisation et l'accentuation des *politiques* d'intervention suivies par les banques centrales. C'est ainsi que le total des ventes et des achats de devises par les autorités monétaires américaines *est passé de* 19 milliards de dollars en 1978 (surtout pendant la dernière partie de l'année) à 23 milliards en 1979. Il n'en est résulté aucune modification dans les réserves des Etats-Unis, ce qui *ne saurait surprendre* puisque la logique d'un système dominé par le dollar veut que les autorités américaines ne puissent intervenir *qu'au moyen* de devises empruntées. L'impression *qui se dégage* est que, riches ou pauvres, les pays ont fini par se lasser des charmes de l'instabilité permanente, au point que le F.M.I. éprouve le besoin



Source : F.M.I.

de leur rappeler qu'il est toujours aussi dangereux de contrecarrer des mouvements exprimant des « *tendances de fond* » sans leur fournir pour autant la clef permettant de distinguer clairement variations à court terme commandées par les circonstances du moment et variations amorçant (parfois brutalement) un *changement* « *fondamental* ».

Aux politiques de change est liée organiquement l'évolution des réserves. Deux faits nouveaux, tranchant sur la situation antérieure, se sont *produits* pendant la période sous revue. Le total des réserves, or exclu, a augmenté en 1979 de 11 %, mais cet accroissement est dû, à concurrence des quatre cinquièmes, à *l'émission d'ECU* par le S.M.E. en contrepartie d'or. « *Les variations du prix de l'or (exprimé en D.T.S., il a monté de 124 % en 1979) et les ajustements qui en ont résulté dans l'évaluation des actifs ont donc, par ECU interposés, dominé l'évolution des réserves non métalliques au cours des derniers mois* », lit-on dans *le rapport du F.M.I.*, qui apporte ainsi un argument chiffré en faveur de la thèse selon laquelle l'accord monétaire européen a réintroduit par la bande l'or à son nouveau *prix dans le* système (à cela près que les ECU ne circulent qu'entre les banques centrales participant au S.M.E.). Simultanément — deuxième fait nouveau, — le montant des dollars détenus à titre de réserves a *légèrement diminué* en valeur absolue. Il a aussi continué de *diminuer* en valeur relative à cause de la politique de « diversification » selon laquelle les banques centrales acquièrent aussi des deutschemarks, des yens et des francs suisses.

La part de la devise américaine dans le total des réserves en devises est de 65 % ou de 78 % selon que l'on tient compte ou non des ECU. Ce total s'élevait en mai 1980 à 259 milliards de dollars, soit deux fois et demie plus qu'en 1973. Cédant au délire statistique, le F.M.I. compare ce multiplicateur à celui qui permet de mesurer la progression (3,6) *du volume des exportations pour* en conclure que le monde dispose désormais d'un coussin de sécurité réduit. Il serait à maints égards plus correct de dire que l'insécurité monétaire a été fortement accrue par l'explosion incontrôlée des réserves.

Dans le souci de répondre aux *critiques* qui *lui sont adressées*, le F.M.I. fait ressortir, dans son rapport, que le montant de ses activités financières a atteint un chiffre record de 9,7 milliards de D.S.T., dont 5,6 milliards pour le compte des pays en voie de développement. Ces chiffres comprennent les 4 milliards de dollars *de droits de tirage spéciaux* émis en 1979, ce qui permet de *laisser* dans l'ombre le chiffre relativement bas des nouveaux tirages (2,2 milliards de dollars) dans un monde où le financement des déficits des balances des paiements incombe aux banques privées dont la politique en la matière est le grand point d'interrogation.

PAUL FABRA.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	202 F	331 F	461 F	590 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	367 F	661 F	956 F	1 250 F
ETRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	234 F	396 F	558 F	720 F
II. — SUISSE - TUNISIE	289 F	506 F	723 F	940 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40



emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)
emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

TOTAL
Compagnie Française des Pétroles

Pour sa Direction Développement,
TOTAL EXPLORATION PRODUCTION
recherche un

INGENIEUR SPECIALISTE TUYAUTERIE

Appelé essentiellement à travailler dans les équipes de projets, l'ingénieur spécialiste jouera un rôle d'ingénieur conseil pour tout ce qui concerne la tuyauterie. Il établira et tiendra à jour les spécifications techniques de cette discipline.
Il sera responsable du choix des matériaux, du contrôle des procédures de sondage, de tests...

Les candidats, diplômés d'une grande école d'Ingénieurs (ou éventuellement CNAM + expérience), auront si possible reçu une formation complémentaire spécialisée (type ESSA). Une expérience industrielle d'au moins 10 années dans une entreprise de tuyauterie, d'ingénierie, ou dans un service inspection d'entreprise pétrolière ou parapétrolière est indispensable. Une bonne pratique de l'anglais est exigée. Une disponibilité pour des missions à l'étranger, voire une expatriation, est à envisager.

Si ces perspectives vous intéressent, envoyer rapidement C.V., lettre manuscrite, photo, prétentions au Service Recrutement, 5 rue Michel Ange - 75781 PARIS CEDEX 16, sous référence Q MO 04.

La Commission des Communautés européennes

cherche pour ses services de Bruxelles un

spécialiste en chimie organique ou un toxicologue

Le candidat doit: □ posséder la nationalité d'un pays membre des Communautés européennes; □ posséder un diplôme universitaire (chimie, pharmacie, médecine); □ posséder une longue expérience dans le domaine de la chimie organique et de la toxicologie; □ posséder, si possible, une certaine expérience dans l'application de la législation des pays membres dans le domaine des produits dangereux; □ posséder une connaissance satisfaisante d'une deuxième langue des Communautés, autre que sa langue maternelle; □ être âgé de moins de 35 ans.

La rémunération et les conditions de travail sont en rapport avec l'importance que revêt le poste pour la Commission.

Les personnes intéressées sont priées d'adresser un curriculum vitae détaillé à l'adresse suivante: Mr. A.J. CASTON, Commission des Communautés européennes, Bureau JCL 8/3, Rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles, en mentionnant la référence 3/3. La date limite pour le dépôt des dossiers complets de candidature est fixée au 15.10.80.

Notre Société vend et construit des usines dans le Monde entier : Pétrochimie, Métallurgie, Cimenterie, Papeterie, etc...
Elle appartient à un très grand Groupe.

Pour renforcer nos structures nous recherchons des

PERSONNALITES de premier plan

spécialisées dans la direction de

grands CHANTIERS DE MONTAGE à l'étranger

(minimum 500.000.000 M.F.)

Il s'agit de postes à haute responsabilité impliquant une excellente formation générale (diplôme d'une grande école), un savoir-faire technique reconnu, une expérience confirmée des relations commerciales, de la gestion et du commandement. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Les postes sont à pourvoir en expatriation.

UNE OPPORTUNITE EXISTE CEPENDANT AU SIEGE

PARIS

DANS L'EQUIPE DE DIRECTION DE LA DIVISION CHANTIERS ELLE EST RESERVEE A UN TRES GRAND PATRON.

Haut niveau de sécurité d'emploi et d'évolution de carrière. Conditions financières intéressantes. Nombreux avantages.

Adresser C.V. et prétentions à No 70.793 CONTESSE Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES
20 000 000 CFA

Compagnie Minière Afrique Equatoriale

Une Compagnie minière implantée en Afrique Equatoriale et employant plusieurs milliers de personnes recherche le DIRECTEUR de ses SERVICES TECHNIQUES. En liaison avec la direction générale et la direction des exploitations, il participera à la préparation des programmes d'investissements en matière de développement et diversification des activités, et il en suivra l'exécution. Il dirigera les études ayant pour but d'améliorer quantativement et/ou qualitativement la production et l'évacuation du mineral et d'en réduire le prix de revient. Il définira, mettra en œuvre et veillera à l'application d'une politique cohérente d'entretien des matériels de gestion des stocks, et des achats *répondant aux besoins précis de l'exploitation dans le cadre* des budgets d'investissements. Il négociera et signera les marchés les plus importants de travaux ou de matériels avec les entrepreneurs et fournisseurs de la Compagnie. Le candidat retenu, âgé d'au moins 45 ans, de formation ingénieur Centrale, A. et M..., possédera plusieurs années d'expérience de l'entretien électromécanique de gros matériels miniers, de matériels de manutention et, si possible, de matériels ferroviaires. Ce poste suppose une certaine mobilité géographique. Ecrire sous la référence 374/M, à :

G.R.H. Conseils
3, avenue de Ségur, 75007 Paris.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

COLAS

Jeunes ingénieurs: une carrière hors des sentiers battus...

L'expansion continue du Groupe COLAS (100 Agences françaises. 40 implantations en Afrique, en Amérique en Europe et au Moyen - Orient) s'est accrue et accelerée au cours des premiers mois de l'année 1980 par une large diversification de ses activités vers le Génie Civil et par de nouvelles implantations à l'étranger, notamment aux U.S.A et en Amérique Latine.
Nous recherchons des ingénieurs intéressés par les T.P. et par la mobilité qu'ils impliquent.
Nous nous adressons à de futurs hommes d'affaires, concrets, dynamiques, au tempérament «d'entrepreneurs» qui veulent réussir leur vie professionnelle et qui aiment tout dans leur métier : non seulement l'aspect technique mais les responsabilités humaines, commerciales et de gestion. Ils doivent être des managers dans l'âme, en avoir l'étoffe et les qualités car nous leur confierons après quelques années de chantier, la direction d'affaires (agences, filiales, gros chantiers) de plus en plus importantes.
Depuis longtemps, nous recrutons et formons des débutants. Nous continuons dans cette voie et désirons en intégrer une quinzaine dans les mois à venir.
Si vous voulez en faire partie, adressez-nous votre candidature - Service du Recrutement 39, rue du Colisée - 75008 PARIS.

LE PARLEMENT EUROPÉEN

EP PE

organise un concours général pour le recrutement de

traducteurs
de langue française

pour son Secrétariat général à Luxembourg.

Principales conditions d'admission:
□ formation universitaire sanctionnée par un diplôme ou expérience professionnelle d'au moins cinq ans garantissant le même niveau; □ connaissances au moins élémentaires en *matière juridique*, de sciences politiques ou économiques ou dans le domaine scientifique; □ parfaite maîtrise de la langue française et connaissance approfondie du GREC MODERNE *et d'une des langues officielles de la* Communauté européenne (danois, allemand, anglais, italien, néerlandais); connaissance souhaitable d'une troisième et d'une quatrième *langue officielle de la* Communauté européenne; □ être ressortissant d'un des Etats membres de la Communauté européenne; □ être né après le 28/10/1939.

Le numéro du Journal Officiel mentionnant les conditions d'admission à ce concours, la nature des épreuves, ainsi que les conditions d'engagement et de rémunération, peut être obtenu en rappelant la référence PE/65/LA;
□ soit au Bureau d'Information du Parlement européen, 288, Boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS; □ soit directement au Service du Recrutement du Parlement européen, B.P. 1601, LUXEMBOURG.

Les candidatures rédigées sur les formulaires contenus dans le Journal Officiel doivent être adressées au Service du Recrutement, Parlement européen, B.P. 1601, LUXEMBOURG, (G.D.), avant le 28/10/1980.

CONSTRUCTEUR MACHINES-OUTILS
recherche
le DIRECTEUR
de sa filiale américaine.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à : LIA - 21, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE TRAVAUX PUBLICS
située à RUNGIS
recherche pour affectation
sur chantiers étrangers

JEUNES CONTROLEURS DE GESTION

Anglais indispensable.

Ecrire ou téléphoner à S.P.I.E. CAPAG, Direction du Personnel, immeuble OSLO, pl. de l'Equerre, *SILIC 212 - 94588 RUNGIS* - Téléph. : 687-31-45.

CHERCHONS POUR ENGAGEMENT IMMÉDIAT POUR LE CAMEROUN :

UN CHEF DE SCIERIE QUALIFIÉ

Travailleur et dynamique pour diriger scierie moderne - de préférence célibataire - 5 MOIS AFRIQUE du Nord - - 1 mois Europe

Pour tous renseignements : Tél. : (091) 51-12-38, à la S.A. Decolvenaere - rue H.-Farman 62-64-9000 GAND (Belgique), ou le soir au (091) 30-20-93.

Rencontre possible à Paris avec M. Decolvenaere, *le mardi 16 (après-midi) et mercredi 17 septembre* (matin) - Hôtel du Méridien, pl. Maillot, PARIS.

International Engineering Consultants

Seek candidate capable of assuming important responsibilities connected with business promotion and the negotiation of contracts.
The candidate must be a qualified engineer with sound practical experience in the planning and implementation of industrial projects in the oil and oil-related *industries.*
Experience in contractual and commercial activities is required as well as persuasive ability and a flair for commerce.
The candidate must have a minimum of ten years professional experience, must be of European nationality and be able to speak and write fluently in both English and French.

Please send your resume to L.T.P. (reference 6731)
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02
who will forward

RIVIERA VAUDOISE (Suisse)
L'Hôpital de Montreux cherche :
Un (ou une) infirmier (ère) *anesthésiste ;*
Un ou (une) physiothérapeute.
Entrée en service de suite ou date à convenir.
Les offres avec documents *usuels sont à adresser à la* Direction de l'Hôpital de Montreux - CH-1820 Montreux.
Tél. 1941-21/62-23-11

Sté Export Textile
recherche
JNE COLLABORATEUR
célibataire, pour visiter clientèle HORS EUROPE. Anglais cour.
Tél 280-39-94

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES
296-15-01



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

randstad donne de l'avenir à votre esprit d'entreprise

Grenoble, St Etienne, Clermont-Ferrand, Dijon, Montpellier

Notre esprit jeune, dynamique, notre personnalisation des relations avec le personnel temporaire d'une part, avec la clientèle d'autre part, notre délégation de *responsabilités envers* ces deux interlocuteurs, nous ont permis d'ouvrir l'avenir à plus de 150 managers en Europe.

Notre C.A. a dépassé 1 milliard NF en 1979 ; en France nous avions 4 agences en 1978, nous en avons 10 aujourd'hui.

Pour assurer ce développement et ce succès, *nous avons fait confiance à des*

managers

(*titulaires d'un diplôme universitaire*) dynamiques, ambitieux, aux qualités humaines éprouvées et décidés à fertiliser leur acquis commercial.

Ils ont assuré la création et l'organisation de leur agence ; ils ont sélectionné et animé une équipe de collaborateurs ; ils ont été formés sur le plan international à des principes de gestion moderne et efficace et sont appuyés par la Direction Générale à laquelle ils rendent directement compte.

Pouvez-vous, sans réserve, adhérer à notre concept ?

Envoyez-nous lettre *manuscrite*, CV, photo et prétentions sous réf. M 7515 en précisant la ville de votre choix.

randstad france s.a.
travail temporaire
Centre Paris Daumesnil
4 place Félix Eboué 75012 Paris

media-system



SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DU SECTEUR MÉCANIQUE

en pleine expansion

(C.A. 100 millions de francs, 4 filiales européennes)

situé dans la RÉGION ROUENNAISE

recherche

CONTROLLER

dépendant directement du Président, il fera partie de l'équipe de direction.

Il assurera la direction :

— du service comptable ;
— de l'informatique (très développée chez nous) ;
— du contrôle de gestion ;
— de la trésorerie ;
— du suivi administratif des filiales.

Il élaborera et tiendra à jour les plans à terme de l'Entreprise.

Nous recherchons un candidat d'expérience ayant plusieurs années de pratique dans un poste similaire.

Il aura la connaissance de l'informatique, des principes de consolidation U.S., de l'anglais, ainsi que des connaissances juridiques et fiscales. Il aura le sens du concret et sera un homme de dialogue.

Une formation d'Ecole Supérieure de Commerce ou d'Ingénieur apparaît nécessaire.

Les émoluments seront fonction de l'expérience et du potentiel.

Adresser curriculum vitae détaillé, photo et souhaits à nº T 022.615 M, REGIE PRESSE - 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.



emplois internationaux

La Commission des Communautés européennes

recherche un

spécialiste en biologie moléculaire

LIEU D'AFFECTATION: BRUXELLES.

Le candidat retenu sera chargé d'assurer, sous contrôle, l'animation, la coordination et la gestion scientifique des travaux de recherche communautaire effectués dans le cadre de contrats à coûts partagés dans les domaines de la génétique moléculaire et de l'enzymologie.

Les tâches à accomplir sont les suivantes: 1. de fréquentes visites aux laboratoires participant au programme de radioprotection de la Commission; 2. l'organisation de réunions de groupes d'étude; 3. l'évaluation des résultats des recherches; 4. la préparation des actions de recherche dans les domaines de la biologie moléculaire appliquée et de la radiogénétique.

Les candidats devront: ☐ être âgés de moins de 35 ans et ressortissants d'un Etat membre des Communautés européennes; ☐ posséder un doctorat ou un diplôme équivalent en biologie moléculaire ainsi qu'une expérience professionnelle de plusieurs années dans la recherche en laboratoire; ☐ connaître les méthodes modernes d'évaluation des risques génétiques; ☐ manifester *de l'intérêt pour la gestion de projets décentralisés.*

En outre, les candidats devront avoir une bonne connaissance d'une langue *de travail des Communautés autre que leur langue maternelle.* Cette langue sera de préférence l'allemand ou l'anglais.

Les *personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae* détaillé à l'adresse suivante, en mentionnant la référence 12/2, M. A.J. CASTON J.E. 8/3, Commission des Communautés européennes, rue de la Loi, 200, 1049 BRUXELLES (Belgique). La date limite pour le dépôt des dossiers complets de candidature est fixée au 15.10.80.

La Commission des Communautés européennes

organise deux concours sur titres et épreuves pour la constitution d'une réserve de recrutement d'

inspecteurs pour l'industrie nucléaire

chargés de veiller au respect des garanties EURATOM concernant l'utilisation des minerais, des matières brutes et des matières fissiles spéciales. Les concours seront organisés à deux niveaux distincts *selon les qualifications et l'expérience des candidats.*

Concours A/322	Concours B/323
☐ études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme	☐ études du niveau de l'enseignement secondaire sanctionnées par un diplôme
☐ âge maximum : 35 ans (*)	☐ âge maximum : 32 ans (*)

QUALIFICATIONS PRINCIPALES dans le *domaine scientifique ou technique:*

☐ deux années au moins d'expérience professionnelle dans le domaine de l'industrie ou de la recherche nucléaires après l'obtention du diplôme de niveau universitaire ou secondaire, suivant le concours choisi ☐ connaissance approfondie d'une des langues des Communautés (*allemand, anglais, danois, français, italien, néerlandais*) et connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues.

Les candidats doivent posséder la *nationalité* d'un des pays membres des Communautés.

Lieu d'affectation: Luxembourg. Date limite pour la réception des candidatures: 15 octobre 1980.

Le formulaire de candidature obligatoire peut être obtenu, en rappelant la référence COM/A/322 ou COM/B/323, auprès ☐ du Bureau d'Information des Communautés européennes, rue des Belles-Feuilles 61, 75782 Paris-Cedex 16 ☐ de la Commission des Communautés européennes, Division "Recrutement", rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles.

(*) Les candidats dépassant cette limite d'âge et possédant une solide expérience à ces niveaux de fonctions peuvent introduire un curriculum vitae détaillé auquel il sera donné une suite appropriée.

ingénieur grande école

responsable technique d'un établissement industriel

Notre Société est filiale de l'un des tout premiers groupes français. Nos fabrications de produits *pour l'industrie et le bâtiment exigent des* investissements lourds et une marche en continu. Notre avance technologique nous assure des résultats performants.

Pour l'une de nos usines (500 personnes, grande *ville région ouest de Paris*) *bénéficiant* d'une rénovation très importante de ses installations, nous recherchons un Responsable *des Services Techniques,* adjoint au Directeur de l'établissement. Nous souhaitons confier cette responsabilité à un ingénieur Mines, Centrale ou Arts et Métiers, susceptible d'évoluer par la suite au sein de la Société ou du Groupe.

Sa mission : Consolider la mise au point des nouveaux procédés de fabrication. Organiser et animer les équipes d'exploitation et d'entretien. Assurer la gestion de l'appareil de production. Intégrer les nouvelles unités aux ateliers existants.

Il doit avoir une expérience industrielle de 6 à 8 ans (Développement ou Travaux + Production), et une capacité d'assimiler rapidement nos procédés qui font appel à des techniques variées, ceci pour être un interlocuteur actif des services Développement.

Adresser rapidement lettre détaillée à nº 9163
EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney - 75002 PARIS.

TELECOMMUNICATIONS **RENNES**

INGENIEUR COMMERCIAL

Notre Société conçoit, produit et commercialise des systèmes de réseaux et télécommunications.

Pour renforcer notre équipe, nous recherchons :

1 INGENIEUR COMMERCIAL

assisté d'une petite équipe et disposant d'une large délégation, il sera responsable d'une agence commerciale.

Ce *poste implique des contacts à haut niveau sur le plan régional, un goût affirmé pour l'animation* commerciale et un sens profond de l'organisation.

Le candidat retenu sera diplômé de l'enseignement supérieur, âgé d'au moins 28 ans et possédera de bonnes connaissances en électronique.

Ce poste est basé à Rennes.

La dimension de notre société ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière pour un homme de valeur.

Adresser CV, photo et prétentions à No 70.549 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

hutchinson-mapa

recherche pour usines région Centre plusieurs

ingénieurs mécaniciens confirmés

intéressés par des postes de FABRICATION ou de DEVELOPPEMENT. Dans les deux cas, ils animeront une équipe de collaborateurs. Le goût des responsabilités et l'aptitude au commandement sont indispensables.

Postes évolutifs au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre candidature (CV manuscrit + photo) sous la référence 15980 à la Direction des *Relations Sociales - 2, rue Balzac 75008 PARIS.*

relia carrières

ORGANISME PUBLIC D'ÉTUDES (Rhône-Alpes)

recherche

CHARGÉ D'ÉTUDES

pour définir et conduire des études économiques sur les mécanismes d'évolution des activités et des emplois tertiaires.

Formation supérieure. Quelques années d'expérience professionnelle en bureau d'études économiques ou assimilé.

Ecrire avec curriculum vitae et photo à :
O.R.E.A.M. RHONE-ALPES
34, rue Casimir-Périer - 69002 LYON.

SOCIETE DE LA REGION LYONNAISE

recherche

DIRECTEUR DE TRAVAUX

INGENIEUR A.M. ou équivalent,

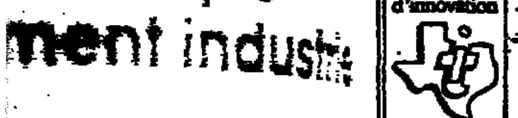
chargé de la coordination des différents corps d'état participant à la construction d'usines pétrochimiques, agro-alimentaires, papeteries, etc.

Il devra, en particulier, avoir une expérience des méthodes de planning, d'ordonnancement des travaux, gestion de personnel et de matériel.

Ecrire avec C.V. sous le nº T 21.928 M, à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

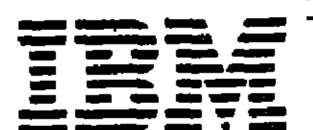


emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



recherche pour son Centre d'Etudes de LA GAUDE
près de

NICE

jeunes ingénieurs électroniciens

grandes écoles

HOMMES ou FEMMES

Débutants ou ayant 3/4 ans d'expérience professionnelle pour activités de DEVELOPPEMENT dans le domaine des TELECOMMUNICATIONS (systèmes de commutation, modems, contrôleurs de communication, etc...).

Outre d'excellentes conditions de travail, la Compagnie offre de larges possibilités de perfectionnement et d'évolution. Ces postes à pourvoir peuvent impliquer des stages ou missions de longue durée en France et à l'Etranger, *notamment aux Etats-Unis.* Ils permettent à des personnalités de valeur, ayant une bonne pratique de la langue anglaise, d'accéder à des responsabilités techniques et humaines de niveau élevé.

Envoyer candidature détaillée à J.-J. Segal
Service du Personnel — IBM — 06610 LA GAUDE

Comptabilité aujourd'hui, demain...

Jeune diplômé, vous avez déjà goûté la vie en province ou *bien* vous avez décidé de rompre avec les contraintes de la vie urbaine. Vous n'êtes plus à l'aise dans une structure figée où le travail de demain ressemble à celui d'hier et d'aujourd'hui. Vous êtes de ceux dont l'histoire est toujours devant eux...

Nous pouvons vous aider. Entre Loire et Garonne, à 100 km de la mer, nous connaissons, dans un secteur lié à l'automobile, une expansion, oui une expansion, qui nous conduit aujourd'hui à filialiser l'une de nos activités (CA 100 MF). Votre expérience comptable, et en particulier votre pratique *de la comptabilité analytique en milieu* industriel, nous permettront de vous confier, sous l'autorité immédiate du Directeur Financier, la création de la fonction comptable de cette nouvelle unité. Pour vos responsabilités d'aujourd'hui, et surtout celles que vous pourrez assumer demain, il est indispensable que vous ayez une formation supérieure.

Les consultants de Sirca étudieront votre candidature Ecrivez-leur sans tarder, s/référence 802 462 M, en précisant votre délai de disponibilité.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Notre société (CA 20 Millions de Francs) localisée Sud Bourgogne est spécialisée dans l'élevage et le négoce de

vins fins

qu'elle commercialise dans deux réseaux nationaux (grandes surfaces : 20 multicartes et C.H.R. : 15 multicartes) et à l'exportation (15% du CA).
Pour conduire son développement sur les plans *national et international* - doublement du C.A. envisageable à moyen terme - dans un double objectif de notoriété et rentabilité, nous recherchons

un Directeur Commercial

Praticien du métier, connaissant parfaitement les circuits de distribution français et si possible l'exportation.

Adresser C.V., photo, rémunération actuelle sous réf. 9905 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02 - qui transmettra
- Discrétion absolue garantie -

Bordeaux **120 000 F**

Laboratoire pharmaceutique, recherche son

Responsable Comptabilité Générale

Au sein de la direction financière bien structurée et travaillant en équipe, sa fonction consistera à diriger un service de 10 personnes organisé en 4 groupes de travail (fournisseurs, clients, trésorerie et centralisation), et à établir les bilans, *comptes d'exploitation,* déclarations fiscales et précisions de trésorerie.

Vous avez 29 ans minimum, une formation universitaire, un DECS ou équivalent, et pouvez justifier d'une expérience solide des différents domaines d'une comptabilité générale avec utilisation informatique, acquise dans une moyenne-grande entreprise.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo et prétentions sous réf. 2266 M à **OCS** notre conseil.



Conseil en Recrutement
37 Quai Richelieu
33024 BORDEAUX cedex

MEDIA PA

IMPORTANTE BANQUE RÉGIONALE
recherche
pour sa **DIRECTION ÉTRANGER**
à Nantes

UN JEUNE COLLABORATEUR GRADÉ ou CADRE

afin de renforcer une ÉQUIPE dont la mission consiste à DÉVELOPPER LES OPÉRATIONS "ÉTRANGER"

Il devra posséder une première expérience commerciale de quelques années pendant lesquelles il aura mis en pratique ses connaissances des techniques bancaires appliquées au commerce extérieur.

Adresser CV manuscrit détaillé, photo et prétentions N° 8679 - HAP Hall des Petites Annonces 7x - 44040 NANTES CEDEX

FLONIC

L'unité de fabrication de
MACON
renouvelle ses moyens de production et recherche son

responsable de l'entretien

Débutant ou 1ère expérience

Au sein de l'équipe de direction de l'établissement, il sera d'une part chargé des travaux neufs et du développement des moyens industriels, de l'entretien du parc machine et des bâtiments, et d'autre part de la création de nouveaux outillages, du suivi et de la maintenance des outillages sous-traités.

Ce poste conviendrait à un ingénieur de formation Grande Ecole (Centrale, A.M. ou équivalent) ayant des compétences en mécanique, automatisme et des notions d'électronique.

Il aura si possible une première expérience de l'usinage classique et de la commande numérique.

Il gérera les équipes de professionnels et de techniciens d'entretien et d'outillage (20/25 personnes), et sera chargé de relations avec des fournisseurs.

Evolution possible en fonction des compétences développées.

Envoyer CV et prétentions à C. RIOS, Service du Personnel — FLONIC MONTROUGE — 12 place des Etats-Unis, BP 422, 92541 MONTROUGE.

FLONIC
Schlumberger

média-system

DANS VOS BAGAGES : DIPLOME DROIT, SCIENCES PO, SUP. DE CO.

A Nice, en hiver, la mer est calme, la vie est douce..
Afin de concilier ces agréments à ceux d'une situation d'avenir nous vous offrons la
RESPONSABILITE DE L'ADMINISTRATION DU PERSONNEL
de notre société, l'un des leaders mondiaux dans notre spécialité (1 600 personnes en France). Rattaché au Directeur du Personnel, vous assurerez la gestion administrative (paie exceptée), l'élaboration et le maintien des procédures, l'accueil des nouveaux collaborateurs.
Vous êtes jeune mais une solide expérience réussie dans un poste similaire (5 à 10 ans) vous a donné la confiance nécessaire pour élargir vos responsabilités.
Et l'anglais n'a plus de secret pour vous. Très bonne perspectives d'évolution pour un candidat motivé.
Et ambitieux.

Adressez votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) sous réf. DSD/0980/61M à Marie-Thérèse LEGUET - T.I.F B.P. N° 5 - 06270 VILLENEUVE LOUBET.



TEXAS INSTRUMENTS
FRANCE

reag carrières

ENTREPRISE INDUSTRIELLE
leader dans sa branche
(400 personnes - C.A. 120 millions)
proche grande ville de l'EST

recherche pour la Société et le Groupe
(5 filiales Europe et Outre-Mer)

UN DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Pouvant assurer :
- le Secrétariat général,
- la Direction administrative, comptable et financière,
- la Gestion des patrimoines.

Cette direction peut être offerte à un diplômé HEC-ESSEC ou écoles similaires, ayant une expérience acquise dans les services financiers d'entreprises moyennes. On lui demandera une forte personnalité, un réel dynamisme et beaucoup de rigueur.

Ecrire sous le N° 3740 ou téléphoner au (8) 335-42-63 pour plus de détails
BLIQUE - CONSEILS (Recrutement)
160, avenue de Strasbourg - 54000 NANCY.



DU PONT DE NEMOURS (France) S.A. recherche pour son département AGROCHIMIE

3 Ingénieurs Agronomes

pour devenir ses **DÉLÉGUÉS MARKETING**
pour le **SUD-OUEST, SUD-EST**
et le **NORD-EST** de la France.

*Ils auront la responsabilité du marketing des produits phyto-*sanitaires à l'échelle d'une région en collaboration avec nos distributeurs : assistance, conseil, vente, promotion. De plus, ils seront amenés à participer au développement technique des nouveaux produits.

Les candidats, âgés de 30 ans environ, auront acquis, grâce à leur formation supérieure ainsi que quelques années d'expé*rience dans la vente et le développement de produits phyto-*sanitaires, une large capacité d'autonomie.
De fréquents contacts au niveau européen nécessitent une bonne pratique de la langue anglaise.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, qui sera traitée confidentiellement, ainsi que votre rémunération actuelle, sous réf. 366 M à DU PONT DE NEMOURS (France) S.A., Service du Personnel -
9, rue de Vienne - 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

Société Industrielle (C.A. : 45 millions de F) recherche Un directeur commercial adjoint (responsable force de vente *export, stock expédition*) bilingue. Lieu travail : Belley 01300. Ecrire avec C.V. Havas, 36, rue Maréchal-Foch 01000 BOURG 7422

Ville de VERNEUIL-SUR-AVRE (Eure)
Usine de 2.000 m2 couverts avec terrain de 20.000 m2. Possibilité d'utilisation immédiate, avec création d'emplois.
Renseignements : Mairie de Verneuil-sur-Avre 27130
Téléphone 32-10-81

INSTITUTION SAINT-PIERRE A FOURMIES (NORD)
Horaire complet.
PROF. DE MICROBIOLOGIE
Horaire complet
Tél. (27) 60-11-41

Organisme Développement Rural recherche

- **TECHNICIENS COMPTABLES**
- **CONSEILLERS FINANCIERS** (DECS)

Pour contrôle projets
AFRIQUE

C.V., photo et prétentions à *REGIE-PRESSE* n° 021452 M 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

---

Dans le cadre de son expansion
SOGEQUIP (C.A. 15 millions)
études et installations en
génie chimique, génie climatique, froid industriel, recherche
pour son *Siège Social* à LYON

INGENIEUR D'AFFAIRES

SPECIALISTE DU FROID

Collaborateur immédiat de la D.G. et animateur d'une équipe technico-commerciale, il sera chargé de rechercher et de négocier des affaires nouvelles dont il sera responsable depuis la coordination des études jusqu'à la mise en route.

Conviendrait à un INGENIEUR généraliste de 35 ans minimum, connaissant bien *les problèmes du froid (formation IFFI appréciée),* possédant une expérience dans le secteur industriel et désireux de trouver *des perspectives d'évolution* certaines dans une petite société performante. L'anglais est souhaité.

Ecrire au Cabinet GATIER (sous réf. 165) 32 rue Barrême 69006 LYON.

Cabinet Gatier

média-system

MOTTA FRANCE
recherche pour son usine située à
ARGENTAN

le responsable travaux neufs

Il sera placé sous l'autorité du Directeur du Service Technique.

Le candidat retenu sera diplômé d'une grande école d'ingénieurs (ENSAM, ICAM, ENSEM, ESME...) avec de préférence une formation complémentaire de Frigoriste *et parlera l'anglais.*
Une expérience de 2 ans est nécessaire.

Evolution de carrière possible au sein d'un Groupe international.

Adresser C.V. et prétentions au Département Central du Personnel (référence XX/80)
UNILEVER FRANCE SERVICES
8, Avenue Delcassé
75384 PARIS Cedex 08.

Pour étoffer son service recrutement une société en expansion recherche, un(e)

ASSISTANT(E) DE RECRUTEMENT

- formation supérieure en psychologie (maîtrise)
- intégré(e) dans une équipe dynamique le ou la candidate retenu(e) bénéficiera d'une période de formation initiale avant de se voir confier le recrutement pour plusieurs centres d'exploitation.
- Le poste est situé à BLOIS.

Envoyer CV et prétentions sous référence AR/BA à

PARFRANCE Annonces
4 rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

100.000 F. *et plus*

CADRE ADMINISTRATIF

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL

***Région* NICE**

recherche un **CADRE ADMINISTRATIF** *capable de partager rapidement, responsabilités* gestion technique, régime prévoyance sociale et susceptible d'accéder à un poste de *pleine* responsabilité en la matière.

Formation de base : **LICENCE EN DROIT**, expérience professionnelle souhaitée (1 à 2 ans) en organisation et gestion.

Rémunération annuelle à partir de 100.000 F. et plus.

SI références, envoyer C.V., photo à No 71614, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS cedex 01 qui transmettra.

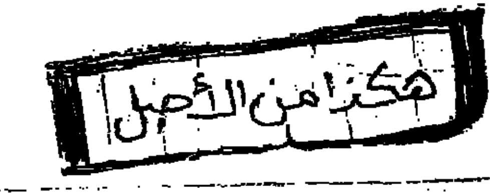
SOCIETE DE SERVICES
dans le cadre de son développement
recherche

2 ATTACHES-EES COMMERCIAUX-IALES

Les candidats devront posséder une réelle expérience de la *vente auprès des* responsables d'entreprises, l'esprit d'initiatives et le sens des responsabilités.

Postes à pourvoir : **BORDEAUX - PARIS**

Adresser C.V. et prétentions
sous réf. 9974/S à **A.M.P.**
40, rue Olivier-de-Serres
75015 PARIS
(qui transmettra).



TOTAL
Compagnie Française des Pétroles

recherche

CHEF GEOPHYSICIEN de FILIALE D'EXPLORATION

Au sein de l'équipe exploration de la Filiale :
- assurera la responsabilité des opérations et études géophysiques
- collaborera avec les autres spécialistes dont il devra connaître les méthodes
- assurera les liaisons avec les services spécialisés de la Direction fonctionnelle à Paris.

Conviendrait à un géophysicien, libre rapidement, prêt à s'expatrier, parlant anglais, ayant une expérience de 5 à 10 ans des disciplines de l'exploration pétrolière.

Si ces perspectives vous intéressent adressez lettre manuscrite avec CV et photo au Service Recrutement 5, rue Michel Ange 75781 PARIS cedex 16 sous référence 0M007.

Notre Société d'

ENGINEERING

exerce dans le monde entier, en installant des usines de pétrochimie, sidérurgie-métallurgie, papier, ciment...

La programmation de nos activités d'Etudes Générales nous permet de proposer des carrières intéressantes à des ingénieurs disposant de quelques années d'expérience dans l'une des spécialités suivantes :

1°/PROCESS

coordination des unités-process, bilans, implantation, liaisons.

Expérience appréciée : process pétrolechimie, *mise en route ou exploitation* d'usines pétrochimiques.

2°/UTILITES

traitement de l'eau, en particulier.

Il s'agit de postes largement évolutifs, au sein d'une Société et d'un Groupe de premier plan. La connaissance de la langue anglaise est souhaitable.

LES POSTES SONT BASES A PARIS MAIS IMPLIQUENT DES DEPLACEMENTS *DE COURTE DUREE. LA PARTICIPATION A LA NEGOCIATION DES CONTRATS* DOIT ETRE ENVISAGEE.

Nous vous proposons d'adresser votre C.V. sous réf. 70799 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra. Nous vous garantissons une totale discrétion.

Méridien, Nestlé, Shell, Lever, Coop, et... Lonsdale

Notre vocation est de créer ou modifier l'image des produits et services, de concevoir des systèmes d'identification et de communication pour les firmes et les collectivités.

Fondé en 1961, LONSDALE est un des premiers cabinets de design en Europe. La croissance de nos activités création industrielle, environnement, systèmes d'identification et emballages, nous amène à rechercher

Responsable de Clientèle
100 000 F+ H/F

Sous la responsabilité du Directeur Commercial, il a pour mission de conseiller et développer la clientèle et d'assurer la liaison avec l'équipe CREATION-PRODUCTION.

Homme de communication, il est titulaire d'un diplôme de l'Enseignement Supérieur et a une première expérience de l'entreprise (commerciale, marketing ou publicité).

Designer Expérimenté
100 000 F+ H/F

Au sein du groupe CREATION-PRODUCTION, il est responsable des projets qu'il prend en charge et plus particulièrement de la création.

Homme de communication, il a le sens de la rentabilité et si possible parle anglais.

Ces postes sont évolutifs, notre souci est d'assurer le développement de notre société par la promotion interne.

Nicole RICHARD sera très heureuse d'étudier votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + prétentions) à

LONSDALE 5, Avenue George V 75008 PARIS

INFORMATIQUE



(IBM 3032 — OS/MVS — IMS)

1er assureur français du Bâtiment et des T.P.

analystes fonctionnels

ayant à utiliser des bases de données et du télétraitement.

Ces postes devraient intéresser de
JEUNES INGENIEURS
ayant acquis une expérience en SSCI *et/ou*
des débutants **GRANDES ECOLES**
(Centrale - Mines - Ponts - Télécom. - Supelec - Supaéro), désireux de donner la pleine mesure de leur potentiel dans le cadre d'une entreprise où le télétraitement de l'information joue un rôle majeur.
Formation complémentaire assurée.
Horaires mobiles. Avantages sociaux



SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS.

Adresser dossier complet de candidature, avec rémunération actuelle et souhaitée, à Madame VIARD — S.M.A.B.T.P. — 114 avenue Emile Zola PARIS 15e. Tél : 578.61.90.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Entreprise Industrielle de Transformation des Matières Plastiques en fort développement
OYONNAX - 230 personnes
recherche son

contrôleur de gestion

Missions ● Elaboration, en liaison avec la Direction Générale, et avec les différents services, des prévisions financières (exploitation et investissements) ● Analyse et contrôle des résultats ● Gestion de la trésorerie ● Supervision du Service Comptable et de l'informatique ● Mise en place de nouvelles procédures.

Profil ● 30 ans environ ● Formation supérieure (Sup de Co + ICG ou DECS, ou équivalent) ● Connaissances en informatique ● Première expérience réussie (PMI ou Cabinet d'audit).

Merci d'adresser votre candidature avec C.V., photo et prétentions, sous référence 7228 D à :

AVISO conseil 11 quai Rambaud 69002 LYON
Membre de Syntec

CENTRE TECHNIQUE
DES INDUSTRIES MÉCANIQUES

recherche

INGÉNIEUR DE FABRICATION

DIPLOME

30 ans minimum. Ayant plusieurs années d'expérience acquises aux méthodes et à la fabrication en *MECANIQUE et CHAUDRONNERIE. Cet* ingénieur sera chargé au sein d'une équipe et en étroite liaison avec l'Industrie de développer pour celle-ci des méthodes permettant de rationaliser la préparation du travail et l'organisation technique de la production. Ce poste exige expérience confirmée et esprit d'innovation. Connaissances en informatique Anglais et/ou Allemand appréciées.

Adresser C.V., photo et prétentions à CETIM. Service du Personnel, B.P. 67. — 60304 SENLIS.

GROUPE IFG — INSTITUT FRANÇAIS DE GESTION

Nous sommes un établissement au service des entreprises et nous proposons des cycles de gestion pour une clientèle de cadres. Pour notre centre de *TOURS, nous engageons :*

UN CADRE « FORMATION »

Assisté d'un secrétariat expérimenté, ce cadre aura pour mission de rencontrer les chefs d'entreprises, afin de leur faire connaître notre Institut et de leur proposer nos services.

Le candidat, 28 ans environ, de formation supérieure (type Sup. de Co., Sc. Eco.), aura acquis une première expérience dans l'industrie, de préférence dans un service « Formation ». Ses qualités : initiative, pédagogie, sens commercial.

La rémunération de départ est de l'ordre de 75.000 F/an environ et évoluera selon les résultats.

Frais remboursés, formation et suivi assurés.

Résidence : TOURS OU ENVIRONS.

Env. C.V. dét., photo à notre conseil en recrutement

OUEST - CONSULTANTS
6, rue des Capitaines-de-Clerville,
44000 NANTES, ou tél. 16 (40) 73 36 71 pour R.-V.

PUBLI INTER

SOCIÉTÉ CHIMIQUE INTERNATIONALE



cherche

INGÉNIEUR-CHIMISTE

son domaine d'action est à la jonction du technique et du marketing.

Il aura pour mission :
- la gestion, la mise à jour, la rédaction et la diffusion de la documentation,
- audits internes des produits et du suivi des références,
- des études de marché,
- le lancement de nouveaux produits,
- et l'organisation et le suivi des field-tests.

Il sera :
- un homme d'étude et de contact ayant un bon esprit d'analyse et de synthèse et capable de travailler en anglais.

Il aura :
- une très bonne connaissance théorique en chimie organique et minérale,
- une expérience de 3 à 10 ans dans le traitement *de l'eau,*
- une bonne formation mathématiques (informatique appréciée).

Ecrire avec CV et prétentions à : DIA PROSIM - Service du personnel - 107, rue Edith Cavell - BP n° 8 - 94400 Vitry-sur-Seine.

Dans le cadre de la mise en place d'un *système* moderne DE GESTION DES COMMUNICATIONS dans l'entreprise, nous recherchons :

UN INGÉNIEUR

de préférence ayant une double compétence en :
- Informatique,
- Télécommunication.

Le candidat, âgé d'une trentaine d'années devra être à la fois un homme d'étude et un homme d'action.
Il aura réfléchi aux problèmes liés à l'implantation de nouveaux matériels dans les circuits d'informations.
Directement rattaché au chef du service informatique et organisation, il sera « fournisseur » des équipes d'études informatiques.

Adresser *C.V.* manuscrit, photo et prétentions s/réf. 1043, à P. LICHAU S.A., B.P. 220-75063 Paris Cédex 02 qui transmettra.

Dans le cadre de son expansion
ÉTABLISSEMENT FINANCIER
(Crédit et location de véhicules de tourisme, crédit d'équipement, crédit immobilier)

recherche

INSPECTEURS

pour régions : BRETAGNE, BASSE NORMANDIE.
Grande mobilité et disponibilité,
susceptibles former et animer agents correspondants et suivre clientèle.

Première expérience
ou niveau d'études supérieures apprécié.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo au n° 8.985, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

ENTREPRISE DE PRESSE

recherche

CHEF ROTATIVISTE

35-40 ans environ.

Hautement qualifié en offset et typographie.
Solide expérience professionnelle.

Esprit d'initiative et de commandement.

Sens des responsabilités et aptitude à conduire des projets.

Connaissances générales en mécanique et électricité souhaitées.

Références sérieuses exigées.

Adresser C.V. man., photo et prétent. ss réf. 8.966, « LE MONDE » Publicité. 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

ENTREPRISE MÉTALLURGIQUE
NORMANDIE

cherche pour
RESPONSABILITÉS INDUSTRIELLES

INGÉNIEUR
GRANDE ÉCOLE

Ayant déjà expérience.
Qualités de commandement nécessaires.
Anglais apprécié.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à n° 71.003, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

Vous êtes jeune diplômé et à la recherche de votre premier emploi

Vous répondrez à toutes les annonces des *rubriques* **COMMERCIAL** *ou* **MARKETING**

Mais avez-vous pensé à une orientation **INFORMATIQUE ?**

Une grande Société de vente par correspondance comme la nôtre peut vous confier des responsabilités importantes qui touchent de très près au MARKETING : *il s'agit d'analyser les problèmes* de commercialisation de nos produits (livres, fiches, articles de loisirs) et de mettre en œuvre les solutions informatiques les plus *efficaces.*

Une fois ces missions assurées avec succès plusieurs évolutions pourront être envisagées, soit dans la même branche, soit dans d'autres secteurs clés de la Société.

Faites-vous connaître auprès du département des Relations Sociales de la GUILDE INTERNATIONALE DU DISQUE, B.P. 1000, 27001 EVREUX, en adressant votre dossier de candidature complet.

Ecole Secondaire privée TOULOUSE cherche rentrée 80, *Professeurs Phy.-Ch., Hist.-Géo.* 5 ans d'expérience minim.

Ecr. C.V. + Photo n° E. 7156 HAVAS TOULOUSE

Société industrielle (C.A. : 45 millions de F) recherche Chef comptable formation DECS + expérience. Lieu de travail : Belley 01300 Ec. Havas, 36 *r. Maréchal-Foch* 01000 BOURG 7422

ORGANISME REGIONAL AGRICOLE
recherche pour élaborer et suivre des programmes de développement agricole par secteur de production
Jeune diplômé sciences Eco. Ecole de Commerce - Agro + IAE, connaissant parfaitement l'agriculture.
Adresser C.V., photo et prétentions à ASSOCIATION REGIONALE D'ECONOMIE RURALE *234 bis, rue du Fbg-du-Pont-Neuf* 86034 POITIERS

BANQUE PRIVÉE PARIS-8e

recherche un

ANALYSTE FINANCIER

pour son service de
Gestion de Portefeuille - Titres

27 ans environ.
3 à 4 ans de pratique.
Anglais courant.

Il devra seconder les gestionnaires et prendre en charge la documentation et l'analyse. Par la suite, il pourra participer à la gestion.

Envoyer C.V. avec photo, référ. ss n° T 021.445 M, REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.



TRANS EXPANSION VIE

Si je vous donne un poisson,
vous mangerez une fois.
Si je vous apprends à pêcher,
vous mangerez toujours ;
telle est notre philosophie.

Vous allez jusqu'au bout de ce que vous entreprenez et vous aimez les contacts humains.
Vous êtes diplômés (ées) de l'enseignement supérieur (économie, droit, commercial).

Envoyer C.V. et lettre manuscrite (réponse assurée) à BASCE PUB 11, rue Montmartre 75002 Paris *(merci de préciser réf.* 13 900)



groupe CGE

Leader de la périinformatique française recherche
CADRES DE HAUT NIVEAU
pour les départements "INDUSTRIE", "BANQUES" et "ADMINISTRATIONS"

POSTES A POURVOIR :

• Chefs de Secteur Commercial

• Ingénieurs Commerciaux Confirmés

ayant une expérience réussie de la vente dans le domaine de l'informatique

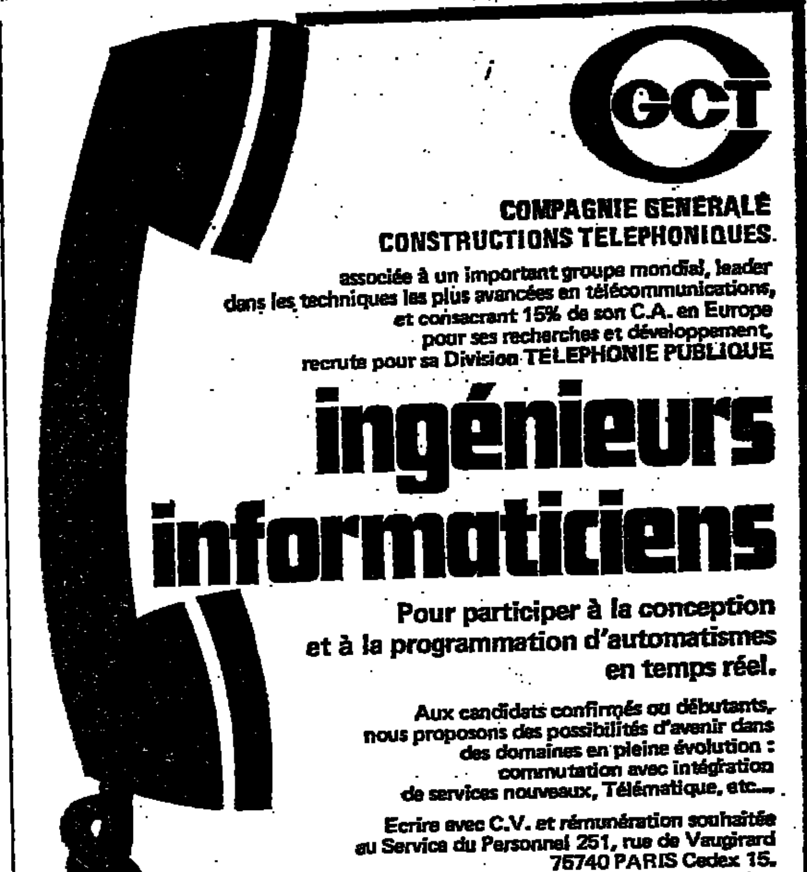
• Ingénieurs Commerciaux Débutants

diplômés de l'enseignement supérieur, aptes à la négociation, dynamiques, autonomes.

NOUS VOUS OFFRONS :
- Une gamme de produits hautement compétitive
- La dynamique d'un taux de progression de 40% an depuis 3 ans
- Un plan de croissance qui nous donne les moyens financiers et industriels de nos ambitions : 320 MF en 1979 - 1.200 MF en 1983.
- Des possibilités exceptionnelles de développement de carrière associées à une rémunération stimulante (fixe de haut niveau + intéressement).

Bureaux situés à l'ETOILE.

Candidature (avec lettre manuscrite et photo) à envoyer à Mme VALLEE-LAURENT - TRANSAC S.A. - 25, avenue de la Grande Armée - 75116 PARIS.



COMPAGNIE GENERALE
CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES.

associée à un important groupe mondial, leader dans les techniques les plus avancées en télécommunications, et consacrant 15% de son C.A. en Europe pour ses recherches et développement, recrute pour sa Division TELEPHONIE PUBLIQUE

ingénieurs informaticiens

Pour participer à la conception et à la programmation d'automatismes en temps réel.

Aux candidats confirmés ou débutants, nous proposons des possibilités d'avenir dans des domaines en pleine évolution : commutation avec intégration de services nouveaux, Télématique, etc...

Ecrire avec C.V. et rémunération souhaitée au Service du Personnel 251, rue de Vaugirard 75740 PARIS Cedex 15.

chef comptable

HF 135.000 F +

Un groupe de 5 Sociétés, Importateur et Négociant en bois et matériaux de construction, recherche un Chef Comptable expérimenté.

Encadrant une petite équipe, il est responsable de la comptabilité générale et analytique, des situations et des bilans, de la fiscalité, du contrôle budgétaire et maintient les relations avec les banques.

Pour occuper avec succès ce poste basé à Paris, il faut être titulaire d'un DECS complet (ou formation équivalente) et familiarisé avec l'informatique.

Veuillez adresser votre CV, photo, rémunération actuelle sous la référence 828 à :

HORACE conseil
97 rue de Richelieu 75002 PARIS
CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Exporter sur l'Europe

C'est sur l'Europe de l'Ouest –Allemagne, Angleterre, Autriche, Belgique, Hollande, Italie, Suisse, Scandinavie– que nos produits et notre savoir-faire sont recherchés. Encore faut-il tenir compte de la personnalité de chacun de ces pays en les abordant, les possibilités de pénétration puis de développement n'y sont pas les mêmes. Là il faudra choisir des partenaires, distributeurs ou fabricants. Ici monter de toute pièce une équipe de vente, ce que nous avons déjà commencé à faire en Allemagne. Tout ceci ne s'improvise pas.

Aussi faisons-nous appel à vous qui êtes déjà, malgré votre jeunesse, un exportateur presque chevronné. La trentaine, une formation commerciale grande école, une parfaite maîtrise de l'anglais et de l'allemand, vous êtes à l'aise aussi bien dans la résolution ponctuelle de problèmes mineurs que dans l'élaboration et la mise en place de politiques sophistiquées.

Vous trouverez chez nous un climat assez exceptionnel, que tout nouvel arrivant dans notre groupe s'accorde à reconnaître. Facilité et spontanéité des contacts, rapidité d'application des décisions, délégations et autonomie. Peut-être est-ce à ce dynamisme contagieux que nous devons notre progression constante bien que nos marchés, liés à l'automobile, ne soient pas forcément porteurs. Mais c'est aussi à la remarquable politique en matière d'innovation de notre maison mère, un grand groupe américain, l'un des leaders mondiaux dans son domaine. Alors, puisque vous êtes intéressé, écrivez rapidement sous réf. 801 461 M aux conseils en recrutement de Sirca.



Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

FOURCE

Société de transactions immobilières filiale d'une grande Banque Privée recherche

COLLABORATEUR (TRICE)

Le(la) candidat(e) retenu(e) possèdera :
- une expérience de 3 à 5 ans minimum dans la prospection, la négociation immobilière, et le conseil en investissement
- une parfaite connaissance des produits immobiliers et du suivi juridique des affaires
- une excellente présentation.

Le poste situé proche Banlieue Ouest exige une grande disponibilité.

Adressez c.v., photo, lettre manuscrite et prétentions sous réf. 6280 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS, qui transmettra.

jeune cadre financier

Cergy Pontoise
industrie électronique **130.000 Frs +**

Une société américaine, leader mondial sur son marché (C.A. France 200 M.F., progression de 40% au cours du dernier exercice), recherche pour son siège social français le remplaçant du responsable des services comptables promu au headquarter européen.

Le titulaire aura à gérer 7 à 8 personnes et aura la responsabilité :
- du suivi quotidien de la comptabilité,
- du bilan,
- du reporting,
- des déclarations légales et fiscales,
- des relations avec l'informatique.

Ce poste conviendra à un candidat de formation supérieure (ESC ou équivalent + DECS), pouvant justifier d'une expérience minimum de 3 ans acquise de préférence dans les services financiers d'une société anglo-saxonne.

L'anglais est indispensable car la fonction nécessite des contacts avec la maison-mère et les autres sociétés du Groupe.

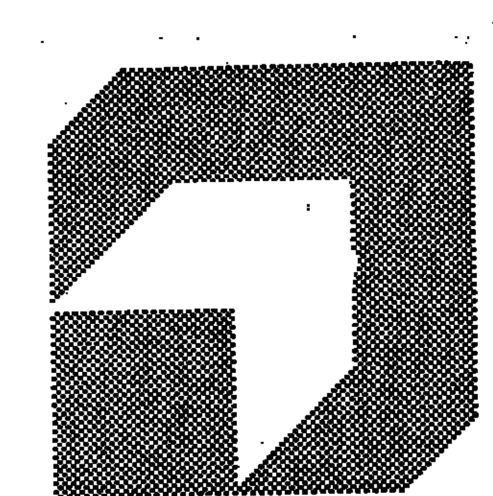
Compte tenu des résultats et de l'expansion de la société, les possibilités de développement de carrière, tant en France qu'à l'étranger, seront très importantes pour une personne capable de communiquer à tous les niveaux de direction.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence 234 RT, à



33 rue de Miromesnil 75008 Paris
Discrétion assurée.

média-system



- Nous sommes la 1ère ENTREPRISE FRANÇAISE DE BATIMENT
- Dans chaque région de FRANCE, nous recrutons des

INGENIEURS DEBUTANTS

- Vous êtes diplômés d'une grande école (Bât, T.P., Génie-Civil)
- Vous souhaitez engager une carrière réelle d'ENTREPRENEUR

Vous nous adressez votre candidature et vous nous précisez la ou les régions où vous souhaitez être affectés :
Direction du Personnel (réf J.I.)
32 Avenue de New-York - 75784 Paris Cedex 16

SAE SOCIETE AUXILLIAIRE d'ENTREPRISES



aerospatiale

1er Constructeur Européen de matériels aérospatiaux.

La DIVISION des ENGINS TACTIQUES située à CHATILLON SOUS BAGNEUX réalise :
- en CHIFFRE D'AFFAIRES et à l'EXPORTATION, la meilleure performance du Groupe (plus de 100 pays sont équipés de nos matériels).

Le succès de nos activités se reflète au niveau de l'augmentation constante de notre carnet de commande. Le développement de nos affaires nous amène à poursuivre et à renforcer nos équipes d'études en offrant de nombreuses possibilités de carrière :

Nous recherchons :
Dans le cadre de nos DEPARTEMENTS SYSTEMES ELECTRONIQUES

ingenieur electronicien de haut niveau

ESE - ENSERG - ENST - ECP - ENSAé
Débutants ou maxi 2 à 3 années d'expérience.

Les candidats retenus devront :
- participer au développement de systèmes d'arme nouveaux
- concevoir et mettre au point des équipements d'avant-garde dans des domaines très variés tels que :
  - Electronique
  - Informatique
  - Radio-électricité
  - Optique
  - Infrarouge, etc...
- Connaissance de la langue anglaise appréciée
- Libéré des obligations militaires.

Ecrire C.V. détaillé + photo et prétentions à No 71264
CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS
Cedex 01, qui transmettra.

SOCIETE IMPLANTEE A 50 KMS EST DE PARIS recherche rapidement

CADRE (homme)

ayant bonne expérience pour diriger comptabilité clients (C.A. important).

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 1000/S à A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra).

Société spécialisée dans la fabrication et construction sur site de matériel chaudronné et ensembles, orientée vers L'EXPORTATION TOUS PAYS recherche

JEUNE CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

Le candidat:
- aura une formation technique et une expérience industrielle;
- sera chargé de prospection, établissement des offres et négociations des contrats;
- anglais lu, écrit, parlé indispensable, autres langues appréciées.

Adressez C.V. détaillé avec photo et prétentions sous N° 48916 à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann - 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

HACHETTE

Notre Direction Organisation et Traitement de l'Information est équipée d'un matériel IBM 30-31 et 370/158, exploité en OS/VS1 et VM/CMS avec base de données IMS, télétraitement-CICS et réseau de mini ordinateurs. Les langages de programmation utilisés sont le PL1, le COBOL et l'Assembleur.
Pour renforcer les équipes existantes, nous recherchons :

un ingénieur système support technique

Il sera particulièrement chargé, au sein d'une équipe, du support des études et participera à la définition de l'architecture des bases de données et des réseaux de télétraitement. En outre, son rôle sera de veiller au respect des standards de conception et de mise en place des applications.
Les candidats auront une expérience minimum de 4 ans dans une fonction analogue;

des analystes-programmeurs confirmés

Minimum 3 ans d'expérience et intéressés par des postes évolutifs;

des analystes-programmeurs débutants

à fort potentiel. Formation Grandes Ecoles ou MIAGE.

Adresser CV détaillé, en précisant le poste choisi, à la Direction des Relations du Travail — Gestion des Cadres — 79 boulevard Saint Germain 75006 Paris.

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

CHEF DE ZONE

GRANDE-BRETAGNE

Cette Société Internationale fabrique (3 usines) et commercialise dans le monde entier des produits, non alimentaires, de grande consommation.

En Grande-Bretagne, le marché est travaillé par un importateur exclusif qui a déjà implanté la marque.

Les études spécifiques réalisées montrent que cette zone a un potentiel important. Un poste de Chef de Zone est créé afin de concrétiser les possibilités de ce marché.

Rattaché au *Chef des Ventes Europe et basé dans un premier temps* en France (Ville Universitaire 100 km de Paris), il visitera clients et prospects afin de proposer une stratégie commerciale qu'il mettra ensuite en œuvre.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement commercial supérieur, ayant acquis une première expérience (2/3 ans) de la vente à l'étranger de produits de grande consommation. Il connaît *particulièrement la Grande-Bretagne et peut, à moyen terme,* aller vivre à Londres où sera créée une filiale commerciale.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 4314 P, à

egor international
8 rue de Berri 75008 Paris - 359.13.82

média-system

OISE

SUCRERIE

RESPONSABLE TRAVAUX NEUFS

Cette sucrerie indépendante, d'une capacité de 5.000 tonnes/jour, *améliore régulièrement son outil de production et ses performances.* Les investissements : travaux neufs, modifications et modernisation des installations, représentent des budgets d'une moyenne supérieure à 10 millions de francs par an.

Rattaché à la direction de l'usine et en collaboration avec le B.E. et les différents services maintenance et entretien, le Responsable Travaux Neufs définit, conçoit et suit l'ensemble des projets. Interlocuteur *privilégié des ingénieries et des entreprises extérieures, il* intervient depuis les études préliminaires jusqu'aux mises en route des installations dans une activité où les contraintes de la campagne sucrière impliquent le respect scrupuleux des plannings et délais.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur minimum 30 ans, de formation Centrale, AM ou équivalent, justifiant d'une expérience significative «Travaux Neufs» acquise en milieu industriel. Celle-ci lui a *permis de réaliser des projets mettant en œuvre des techniques diverses* et en particulier, la thermodynamique, l'hydraulique, l'électricité, l'électromécanique...

Les conditions offertes, salaire motivant, villa de fonction... et les perspectives d'évolution du poste sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 6382 B, à

egor industrie
8 rue de Berri 75008 Paris - 359.13.82

média-system

REGION OUEST

CADRE COMMERCIAL

MONOPLAST S.A. est le leader national *dans son domaine :* l'emballage plastique destiné principalement à l'industrie alimentaire.
La Société est solidement implantée dans *l'Ouest de la France.*

Rattaché au Directeur des Ventes, le Cadre Commercial, responsable de son secteur, négocie les ventes avec une clientèle industrielle composée en majeure partie de laiteries.

Nous souhaitons rencontrer un jeune commercial, ayant acquis une expérience de 3/5 ans de la vente, de préférence de produits de consommation s'adressant à l'industrie.

Résidence souhaitée : dans un rayon de 100 Km à l'Ouest de Paris.

Les possibilités d'évolution sont réelles en cas de réussite à ce poste.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 2327 C, à

egor 8 rue de Berri 75008 Paris 359.13.82

média-system

PERITELEVISION - *PERITELEPHONIE*

CHEF DE MARCHES NOUVEAUX

X + ENST

Ce groupe français relié à un puissant ensemble international conçoit, fabrique et commercialise des biens d'équipement destinés à l'industrie *privée et aux particuliers. Il emploie 12 000 personnes et réalise un C.A.* supérieur à 3 milliards de francs. Les technologies maîtrisées par ce groupe vont lui permettre désormais de se développer dans les domaines *de la Péritélévision et de la Péritéléphonie. La Direction Générale a donc* décidé de créer un poste de Chef de Marchés nouveaux.

Le titulaire, rattaché au Directeur Général sera notamment l'interlocuteur privilégié des Administrations concernées. Homme de synthèse, il participe, avec les différentes directions de l'entreprise, aux études, à la conception, à la fabrication et à la commercialisation de ces nouveaux *produits et de leurs dérivés, nouveaux produits qu'il devra promouvoir* dans le grand public au travers des réseaux de distribution du groupe.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'X + ENST de 28 ans environ. Son expérience professionnelle (2/3 ans) lui a déjà permis de faire preuve de son talent de négociateur. Il est attiré par un poste de coordination dans lequel l'aspect commercial est nettement marqué. La maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 8403 A, à

egor 8 rue de Berri 75008 Paris - 359.13.82

média-system

INFORMATIQUE

responsable d'exploitation

Un grand groupe du secteur tertiaire poursuit le développement de son organisation informatique et propose le poste de responsable d'exploitation d'un de ses centres de la région parisienne (équipe de matériel IBM avec 40 personnes environ à l'exploitation).

Il est totalement responsable de la gestion de son unité sur tous les plans. Il définit également ses besoins techniques et propose des solutions qui sont réalisées à sa demande par l'équipe système.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de l'informatique, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur et qui ait environ 5 ans d'expérience. Une connaissance de la fonction système ne peut être qu'appréciée.

Compte tenu des investissements effectués et prévus par le groupe les *perspectives d'évolution sont importantes pour un élément de* valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence M 1219 AY à

egor 8 rue de Berri 75008 Paris

la méthodologie en informatique...

cessez d'en parler, agissez !

Vous êtes ingénieur ou universitaire (ETI...) et avez acquis en trois ou cinq ans une solide culture informatique soit au sein d'une équipe système, soit en conduisant un projet mettant en œuvre des « techniques pointues » ; peut-être même avez-vous déjà tâté de la méthodologie ; en tout cas, votre religion est faite.
Vous intervenez à la charnière du système et des études en nous aidant à choisir sur le marché une méthode globale de gestion de projet qui n'étouffe pas la créativité. A vous de la peaufiner et d'en assurer la promotion interne en faisant partager votre conviction.
Sachez que nous sommes un groupe industriel (Paris-La Défense) disposant de 303X/OS-MVS pour gérer un important réseau sous IMS et, qu'à terme, votre action va s'étendre à nos sites décentralisés.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 3842 LM) à « Carrières de l'Informatique ».

ingénieur méthodes nouvelles à Tours

Affaire industrielle connue, nous vendons dans le monde près de 100 MF de petits ensembles mécaniques entrant dans les biens d'équipements ménagers.
Ingénieur AM (ou ENSI) âgé d'au moins 30 ans, vous connaissez bien la *fabrication automatisée de pièces mécaniques en très grandes séries* car vous travaillez depuis plusieurs années dans un service des méthodes ou un BE d'outillage.
Apportez-nous votre *savoir-faire* : vous prenez en charge *nos produits* nouveaux, en étudiez la production et les chaînes voulues aux coûts les plus bas, améliorez la fiabilité de notre outil et en assurez l'évolution, etc.
Bien sûr, vous parlez l'anglais et peut-être une autre langue.
Ce poste doit déboucher, à terme, sur des responsabilités plus importantes.

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire (réf. 3838 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

BERNARD JULHIET CONSEILS

Conseils en marketing et commercialisation

«Améliorer les performances commerciales et marketing des organisations», telle est notre vocation. Depuis trente ans, notre compétence en matière de commercialisation est au service des entreprises, à travers des interventions d'expertise, de conseil, d'animation et formation.

La profession de consultant, un métier «un peu plus excitant» : confrontation permanente avec des dirigeants *d'entreprise, intervention dans des branches professionnelles diverses et des situations commerciales variées, mise en* œuvre permanente des facultés d'analyse et de recommandations, action de mise en œuvre quotidienne des solutions retenues avec les hommes de l'entreprise.

2000 m2 de verdure entourent notre bureau. Notre fonctionnement et climat interne sont à l'image de notre environnement physique. Développement personnel et professionnel est notre objectif tant au sein de Bernard Julhiet Conseils *que dans nos relations avec les 5 autres sociétés du Groupe Bernard Julhiet.*

Pour travailler «bien», nous pensons qu'il faut être «bien» dans son entreprise.

En fort développement, Bernard Julhiet Conseils recherche pour trois de ses départements; Services, Produits Grand Public, Produits Industriels, trois consultants marketing/commercialisation.

Diplômé études supérieures commerciales, spécialiste du marketing des services

Département Services

Jean-Claude Montéléon et son équipe de trois consultants mettent en œuvre les produits de conseils répondant aux besoins actuels ou prévisibles des entreprises de services. Leurs interventions se traduisent par des actions de conseils, de formation ou d'animation. En plus des fonctions précédentes, le consultant recherché sera chargé d'une mission particulière : mettre au point de nouveaux produits de conseil et en assurer la communication. Homme ou femme, âgé de plus de 30 ans, il est actuellement en poste dans une société de services. Il souhaite rejoindre une équipe dynamique, active, *sérieuse* mais décontractée, ouverte, désireuse de coopter une personne à son image, se faisant une idée très *«opérationnelle» du conseil. (Réf. 1087 M)*

Diplômé HEC, ESSEC, ESC forte expérience produits grand public

Département Produits Grand Public

Louis Perdereau et son équipe de cinq consultants ont pour objectif d'aider les entreprises à vocation grand public à préciser leurs volontés marketing et à les traduire en termes opérationnels. Ils interviennent en fonction de leur expérience dans les différents facteurs du Mix : Produits, Prix (tarification), équipe de vente, distribution, publicité, promotion ; ils sont entraînés à une collaboration efficace avec des services Études et Informatique. Le consultant recherché, âgé de plus de 30 ans, a une forte expérience de la distribution des produits grand public, acquise si possible dans une multinationale à marketing évolué. Une expérience vente, une mentalité marketing, le sens de la pédagogie, et une volonté réelle d'engagement dans le métier de conseil sont essentiels. Responsable d'actions auprès d'une clientèle affectée, ce consultant prendra en charge à terme un axe de développement produits/marchés. (Réf. 1088 M)

Ingénieur promotion de produits industriels

Département Produits Industriels

Marc Pignero et son équipe de consultants interviennent en marketing industriel, structure commerciale, coûts commerciaux, vente directe et par distributeurs, exportation, dans toutes les branches industrielles. Le consultant qui rejoindra Bernard Julhiet Industrie aura une expérience de promotion multiple : lancement de produits industriels, organisation d'actions vers des clients directs, vers des utilisateurs finaux via des distributeurs, réalisation de promotions *sur le terrain liées à l'action des technico-commerciaux, plutôt dans les branches papier-carton, chimie, mécanique.* A l'intérieur du département, il aura la responsabilité du marketing, de la communication-vente et de l'innovation dans sa spécialité. Il interviendra en clientèle avec d'autres consultants soit en tant que leader, soit en second sur certaines missions. *Ce consultant sera âgé de plus de 30 ans et de formation ingénieur.* (Réf. 1089 M)

Les consultants de Bernard Julhiet Psycom, *qui coordonnent cette recherche, vous mettront en contact au plus tôt* avec les responsables concernés à travers des entretiens individuels et des réunions d'information. Ils vous remercient de bien vouloir leur faire parvenir votre dossier sous référence indiquée, en vous assurant bien entendu de la discrétion de rigueur, 1 Rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

SOURCES

Membre de Syntec

Unilever France Services

recherche pour l'une de ses sociétés spécialisée dans l'alimentaire et située à Paris

assistant contrôleur de gestion

Fonction : participation aux prévisions, préparation et analyse des résultats, suivi des budgets d'investissements, contrôle des budgets usines et études spécifiques.

Profil : diplômé de l'enseignement supérieur de gestion (grandes écoles, maitrise). 2 à 3 ans d'expérience professionnelle (audit ou comptabilité). Anglais courant.

Importantes possibilités d'évolution de carrière tant en France qu'à l'étranger.

Adresser C.V. et prétentions
(référence XXI/80)
au Département Central du Personnel
UNILEVER FRANCE SERVICES
8, Avenue Delcassé
75384 PARIS CEDEX 08.

Responsable administratif et financier

F 140.000

Notre client, filiale française d'un grand groupe international, spécialisée dans la distribution de biens d'équipement, (moteurs diesels et groupes électrogènes), recherche son Responsable Administratif et Financier.

Basé en banlieue Nord-Ouest de Paris, rattaché directement au DG et animant une petite équipe, vous aurez l'entière responsabilité de la gestion administrative et financière de la Société. Vous serez à la fois Secrétaire Général et Juriste, mais aussi Comptable et Trésorier. Vous serez l'interlocuteur des banques tout en mettant la main à la pâte pour sortir le bilan.

A 30 ans (au moins), vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, avec DECS, vous êtes polyvalent, disposant d'une expérience variée (4/5 ans), bien que centrée sur les problèmes comptables, financiers et administratifs au sein d'une société de petite dimension. Maîtrisant bien les techniques comptables et le reporting anglo-saxon, vous êtes prêt à seconder le Directeur Général, en cas de besoin, prêt aussi à étudier l'introduction d'un outil informatique. En plus vous avez le sens des contacts humains et vous parlez un excellent anglais.

Rudolph von Raesfeldt étudiera rapidement votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) adressé sous Référence M-141, à TEG, Tour Maine Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75015 Paris. Discrétion assurée.

The Executive Group
management consultants

PARIS

Etablissement financier à vocation agricole, nous contribuons à l'organisation des filières céréalières et animales et participons au développement et à la gestion d'entreprises de transformation de produits agricoles et alimentaires.
En raison de l'expansion de nos secteurs d'activités, nous recherchons des

HEC, ESSEC, Sup de Co., (option Agricole)

ou

Ingénieurs AGRO, ENSIA,

en vue, d'une part, de leur confier des études à caractère économique : suivi de conjoncture, études sectorielles..., d'autre part, de les faire participer à des *diagnostics financiers et au développement d'entreprises industrielles.*

Trois postes sont à pourvoir :
- L'un d'eux s'adresse à un INGENIEUR ou à un ECONOMISTE/FINANCIER ayant 2 à 3 ans d'expérience, acquise dans les milieux professionnels agricoles ou agro-alimentaires et dans des fonctions à *caractère financier/économique ou de développement.* La pratique de l'anglais est nécessaire. Réf. 71562/M
- Les deux autres postes conviennent à des DEBUTANTS ayant de bonnes connaissances en *économie générale, agricole et d'entreprise.* Réf. 71563/M

Ces trois fonctions s'exerceront au sein d'une équipe, elles impliquent de nombreux contacts et une volonté de participer activement, à terme, à la gestion des entreprises.
Elles peuvent offrir des perspectives de carrière particulièrement intéressantes.
Prévoir déplacements fréquents, de courte durée.

sélé CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, sous référence choisie, à R. VERDET, à Sélé-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Membre de SYNTEC

La Société des Ciments Français recherche

Le responsable du contrôle administratif et financier des filiales

La mission du responsable de ce Département sera :
- le contrôle de la gestion administrative et financière de près de 25 sociétés françaises et étrangères, en liaison avec les Directions de tutelle de ces filiales et les autres Départements de la Direction financière,
- l'organisation et l'harmonisation des méthodes et procédures comptables,
- l'exécution de missions ponctuelles d'audit comptable et financier,
- l'assistance aux filiales en matière de fiscalité, de droit des sociétés, etc.,
- la collecte et le traitement des informations en provenance des filiales, à l'intention de la Direction Générale.

Il sera le correspondant, auprès des filiales, du service consolidation du Groupe.
Le candidat retenu aura 32 ans minimum, une formation d'Expert-Comptable complétée par des connaissances en droit des sociétés, parlera anglais et aura acquis une expérience d'au moins 5 ans dans un cabinet d'audit ou dans une société industrielle à un poste similaire.
Lieu de travail : Puteaux. Déplacements à prévoir en France et à l'étranger.

sélé CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73538/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS - 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Membre de SYNTEC

GFI SASTI GFI SASTI

Le Groupe Français d'Informatique - mille personnes, une croissance de 50 % en 1979 - poursuit ses performances. Pour répondre aux nouveaux besoins de ses clients, le GFI a créé SASTI, Société d'Assistance spécialisée pour laquelle nous cherchons, basés à PARIS, des

JEUNES DIPLÔMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR — Réf. M 44

Après un stage de formation spécialisée en Informatique, ils interviennent dans différentes Sociétés où ils assistent des Chefs de *Projet.*
Les postes proposés leur permettent d'acquérir la maîtrise d'une méthode, de solides connaissances en Informatique et leur offrent des possibilités d'évolution.

Débutants, ils sont, de préférence, titulaires d'un DUT, d'une MIAG, d'une Maîtrise scientifique ou d'un diplôme d'Ingénieur.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS — Réf. M 43

expérimentés en méthodes d'analyse (PROTÉE, PAC, ARIANE...).

Ils participent à la réalisation de projets, généralement avec Bases de Données et *Temps réel.*
La variété et l'intérêt technique de ces interventions leur permettent d'accroître *sérieusement leurs compétences et d'avoir,* ultérieurement, de plus grandes responsabilités.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant la référence, à Nicole DOGNIN, qı *étudiera confidentiellement votre candidature.*

SERTI-SELECTION, 49, avenue de l'Opéra, 75002 Paris.

GLM PUBLICITÉ

GENERAL AUTOMATION

MINI - ORDINATEURS
BANQUE - INDUSTRIEL - TELECOMMUNICATIONS - GESTION

Nous attaquons l'exercice 1981 *sur des bases solides,* avec un nouveau Management et des objectifs précis. Nous voulons concentrer nos efforts sur les axes BANQUES - INDUSTRIEL - TELECOMMUNICATIONS - GESTION où nos produits *ont su s'imposer* par leur qualité.

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Vous avez réussi dans l'un de ces marchés en affirmant vos qualités commerciales et connaissances techniques. Vous cherchez des revenus à la mesure de vos performances.

INGÉNIEURS LOGICIEL

Vous êtes confirmés. *Le Logiciel de base sur mini-ordinateurs vous attire.*
Vous voulez valoriser vos connaissances. Vous aimez le contact client.

INSPECTEURS DE MAINTENANCE TECHNICIENS DE LABORATOIRE

Vous êtes du métier et motivé par la technologie avancée. Vous avez le dynamisme pour suivre une Société qui, en deux ans, a implanté ses services à LYON, MARSEILLE, BORDEAUX, STRASBOURG, aujourd'hui *LILLE et demain TOULOUSE et NANTES.*

Venez rejoindre notre équipe en envoyant votre curriculum vitae au Service du Personnel, *GENERAL AUTOMATION* - 36, avenue Gallieni 93170 BAGNOLET (discrétion assurée).

Ingénieurs Informaticiens

RANK XEROX recherche pour son Centre International de calcul d'AULNAY SOUS BOIS

Responsable d'Exploitation

Ingénieur système intéressé par les problèmes d'exploitation ou excellent chef de salle désireux d'assumer de nouvelles responsabilités.
Le candidat aura une expérience réussie de 3 à 5 ans dans le suivi opérationnel des télécommunications et d'une importante configuration IBM. (Réf. C37)

Ingénieur Système

Support aux utilisateurs et à l'exploitation, il sera chargé de l'implantation et des modifications des nouvelles versions du système. (Réf. C38)

De formation supérieure, les candidats à ces deux postes auront outre
- une parfaite connaissance du système MVS et de l'environnement IBM 370/158,
- le goût de la négociation, des contacts humains,
- l'aptitude à diriger une équipe,
- une disponibilité leur permettant *d'effectuer de brefs déplacements et parleront couramment anglais.*

Merci de faire parvenir votre candidature avec votre curriculum vitae, sous la référence indiquée, à Mireille DIAZ - RANK XEROX - Service Orientation Recrutement - 93607 AULNAY SOUS BOIS Cedex

RANK XEROX

MEDIA PA

Mercuri Urval FRANCE

D'origine scandinave, notre groupe international de conseil s'est implanté en 12 ans dans 9 pays d'Europe et emploie près *de 60 consultants. Nos activités : l'évaluation des ressources* humaines lors de recrutements/actions de développement des organisations.
Présents en France depuis le début 80 (2 consultants dont 1 Suédois et 1 Français, et 1 assistante), nos premiers résultats nous amènent à rechercher 2 JEUNES

CONSULTANT(E)S

EXPERIMENTES / DEBUTANTS

1 PSYCHOLOGUE/SOCIOLOGUE

- orientation industrielle ou commerciale
- pragmatisme
- première expérience professionnelle 5 à 7 ans
- anglais souhaité

1 GENERALISTE

- formation économie/personnel/organisation
- bagage théorique niveau licence, école de commerce ou équivalent
- première expérience professionnelle 5 à 7 ans
- anglais souhaité

NOUS LEUR PROPOSONS :
- de rejoindre une petite équipe dans sa phase de croissance la plus rapide,
- une rémunération élevée et stimulante,
- un programme de formation en France et à l'étranger,
- des méthodes exigeantes mais efficaces dans un cadre de travail jeune et peu formel,
- d'utiliser et développer au maximum des qualités personnelles telles que : tonus et puissance de travail, goût des contacts humains, rigueur intellectuelle et sens de l'humour.

Les candidatures seront adressées à MERCURI URVAL, 147, avenue Paul Doumer 92500 RUEIL-MALMAISON, sous la référence 41.005 (prière indiquer rémunération actuelle).

Mercuri Urval
Suède, Danemark, Norvège, Finlande, Allemagne, Belgique, Hollande, Angleterre, France.

DE PETITES EQUIPES

plus par nécessité que par modestie... parce que la taille de l'entreprise, si elle est sécurisante, éloigne des réalités et quand on a choisi *le domaine du traitement et de la transmission de l'information,* conserver une dimension humaine, c'est une question de survie. *C'est pourquoi les équipes commerciales que nous avons constituées sont petites : 8 à 10 personnes où chacun a la responsabilité complète de sa clientèle : analyse des besoins, choix des matériels adaptés, conclusion du contrat et suivi. Elles ont leur vie propre. Leur souplesse permet d'y pratiquer des procédures rapides de communication, d'échanges, de décisions.*

Elles constituent pour nous un relais précieux avec le marché. Les renseignements d'ordre technique ou commercial qu'elles nous fournissent, nous permettent de réactualiser en permanence notre politique commerciale.

Des postes d'ATTACHES COMMERCIAUX sont à pourvoir à PARIS et toutes les grandes villes de PROVINCE.

Merci d'adresser votre candidature + C.V. sous réf. V 111 à RANK XEROX - Service Recrutement - 93607 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.

RANK XEROX

Plein Champs

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE

Banlieue Nord-Ouest

Une société internationale de produits de grande consommation, C.A. : F 380 millions, recherche le RESPONSABLE DE SON SERVICE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE.

En contact permanent avec les différents services de la société, il agit en qualité de conseil pour les *problèmes relevant de sa compétence.* Notamment:
- il assure, en liaison avec les départements marketing et ventes, le contrôle des activités promotionnelles et publicitaires.
- il contribue à l'élaboration et au suivi des contrats et supervise l'ensemble des activités contentieux, marques, brevets et assurances.

Ce poste requiert d'excellentes qualités de contacts, une formation supérieure, droit des affaires et une première expérience en entreprise. La pratique de l'anglais est nécessaire.

Envoyer dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (ret.) et rémunération souhaitée sous réf. 21.400-M à CLA RECRUTEMENT 44, rue La Boétie, 75008 Paris.

CLA

IMPORTANT GROUPE FRANCAIS DE CONSTRUCTIONS MECANIQUES
Leader dans l'exportation de biens industriels
recherche pour ses Centres situés en Région Parisienne

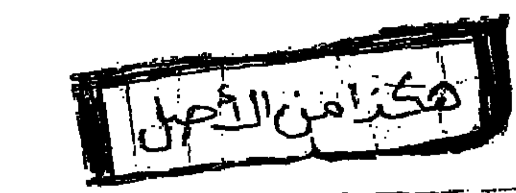
DES CONTROLEURS DE GESTION haut niveau

MISSION :
- assister la direction dans l'élaboration et la mise en œuvre du plan opérationnel de la société
- participer au contrôle de l'exécution de ce plan ainsi qu'aux analyses correctives
- améliorer les systèmes d'*information* propres à faciliter les prises de décisions par la Direction Générale
- conseiller la direction des unités contrôlées et la direction générale sur les méthodes et procédures de gestion.

PROFIL :
- diplômé d'une grande école scientifique ou de gestion
- age minimum : 30 ans
- expérience industrielle nécessaire (études ou production)
- *expérience contrôle de gestion souhaitée.*

Développement de carrière assuré au sein du Groupe.

Merci d'adresser lettre, C.V. avec photo et rémunération actuelle sous no 70890 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.





construisez votre futur avec ceux qui l'inventent

numéro 1 mondial de la micro-informatique

Nous avons :
Une avance technologique incontestée.
Un marché en plein développement.
Des produits microprocesseurs, mémoires et systèmes micro-ordinateurs qui sont devenus les standards de l'industrie.

L'une des croissances les plus rapides du secteur d'activité : 65% en 1979.
Un environnement international de 15.000 personnes.
Des possibilités d'avenir et de promotion à la hauteur de notre expansion.

Vous avez :
Le potentiel qui vous permet d'évoluer avec une société qui grandit vite.
Le sens de la responsabilité.

alors, rejoignez notre équipe parisienne

ingénieur technico-commercial systèmes

Chargé de la vente de nos produits Systèmes (cartes microprocesseurs, systèmes mémoires), il aura la responsabilité d'un secteur de marché ou d'un secteur de clientèle défini.

Il possèdera une connaissance générale de l'architecture Systèmes, acquise soit par une expérience de vente de produits informatiques, soit par une expérience technique dans ce domaine.

réf. SE2

ingénieur technico-commercial espagne/portugal

(Poste basé à Paris)

Responsable de l'ensemble du marché espagnol et portugais, il sera l'élément actif de vente pour l'ensemble de nos produits, soit auprès de nos clients directs, soit à travers notre réseau de distribution.

Une connaissance du marché "Composants" ainsi qu'une maîtrise parfaite de l'espagnol sont exigées.

réf. SE1

ingénieur technico-commercial débutant

Intégré au sein d'une équipe de vente (5-6 personnes), il en sera l'élément de liaison avec les autres services de notre société. Il traitera les appels téléphoniques à caractère commercial ou technique pendant l'absence des ingénieurs commerciaux. Il participera également à l'organisation de certaines manifestations (expositions, présentations).

Une formation électronique est nécessaire.

Ce poste peut ensuite évoluer vers une activité purement commerciale.

réf. SE3

ingénieur application logiciel

Son rôle est de conseiller nos clients dans les applications nécessitant l'utilisation de moniteur multi-tâches temps réel.

Une très bonne connaissance théorique et une expérience pratique d'au moins trois ans de logiciel système sont exigées. Connaissance ADA et PLM appréciée.

réf. TE2

ingénieur formation clientèle

Chargé de concevoir et de dispenser les cours de formation produits à nos clients, le candidat aura une bonne connaissance des microprocesseurs et de leurs applications.

Il devra également démontrer une excellente aptitude pédagogique.

réf. TE1

marketing manager components south europe

Dépendant directement du directeur Sud-Europe, il est chargé de la promotion de l'ensemble des lignes Composants et ce pour la France, l'Italie, l'Espagne, la Belgique et Israël. Il travaille en étroite collaboration avec les différentes équipes de ventes nationales et les divisions situées aux Etats-Unis.

Une très bonne connaissance du marché des mémoires M.O.S. et microprocesseurs est exigée pour ce poste. Anglais nécessaire.

réf. ME1



Sans rendez-vous, notre équipe de Management sera heureuse de vous recevoir.

Par un contact direct, vous pourrez apprécier et discuter des possibilités de carrière qui s'offrent à vous.

Nous vous attendons :
Palais des Congrès - Paris - Porte Maillot - Niveau 3 - Bureau 311.
Parking assuré.

Si vous ne pouvez pas vous joindre à nous le 18 septembre, envoyez C.V. et photo à Marie-Claude LETOURNEUX - INTEL CORPORATION - 5, place de la Balance, Silic 223, 94528 RUNGIS CEDEX, tél. (1) 687.22.21.

média·system



aerospatiale

1er CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE MATERIELS AEROSPATIAUX

La DIVISION des ENGINS TACTIQUES située à CHATILLON SOUS BAGNEUX réalise :
- en CHIFFRE D'AFFAIRES et à l'EXPORTATION, la meilleure performance du Groupe (plus de 100 pays sont équipés de nos matériels).

Le succès de nos activités se reflète au niveau de l'augmentation constante de notre carnet de commande. Le développement de nos affaires nous amène à poursuivre et à renforcer nos équipes d'études :

Nous recherchons :

Dans le cadre du DEPARTEMENT CONTROLE QUALITE

1 ingénieur électronicien confirmé

ENSEA - ESEO - INSA - ENSEEIHT

3 à 5 ans d'expérience industrielle indispensable.

Le candidat retenu devra assister le responsable QUALITE et mettre en place un système d'ASSURANCE QUALITE sur des programmes d'ENGINS TACTIQUES.

- Connaissance de la langue anglaise très appréciée
- Libéré des Obligations Militaires.

Ecrire CV détaillé + photo à No 71.262 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

FAIRCHILD

CAMERA & INSTRUMENT (FRANCE) SA

THE FRENCH SUBSIDIARY OF AN MULTINATIONAL ELECTRONIC COMPANY

IS LOOKING FOR A

data processing supervisor

for its sales and marketing office located in PARIS

The candidate must have :
- 2/3 years Programming/Analysis experience, preferably I.B.M.,
- Successful Project Management experience,
- Knowledge of HASP/JCL preferred,
- French nationality,
- Fluent English,

We offer opportunity to work in a dynamic environment and association with rapidly growing mini computer path.

Please address your reply in English, enclosing curriculum-vitae (mentioning requested salary) to Mr Marciano - FAIRCHILD Camera & Instrument S.A. 121, Avenue d'Italie - 75013 PARIS.

pmp

FILIALE D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL
moyenne entreprise 500 personnes 120 M.F. de C.A.
banlieue parisienne, leader de son marché de produits de grande consommation recherche son :

DIRECTEUR COMMERCIAL

Aux attributions classiques de la fonction :
- détermination et responsabilité du niveau des ventes,
- définition des stratégies vis à vis de circuits de distribution concurrents,
- animation de l'équipe de vente,
- contacts avec les centrales d'achats.

S'ajoute la direction d'agences répartie à Paris et en province, c'est à dire la gestion générale de centres de profit complets : objectifs de vente et de marge nette, investissements , politique sociale etc...)

Investi d'un budget de 20 M.F. et dirigeant 120 personnes, ce poste est une préparation idéale à des responsabilités de Direction Générale. Il représente une promotion pour des candidats 32 ans minimum, niveau HEC, ESSEC, ESCP, exerçant déjà une direction générale classique tournée vers la distribution en grande surface et dans le détail.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo s/réf.8062 à P.LICHAU SA BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

Société d'ingénierie, intervenue jusqu'à présent dans plus de 60 pays, recrute pour occuper un poste d'importantes responsabilités s'exerçant sur des chantiers d'entreprise générale à l'étranger

UN INGÉNIEUR

- 35 ans minimum ;
- diplômé Grandes Écoles : X, Ponts, T.P. ou A.M., spécialisation génie civil ;
- connaissances mécanique et électricité souhaitées ;
- anglais indispensable.

Fonction basée en proche banlieue parisienne, impliquant des déplacements fréquents et de courte durée à l'étranger.

Une expérience confirmée en entreprise : devis, direction des travaux, etc. comportant la direction d'un important chantier à l'étranger est exigée.

Adresser C.V. détaillé et photo (en indiquant la rémunération souhaitée), sous référence 79905, à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Jeune ingénieur
Responsable nouveaux marchés

Notre société est spécialisée dans des fabrications intéressant le confort et la sécurité des bâtiments industriels et publics (appareils d'éclairement, de ventilation, de désenfumage).

Nous avons une notoriété importante. Nous lançons sur le marché une gamme entièrement originale et qui répond en tous points aux exigences des nouvelles réglementations. Les brevets sont pris, les essais CSTB sont en cours, les études marketing se poursuivent.

Nous souhaitons confier l'ensemble de cette activité à un jeune ingénieur. Il participera à la mise au point des produits, créera un réseau d'installateurs agréés, choisira les actions de promotion auprès des utilisateurs et apportera son aide technique à tous les niveaux de la commercialisation.

Il peut être débutant mais il doit avoir les qualités personnelles nécessaires pour s'impliquer largement dans des responsabilités étendues. Nous appartenons à un groupe où il peut par la suite trouver s'il le désire une diversification de carrière.

SEFOP est notre conseil et vous parlera plus longuement de nous et de nos projets. Merci de lui adresser votre dossier sous référence IN 958 M.



11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Important Cabinet Spécialisé en
AUDIT et COMMISSARIAT AUX COMPTES
recherche :

REVISEURS DEBUTANTS

Diplômés SUP DE CO
PARIS ou PROVINCE

REVISEURS

Niveau Senior d'Audit

REVISEURS INFORMATIQUE

DEBUTANTS ou CONFIRMES
Formation assurée,
ambiance jeune et dynamique.
Ecrire avec CV et photo à M. MESSIER
217, rue St Honoré - 75001 PARIS

GRANDE ENTREPRISE INTERNATIONALE DE TRAVAUX PUBLICS
recherche

un INGENIEUR D'AFFAIRES

CHEF DE SECTEUR

Basé à LA DEFENSE, le poste suppose quelques années d'expérience dans les Travaux Publics, et implique des déplacements.

Adresser lettre, CV, photo et prétentions
sous référence 9913 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris
Cedex 02 - qui transmettra

ENTREPRISE DE T.P.

(C.A. 1,2 Milliard. Effectif 5.000 personnes) faisant partie d'un important groupe industriel recherche pour son siége à Paris 8 ème

cadre comptable

âgé au minimum de 30 ans, de formation supérieure (E.S.C. D.E.C.S. ....) et ayant une solide expérience comptable. Après une période de formation à la Société, il lui sera confié de réelles responsabilités.
Possibilités d'évolution au sein de l'Entreprise.
Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions en précisant la référence 678 M sur l'enveloppe au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

PROSPECTION PETROLIERE. SISMIQUE DE FOND

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

conçoit et réalise des systèmes pour la recherche et l'exploitation pétrolières.

Nos activités dans le domaine de la sismique de fond sont en forte croissance. Nous souhaitons renforcer notre potentiel d'innovation et d'études en recrutant un.

INGENIEUR DE HAUT NIVEAU SCIENTIFIQUE

Il contribuera à l'analyse théorique et la réalisation de matériels destinés à l'acquisition de profils sismiques le long des forages pétroliers.

Diplômé d'une Grande École ou titulaire d'un Doctorat d'État, vous avez les connaissances approfondies et de préférence une première expérience dans un des domaines suivants : mathématiques appliquées (modélisation par éléments finis...), mécanique des milieux continus, acoustique.

L'importance de votre contribution à la réussite de ce projet vous ouvrira de larges perspectives de carrière dans un groupe aux activités de recherche et développement agressives et diversifiées, en Europe et aux U.S.A.

Les dossiers de candidature sont à adresser, sous référence 8017.

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER — Schlumberger — 26, rue de la Cavée 92142 CLAMART CEDEX.

HAVAS CONTACT

DIRECTEUR DE ZONE

100.000 F. + / voiture

Grande distribution Paris

Une des sociétés leaders de la grande distribution (C.A. supérieur à 3.000 Millions de F. - effectif de plusieurs milliers de personnes) recherche un DIRECTEUR DE ZONE. Sous l'autorité du Directeur Commercial, il sera chargé de gérer 15 à 20 magasins répartis sur un secteur géographique donné (région Parisienne). Pour chacun de ces points de vente considérés comme centres de profit, il établira les budgets prévisionnels (ventes-personnel-travaux...) et il en suivra la réalisation avec analyse des comptes d'exploitation. Il fera appliquer dans son secteur la politique des ventes définie par la direction commerciale (tarifs-marges-niveau des stocks-organisation des rayons-publicité...). Il veillera au respect des procédures administratives (versement des recettes en banque-établissement de documents et graphiques...). Il sera responsable de la gestion du personnel (140 personnes) : définition des activités-suivi du respect des normes de sécurité et de la législation... Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, possèdera une bonne culture générale et surtout une expérience professionnelle analogue de plusieurs années acquise dans la grande distribution mais non obligatoirement dans la distribution alimentaire. Ecrire sous référence 375 à :

G.R.H. Conseils
3, Avenue de Ségur - 75007 PARIS

bleu

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Intégrés dans un groupe français aux activités internationales, nos divers établissements en Métropole regroupent plusieurs milliers de personnes.

En liaison fonctionnelle avec le Directeur Central du Personnel, vous participerez à l'élaboration des politiques du personnel, à leur mise en œuvre, à leur contrôle en collaboration avec les responsables hiérarchiques d'établissement et leur chef de Personnel.

Agé d'environ 40 ans, de formation supérieure, (Ingénieur, ESC, Fac...) vous avez tenu des postes de responsabilité hiérarchique (exploitation, production...), avec un effectif de plus de 1.000 personnes.

Vous occupez depuis 5 ans environ, un poste de Direction du Personnel vous permettant aujourd'hui de dominer les différents aspects de la fonction.

Votre dossier avec prétentions nous sera transmis par
TELEX P.A. 34, Bd Haussmann - 75009 PARIS *sous réf. D 162*
Nous l'étudierons avec la discrétion de rigueur.

---

cadre administratif et financier

Pour nous, groupe Français à vocation internationale, ce cadre collaborateur direct du Directeur de l'Etablissement (1500 personnes) a la responsabilité administrative et financière d'un volume d'affaires de 150 millions de Francs.

A la tête d'un service de 15 personnes, il est responsable de l'administration de l'établissement, des obligations juridiques et fiscales, de la gestion financière, du contrôle budgétaire et de gestion, et de la comptabilité.

Nous souhaitons confier ce poste à un diplômé de l'Enseignement Supérieur (ESC option finances...) ayant 3 à 5 ans d'expérience en entreprise et/ou en cabinet d'expertise comptable.

Le poste à pourvoir en région parisienne, demande quelques courts déplacements.

Ecrire avec CV, photo et prétentions sous No 70.393 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

PHILIPS

DEPARTEMENT INFORMATIQUE INTERNE

recherche pour son Service GESTION des RESEAUX

UN INGENIEUR

GRANDE ECOLE OU EQUIVALENT

Intéressé par l'étude, la réalisation et la coordination de projets de transmission de données.

Expérience 3 à 5 ans souhaitée.

Connaissances en téléphonie ou en logiciels de communication IBM appréciées.

Anglais parlé et lu.



Adresser lettre manuscrite, C.V. et prét. à PHILIPS - Département ISA - Service du Personnel - 6, rue Firmin Gillot 75015 PARIS.

La SOCIETE ELECTRO-HYDRAULIQUE - POMPES SALMSON, filiale du GROUPE THOMSON, fabriquant et commercialisant des pompes domestiques et industrielles, recherche

un Ingénieur Export

— RESPONSABLE DE TOUTES LES ACTIVITES TECHNIQUES AVANT ET APRES VENTE —

Le candidat aura pour mission d'établir un lien permanent entre les clients étrangers et l'usine de Laval, de conseiller, former et assister la clientèle, enfin d'effectuer toutes études utiles au Service Marketing.

Mobile et autonome, il devra être disponible pour de fréquents déplacements.

- *INPG, ECAM, ICAM, INSA ou équivalent.*
- *Anglais courant + 2ème langue.*

Si ce poste, basé à ST CLOUD, vous intéresse, adressez sous réf. 993, à C.LAMY : lettre de présentation manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions.

un Chef de Produits

POUR SON « SECTEUR INDUSTRIE »

L'HOMME : Ingénieur de formation, il s'est orienté vers le Marketing Industriel et a acquis dans ce domaine une expérience d'au moins 5 ans. Il parle Anglais couramment.

LA FONCTION : en relation avec l'usine de Laval et la Direction Commerciale, il assure le suivi de ses produits depuis le contrôle de leur conception jusqu'à leur fonctionnement chez les clients, prépare les plans d'action commerciale et élabore la stratégie produits-prix.

Lieu de travail : Saint-Cloud.

Si vous êtes intéressé par ce poste au sein d'une équipe Marketing dynamique, veuillez adresser à Claude LAMY un dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 970 à

35 rue du Rocher 75008 Paris — ORION — 35 rue du Rocher 75008 Paris

---

LA SOCIETE GENERALE

recherche

pour son service d'Études Informatiques à Paris

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

HF

débutants ou ayant déjà une courte expérience professionnelle, les *candidats devront posséder un DUT, BTS, ou un niveau équivalent.* Il s'agit de postes pouvant évoluer ultérieurement vers des fonctions de responsable d'application.

Les candidatures, curriculum vitae et prétentions de salaire sont à adresser sous référence 982

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Service du Recrutement
7, rue Caumartin - 75009 PARIS

bleu

Assistant au chef comptable

L'Expert Comptable d'une importante société de négoce implantée à Rungis recherche un ASSISTANT au CHEF COMPTABLE possédant le DECS ou une *formation équivalente mais sûre.*

Le candidat devra avoir un minimum de 3 ans d'expérience dans la fonction. Ce poste est réservé à une personnalité dynamique.

Envoyez CV, photo et prétentions à : GESCO S.A. 27 rue Jean-Jacques Rousseau 75001 PARIS.



aerospatiale

Division Systèmes Balistiques et Spatiaux
Etablissement des MUREAUX (Yvelines)

recherche

ingénieurs grandes écoles

(X - ENSAé - ECP - ENST - ESE - ENSAM - ENSMA - ENSTA - IPG)

débutants ou ayant une première expérience (2 à 3 ans) intéressés par les domaines d'activité suivants :

- Avant-projets
- Guidage
- Pilotage
- Télécommunications
- Electronique, électricité, électromécanique
- Informatique scientifique et de systèmes
- Calculs et études structures composites.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à No 71.389 CONTESSE PUBLICITE, 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, *qui transmettra.*

Nous appartenons à un puissant groupe européen et nous sommes connus pour la qualité de notre marketing et de nos produits informatiques, que nous vendons à une clientèle sectorielle bien ciblée.

La promotion de deux de nos Ingénieurs parisiens nous permet de vous intégrer en tant que jeune

INGENIEUR COMMERCIAL

Nous souhaitons que vous ayez un bon niveau de formation (BAC +), suivi d'une première expérience de vente (dans l'informatique, la bureautique ou les produits de gestion par exemple).

Vous pourrez vous appuyer sur notre marketing et nos produits, mais vous devrez faire preuve de qualités personnelles dans la gestion de votre territoire *pour atteindre rapidement un niveau de rémunération de ± 120.000* (+ voiture société ou personnelle).

Nous avons confié la sélection à :
I.P.P.A., 57 rue d'Amsterdam - 75008 PARIS
qui attend votre C.V. sous référence 77 512 M.



roussel uclaf

recherche

ACHETEUR de haut niveau

pouvant seconder le Responsable des Achats Techniques (biens d'équipement, fournitures diverses et marchés de travaux).

Il aura, à ce titre, des contacts importants avec l'ensemble des services de la Société et ses filiales.

Ce poste, à large responsabilité conviendrait à un **INGENIEUR DE FORMATION ARTS & METIERS** ***OU EQUIVALENT***, ayant une expérience de quelques années soit, dans la profession, soit dans une Société d'ingénierie.

Le candidat devra avoir d'excellentes qualités de négociateur et un goût affirmé pour les relations *humaines.*

- Connaissance de l'allemand ou de l'anglais parlé.
- Lieu de travail : proche banlieue Nord de Paris.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 9964/S à A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS *(qui transmettra)*



VENTE DE POLYSTYRENE — **PARIS**

Notre réussite sur le marché français est liée à la fois à la renommée internationale de notre groupe et au dynamisme de nos équipes commerciales. Nous souhaitons confier le développement de *nos activités polystyréniques* à un jeune cadre connaissant bien la clientèle transformatrice de matières plastiques et possédant un goût réel de la vente. Nous lui apportons l'appui d'un groupe puissant qui dispose *d'une logistique bien rôdée.*

Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 005213 M (à mentionner sur l'enveloppe) à *notre Département « [illegible] ».*
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC



HISPANO-SUIZA

recherche
pour son UNITE DE
PRODUCTIONS AERONAUTIQUES
92 BOIS-COLOMBES

2 INGENIEURS

Formation générale supérieure
SPECIALISATION AERONAUTIQUE APPRECIEE.
Expérience indispensable de plusieurs années dans bureau d'études de conception
Expérience souhaitée dans les domaines suivants : (mécanique appliquée - aerodynamique - resistance des matériaux - électronique (micro-processeur) pyrotechnie - matières plastiques - parachute).

MISSION :
Recensement des connaissances, des matériels et des besoins exprimés par le client dans un domaine lié à certains systèmes mécaniques aéronautiques et à leur environnement.

En fonction des besoins exprimés par le client avec le concepteur, etudes en cooperation afin de faire évoluer les materiels actuellement définis et en cours d'étude.

A terme : animation d'une équipe de conception définissant de nouveaux matériels.

PROFIL :
- très bonne connaissance de la langue anglaise
- *forte capacité et motivation pour la conception*
- goût pour les contacts humains
- deplacements fréquents.

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. S.E. aux Relations du Travail *HISPANO SUIZA* Siège Social 333 Bureaux de la Colline 92213SAINT CLOUD CEDEX.

CHEF COMPTABLE
(H. ou F.)
110-130 000 F

AKAI
Hi-Fi-Vidéo
Paris/La Défense

La Société AKAI (100 pers., C.A. 300 millions de F.), spécialisée dans l'importation et la diffusion en France de matériels Hi-Fi - Video d'origine japonaise, recherche un CHEF COMPTABLE. Sous l'autorité du Directeur Financier, il sera chargé de centraliser tous les éléments comptables, afin d'établir les situations mensuelles et les bilans trimestriels. Il veillera avec une particulière attention au suivi des comptes clients (relances, précontentieux...).

Il définira, animera et contrôlera les activités de 11 personnes. *Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans,* de formation B.P. Comptable ou D.E.C.S., possédera quelques années d'une expérience professionnelle analogue acquise de préférence dans une société du secteur distribution mettant en œuvre un traitement informatisé de la comptabilité. *Ecrire sous référence 377/M à :*

G.R.H. Conseils

3, avenue de Ségur, 75007 Paris.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

Jeune ingénieur X., Ponts, Mines

Le Directeur Général Adjoint d'un groupe français recherche un adjoint susceptible de devenir dans un délai court Directeur Général d'une importante filiale.

Le groupe, avec un effectif de 4000 personnes, est de taille humaine. Il est très diversifié, ses activités industrielles s'exercent sur tout le territoire et ses produits, souvent leaders sur le marché national, sont également vendus dans le monde entier.

La filiale (usines dans le Nord, siège à Paris) est dans sa branche *d'activité : produits du bâtiment, un des premiers noms* de la profession.

La formation d'Ingénieur Grande Ecole (avec un attrait particulier pour la chimie) est bien sûr indispensable pour pouvoir appréhender un ensemble de problèmes (techniques, commerciaux et de gestion) *au niveau de la décision, mais ce sont* les *qualités* humaines d'animation et de commandement qui feront la différence. L'avenir est très ouvert pour un homme de valeur.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 11120 M à :

SOURCES
108 rue Saint-Honoré, 75001 Paris
(qui transmettra)



Cii Honeywell Bull

dans le cadre de l'expansion de ses activités d'études recrute des

INGENIEURS SYSTEME

Ils participeront au démarrage d'un nouveau **CII HB 66** bi-processeur et en deviendront les spécialistes système (partie Télécom.).

A ce titre, ils seront les interfaces avec *les utilisateurs (équipes développement* logiciel – conception C.A.O...).

Leur adaptation sera facilitée s'ils possèdent une première expérience système et/ou télécommunications.

Le lieu de travail est le centre d'études des Clayes-sous-Bois (78).

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 164 M (à préciser sur l'enveloppe) à : Cii Honeywell Bull – ACLES – 61-63, rue d'Avron - 75980 Paris Cedex 20.

HAVAS CONTACT



Importante Société de Services et Conseils en Informatique
THOMSON-CSF INFORMATIQUE

recherche
POUR SA DIVISION CONSEIL

consultants

diplômés Grandes Ecoles (X, Mines, Centrale, H.E.C., ...) possédant de 2 à 5 ans d'expérience en organisation et/ou informatique.

La diversification des missions (schémas directeurs, conception, réalisation et mise en place des systèmes d'information, audit, télématique, bureautique, ...) et le niveau des interventions, assurent de réelles possibilités de carrière.

Adresser C.V. détaillé, sous réf. DCA 079 à

ANSWARE
135 rue de la Pompe - 75116 Paris.



Le Groupe bancaire
crédit universel
souhaite intégrer quelques

JEUNES DIPLOMES ESSEC, ESCP, EDHEC, ET GRANDES ECOLES DE GESTION

Débutants dans la vie *professionnelle,* vous recherchez avant tout l'opportunité de prouver vos capacités à assumer des responsabilités de direction d'agence.
Volonté d'entreprendre, tempérament décideur, dynamisme commercial et rigueur de gestionnaire *seront les atouts de votre réussite.*
Pour recevoir, par retour, un dossier d'information sur cette offre faites nous connaître les *raisons qui vous amènent à rechercher une telle* opportunité.

Groupe du Crédit Universel - Recrutement Agences, 152, Bd Haussmann - 75008 PARIS



THOMSON-CSF

recherche des

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Formation GRANDES ÉCOLES

Débutants ou avec quelques années d'expérience.

- Vous serez responsables de l'étude, la conception des matériels et la réalisation de matériels et de systèmes.
- Vous travaillerez en *laboratoire et/ou sur* chantiers à l'étranger.

Différents postes peuvent vous être proposés dans les domaines suivants :
— Traitement du signal temps réel (microprocesseurs)
— Techniques digitales
— Techniques radar, déport des informations et visualisation.
— Techniques analogiques VHF et UHF.

Anglais souhaité.
Lieu de travail : BANLIEUE SUD-OUEST.

Ecrire avec C.V. et photo à n° 69.927 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

RENTABILISEZ VOTRE COMPETENCE

Vous êtes diplômé MIAGE ou équivalent.
Vous avez acquis une expérience de 2 à 3 ans chez un Constructeur ou une SSCI.
Vous souhaitez un travail vivant, responsable, évolutif (et rémunérateur).
Vous voulez disposer d'une voiture de fonction pour vos déplacements.

Misez sur l'Entreprise qui «bouge» et devenez

INGENIEURS TECHNICO COMMERCIAUX CMC

Sur Paris, Lille, Marseille, Nantes ou Rouen.
(référence : ITC - JCP)
Vous apporterez votre expérience des applications de gestion et votre connaissance d'un langage évolué (COBOL) et participerez à notre développement continu.

. Au niveau du Support Central France - Filiales Européennes
(référence : ITC - JCF)
Votre expérience des télécommunications et votre pratique de la langue *anglaise nous seront d'utilité pour améliorer notre support en France et* à l'étranger.

Envoyer C.V. et prétentions à :
Référence ITC - JCP : CMC FRANCE, Direction Commerciale, 26, rue de Mademoiselle 78000 VERSAILLES
Référence ITC - JCF : CMC FRANCE Support Central 15 rue d'Angiviller 78000 VERSAILLES

CMC

SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE
(PRODUCTION)

UN INGENIEUR TELECOMMUNICATION

DIPLOME ENST - ESE - ENSEA

pour assurer gestion, exploitation et maintenance du réseau de télécommunication d'une de ses filiales en AFRIQUE.

Domaine des connaissances indispensables :
- TELEPHONIE, MATERIEL VHF, UHF, FAISCEAU HERTZIEN, BLU, anglais courant, parlé, lu et écrit.

Quelques années d'expérience souhaitées.

Ecrire avec C.V., prétentions et photo à No 70824 - S.N.E.A.P. D.C. Recrutement - 26, av. des Lilas (Tour 12.04) 64018 PAU Cedex

---

Groupe international de services quartier
SAINT LAZARE recherche

JURISTE D'ENTREPRISE

affecté au service juridique de la Société Holding, il participera sous l'autorité du Chef de service à l'étude et au suivi des diverses questions *juridiques* concernant *les filiales* françaises et étrangères du groupe.
Ce poste nécessite un esprit méthodique, ouvert et de solides connaissances en droit privé (droit du travail, droit des affaires...) ainsi que des notions en droit international privé. Il conviendrait à un jeune juriste de niveau *D.E.S.S.* ou *D.E.A.* - une première expérience dans un poste similaire serait appréciée. Une bonne connaissance de l'an*glais est indispensable. De courts déplacements* en France et à l'Etranger sont à prévoir.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf.194 à *INTER PA, BP 508, 75066* Paris cédex 02 qui transmettra.

CABINET INTERNATIONAL DE CONSEIL EN GESTION
recherche

UN (E) CONSULTANT (E)

plus ou moins 180 000 F.

en organisation informatique,
responsable du développement de l'activité de Conseil en Informatique ;
d'évaluation et/ou de mise en place de systèmes informatiques et bureautiques.

Ce poste requiert une formation supérieure, une *bonne pratique de la langue anglaise et une* expérience réussie, soit en tant que consultant, soit en tant que Chef de Projet.

Il est *souhaitable* d'avoir la maîtrise technique des petits et moyens systèmes I.B.M. et d'excellentes qualités relationnelles.

La réussite dans ce poste conduira son titulaire à une position d'associé de la société.

Nous vous prions de faire parvenir votre dossier de candidature sous référence C.A. 40, en indiquant le nom des sociétés à qui la candidature ne doit pas être transmise.

S.S.C.I. - Département Recrutement,
référence C.A. 40,
229, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS.

IMPORTANT GROUPE PRIVE D'ASSURANCES
recherche

2 AUDITEURS CONFIRMES

Profil des candidats :
30 ans environ - DECS ou diplôme équivalent.
3 à 5 ans d'expérience *d'expertise* comptable ou en cabinet d'audit. Pratique souhaitée de l'anglais et espagnol.
Disponibilité pour les déplacements.

Les postes situés à Paris Quartier Saint Lazare sont à pourvoir très rapidement.

Merci d'adresser lettre de candidature avec C.V. et prétentions à no 71380 CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

SOCIETE INSTRUMENTATION RECHERCHE

1) UN AGENT TECHNIQUE

pour service Contrôle

niveau B.T.S. électronique ou DUT électronique ou mesures physiques. 2 à 3 années expérience industrielle.

2) UN AGENT TECHNIQUE ÉLECTRONICIEN

pour service après-vente niveau V

Expérience de la maintenance d'instruments électroniques d'essais de laboratoire. Anglais exigé.

Connaissances électromécaniques appréciées. Déplacements France et Europe.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétent. sous no 71.401, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Société leader en micro-informatique professionnelle

recherche

2 INGÉNIEURS COMMERCIAUX

pour promotion *et support du réseau*
DISTRIBUTION clients OEM et SSCI
— Expérience 2 ans minimum dans commercialisation matériels/logiciels d'informatique ;
— Formation supérieure ;
— Goût de la négociation et de la mise en place de solutions nouvelles.

1 ANALYSTE PROGRAMMEUR CONFIRMÉ

pour développer son département logiciels de gestion en micro-informatique professionnelle sur nouveau système CBM 8001 de Commodore.
— Formation *MIAGE* ou équivalent.
— Expérience 2 ans minimum.



Adr. C.V. et rémunér. souhaitée à :
97, rue de l'Abbé-Groult,
75015 PARIS
Distributeur exclusif de Commodore

La filiale française d'une importante société internationale, équipée d'un IBM 34 recherche

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

confirmé GAP 2

Nous vous confierons l'analyse et la programmation de nos nouvelles chaînes, ainsi que les améliorations à apporter aux traitements existants.

Ce poste offre une réelle perspective d'évolution à un candidat de valeur. Lieu de travail proche banlieue nord.

Adresser curr. vitae et prétentions sous r.f. 4.261 à

P. LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02, qui transmettra.



recherche

1 TECHNICIEN SUPERIEUR

pour traductions Français Anglais de documentations mécaniques et électroniques.

Formation aux langages radiologiques assurée.

Lieu de travail : STAINS (proche banlieue *Nord de Paris).*

Horaires personnalisés sur 5 jours. Self service, parking.

Ecrire à CGR Industrie - Service du Personnel - 3, rue d'Amiens - 93240 STAINS.

---

batiment c'est un poste complet comptabilité

- Vous serez responsable de l'ensemble des travaux de CG et CA et de la Direction de votre *équipe* (10 personnes). Vous disposez des moyens informatiques.
- Notre *société (140 MF, 500 pers.)* est la filiale d'un groupe. Notre système comptable est centralisé mais les 12 établissements sont responsa*bles des imputations.*
- Vous avez déjà une première expérience de responsable acquise dans une entreprise de bâtiment ou second oeuvre.

Pour participer à ce recrutement, *envoyez votre* C.V. avec photo récente s/réf.92.15.à :

ONOMA 26, rue de Berri 75008 Paris (confidentialité, réponse assurées)

offres d'emploi

IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS
spécialisée dans activité internationale
recherche

ADJOINT au RESPONSABLE du LABORATOIRE

(Formation Grandes Ecoles de préférence Ecole Physique Chimie)

Ses responsabilités s'exerceront dans 3 directions :
— Activité de laboratoire proprement dite ;
— Assistance technique sur chantiers nécessitant des déplacements, parfois éloignés, mais de courte durée (15 jours environ) ;
— Activité de recherche et contact avec des laboratoires et des organismes extérieurs.

Il est souhaité d'avoir une expérience d'au moins quelques années dans l'industrie des ciments ou dans un laboratoire d'essais de matériaux.

Ce poste est appelé à une évolution certaine.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., no 71.103,
cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

ASSURANCES

Le Dépt INFORMATIQUE (matériel IBM 370/148 - bientôt 43/41-31) d'un GROUPE PRIVE important rech. pour PARIS (8e)

2 ANALYSTES FONCTIONNELS

pour PRISE EN CHARGE, avec une autonomie certaine, DE PROJETS en IARD.

Ces postes EVOLUTIFS demandent
- une FORMATION SUPERIEURE, de préférence scientifique
- une EXPERIENCE CONCRETE (d'au moins 2 ans) en ORGANISATION et ANALYSE dans Sté de Conseil ou grande Entreprise.
- Connaissances ASSURANCE, INFORMATIQUE de Gestion et télé-processing très appréciées.

S.C. garantit une DISCRETION ABSOLUE.

Lettre manusc., C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 4454 à

SC sélection conseil 98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

IMPORTANTE SOCIETE DE CONSTRUCTION ELECTRIQUE
proche banlieue NORD, accès par métro
recherche

1 INGÉNIEUR DÉBUTANT
DE FORMATION ELECTROTECHNIQUE

2 TECHNICIENS DÉBUTANTS
DIPLOMES BTS ou IUT
de formation électrotechnique

1 TECHNICIEN BTS ou IUT
Formation informatique de gestion.
Connaissance :
— Langage de programmation PL1.
— Gestion de base de données.
— Moniteur de télétraitement.

DESSINATEURS
CONFIRMES ou DEBUTANTS
de formation électrotechnique

Env. C.V. à no 71.338 CONTESSE PUBLICITE 20, aven. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transm

---

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES DU SECTEUR PRIVE
RECRUTE

COLLABORATEURS
— Dégagés des obligations militaires.
— Etudes secondaires.

Après formation au Siège Social, ils occuperont des postes à dominante commerciale supposant : esprit d'INITIATIVE, d'ORGANISATION et de RESPONSABILITE et impliquant des déplacements fréquents.

REMUNERATION STIMULANTE
PLAN DE CARRIERE

Ecrire à Régie-Presse, sous le numéro T 021461 M. 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS



Telemecanique

Division automatismes électroniques
recherche

UN ACHETEUR
- spécialisé marketing international composants électroniques.
- très bon négociateur.
- 5 ans minimum expérience industrielle dont 3 ans d'achat.
- niveau ingénieur ou B.T.S..
- connaissance de l'anglais

Ecrire : TELEMECANIQUE, direction des approvisionnements, zone industrielle, 06510 CARROS

STV
recherche

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Ayant plusieurs années d'expérience en automatisme.

Sérieuses références exigées.

Adresser C.V., photo et prétentions ou téléphoner pour rendez-vous :
S.T.V., 22, rue Romain-Rolland, 93260 Les Lilas. - Tél. 363-61-85.

Assistant Direction Exportation

Laboratoire pharmaceutique, filiale d'un groupe *multinational, recherche un* **ASSISTANT DIRECTION EXPORTATION** dans le cadre de son expansion internationale. .

Collaborateur direct du Directeur Export, dans un premier temps, il devra le seconder dans les opérations administratives du Département. En cas de réussite, il sera chargé du contact direct avec un *secteur en développement.*

Le candidat, âgé d'au moins 28 ans, aura une expérience dans la pratique de l'exportation et si possible dans l'industrie pharmaceutique.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Lieu d'attache : proche banlieue Sud.

Envoyer votre lettre de candidature, C.V., photo et prétentions sous référence 276 M à

MEDIA PA 9, Bd des Italiens. 75002 Paris qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées).

MEDIA PA

IMPORTANT GROUPE SPECIALISE EN AUDIT ET EXPERTISES COMPTABLES ET FINANCIERES
recherche

AUDITEUR CHEF DE MISSION
J. H. ou J. F.

EXPERIENCE :
2 à 3 ans dans un cabinet anglo-saxon. Pratique des réglementations américaines et anglaises au travers des contacts avec entreprises.
Bonne maîtrise de l'anglais écrit, lu et parlé.

FORMATION :
Enseignement commercial supérieur ou équivalent ou enseignement universitaire. Certificats supérieurs de l'expertise comptable ou Diplôme Certified Public Accountant ou Chartered Accountant.
Stage d'expertise comptable assuré.

LIBRE SOUS DELAI REDUIT.

Larges possibilités de développement de carrière

Ecrire avec C.V. et photo, sous le no T 21.444 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

---

SOCIETE DE CONSEIL EN INFORMATIQUE
recherche

jeunes collaborateurs
- 2 à 3 années d'études supérieures
- célibataires, dégagés des obligations militaires
- libres rapidement

DESIREUX D'ENTREPRENDRE UNE CARRIERE dans

L'INFORMATIQUE

Formation de base assurée dans le cadre d'un contrat de travail avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé + photo en précisant la date de disponibilité à no 70.967 CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

INGÉNIEURS SPÉCIALISTES EN

TÉLÉCOMMUNICATIONS ET TÉLÉMATIQUE

Vous avez 5 à 10 ans d'expérience,

DES COMPÉTENCES PLURIDISCIPLINAIRES
la pratique de l'informatique.

Si le travail ne vous fait pas peur, nous vous offrons des postes d'avenir, en conception et ingénierie de réseaux.

Activité variée, impliquant de nombreux contacts.

Lieu de travail : PARIS.

Envoyez votre candidature manuscrite, avec C.V., photo et prét. sous no 8.996, « le Monde » Publ., 5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09

JAEGER

BRANCHE AERONAUTIQUE
recherche pour PARIS

INGENIEUR SYSTEMES

Formation aéronautique (Sup Aéro, ENSTA, ENICA...)

Fonctions : coordination et suivi de projets avionique.

Anglais nécessaire

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à no 71021 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Proche banlieue sud
Entreprise en forte expansion
recherche son

RESPONSABLE BUREAU ÉTUDES CIRCUITS IMPRIMÉS

Ingénieur confirmé (5 ans d'expérience dans le domaine) encadrant une équipe de 20 personnes et en liaison avec les utilisateurs, il sera chargé de l'organisation et du suivi des travaux de développement et implantation de circuits imprimés utilisant des moyens de conception assistée par ordinateur

(C.A.O.)

Ecrire avec C.V. et photo à no 70.360, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'AGENCES MARITIMES INTERNATIONALES
en pleine expansion, recherche

DIRECTEUR FINANCIER

Adjoint direct du président
- 35 ans minimum ;
- titulaire D.E.C.S. ;
- pratique informatique ;
- *anglais courant.*

Il aura la responsabilité des services suivants :
- Comptabilité générale.
- Suivi et contrôle de la trésorerie.
- Organisation de la gest. administrative.
- Situations trimestrielles.
- Gestion du personnel.

Rémunération et carrière intéressantes pour cadre de valeur. Déplacements France à prévoir.

Adresser curriculum vitae, photo et prétent., à : ECEGE, 40, avenue Ledru-Rollin - 75012 PARIS.



THOMSON-CSF

recherche pour son
ACTIVITÉ - TRAFIC

UN INGÉNIEUR
Position II

Pour l'établissement de projets et de conduites d'affaires en trafic urbain ou routier.
Une expérience de 3 ou 4 ans en France ou à l'étranger dans des activités similaires est indispensable.

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Pour assurer la responsabilité d'un laboratoire d'études de matériels.
En plus d'une expérience de plusieurs années, le candidat devra avoir une solide compétence dans les domaines analogiques ou radio-communications.

Ce poste convient à un candidat possédant une grande faculté d'adaptation et désirant mettre en valeur ses qualités d'initiative et de décision.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à no 70.842, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

BANQUE CHAMPS ELYSEES
recherche
POUR SERVICE DU PERSONNEL

GRADE CLASSE II ou III

Expérience dans SERVICE exigée

Ecrire avec C.V. prétentions et photo s/réf. A.P., à P.LICHAU SA, BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

PRODUITS CHIMIQUES DE CONDITIONNEMENT DES EAUX

JEUNE INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Société de traitement d'eau, nous recherchons, pour participer au développement de notre département « Produits Chimiques de Conditionnement des Eaux », un jeune ingénieur technico-commercial.

Basé à Nanterre (92), il exercera son activité en région parisienne avec possibilités d'extention sur le Nord de la France.

Ingénieur chimiste de formation, le candidat retenu aura 1 ou 2 ans d'expérience technico-commerciale dans le traitement des eaux.

Adresser lettre manuscrite, C.V. avec photo et prétentions au no 8.994, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09, q. tr.

L'ACTA
Association de Coordination Technique Agricole
recherche

- Un ANALYSTE PROGRAMMEUR, niveau MIAGE ou équivalent, 5 ans d'expérience minimum, ayant l'habitude d'encadrer une petite équipe. COBOL et FORTRAN (BASIC apprécié). Expérience du transactionnel. Il aura, entre autres, pour mission d'implanter un système de COMPTABILITE ANALYTIQUE ainsi qu'un système INTERACTIF de GESTION d'un comptoir de ventes (saisie de commandes, stocks, facturation, relances, prospection sur fichier clients) sur un PRIME 650.
  Evolution possible vers un poste d'analyste concepteur ou de chef de projets.
- UN PROGRAMMEUR DEBUTANT COBOL (FORTRAN apprécié), niveau B.T.S. ou Bac H.

Ecrire ou téléphoner à M. DEROO ou P. MAUDUIS, ACTA, 149, rue de Bercy, 75595 PARIS CEDEX 12. TELEPHONE : 346-12-30

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION
SPECTRAL
FILIALE D'UN GROUPE IMPORTANT

Spécialisé dans la distribution et la maintenance de systèmes d'informatique répartie et de réseaux
recherche :

INGÉNIEURS COMMERCIAUX INFORMATIQUE CONFIRMÉS

— Exp. de 2 ans minimum chez constructeur.
— *Possibilités d'évolution pour candidat de valeur.*

Env C.V et prétentions, sous la référence IC 75, 126, rue Jules-Guesde - 92300 Levallois-Perret.

IMPORTANTE ENTREPRISE de TRAVAUX PUBLICS SPÉCIALISÉS ACTIVITÉ INTERNATIONALE
recherche

ADJOINT (E)
de son

DIRECTEUR JURIDIQUE

Il (elle) aura pour mission d'assister celui-ci, principalement, dans les domaines suivants :
— Contentieux contractuel et social ;
— Constitution de filiales à l'étranger ;
— Assurances.

Une formation Supérieure en Droit des sociétés et Droit du travail (maîtrise + DESS), complétée par une première expérience professionnelle est indispensable pour ce poste, qui exige en outre une certaine aptitude à comprendre quelques données techniques élémentaires.

Lieu de travail : NANTERRE

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. no 71.128
cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

GRANDE ENTREPRISE INTERNATIONALE DE TRAVAUX PUBLICS
recherche
pour sa Direction Financière

un CADRE FINANCIER

de formation supérieure, ayant au minimum 5 ans d'expérience, mobile, et parlant Anglais.
Adressez lettre, CV, photo et prétentions sous référence 9915 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

PHILIPS  Data Systems

Vous êtes :
soit d'une Ecole d'Ingénieurs, soit diplômé de l'enseignement supérieur scientifique.
Vous êtes intéressés par une carrière.

d'INGÉNIEUR LOGICIEL SYSTÈME

Poursuivant le développement de ses activités
PHILIPS DATA SYSTEMS

Centre Industriel de :
FONTENAY-AUX-ROSES (92)

vous offre cette possibilité après un stage de formation.

Vous serez intégrés à des équipes de développement de haut niveau travaillant en coopération avec nos autres centres d'études en EUROPE.

Bonne connaissance de l'anglais nécessaire.

Adr. C.V. manuscrit, photo et prétentions, au Service du Personnel - CTI, 4 à 16, avenue du Général-Leclerc — 92260 FONTENAY-aux-ROSES

ENTREPRISE M.B.A.
30 années d'activité - 5 étoiles
Paris Porte Sud
recherche

INGENIEUR OU ASSIMILE

- 35 ans minimum
- 5 à 10 ans expérience conduite chantiers

Ce poste conviendrait uniquement à un homme de métier ayant l'ambition de tirer pleinement profit de ses capacités. Formation complémentaire et discrétion assurée.

Ecrire C.V. mansucrit, joindre photo avant première prise de contact s/réf. 8061 à P.LICHAU SA. BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

MAISON D'ÉDITION DE LIVRES PRATIQUES EN PLEINE EXPANSION
RECHERCHE

RÉDACTEUR
(H. ou F.)

Pour :
a) recherche et contacts auteurs,
b) relations publiques,
c) animation des collections, complément rédactionnel, suivi de la réalisation des ouvrages et rapports avec l'unité de production.

Seules les personnes expérimentées et dynamiques sont priées de répondre en joignant curriculum vitae, photo et prét., ss le numéro 8.952, à : « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09.

IMPORTANTE SOCIETE DE TOURISME
recherche

DÉLÉGUÉ COMMERCIAL

Pour les régions :
52 - 54 - 55 - 57 - 67 - 68 - 70 - 88 - 90
Formation et expérience vente dans le Tourisme indispensables.

Rémunération directement liée aux résultats.
Adresser C.V. et photo, à REGIE-PRESSE, sous le numéro T 022591 M, 85 bis, r Réaumur, 75002 Paris.

offres d'emploi

Société de constructions mécaniques
PARIS SUD
recherche

INGENIEUR

CONFIRME A & M ou équivalent.

Fonction : mise en oeuvre des moyens de mesure et interprétation de ses mesures nécessaires à l'expérimentation de véhicules spéciaux (vibrations, contraintes, pression etc...).

Connaissances : moteurs à combustion interne - hydraulique.

Expérience : minimum 10 ans.

Adresser CV, photo, lettre manuscrite sous N° 7692 à
PARFRANCE Annonces
4 rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

Ingénieurs informaticiens débutants

(H ou F)

Nous sommes la filiale informatique d'une importante société basée à PARIS (15e) et équipée de matériel IBM 4341.

Dans l'optique d'importants développements d'applications temps réel, nous recherchons des informaticiens débutants.

De niveau Ingénieur (spécialisation informatique) ou MIAGE, ils seront intégrés à des équipes de réalisation.

Postes évolutifs dans une ambiance particulièrement motivante.

Adresser C.V., photo et salaire souhaité sous réf. 12.03/AP/304 à ADEQUATION, 62/64 avenue Emile Zola - 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

ASSURANCE «VIE»

Compagnie VIE Grande Branche.
Siège à PARIS (8e) recherche pour son
BUREAU D'ETUDES COMMERCIALES
STATISTIQUES/DOCUMENTATION un

JEUNE CADRE TECHN-COMMERCIAL (MARKETING)

pour assister la Direction en matière de MARKETING, ETUDES et MISSIONS COMMERCIALES : mise au point de produits nouveaux ou à réactiver, études et missions ponctuelles au siège et en province,...

INDISPENSABLE

- ACTUAIRE (Lyon ou équivalent) avec 1re EXPERIENCE concrète, même de courte durée de préf.

OU

- EXPERIENCE TECHNIQUE de l'Assurance VIE : plusieurs années terrain (Inspection) + Sce Actuariat.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération, photo ss réf. 4458 à



Massiot Philips
matériel médical

recherche
POUR RENFORCER SON EQUIPE INFORMATIQUE

un Informaticien Débutant

Formation d'ingénieur MIAGE ou équivalent, avec si possible des connaissances complémentaires de gestion.

Il participera au développement d'application temps réel de gestion sur IBM 30-31 et PHILIPS P 7000.

Larges possibilités de formation offertes pour s'intégrer à l'activité de la Société.

Adresser C.V., manuscrit, photo et prétentions :
SERVICE DU PERSONNEL,
64, rue Carnot, 92150 SURESNES

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE
Grande banlieue Nord de Paris
recherche

1 INGÉNIEUR
DE FORMATION SUPÉRIEURE
(Ecole ou Université) en MECANIQUE

Pour lui confier au sein de son
CENTRE DE DOCUMENTATION
les fonctions suivantes :
— Exploitation de documents techniques en français ou en langues étrangères ;
— Recherches documentaires ;
— Rédaction de synthèses bibliographiques ;
— Traduction d'articles ;
— Interprétariat.

Pour ce poste la connaissance de l'anglais et de l'allemand est indispensable.
La connaissance d'autres langues (notamment le japonais) sera appréciée.

Adresser C.V., photo et prétentions, n° 71.379, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui tr

---



THOMSON-CSF

INGÉNIEUR

FORMATION GRANDE ECOLE
Débutant ou avec première expérience

pour participer à l'étude et au développement de systèmes de transmissions numériques par satellite.

Il utilisera des techniques à la frontière de l'informatique et des télécommunications :
— Micro - Informatique.
— Traitement du signal.
— Transmission de données.

Il aura le goût du travail en équipe.

Adr. C.V., photo et prétentions, à THOMSON C.S.F., Division Faisceaux Hertziens Liaisons spatiales Service Recrutement, 53, rue Greffulhe, 92300 LEVALLOIS.

GROUPE IMPORTANT
C.A. consolidé 1 Milliard de Francs
spécialisé dans l'activité
de service aux transports

Nous proposons à un jeune diplômé d'études supérieures de s'intégrer à notre service Audit en tant que

AUDITEUR INTERNE

Nous demandons :
— 2 ans d'expérience de l'audit (cabinet ou entreprise) ;
— Bonne connaissance de l'Anglais.

Le poste :
— est basé à Paris et comporte 50 % du temps en déplacements (missions fréquentes mais de courte durée en France et en Afrique anglophone et francophone).
La rémunération globale, de l'ordre de 110 000 F, sera fixée en fonction de la formation et de l'expérience.

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 71.290, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris (1er).

CONTROLEUR DE GESTION
La filiale française d'un groupe américain

recherche son

CONTROLEUR DE GESTION

Sous l'autorité du Directeur administratif et financier, il développera les contrôles nécessaires pour une usine d'environ 1.000 personnes, fabriquant des produits industriels.
En plus, il aura la responsabilité du « reporting » mensuel, il supervisera la préparation des synthèses mensuelles, des rapports financiers, des analyses, des budgets et le plan à long terme.

Les candidats, parlant couramment l'anglais, devront posséder une expérience similaire au sein d'une entreprise industrielle américaine.

Envoyer C.V. et prétent. à SIPEP, réf. n° 1.075, 3, rue de Choiseul, 75002 PARIS.

PHILIPS
recherche

cadre approvisionnement

pour assurer la coordination des approvisionnements de nos unités décentralisées.

Cette fonction nécessite des déplacements fréquents.

Le poste conviendrait à un candidat ayant le goût des contacts.

- Formation école supérieure, commerciale ou technique ou université
- Débutant ou ayant quelques années d'expérience
- Anglais courant indispensable.



Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 498 Cie Française PHILIPS Département du Personnel 50, av. Montaigne, 75008 PARIS.

SFIM
SOCIETE DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE
recherche

RESPONSABLE EXPLOITATION CENTRE CALCUL
P.D.P. 11/45 - P.D.P. 11/70
SOUS RSX 11 M

Ce poste pourrait convenir à un ANALYSTE - PROGRAMMEUR CONFIRME.

Ecrire avec C.V. et prétentions au Service du Personnel
B.P. 74 - 91301 MASSY

Publicités Réunies

Parfums GARANCE et Produits de Beauté CEDIB développant nouveaux réseaux distribution sélective Détaillants et G.M. recherchent

DIRECTEUR DES VENTES
domicilié Paris

RESPONSABLES SECTEURS
20 départements
domiciliés Paris ou principales villes province.
Bonne rémunération et possibilité promotion rapide pour candidats jeunes, dynamiques, ayant réelles qualités et expérience de vente, prospection, négociation, animation.
Env. curriculum vitae et photo, 20, rue du Château, 92600 ASNIERES - Réponse rapide.

Filiale Française d'un Important Groupe Industriel International
exerçant son activité dans un domaine très spécialisé

recherche

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Il sera chargé de concevoir et de réaliser un nouveau Système d'Information, répondant aux besoins des différentes fonctions de l'entreprise (comptable et financière, commerciale, de production).

Le candidat, de formation supérieure, aura acquis une expérience similaire de quelques années et disposera, pour assurer cette mission, d'une durée estimée à 2 ans, de toute l'autonomie souhaitée.

Lieu de travail : PARIS

Envoyer C.V., lettre man. et prétent. N° 71.356

cabinet leconte — 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

UPJOHN POLYMERE

un des plus importants fabricants de matière première pour l'industrie des polyuréthanes
recherche
pour son bureau de PARIS, un

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
DEBUTANT
pour la promotion de ses produits en

FRANCE - ESPAGNE et PORTUGAL

Le candidat idéal aura une bonne connaissance de la langue anglaise et une formation en chimie ou hauts polymers.

Envoyer curriculum vitae à UPJOHN POLYMERE, 95, boulevard Berthier - 75017 PARIS.

---

chefs de zone

IMPORTANTE SOCIETE ALIMENTAIRE de PRODUITS de GRANDE CONSOMMATION
recherche

CHEFS DE ZONE

- 30 ans minimum
- Formation commerciale supérieure
- Expérience réussie de la vente et de l'animation des hommes
- Connaissance parfaite de la distribution
- Disponibles géographiquement
- Régions parisienne, est et sud-ouest.

Envoyer DOSSIER DE CANDIDATURE (lettre manuscrite, C.V. et photo récente) à No 71310 CONTESSE Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

BANQUE PRIVÉE (8e)

recherche

RESPONSABLE DÉPARTEMENT ENGAGEMENTS

FORMATION SUPÉRIEURE

5 années d'expérience dans ce domaine. Statut en fonction de la compétence et de l'expérience.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétent. à O.C.B.P., 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 Paris, sous référence 7.340 M.

Société de transports internationale recherche pour PARIS

ANALYSTE PROGRAMMEUR

responsable du service informatique

Formation :
— DUT ou équivalent ;
— Connaissance du GAP II (RPG II) indispensable ;
— Pratique du système 34 IBM appréciée ;
— 1 à 2 ans d'expérience dans les applications de gestion.

Activité : Chargé de développer de nouvelles applications gestion et opérationnel.

Configuration du système : 65 millions d'octets, 128 K octets et 8 postes.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prét. sous n° T 022.571 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 PARIS.

GROUPE INTERNATIONAL FRANCAIS DU SECTEUR TERTIAIRE
recrute

un chef comptable

Sous l'autorité du Responsable Administratif et Financier, il prendra en charge :
- la comptabilité générale et analytique
- la préparation des déclarations fiscales.

Il participera à l'élaboration des procédures et travaillera en étroite collaboration avec les opérationnels.

Ce poste s'adresse à un candidat de 28 ans minimum, ayant une expérience de 2 ou 3 ans en cabinet et/ou en entreprise, diplômé de l'Enseignement Supérieur, et possédant le DECS.

Le poste est à pourvoir dans la Région Parisienne.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à no 70391 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Publicités Réunies

CENTRE MEDECINE DU TRAVAIL - PARIS
cherche

MEDECIN DU TRAVAIL
à TEMPS PLEIN

Adr. candidature avec C.V. détaillé et photo, à n° 71.610, CONTESSE Publicité 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

---

GROUPE BANCAIRE PARIS 9e
recherche pour SERVICE JURIDIQUE IMMOBILIER

RÉDACTEUR CONFIRMÉ

POUR ASSURER :
— Les mises en place juridique (rédaction d'actes, études, des documents des sociétés immobilières et contrôle des garanties).
— Les relations avec les Notaires et les promoteurs dan sle cadre de ces travaux.

L'intéressé devra être licencié en droit privé ou capacité en droit et avoir des références dans une activité similaire ou chez un Notaire.

Adr. lettre manuscrite, C.V., prétentions, sous réf. 700, à J. GAUSSIN 104, rue de Richelieu, PARIS-2e

---

Compagnie Internationale d'Assurances
recrute
pour son siège à Paris

UN INGÉNIEUR
DEBUTANT

E.S.M.E., ENSI ou équivalent
Dans le cadre de son service « Incendies - Risques Industriels » en expansion

Il sera chargé de l'étude et de l'évaluation des risques techniques dans des entreprises de différents secteurs industr. Nombreux déplacements de courte durée en province. Anglais courant apprécié

Adr. C.V., photo et prétentions, à A.I.U. M.F. Jardin 24, av. de la Grande-Armée 75017 Paris

---

ORGANISME DE CONTROLE
recherche

MONITEUR SOUDEUR
Expérimenté

Pour développer son Service « Formation » et « Qualification »

Langue anglaise souhaitée
Envoyer C.V. + prétentions, sous réf. 7.225, à R.S.C.G. CARRIERES, 64, rue La Boétie 75008 PARIS

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE (30 personnes) situé à PARIS 7e
recherche

a) RÉVISEURS CONFIRMÉS

PARIS - PROVINCE
Les postes conviendraient à des candidats titulaires d'un certificat supérieur ayant une expérience pratique de la révision et du commissariat aux comptes de deux ans mini. Rémunération entre 85.000 F et 95.000 F l'an.

b) CHEF DE MISSION

Le poste conviendrait à un candidat d'au moins 28 ans. Niveau du certificat supérieur de révision comptable, ayant acquis en Cabinet une expérience similaire. Rémunération entre 110.000 F et 120.000 F.

Envoyer C.V., à n° 69.207, à CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 en précisant le poste choisi.

IMPORTANTE SOCIETE DE COMMERCE INTERNATIONAL
située à Neuilly-sur-Seine
recherche un

PROGRAMMEUR

— DUT ou BTS exigé
— Débutant ou quelques années d'expérience

Il se joindra à une petite équipe traitant de problèmes de gestion avec des méthodes informatique de pointe.

— Ordinateur : IBM 370/138
— Connaissance Télétraitement souhaitée
— Horaires libres, 13e mois, rest. entrep., avant. sociaux.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo, sous référence 1.121, à : SOURCES 108, rue St-Honoré, 75001 Paris qui transmettra

---

Cabinet juridique et fiscal 17e arrondissement
cherche

COLLABORATEUR

— 3-4 ans expérience en cabinet,
— droit des affaires - sociétés - contrat. Envoyer C.V. à : FIDUCIA FRANCE 86, rue Laugier, 75017 PARIS.

CABINET JURIDIQUE ET FISCAL Paris Centre
Disposant structure d'accueil, informatique de gestion et clientèle P.M.E. recherche

EXPERT COMPTABLE ou COMMISSAIRE AUX COMPTES

en vue création fiduciaire de gestion d'entreprises.
Envoyer toutes propositions sous n° T 022578 M - Régie Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Organisation professionnelle (Paris), recherche

STATISTICIEN (NE)

même débutant/e pour participer, au sein d'une équipe existante, à la mise sur pied et à la Gestion d'une banque de données internationale (produits industriels) et établir accessoirement travaux statistiques de synthèse.
Anglais courant indispensable.
Ecrire avec curriculum vitae et prétentions à n° 1569 M, BLEU, 17, rue Lebel, 94-VINCENNES.

Cabinet Expertise Comptable
recherche

COLLABORATEUR

Ayant 2 à 3 ans d'expérience en entreprise.
Titulaire maîtrise de gestion ou équivalent et D.E.C.S. (ou en cours de préparation).
Adr. C.V. et prétent., n° 53.503, sur enveloppe à : J.R.P. 39, rue de l'Arcade 75008 Paris qui transmettra.

Administration recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Cobol Socrate GCOS
Immédiatement pour démarrage informatique et création système d'informatique de gestion.
Ecrire à : S.C.C., 46, bd Bessières, 75017 PARIS.

GESTION 2000
Groupe important Paris

CADRE ADMINISTRATIF

Gestion affaires sociales, administration, négociations, 35 ans min., expér. souhaitée. Tél. 246-42-01.

GESTION 2000
pour chantier Moyen-Orient

DOCTEUR

Médecine générale.
Tél. : 246-42-01.

MOET HENNESSY

recherche
pour l'une de ses filiales, un

CHARGÉ de RECHERCHE en MICROBIOLOGIE

Il aura pour mission de créer et organiser et animer un laboratoire de recherche (assisté par un technicien supérieur en Microbiologie).
Gestionnaire de son budget, il participera au développement du groupe dans le secteur dont il aura la charge, en ayant des contacts étroits avec des laboratoires extérieurs.
Ingénieur titulaire d'un Doctorat d'Etat, il doit avoir l'expérience de la responsabilité d'un laboratoire.

Les dossiers de candidature (avec C.V., salaire souhaité + photo retournée) seront traités confidentiellement par DEVELOPPEMENT 10, rue de la Paix, 75002 PARIS, sous réf. 2013 M.

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE PARIS-9e
recherche pour son SECTEUR BANCAIRE

ATTACHÉS DE DIRECTION
(EXPLOITANTS)
CLASSE IV - V - VI

— Rompus aux contacts de la clientèle particuliers ou entreprises.

Adress. lettre manuscrite, photo, C.V. et prétent. ss/réf. 900, à M. J. GAUSSIN, 104, rue de Richelieu - PARIS-2e.

Société d'Expertise Comptable Paris rech. pour mission une à deux années Afrique et Amérique latine

UN COLLABORATEUR

Niveau D.E.C.S., expérience Cabinet plus de trois ans.

Adresser C.V. + photo, à n° 53.618, sur enveloppe : J.R.P. 39, rue de l'Arcade, 75008 PARIS qui transmettra

---

P.M.E. sous forme SCOP à MAISONS-ALFORT (100 personnes) en pleine évolution recrute

RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES

Profil 30 ans minimum
Expér. professionnelle + encadrement capable évolution vers fonction de responsable administratif et financier.

Titulaire D.E.C.S. ou B.T.S. minimum.

Ecr. au Cabinet GIRARD, 3, allée du Pré-de-l'Orge 91240 Saint-Michel-sur-Orge
Joindre C.V. + photo + prét.

SOCIETE INDUSTRIELLE 2.800 personnes proche banlieue Nord-Ouest
recherche

ASSISTANTE SOCIALE D.E.

POSITION CADRE

32 ans minimum.
Titulaire permis de conduire.

— Une expérience de plusieurs années dans une entreprise importante est nécessaire.
— Bonne connaissance de la région parisienne appréciée.
— Sérieuses références exigées.

Poste à pourvoir rapidement.

Ecr. av. C.V. détaillé, prét. sous réf. 962 à Trendences, 41, av. Friedland, 75008 Paris, qui tr.

ORGANISME PUBLIC
recherche

INGÉNIEUR ou PHYSICIEN

Quelques années d'expérience professionnelle pour travail de relation entre industriels et laboratoires de recherche du secteur public.
Lieu de travail : Paris.

Déplacements fréquents Paris et province.

Adr. C.V. et prétentions à Mme CACHELOU, B.C.T., 43, rue Caumartin, 75009 Paris.

GESTION 2000
pour chantier Moyen-Orient

INSTITUTEUR

Niveau BTS d'enseignement pour école 20 personnes.
Tél. : 246-42-01.

Compagnie d'Assurances internationale
recherche

JEUNE DIPLOME ECOLE DE COMMERCE ou DROIT

pour son service « Risques d'entreprises » en expansion.
Anglais indispensable.

Env. C.V., photo et prétentions à A.I.U., M. F. JARDIN, 24, av. de la Grande-Armée, 75017 PARIS.

Organisme semi-administratif recherche d'urgence

ADJOINT à CHEF COMPTABLE

5 ans d'expérience minimum, aimant responsabilités et initiative, préparation bilans, trésorerie, prévisions budget, compt. analytique. Possibilité promotion.
Adr. lettre man. avec C.V., prét. N° 960112 M REGIE-PRESSE, 85 bis r. Réaumur, 75002 Paris.

offres d'emploi

Ier LABORATOIRE RECHERCHE FONDAMENT. recherche
ELECTRONICIEN B.T.S. ou D.U.T.
adaptable et bricoleur. 4.800 F + avantages sociaux. Téléphone : 329-12-11 Postes 2083 ou 2084.

Centre culturel banlieue nord-est recherche
ANIMATEUR (TRICE)
pour aide au développem. des associations de quartier. Expérience exigée. Ecr. sous no T 860.113, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

---

VENDEUR
Pour vente et démonstration Hi-Fi, Télé. Bon salaire si qualifié. Téléph. pr R.V. au 995-10-00.

Collège banlieue Ouest sous contrat d'Association cherche
PROFESSEURS
CERTIFIES ou AGREGES
Math : 5 h1reD.
Philo : 8 h.
Tél. : 962-84-81.

Pour travaux sur CENTRE NUCLEAIRE banlieue Paris recherchons
UN BAC TECHNIQUE BTS. DUT MÉCANIQUE
Formation assurée. Ecr. avec C.V. et prétentions à VERBOOM Z.I. Nord - 28100 DREUX.

Important Groupe Chimique rech. pour VELIZY
UN DESSINATEUR PROJETEUR
pour installations électriques D.U.T. génie électrique Dépl. brève durée en province.

Transport assuré à partir du métro PONT DE SEVRES

Adres. lettre manuscrite + C.V. + prét. à CECA S.A., Direction du Personnel 46, r. J-Dulud 92200 NEUILLY.

Cherchons
INGÉNIEUR TECHNICO-CCIAL
Expér. 2 à 3 ans dans technologie béton TP et bâtiment, pour application de matériel coffrages et étalements, dans le monde entier. Pratique sér. de l'anglais exigée Ec. s/réf. 4263 à P. LICHAU SA B.P. 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

EUROP FACILITIES
RENFORCE SES EQUIPES *IBM CII HB BURROUGHS* DEC et HP sur divers projets :

— **INGÉNIEURS**
— **ANALYSTES**
— **ANALYSTES-PROGRAM.**
— **OPÉRATIONNELS**

Sur l'un des langages suivants :
— COBOL
— FORTRAN
— P.L. 1
— GAP II
— ASSEMBLEUR

— **ANALYSTES-PROGRAM.** DEBUTANTS (D.U.T. minim.)

Adresser CV et prétentions à direction du personnel 30, rue du CHATEAU 92200 Neuilly-sur-Seine. 747-72-17.

P.M.E. PARIS Leader européen sur son marché recherche
ATTACHÉS (ES) COMMERCIAUX
pouvant assurer la responsabilité et le développement de différents secteurs existants.

Expérience de 3 à 5 ans dans la vente. disponibles pour des déplacements de courte durée en France, motivés (es) par la vente et acceptant un poste opérationnel à resp. évolutive après 1 an de perfectionnement, habitant Paris ou région parisienne.

Adresser C.V. sous no 9919 à L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle 75083 PARIS Cedex 02.

INGÉNIEUR ANALYSTE
(Ecole d'ingénieur ou équivalent) pour participer à l'analyse et à la mise en place d'applications d'informatique documentaire mettant en jeu un IBM 138 (ultérieurem., C.I.I.-H.B.D.P.S.7) et plusieurs mini-ordinateurs. Connaissances télé-traitements ou mini-ordinateur souhaitée. Expér. assembleur appréciée. Envoyer C.V et prétentions Centre de Documentation de l'Armement, 26, bd Victor 75996 PARIS-ARMEES.

ÉCOLE TECHNIQUE PRIVÉ DE L'AUTOMOBILE SOUS CONTRAT AV. L'ETAT
recherche de suite
pour formation B.T. - BTS et LEP
UN PROFESSEUR ANGLAIS et ALLEM.
Niveau d'études : Maîtrise Expérience professionnelle souhaitée.
Env. C.V., à GARAC, BP no 4, 95102 ARGENTEUIL Cedex

ISIS
recrute très urgent
RESPONSABLE D'EXPLOITATION
Connaissant H.B. 64 Poste intéressant - Suresnes
Se présenter : 27, av. St-Mandé, Paris 12e - 343-84-32

INSTITUT DE RECHERCHE région SUD de Paris cherche
INGENIEUR
GRANDE ECOLE ou diplôme équivalent Formation en automatique si possible, pour recherches dans le domaine de la régulation du trafic routier. Envoyer C.V. et prétentions, à M. AZEMA, référence M.A., B.P. 34 Arcueil 94114 Cedex

---

Importante Mutuelle d'Assurance sans intermédiaire engage
TECHNICO-COMMERCIAUX
Jeunes diplômés de l'Enseignement supérieur, attachés à ses bureaux de province ou de la région parisienne.

Leur mission consistera à informer et conseiller les chefs d'entreprises, à susciter les actions de promotion.

Les candidats devront avoir un goût marqué pour l'action commerciale.

Salariés avec voiture de fonction, ils bénéficieront d'une situation stable et d'avenir.

Stage rémunéré de formation de 4 mois à Paris.

Adresser lettre manusc. + C.V. + photo à : Mme HUMBRECHT, 5, rue de Nancy, 94700 MAISONS-ALFORT.

IMPORTANT ORGANISME DE CONTROLE rech. pour mission en France et à l'étranger.
UN INGÉNIEUR MECANICIEN
Spécialisé en tuyauteries, pompes, etc.
UN INGÉNIEUR EN CHAUDRONNERIE
Pour rédaction cahiers des charges et suivi de fabrication. Profil : Diplômé ou autodidact. Expérience minimum 10 ans, langue anglaise indispensable. Envoyer C.V. + prétentions sous réf. 7270 à R.S.C.G. CARRIERES - 64, rue La Boétie, 75008 PARIS.

IMPT ORGANISME SOCIAL *recherche*
COLLABORATEURS
Maîtrise de droit privé Connaissances en législation sanitaire et sociale *(DASS, Ecole de la santé...)* Sécurité sociale, comptabilité et courte expérience demandées

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo (retournée) et prétentions, à F.N.M.F. Division des Relations sociales 56 à 60, rue Nationale, 75649 PARIS Cedex 13

WABCO-WESTINGHOUSE ETABL. de SEVRAN (Division Ferroviaire) recherche
CHEF DE SECTION ADMINISTRATIF
pour « traitement relance fournisseurs »
— Bonnes connaissances du milieu industriel mécanique
— Déplacements fréquents de courte durée à envisager.
Env. C.V. dét., à Mme GRELE, WABCO-WESTINGHOUSE B.P. No 2 - 93270 SEVRAN

---

93 AUBERVILLIERS Groupe de Sociétés (fabrication d'appareils de chauffage électrique, *500 personnes*) cherche
ASSISTANTE DE DIRECTION
EXPERIMENTEE possédant bonne culture générale, vivacité d'esprit, familiarisée avec problèmes de gestion et suivi de dossiers.

Elle secondera le Président-Directeur général dans l'ensemble de ses fonctions et aura un rôle de liaisons impliquant diplomatie et persévérance.

Anglais utile

Adresser C.V. détaillé, photo, salaire actuel sous réf. 13.529, Marie GILMERT CONSEIL en RECRUTEMENT 47, rue de Prony 75017 PARIS

IMPORT. STE FINANCIERE en forte expansion recherche pour son service contrôle, des
CADRES COMPTABLES
EXPERIMENTES aptes à s'intégrer à une équipe dynamique. Fréquents déplacements. Niveau expertise comptable, en outre une connaissance de l'audit et sérieuses notions d'informatique. Env. C.V. manuscrit, référence T 022608 M REGIE-PRESSE, *85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.*

Société Conseil Secteur agro-alimentaire recherche POUR PARIS
ASSISTANT (E) MARKETING
— Recherches documentaires.
— Analyse données éco.
— Rédaction synthèses.
FORMATION :
● SUP DE CO.
● SCIENCES ECO.
Adresser C.V. manusc., prét. à **SOFRA,** 33, rue Raffet, 75016 PARIS.

INFORMATICIEN POLYVALENT
(niv. maîtrise ,D.E.A., Ecoles) traitement signal adaptation, création logiciel sur mini 16 *BITS H.P. pour poste* 3 A. C.N.R.S. Envoyer C.V. à Directeur IAP, 98 bis, bd Arago, 75014 PARIS.

T.I.T.N. FILIALE THOMSON CSF INFORMATIQUE
recherche pour ses travaux de conception et de réalisation de systèmes de gestion dans le domaine de l'informatique répartie sur mini et micro-ordinateurs ainsi que pour ses travaux dans le domaine des réseaux de la commutation de messages et de la télé-informatique.
— INGENIEURS SYSTEMES Formation grande école, plusieurs années d'expérience dans le domaine du logiciel tps réel.
— INGENIEURS débutants Option informatique ou maîtrise *informatique.*
— ANALYSTES-PROGRAMMEURS I.U.T. Informatique.
Lieu de travail : Banlieue Sud (proximité Orly) ou 40 km Ouest de Paris. *Env. C.V., photo et prét. en* précisant référ. SOFT à : T.I.T.N., 5, r. Gustave-Eiffel, 91420 MORANGIS.

IMPORTANTE SOCIETE T.P. banlieue Ouest proximité R.E.R. recherche pour siège social
INGÉNIEUR A. et M. DÉBUTANT
pour suivi partie mécanique d'un gros chantier de terrassement à l'étranger,
— Missions éventuelles à l'étranger.
— Possibilités ultérieures de séjour à l'étranger.
— *Anglais indispensable.*

INGÉNIEUR A. et M. DEBUTANT
pour Service Achat. Anglais indispensable.

AGENT SERVICE ACHAT
parlant anglais, C.V. détaillé.

Envoyer C.V., photo, prétent. (en précisant le poste souhaité) sous no 48.915 HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

Organisme de formation recherche pr gestion comptes formation
JEUNE COMPTABLE
Expér. bancaire appréciée. Env. C.V., photo, prét. à Formation professionnelle automobile, 52, rue Copernic, 75116 PARIS.

ECOLE D'INGENIEURS REGION PARISIENNE recherche
INGENIEURS ou PROFESSEURS
(permanents ou vacataires) pour cours et T.D., électro-mécanique, automatique, informatique, électrotechnique. Ec. ss no T 860075 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

IMPORTANT ORGANISME *D'ASSURANCES* recherche pour son siège social à PARIS en vue de la création d'une équipe spécialisée dans les vérifications et les règlements des prestations en assurance maladie.
JEUNES GENS
NIVEAU D'ETUDES TERMINALES
— Formation assurée.
— Nombreux déplacements sur l'ensemble du territoire.
— Lieu de résidence : Région parisienne.
Envoyer C.V. à no 71.183, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

PRESIDENT ASSOCIATION recherche
COLLABORATRICE
pour animation et gestion (petit secrétariat)
— Minimum 30 ans, dynamique.
— Bonne culture générale.
— Bonne présentation.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 6.302 à PLAIN-CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 Paris, qui transmettra.

Femme, Expert-comptable, Commissaire aux comptes, cherche à temps partiel environ 35 heures par mois
ASSISTANT CONTROLEUR
Homme ou Femme, stable, honoraire 55 F l'heure ou sal. 35 F l'heure, dipl. D.E.C.S. (certif. compt.) ou équivalent. 2 ans d'expérience. Adr C.V. manusc + photo à *Mme RUDNICKI,* 23, av. V.-Hugo, 75116 Paris.

Compagnie d'Assurances en Expansion recherche
PROGRAMMEURS
Confirmés - COBOL - CICS DOS/VSE - DL 1/PL 1 ASSEMBLEURS appréciés. Libres immédiatement. 280-63-72 ,M. PERES, après 17 h. 30.

Recrute : 1 sous-bibliothécaire mi-temps, CAFB Lecture publique pour annexe dans M.J.C. Adresser candidature avec curriculum vitae à Mme le Maire, 91205 ATHIS-MONS CEDEX.

Recherche INGENIEURS COMMERCIAUX Connaissances : électronique, anglais. Banlieue sud. Envoyer C.V. + photo + prét. à MIMOPUB', rue Senouque, 78530 BUC, qui *transmettra.*

ENQUETEURS Professionnels pr vacation exp. milieu industr. Ecr. S.U.M.S., B.P. 2, 94230 CACHAN.

Association exportateurs rech. *pour poste secrétaire général* adjoint homme ou femme études supérieures, parlant anglais Adresser C.V. et lettre manusc. M. P. Michel, 28, av. Hoche, 75008 PARIS.

Cabinet Conseil Gestion produit financier cherche COMMERCIAUX Tr. ht niv. Tél. : 270-45-65.

Recherche quart sud-ouest de la France, homme, mini. 35 ans, formation supérieure ayant si possible à la fois une expér. d'entreprise et une expérience dans un organisme financier ou bancaire, pour être l'animateur d'une Société de financement spécialisée dans les prises de participation dans les entreprises saines.

Résidence : *grande ville univ.*

Env. C.V., photo et prétent. au journal qui transmettra.

INTERNATIONAL ORGANISATION Seeks experienced — at least five years — male or female translator into English language from French and Spanish. *English mother tongue* is a must. Talent in journalism to assist Editor Quarterly Review will be an asset. Salary commensurate with experience and ability. Rent allowance and Provident Fund. *Apply sending C.V. and full* particulars to : Ecr. no 8.975 « le Monde » Pub. *5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09*

Ecole supérieure privée, rech. professeur ou ingénieur pour *cours aéronautique engins aérospatiaux,* informatique. 272-95-03, heures bureaux.

ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS recrute DELEGUES (EES) Forte personnalité. Bonne culture générale. Formation et clientèle assurées. Très haute rémunération. Tél. pour 1er R.-V. 538-66-75.

Lycée technique privé Saint-Nicolas recherche HOMME - FEMME 35 ans minimum pour entretien et élargir relations avec entreprises. Aptitude à la négociation indispensable. Voiture nécessaire. Adresser C.V. *manuscrit et photo en indiquant prétentions.* Poste à pourvoir rapidement 92, rue de Vaugirard, 75006 PARIS. Tél : 222-83-60, poste 40.

CONSERVATOIRE PRIVE recherche
PROFESSEURS
de piano, guitare classique et jazz. Téléph. : 306-90-51.

EDITEUR MÉDICAL
recherche pour visiter LIBRAIRES SPECIALISES de la moitié Nord de la France
DÉLÉGUÉ
FORMATION MEDICALE ou SCIENTIFIQUE

Ce poste conviendrait également à un candidat ayant déjà une expérience de Visiteur médical. Envoyer C.V. et photo, à FLAMMARION Médecine Sciences, Direction Commerciale, 106-110, rue Petit-Le-Roy 94 CHEVILLY-LARUE B.P. 403 94152 RUNGIS CEDEX

LYCEE PRIVE d'enseignement professionnel PARIS-EST ch. pour recrutement immédiat **HOMME,** 25 ans minim. pour assurer tâches administratives et surveillance. Habitude contacts jeunes et animation souhait. 40 h. Ecr. ss réf. 970 à Trendances, 41, av. Friedland, 75008 Paris, qui tr.

Centre culturel banlieue nord-ouest recherche
ANIMATEUR (TRICE)
pour aide au développem. des associations de quartier. Expérience exigée. Ecr. sous no T 859.951 REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

LABORATOIRE PHOTO COULEURS recherche :
FILMEURS LABORANTINS (INES)
ou couple. - Ecrire avec photo no T 022568 M REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANTE SOCIETE DE TOURISME recherche le (la) RESPONSABLE GESTION DES VENTES 35 ans environ

Outre son *expérience de vente* téléphone dans T.O. : compagnie aérienne, etc., sera capable :
— d'encadrer et d'animer une équipe de 20 personnes ;
— d'assurer pour sa partie les *liaisons avec notre important* réseau de correspondants ;
— d'identifier en permanence les mesures nécessaires à l'atteinte des objectifs de fréquentation ;
— de participer à la mutation *informatique de son service.*

Rémunération selon expérience.

Ecrire avec prétentions, C.V., à O.P.F. (réf. no 4.362), 2, r. de Sèze, 75009 PARIS, qui transm.

IMPORTANTE SOCIETE recherche
ANALYSTES PROGRAMMEURS
(DUT - BTS ou équivalent) pour son informatique de gestion
Env. C.V. à M. CHARPENTIER, Boîte postal 97 92405 COURBEVOIE cedex.

propositions diverses

Désire correspondre avec pers. ayant conçu une théorie sur le pourquoi et le comment de l'univers. Ecrire, réf. no T 022.611 M, REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

secrétaires secrétaires

BISCUITS BELIN EVRY
SECRETAIRE DE DIRECTION
Bilingue anglais
Elle assurera le secrétariat de la direction Finances et traitement de l'information.
Lieu de travail EVRY
Les candidates seront de langue maternelle *américaine ou anglaise et auront plusieurs* années d'expérience dans un service Financier si possible.
Adresser C.V. manuscrit + photo récente (retournée) + prétentions à Service Emploi Formation Biscuits BELIN Courrier Entreprise 1113 - 91015 EVRY

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL NATIONAL
Siège Paris - Saint-Lazare, recrute
UNE SECRETAIRE COLLABORATRICE
Attachée au Directeur Administratif et Financier du Groupe.
Formation supérieure de secrétariat. Ouverture particulière au domaine administratif et financier. Responsabilité de dossiers. Sténo et dactylo de Direction. Anglais souhaité. Age 25 ans minimum. Expérience nécessaire dans des fonctions similaires.
Adresser c.v. détaillé sous réf. 105/19.758 PUBLICITÉ ROGER BLEY 101, rue Réaumur, 75002 Paris.

T.R.T.
recherche
SECRÉTAIRE TRADUCTRICE STÉNODACTYLO
EXPERIMENTEE
Parfaitement bilingue *anglais, espagnol souhaités.*
Adr. C.V., 88, rue Brillat-Savarin 75013 PARIS.

CHRISTOFLE
ORFEVRE A PARIS recherche
UNE SECRÉTAIRE
BILINGUE ANGLAIS pour Service exportation. Niveau BTS avec excellente sténodactylographie
Poste impliquant calculs et présentation de devis.
Lieu de travail : SAINT-DENIS *Métro Porte-de-Paris*
— Horaires : 40 h. × 5 jours.
— 5 semaines congés payés.
— Appointements annuels : 55.000 F env. + intéressement.
Envoyer C.V. à M. le Chef du Personnel, ORFEVRERIE CHRISTOFLE, 112, r. Ambroise-Croizat, 93206 SAINT-DENIS

WARCO-WESTINGHOUSE recherche pr son établissem. de SEVRAN (Division ferroviaire)
1 SECRÉTAIRE
bilingue Anglais-Français Env. C.V. dét. à Mme GRELE WARCO-WESTINGHOUSE B.P. no 2 - 93270 SEVRAN

offres premier emploi

Étudiants de moins de 26 ans à la recherche d'un emploi
L'Institut de Gestion Sociale ouvrira les 29 et 30 octobre prochains
2 stages spécialisés de formation supérieure et d'insertion préparant aux fonctions de
ASSISTANTS DÉVELOPPEMENT EXPORTATION
et
CONTRÔLE DE GESTION ET INFORMATIQUE
4 mois 1/2 de préparation professionnelle comprenant une formation théorique et des stages d'application,
conçue en étroite liaison avec les entreprises et les organisations professionnelles,
réservée aux demandeurs d'emploi de moins de 26 ans, ayant le niveau licence, maîtrise, écoles de gestion et d'ingénieurs.
Les candidats sélectionnés recevront une indemnité mensuelle égale à 75 % du SMIC.
Les demandes de candidature doivent être adressées dans les plus brefs délais à :
Monsieur Thierry SCHAAFF
INSTITUT DE GESTION SOCIALE
11, rue Viète - 75017 Paris - Tél. : 766.23.80

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
FORMATION PASSERELLE UNIVERSITE - ENTREPRISE
Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur titulaires de licences, maîtrises, DEA, etc — *âgés de moins de 26 ans,* à la recherche d'un premier emploi,
vous pouvez suivre à partir d'OCTOBRE 1980 dans le cadre du 3ème pacte national pour l'emploi des stages rémunérés
(formation technique, enquêtes et stages en entreprises)
ANALYSTE PROGRAMMEUR DE GESTION
Réunion d'information 1er Octobre à 9h30
FORMATION COMMERCIALE
2 sessions
Réunion d'information 2 Octobre à 9h30
VIE DE L'ENTREPRISE ET RECHERCHE D'EMPLOI
Réunion d'information 15 Octobre à 9h30
Programmes et renseignements Tél. 766.51.34 poste 482
CPM - CENTRE MALESHERBES 108, Bd Malesherbes 75017 PARIS

Étudiants de moins de 26 ans à la recherche d'un emploi
L'Institut de Gestion Sociale ouvrira les 22 et 28 octobre prochains
2 stages spécialisés de formation supérieure et d'insertion préparant aux fonctions de
ASSISTANTS DIRECTEURS DU PERSONNEL
● techniques de gestion sociale, bilan social
● amélioration des conditions de travail
TECHNIQUES ET PRATIQUES DU MANAGEMENT
● option gestion, finances
● option marketing
4 mois 1/2 de préparation professionnelle, alternant travaux d'études, séminaires d'approfondissement et d'entraînement et stage d'application.
Conçue en liaison avec les entreprises, en fonction de besoins nouveaux, cette formation est réservée aux étudiants de moins de 26 ans, ayant le niveau licence, maîtrise, écoles de gestion et d'ingénieurs.
Les candidats sélectionnés recevront une indemnité mensuelle égale à 75 % du SMIC.
Les demandes de candidature doivent être adressées dans les plus brefs délais à :
Madame Marie-Pierre HULOT
INSTITUT DE GESTION SOCIALE
11, rue Viète - 75017 Paris - Tél. : 766.23.80

formation professionnelle

Dirigeants, Ingénieurs, Cadres,
ou assimilés ayant une expérience professionnelle de plusieurs années en entreprise.
Le CEFAGI organise la FORMATION de CONSEILLERS d'ENTREPRISES et de CADRES de GESTION pour les petites et moyennes entreprises industrielles.
DEBOUCHES POSSIBLES :
Les Cabinets de Conseil, les Entreprises et tous organismes publics ou privés concernés par la promotion de la P.M.I.
OBJECTIFS :
— Connaître, savoir utiliser et mettre en place les techniques de gestion,
— Acquérir une compétence réelle en matière de diagnostic d'entreprise P.M.I.
DUREE ET DATES DU STAGE :
— 24 semaines dont 9 semaines en entreprises
— *Session du 6 Octobre 80 au 29 Mars 81.*
Rémunération de l'Etat et indemnité de formation de l'Assedic.
Une réunion d'information aura lieu le 23 Septembre à 9h30, s'inscrire au
CEFAGI 87-89 Avenue Kléber 75784 Paris Cedex 16 Tél. 727.51.49

représent. offre

Rech. urgent ATTACHE vente région parisienne pour vêtements sports en magasin + boutiques. Marque connue. Fixe + frais + %. Tél. pour renseignements au (76) 87-73-82 ou 87-36-54, de 10 à 12 heures.

Sté Découp., Emboutiss., Fabric. rondelles, goupilles recherche VRP MC introduit dans boulonnerie, secteur Paris et région parisienne. Ecr. av. C.V. à Savreux-Clausse B.P. 12, 25150 Pont-de-Roide.

Recherche URGENT
UN REPRÉSENTANT
en support informatique. *Libre suite. - 372-04-24 pr R.-V.*

La filiale britannique renommée d'une grosse société internationale du secteur de l'emballage recherche un
VENDEUR CONFIRMÉ
souhaitant assurer sa représentation à la commission pour la vente de bouchons becs verseurs en France.
Les personnes présentant le profil voulu (expér. cciale et form.) *devront écr. au journal en adres.* leur candid. au dir. ventes ss réf. au no 8992 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

proposit. com. capitaux

IMPORTANTE STE Agro-Alim. rech. capitaux pr financement niveaux investissements, intéressement substantiel. Ecrire sous no T 022.575 *M,* Régie Presse, 85 bld, r. Réaumur, 75002 Paris.

Résidente *Maroc,* expérience commerciale prêt-à-porter luxe, chaussures, ch. prendre contact av. *hommes d'aff. ou industriels* en vue surveiller réalisation contrat de fabricat. commandes. Ecr. no 6.982 « le Monde » Publ., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09

Local, commercial disponible de *8 h. à 14 h., avec lignes téléph.* et permanence assurée - Me faire offre de vos services : Tél. (16-25) 72-62-47 ou écrire les Camélias, 12, rue de Prèze, 10000 TROYES.

Pour la vente en France de nos ventilateurs de cheminées et autres ventilateurs, nous cherchons un importateur ou agent général, SCAN-PRO S.A. C.P. 71 CH-8117 Fällanden Tél. 1941-1-825-03-88

enseignem.

APPRENDRE L'AMÉRICAIN
à
L'AMERICAN CENTER
261, bd Raspail, Paris (14e)
TEL. 633-67-28
Cours de Conversation dans la journée et le soir. Lycéens à partir de 15 ans. Inscription immédiate.
Début 6 octobre.
Cours privés, préparation au *TOEFL - Cours pour enfants.*

cours et leçons

Elève ingénieur propose cours maths, physique, préparation bac + *concours.* Tél. : 522-11-80.

MATH.-PHYS. RATTRAPAGE rapide par Prof. Terminale, PCEM, Fac. 526-82-47

représent. demande

Monsieur spécialis. carrelage revêtement, h. de terrain, très introd., milieu bât. (architecte, maître d'ouvr., prescript., entreprises spécial, négoc.), réf. 1er ordre, ch. important négociant voulant créer filiale en Provence-Côte d'Azur, opportu*nité de marché permettant un* démarrage rapide ou direction région dans sa spécialité. Ecrire sous no T. 022.537 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

---

CONSEIL TECHNIQUE Expérience marketing, publicité, import-export, promo. des ventes, bonne connaissance des marchés au Moyen-Orient et d'Afrique recherche *représentation producteurs,* fabricants, constructeurs, bur. d'engineering pour ses clients Moyen-Orient, Afrique. Intermédiaire s'abstenir. Ecr. CONSEIL TECHNIQUE, 76-78, av. des Champs-Elysées, 75008 PARIS.

travail à domicile

Demande

SECRETAIRE DIRECTION confirmée, frappe ts textes et manuscrits sur IBM. T. 051-44-49.

information divers

POUR
TROUVER
UN
EMPLOI
LE CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
Extraits du sommaire :
● Les 3 types de C.V. : rédact., exemples, erreurs à éviter.
● La graphologie et ses pièges.
● 12 *méthodes pour trouver* l'emploi désiré : avec plans.
● Réuss. entretiens, interviews.
● Les bnes réponses aux tests.
● Emplois les plus demandés.
Pour informations, écr. CIDEM, 5, sq. Monsigny, 78 Le Chesnay

---

Pour connaître les emplois offerts outre-mer, étranger (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie) demandez la revue spécialisée « MIGRATIONS » (LM) *3, rue Montyon, Paris (9e).*

automobiles

vente

5 à 7 C.V.

R5 TL, très bon état, 73. Prix Argus. Tél. de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 19 h. *673-52-85*

Collaborateur RENAULT vend R 14 TL (5.500 km) Couleur agathe, 29.300 F. Libre début octobre. *M.* SEYER. 609-81-73 *(heures de bureau)* et domicile : 773-81-34

8 à 11 C.V.

Collaborateur R.N.U.R. vd R 16 TL. 8.500 km. mod. 80 Tél. 750-83-65

URGENT. Golf GLS, 9 ch., boîte automatique, 69.000 km, bleu métallisé, toutes options, *18.500 F (essence ordinaire* 8 à 10 litres) Tél. 871-06-21

Particulier vend
CX « ATHÉNA » 1980
moteur 2 L, 16 000 km. Prix : 45 500 F. *Tél. au 434-48-49 (après 19 h.).*

+ de 16 C.V.

Part. vd Mercédès 450 SL modèle 1980. 14 000 km Tél. (43) 24-46-60

divers

NEUBAUER PEUGEOT
EXCEPTIONNEL
2 DERNIERES 604 TURBO D. NEUVES MOD. 80
PRIX DE JUIN 1979 IMBATTABLE
M. Gérard, 821-60-21 ou 227, bd A.-France, Saint-Denis Métro Mairie de Saint-Ouen

locat.-autos

RENAULT-PEUGEOT-GOLF ROLLS-ROYCE S.S. 2
LOUEZ
Tous ces modèles et d'autres chez le moins cher des Loueurs EXPRESS ASSISTANCE
504-01-50

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

demandes d'emploi

SECRETAIRE DE DIRECTION
33 ans, 8 ans même établissement, sens organisation et responsabilités. Angl., not. esp. ch. place stable 5e, 6e, 7e, 14e. Ecr. s/no T 022.533 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

CAISSIER BANQUE
15 ans expérience
ch. poste banque privée ou nationalisée.
Ecr. no 8.986 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09

J.F., 24 ans, lic., tril. anglais-allem., dipl. chbre de commerce britannique, stenodactylo franç. rech. p. secrétaire trilingue. Tél. : 637-32-77.

J.F., 28 ans, maitr. Droit, Sciences sociales, expér. form. ch. poste enseign. économie, droit, sociologie, histoire. Tél. : 664-72-12.

I.C.G. - Informaticien
15 ans d'expérience
capable assumer
totalité des tâches :
opérateur, programmeur
analyste, concepteur,
réalisateur et conseil
auprès de la Direction
cherche poste
RESPONS. INFORMATIQUE
dans une P.M.E.
disposant ou s'équipant
mini-ordinateur temps réel.
J. CAYLA - 23, r. des Filmins, 92330 SCEAUX - Tél. 660-37-98.

J.F. 34 ans. Maitrise Sc. Eco, connaissances bancaires, expér. documentaliste, bilingue franco-allem., cherche situat. en rap. Ecr. no 2.615 « le Monde » Publ. 5, r. Italiens, 75427 Paris Céd. 09.

Fme - C.E.S. Médecine du travail, + de 20 ans d'expérience professionnelle, recherche poste (mini 20 h. par mois) ou mi-temps, région rouennaise ou Paris (suite licenciement écon.). Ecrire JD/159, HAVAS (B.P. 907) 76023 ROUEN CEDEX.

H., 56 a., bilingue franç./russe + all., turc, bonne présentat., voiture, expérience comptable et M.-Orient, étudiera ttes propos. Ecr. T 022.574 M, Régie Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. ATTACHE DIRECTION
Dyn., 33 a., traduct. angl.-franç., ch. sur Paris poste à responsab., réf. 8 ans techn. aéronaut., sal. 8.000 F mensuel.
Ecrire sous no T 022.558 M REGIE PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CADRE DE BANQUE NATIONALISEE
35 ans, I.T.B., sens du contact, longue expér., responsable au sein d'une importante agence parisienne du service entreprise, portefeuille Change, souhaite poursuivre sa carrière au sein d'un groupe privé, dynamique, expér. (5 ans) de la direction agence, ouv. à ttes propos. intéressantes. Ecr. ou no 021.845 M, Régie Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. lic. lettres, expér. administration, rédact. et commerce, cult. artistique, connaiss. angl., italien. Bonne prés., sér. réf., cherche empl. mi-temps, matin de préf. Etudie ttes propos. Ec. no T 022.610 M, Régie Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., 27 ans, maît. d'histoire lic. d'archéologie, DEUG socio, 2 ans enseignante sc. éco. et soc., document., publ. Etud. ttes prop., ch. poste à resp. ou relat. Ecr. M. Sabatier, 84, rue de Mulhouse, 68300 SAINT-LOUIS.

H. 34 ans, licence lettres-histoire d'art, diplôme cinéma portugais, connaiss. anglais, ch. emploi. Ecrire sous référ. 97574 M, à REGIE PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Sténo-Dactylo cherche travail dans cabinet jurid. 1/2 journée seulement. Tél. : 747-65-05 ou 747-18-63.

ANALYSTE
spécialisé dans rééquilibrage de sociétés en difficulté, solides connaissances bancaires et législation sur primes d'Etat, cherche poste mi-temps ou temps compl. dans P.M.E. (même éventuellement création), accepte mission ponctuelle. Tél. 500-68-98 le matin.

CADRE TRANSPORT INTERN.
37 ans, études sup. commerc., trilingue angl., arabe, connaiss. approfondie du Moyen-Orient, ch. sit. Chehaiber, 126, av. Ch.-de-Gaulle, 95160 Montmorency.

GRADE DE BANQUE CLASSE 4
29 a., 10 a. expér., responsable administ. d'une agence centrale expér. clientèle part. et titres, entreprise, rech. poste Banque, ou entreprise privée, service financier. Ecr. ss no T 022.516 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

J. Femme 35 ans
● maîtrise d'ens. lettres mod.,
● 4 ans pratique enseignement,
● dipl. d'Etat éducatr. spécial.,
cherche emploi
PROFESSEUR LETTRES MOD.
Tél. : Mme de Maupeou, (16-84) 70-62-51.

CADRE 41 ans,
LIC. en DROIT, TECHNICIEN BATIMENT, expér. commerciale et administrative. Actuellement gérant agence immobilière. Etudierait toutes propositions. Ecrire sous no 71.226, CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cédex 01, qui transmettra.

H. 35 ans. Formation compt. financ., ch. poste de trésorier ou assist. direct. financière Afrique noir, O.M. - 367-30-43.

Hme 35 a., forte exp. format. et pédag., av. idées orig. créat. prod. de gde dif. (qques-unes réal.) rech. org. ou entr. dyn. pr. collab. prod. Pr. contact au No 8980, « le Monde » Publ., 5, r. Italiens, 75427 Paris Céd. 09.

ETUDIANTE lic. russe, bonnes connaissances angl., polonais., cherche travaux traduction ou cours ou accompagnement missions France ou étranger. Ec. no 6.981, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Céd. 09.

Cadre miroiterie-alu, 10 a. exp. Afrique francoph., études direct. chantiers, cherche situation demandant respons. en Afrique. Ecr. Rivière, 9, r. du Valdeblore 06510 CARROS-LE-NEUF.

AUDIOVISUEL
Vous souhaitez créer, améliorer un département audiovisuel à peu de frais. Je suis le technicien qu'il vous faut. Réalisateur polyvalent, créateur confirmé tous genres avec matériel complet. Peut être aussi employé service relation publique : longue expérience animation, organisation, rédaction, contact humain. Formation littéraire, facilité adaptation, sens économie. Célibataire, 45 ans.
Ecr. no 8.752, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris, ced 09.

ABIDJAN
J.F., 26 a., nation. franc., DESS Sc. Eco option économétrie 3 a. Exp. économétrie. Market. internat., étudie ttes propos. Abidjan (19) 225-32-19-41 ou 661-16-12.

49 ans, Hme de confiance dévoué et travailleur, qualifié pour être l'allié d'un responsable haut niveau cherche emploi mi-temps ou temps complet. Tél. : 324-87-58.

ACHETEUSE

+ 10 ans d'expérience dans une grande Centrale d'Achats Parisienne.
Créatrice, Gestionnaire et Négociatrice à hauts niveaux.
Langues : anglais, russe.
Disponible rapidement.
Cherche emploi similaire — ou gérance — ou direction de magasin.

Ecrire No 2.602 « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

MANAGER CENTRALIEN

Forte expérience commerciale, 41 ans, 300.000 F par an, étudierait toutes propositions, tous secteurs, entreprise siège LYON.

Ecrire à REGIE-PRESSE sous le no T 21450 M, 85 bis, rue Réaumur - 75003 PARIS.

INGÉNIEUR POLYVALENT GÉNIE CIVIL

30 ans d'expérience professionnelle maîtrisant au niveau d'étude, contrôle et supervision :
- routes et chemins de fer avec ouvrages d'art ;
- béton armé ;
- bâtiments et charpente métallique ;
- abris souterrains de protection civile ;
- approvisionnement en eaux et évacuation du fluide ;
- Géologie et géodésie appliquées au génie civil ; français parlé et écrit et notation anglais, cherche emploi dans organisme international compris de formation technique. Rendement accompli en 1979 :
- dix études dont valeur globale des dossiers de projets s'élève à 1.000.000 $ U.S.A.

Etude toutes propositions, curr. vitae sur demande.

Ecrire no 8.991, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09, qui transmettra.

CADRE SUPÉRIEUR

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE - 40 ANS
ayant exercé successivement les fonctions de :
— Directeur des Ventes.
— Directeur Commercial.
— Directeur de Division.
Profil :
— Gestionnaire rigoureux.
— Créatif dans le domaine du Marketing.
— Meneur d'hommes efficace.

Cherche poste de D.G. ou D.G.A. dans Société pharmaceutique ou para-pharmaceutique ou de service. Libre le 10-10-80 - Mobilité géographique possible.

Ecrire sous le numéro 2.609, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09.

INGÉNIEUR LAITIER ENSAI NANCY

35 ans
- Expérience étranger (5 ans Mexique), responsable unité de production ;
- Spécialisation fromagerie lait en poudre ;
- Bilingue espagnol, anglais ;
- Disponible de suite ;
- Etudie toutes propositions France et étranger.

Tél. : (26) 68-45-74.

Cadre de banque classe 5. Spécialiste financement sur bases marchandises, Négoce internat., Crédits documentaires, Opération back to back. Recherche poste à responsabilités dans banque désireuse de développer ce genre d'opérations. 6976 qui transmettra.

Secrétaire, 22 a., 7 ans d'exp., non bilingue, en poste actuellement, débordante d'énergie, rech. emploi créatif et motivant. Téléph. : 384-75-90.

J.F., 26 a., cél., diplômée Sc Po Paris. Expér. prof. : chargée d'études 3 ans. 3e cycle de gestion. Economie publ. et privée. Planificat., Organisat., Public. de rédact. et d'adapt. Anglais ts bon niv. Disp. imm. 622-81-45 (matin de préférence).

F., 47 ans, capacité en droit responsable recouvrement créances et d'assur. 20 ans d'expér. sté ociale, assurant secrétariat complet. Libre suite ch. poste stable. Mlle CADET, 52 rue des Caillots - 93100 Montreuil.

TOURNEUR P 3. 42 ans, rech. place stable région Survilliers-Goussainville (95). Tél. 471-52-08 2, A.-Fragonard - 95470 FOSSES.

Fme 45 ans, très bonne prés., sér. référ. morales, dactylo, parle anglais, espagnol. Rech. place dame de compagnie. Téléphone : 558-18-66.

J.F., 40 ans, expérience psychologie, étudierait toutes propositions psychologie, arts, lettres. Tél. : 535-24-22.

GEOGRAPHE
24 ans, dég. O.M., maît. géog. Paris-I, doctorat en cours, exp. urbain., enseig. carto et photo interprét. Etud. ttes proposit. Ecr. no 2.606, « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris, ced 09.

J.F. : CONSEIL JURIDIQUE
expér. approfondie en droit des affaires. Spécialisation droit des sociétés. Expér. cabinet et entreprise rech. situat. motivante. Ecr. no 8.951, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris, ced 09.

Assist Direct. 32 ans, trilingue anglais, Allemand, expér. traduc. doc. et gestion, ch. situation responsable Paris, Versailles et région. Ecr. no 8.949, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

Journaliste Traductrice
(connaissant également bien fabrication) cherche traductions ou collaboration ouvrages, revues, articles, sujets littéraires. Ecr. no 2.618 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09.

PSYCHOLOGUE
J.F., 25 a., DESS cherche emploi. Etudie ttes propositions. Ecr. no 97.546 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Hme 39 a. biling. franç.-allem., cult., bonne présent., voiture, étudierait toutes propositions. Ecr. no 8.950, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris, ced 09.

Cadre direct. I.C.G. accepterait situat. à mi-temps dans entrepr. moyenne pour gestion de la trésorerie, relations avec les banques et organismes, etc. Possibilité d'avances en compte cour. Ecr. no 2.539, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris, ced 09.

Ivoirien, technic. supér. distrib. commerce, école sup. d'approvisionnement achat, deux années expér., cadre administratif ds ventes, désire poste au sein sté industrielle commerciale ayant filiale en Côte-d'Ivoire. Ecr. no 8.943 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris, ced 09.

CADRE 40 ans
Formation : économie-gestion. Expér. : gestion, administration, conseil, formation continue, études, ch. nouv. responsabilités. Ouvert à toutes propositions. Ecr. no 97.499 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

H. 37 ans, certif. compt. DECS ayant 17 ans expér. cabinet et 3 ans en entrepr. Afrique francophone ch. poste responsabilit. Région indifférente. Ecr. no 8.969, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris, ced 09.

Juriste 28 a., très dynmiq., exp., Mait. + DES + Institut dr. des affaires + comt. + angl. + ital. étud. ttes propos. France-Etrang. Ecr. no 8.981, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris, ced 09.

J.F. 24 a., anglais et italien courants, expér. publicité et R.P., connaiss. exécution, aim. voyager et disponib., rech. travail avec initiatives dans journalisme, tourisme, relations extérieures, pub. Etudiera toutes propositions FRANCE et ETRANGER. Tél. après 19 h. au 567-93-66. Ecr. no 859.978 M, REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 24 ans, célibataire, ingénieur Biotechnologie industrielle, Université de Technologie de Compiègne 1980, bilingue anglais cherche emploi immédiat technico-commercial - traitement des eaux, si possible déplacements fréquents province-étrang. Ecr. no 2.619 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09.

J.F. 31 a, maîtrise droit DEA angl.-esp. expér. édition rédact. rech. pshyco-socio. ch emploi édition, rédaction, presse, documentat., ttes propositions. Ecr. ss no 97.566 M REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

LICENCIÉ EN DROIT
ch. emploi. Tél. : 681-76-52.

INSPECTEUR D'ASSURANCE
ayant le sens de l'organisation et possédant le français, le néerlandais, l'allemand et des notions d'anglais cherche un emploi dans une compagnie ouverte aux exigences du marché, faire offre.
Ecr. no 8990 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09.

INGENIEUR GENERALISTE
29 ans, 6 ans d'expérience ingénierie, assistante technique Connaissance Proche-Orient et Maghreb.
Anglais courant, polonais, notions d'arabe.
RECHERCHE
Soc. importante pour projets, mission techn., ass. exportation, avec séjours longue durée à l'
ÉTRANGER
(Arabie Saoudite, Golfe, etc.). Ecr. no 8.889 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09

Chef du personnel
49 ans, diplômé université, 20 a d'expérience en recrutement, formation, gestion, dialogue avec partenaires sociaux. Anglais et Espagnol parfaits. Recherche poste France ou Etranger. Ecr. no 8.965, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris, ced 09.

FISCALISTE
Homme, 34 ans, lic. sc. éco. option gestion des entr., dipl Institut de Droit des Affaires Paris. Probatoire de D.E.C.S.. ENI 69, 5 ans d'expérience du contrôle comptable et fiscal de gdes entr. (vérific. D.G.I.), 2 ans Fiduciaire. Actuellement conseil fiscal inscrit, recherche poste de Chef de service fiscal ou comptable ds entrep. privée PARIS et banl., ou rég. NORD. Ecr. à no 71.470, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

J.F. licenciée lettres modernes, licenciée anglais, bilingue, titulaire du C.A.S.B., cherche emploi Bibliothécaire dans important C.E. ou tout emploi touchant à un travail littéraire ou à des activités culturelles. 237-83-25, matin 9 h à midi.

DIRECTEUR COMMERCIAL
38 ans, anglais/esp./italien,all.
— Formation juridique et sc. po.
— Expérience dir. comm./mark. import-export.
— Compétence devis et gestion d'un C.A.
— Conn. marchés Sud-Europe et Sud-Amérique.
cherche poste à resp. Lib. suite. Ecr. no 6.975 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09.

CONTROLLER
38 ans, H.E.C.
Forte expér. contrôle de gestion, direct. financ. et admin. filiales de groupes internationaux. Trilingue allemand/anglais. recherche poste challenge province ou étranger. Ecr. no 8.962 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09

CADRE DE DIRECTION
42 ans, expérience comptabilité administrative et financière, possédant sérieuses références, recherche
Poste de Direction comptable ou financier. Province souhaitée. Ecrire, sous no 69.421, à : CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra, PARIS (1er).

CADRE comptable confirmé
Bonne présent., titul. du DECS, expér. profess. d'Audit acquise dans Stés et Cabinet d'expert comptable. Actuellem. assistant principal respons. du contrôle de sociétés à filiales multiples, rech. situat. stable dans société. Ecr. no 2.594 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09.

Docteur en droit, ESC, 41 ans,
DIRECTEUR GÉNÉRAL
Société U.S. 1969-1979
Depuis directeur général P.M.E. familiale souhaite démissionner pour retrouver société dynamique. Ecr. no 2.614 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09.

Jeune fille, 29 ans,
VÉRITABLE SECRÉTAIRE DE DIRECTION
active et organisée, licence d'anglais + solide expérience (Presse - Publicité - Relations publiques) souhaite collaboration haut niveau, intellectuellement motivante. Disponible immédiat. Téléphoner : 281-11-38.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
34 ans, anglais courant. Formation supérieure + DECS Exp. comptabilité générale et analytique. Déclarations fiscales, trésorerie, rel. bancaires audit et procédure de contrôle interne, budgets annuels et pluriannuels, reporting anglo-saxon, gestion du personnel.
Recherche poste similaire dans P.M.E. en région parisienne. Libre rapidement. Ecr. n. 860.189 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
Documentaliste - Expérience juridique, Edition, Organisme professionnel, ch. poste stable CADRE à responsabilité PARIS. Ecr. no 71.612, CONTESSE P., 20, av. de l'Opéra, Paris 1er.

ATTACHÉE DE DIRECTION
32 ans
Format. sup., excellente présentation, qualités rédaction, contacts, organisation, anglais, italien. Disponible pr ts déplac. cherche poste à responsabilité. Ecr. no T 022.613 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ASSOCIATION 16e arr.
recherche
SECRÉTAIRE QUALIFIÉE
éventuellement bilingue anglais emploi stable, libre immédiat. Tél. pr R.-V., 553-25-47.

Nous prions les lecteurs répondant aux "ANNONCES DOMICILIEES" de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du "Monde Publicité" ou d'une agence.

L'immobilier

appartements vente

4e arrdt.

BEAUBOURG
Imm. ancien, 3e ét., avec asc. 147 m2 + 2 chbres de serv. NOTAIRE : 501-54-30, le matin.

HOTEL MANSART
PRES PL. DES VOSGES
Appart. exceptionnel 210 m2.
PLAFONDS PEINTS
PARQUET VERSAILLES
S. bains., cuis. modernes.
Prix : 3.800.000 F.
GARBI - 567-22-88

MARAIS
31, rue CHARLOT
Dans bel imm. XVIIIe de caractère, parfait état. Appt 50 m2, habitab. en liv. dble + 1 ch., cuis., w.-c., bains, ch.. Bel aménagement et poutres plafond possible. Prix rare : 300.000 F, crédit 80 %. Voir propriétaire, lundi, mardi de 14 h. à 18 h. 30.

6e arrdt.

SAINT-PLACIDE
4 P. Immeuble standing. Calme - 354-95-10

ST-SULPICE - Ds MAISON du XVIIe, MAGNIFIQUE 4 P., 4 m haut sous plaf. LUXUEUX. DORESSAY - 548-43-94

7e arrdt.

PRES INVALIDES
Imm. stand, beau 6 p., 182 m2, ét. élevé. Prix exceptionnel. Urgent. Mardi 14 h-18 h. 3, rue Cognacq-Jay ou 551-66-57.

BAC 705-39-16
Living, 2 chbres dont 1 duplex, poutres, caractère, 760.000 F. Visite de 14 h 30 à 17 h 30 : 35, RUE DE VERNEUIL

8e arrdt.

SAINT-AUGUSTIN
BEAU LIVING + 3 CHBRES
ENTIEREMENT RENOVE
+ CHAMBRE DE SERVICE
PRIX 1.110.000 F
Visites mardi, merc., 14-18 h :
17, RUE DE MADRID, ou Tél. 539-75-49

9e arrdt.

IMM. PIERRE DE T.
en cours de restauration.
STUDIOS 2 et 3 P.
très grand conf. ou en l'état.
PPTAIRE EUROVIM 555-92-72.

10e arrdt.

Faubourg-SAINT-MARTIN
Urgent. Part. sacrifie
ATELIER ARTISTE
Très clair, tout cft, 80 m2, Me Louis-Blanc — 490.000 F Téléph. : 209-87-41 ou 847-32-29.

REPUBLIQUE
Style Marais
Bel imm. anc. de caract. rénové, asc., concierge, tapis escalier. Séj. dble av. poutres+2 chbres, 100 m2, cuis., bains modernes, chf. cent., 4e ét. Px : 750.000 F.

2e) Salon + sal. à mang. av poutres, 4 chbr., 2 bains, 2 wc, 151 m2, chf. centr. 950.000 F. Vr pptaire s/pl, 5, bd Magenta. Mardi, mercredi, 14 h 30 à 19 h.

SUR SQUARE ST-VINCENT-DE-PAUL, bon immeuble, Me Gare-du-Nord, 3e étage, calme, plein soleil, DOUBLE LIVING + 1 CHBRE, entrée, cuis., office, w.-c., tél., salle de bains, chauff. central. Luxueusement rénové. Px intéressant, 4, r. de Belzunce pptaire, mardi, mercredi, 15 à 18 heures.

10e, Hauteville, grand STUDIO, étage élevé, 36 m2 + terrasse 15 m. SUD - Téléph. : 243-84-67.

12e arrdt.

NATION
Imm. pierre de taille
Vaste 3 pièces, entrée, cuis., w.-c., salle de bain, ch. centr. Soleil. 495.000 F. - 346-63-85.

STUDIO STANDING
PRES BOIS VINCENNES
Parking - 350.000 F - 325-46-35.

CITEE FLORALE IMM. 1930
3 pces 60 m2, cft, 4e étage. 400.000 F. Tél. 589-49-34.

13e arrdt.

Part. vd 4/5 pièces terrasse, 20 m2, soleil, bien aménagé, ascenseur, grand parking. Tolbiac. 950.000 F. Tél. : 587-05-39, après 20 h.

14e arrdt.

MONTPARNASSE
direct dans restauration grand stand. (ascenseur, vidéophone, cheminée, poutres, marbre)
2 DUPLEX
CHARME et CARACTERE
PPTAIRE EUROVIM 555-92-72.

15e arrdt.

300 M. Me DUPLEIX
Immeuble standing 1974
Partic. vd 2 pces, 50 m2 s/jard., très calme et ensoleillé, cuisine équipée, salle de bains, balcon, tél., 8e étage, asc., cave, park. PRIX : 650.000 F à débattre. Tél. : 573-80-29, entre 19 et 21 h.

LOFT 300 m2 dont Atelier SUPERBE VOLUME
DORESSAY - 548-43-94

FRONT DE SEINE
VUE IMPRENABLE S/SEINE
Moderne 3 p. 75 m2, Impeccab.
MICHEL et REYL 365-90-05.

16e arrdt.

JASMIN Petit imm. rénové sur cour CALME
6 PIÈCES EN TRIPLEX
avec ascens., tt cft, nombreux sanit. Profession libérale poss.
PRIX 1.450.000 F
Visite mardi, merc., 14 à 18 h :
6, RUE RENE-BAZIN ou 539-75-49

TROCADERO DUPLEX 6e et 7e étages
sud, charme Rive gauche, living sur charmante terrasse fleurie, 3 chbres, 2 bains, park. 1.570.000 F - POI. 43-43.

EXELMANS Très bel immeuble P. de T. 1930
Etage élevé, 2 asc. Dble living, CHAMBRE, SOLEIL, CALME
H. LE CLAIR - 359-69-36

VENTE PAR NOTAIRE
Auteuil, ds bel imm. ancien, 3 p., cft, 60 m2, 5e ét., asc., calme. 570.000 F, le mardi 16, 15 à 17 h., 27, r. Pierre-Guérin.

19e arrdt.

BUTTES-CHAUMONT
200 m du parc, beau studio équipé, tout confort, placement idéal, gros rapport garanti, net d'impôt, 5 ans. 555-92-72.

20e arrdt.

Propriétaire vend dans voie privée et classée
MAISONS LIBRES ET OCCUPÉES
avec jardin.
OFIBA - Tél. 296-53-07/53-19.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY SABLONS
Imm. pierre de taille tt confort 5e ETAGE - SOLEIL - CALME
LIVING + 3 CHBRES
cuis. équipée de placards + 2 bains, moquette. REF. NEUF
PRIX 1.125.000 F
S/pl. lundi, mardi, 14 à 18 h :
16, PLACE DU MARCHE 723-96-85

94 Val-de-Marne

NOGENT, PRES BOIS, R.E.R. Imm. 4 étages, beau séjour + salon, balcon, 2 chbres, cuis., w.-c., s. de bains, dressing, asc. Soleil. Prix 750.000 F - 346-63-85.

CHAT. DE VINCENNES (entrée) 4 P., cuis., w.c., s. bns, ch. cal, asc. Prix : 590.000 F - 344-71-97.

ST-MANDE Chaussée de l'Etang
Appart. 110 m2, grand living + 3 chb., cuis. équip., bains, cave. Prix total 800.000 F. - 341-44-67.

appartem. achat

VENDEURS PRESSES
l'ORDINATEUR du C.I.M.I. et le Groupe O.R.P.I. sont mis à votre disposition par l'Etude RIVE GAUCHE
122, boul. Raspail (6e) - 22-70-63.
Mandat non exclusif accepté.

JEAN FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet (15e). 566-00-75, rech. Paris 15e et 7e, pour bons clients, appts toutes surfaces et immeubles. Paiement comptant.

PAIE COMPT CHEZ NOTAIRE ACHETE 2 à 4 pièces, PARIS, bon quartier, avec ou ss conf. Mme LEULIER, tél. 261-68-81 ou téléphon. le soir : 900-84-25.

RECH. appts 1 à 3 Pces, Paris préf. 5e, 6e, 7e 14e, 15e, 16e 19e, 4e, 12e av. ou sans trav. PAIEM. COMPT. CHEZ NOT. Tél. : 873-23-55, même le soir.

immeubles

Vous désirez vendre
VOTRE IMMEUBLE
JE SUIS ACQUEREUR.
Tél. le matin au 747-42-97 ou écrire : Noël AUFMAN, 21, rue Le Peletier, PARIS (9e).

viagers

Près Place de l'Etoile, 2 pièces libre de suite, bel imm., rez-de-ch. cour, calme. 280.000 F cpt + 2.650 F mensuel, Fme 73 ans.
F CRUZ 8, rue La Boétie 266-19-00

villas

10 km VERSAILLES VILLA 1972
plain-pied, 175 m2, séjour 40 m2, cuis. équipée, 4 chbres, 2 bains, garage 2 voit., chauffage gaz. Jardin 800 m2. Calme. Soleil. Prix 735.000 F. - Tél. 954-68-00.

terrains

LAVANDOU-AIGUEBELLE. A vendre ensemble ou séparém. deux terrains, 755 m2, 785 m2, constructibles, vue sur mer, proximité plage. Etude Maître ROBERT, notaire à DINAN. (96) 39-13-06.

maisons de campagne

Partic. vend entre CAEN et BAYEUX, 15 km COURSEULLES, maison sur 2.000 m2, 7 p., tt cft, garage + ancien presbytère à restaurer. 380.000 F. 587-05-38, ap. 20 h.

AVEYRON-SUD
PRES DE SAINT-AFFRIQUE
MAGNIF. FERME DU 18e S.
AV. MAISON 10 P. + berg. + grange + 1/2 ha, hab. de suite. Prix 450.000 F, av. 90.000 F cpt. CATRY - TEL. : (66) 22-43-44 ou 22-50-30

CANTOYRE
PRES DE NANT
DE VILLAGE EXCEPTIONNEL
MAISON 3 P. HABITABLES
AV. VUE MAGNIF. S/VALLEE.
Eau, électricité, affaire rare. Px 159.000 F av. 32.000 F cpt. CATRY TEL (66) 22-43-44 H.B. 22-50-30 H.R.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

locations non meublées Offre

Paris

PARIS (15e), 29, av. Lowendal, 3e ét. s/rue, 3 Pces, cuis., s. de bains, 56 m2, refait à neuf, immeuble ancien - Loyer et charges : 2.662 F par mois. Visites sur pl. 15 h. à 17 h. Mardi 16 sept. - 328-08-94.

VAVIN. Studio caractère, calme tout confort, téléphone, 1.900 F c.c. - 633-38-94.

NATION. Neuf, 13e et dernier étage, standing, living, 2 ch., cuis., bains, box double, cave. Terrasse 88 m2, 4.000 F. Tél. : 343-29-61.

TRES GRAND STANDING
Vidéophone
100 mètres environ
CHAMPS-ELYSEES
STUDIOS et APPTS à partir 3.200 ch. compr. 562-69-81.

PARIS 20e
SANS COMMISSION
Immeuble récent tout confort
2 PIECES 42 m2, loyer de 1.293 à 1.358 F,
charges 391 F, parking 180 F. S'adresser à la Gardienne : 21, rue du Repos - 370-69-81
Métro : PHILIPPE-AUGUSTE ou PERE-LACHAISE

PARIS 12e
SANS COMMISSION
Importante Société loue dans immeuble récent bon standing
STUDIO 37 m2, loyer 1.300 F, charges 381 F.
2 PIECES 60 m2, loyer 2.035 F,
charges 597 F, parking 204 F.
3 PIECES 68 m2, loyer 2.035 F,
charges 700 F, parking 204 F. S'adresser : 228, rue du Fg-St-Antoine, de 9 à 12 h et 14 à 18 h
Tél. 372-52-06

POMPE Gd séjour + 2 chbres, 100 m2 avec terrasse, 9e étage, exposition sud, salle de bains, cab. de toilette, cuis. équipée, téléphone, 5.800 F + 600 F charges. Sur place : 66, avenue Henri-Martin Mardi 16, de 14 à 18 h. Tél. 278-66-64 - Soir : 200-00-38.

Région parisienne

NEUILLY
ILE DE LA JATTE
studettes, 3 P. et 4 P. Visite sur place mardi et mercredi de 14 h. 30/19 h. 30. 212, bd Bineau.

NEUILLY
QUARTIER ST-JAMES
R.d.C. sur jardin, imm. pierre de taille tt cft, 4 pces libres immédiat. Tél. : 524-20-65, de 10 h. 30 à 12 h. 30.

EXCEPTIONNEL. Part. loue AILE DE CHATEAU Longjumeau (91), 18 km Paris. Accès autor. ou train direct. 160 m2 sur 2 niveaux. 5 gdes pièces ppies, cuis., s. de bains, 2 w-c, cave, garage, grenier, téléph., chauff. centr., jard. 900 m2. Prox. écoles et centre ville. 4.000 F mensuel. Tél. 448-34-07.

locations non meublées Demande

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans. 283-57-02.

locations meublées Offre

Etranger

ITALIE, 2 p., centre historique. FLORENCE, terrasse sur jard. à louer 1 mois (octobre). 3.000 F T.C.C. Tél. h.b. 285-15-15

villégiatures

LOUE SEPT. - OCT. - NOV., 500 m. plages Antibes et Juan-les-Pins, villa F 2, quart. résid. et calme, jard. ombragé. Tél. propriétaire : 577-28-47, l'après-midi ou préfér. le soir jusq. 22 h.

locations meublées Demande

Paris

SERVICE AMBASSADE
pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 PIECES
LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. Tél. 285-11-08.

Etudiant préparant entrée Ecole Vétérinaire recherche pour rentrée septembre : chbre ou studio (prix modéré), Paris 13e (pl. d'Italie ou porte d'Italie), de préfér. et/ou 14e. Tél. : (16) 65-36-00-11 ou écrire s/no 6.973, « le Monde » Publ., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09.

INTERNATIONAL HOUSE
LOYERS GARANTIS
rech. 1 à 6 pièces pour banques et ambassades - 705-54-78.

bureaux

AV. FRANKLIN-ROOSEVELT
BURX MEUBLES, SIEGES de Stés, av. secrét., tél. télex, etc. ACTE S.A., 261-88-88 +

VOTRE SIEGE A PARIS
de 80 à 250 F par mois.
CONSTITUTION DE SOCIETES
GEICA
56 bis, rue du Louvre, Paris-2e. Tél. : 296-91-12 +.

CONSTITUTION de S.A.R.L.
TELEX Secrétariat téléphonique
Domiciliations artisanales et commerciales Tous services **355-17-50**

ILE DE LA CITÉ
QUAI AUX FLEURS
Propriétaire vend directement bureaux libres en toute ppté 9 P. 200 m2, situation exceptionnelle, vue sur Seine. Prix : 1.700.000 F. TEL. : 887-08-21.

Votre SIÈGE SOCIAL
BURX MEUBLES - TELEX
PARIS 8e - 9e - 15e
CONSTITUT. SOCIÉTÉS
Prix compét. délais rapides.
ASPAC. - 281-18-18 +

locaux commerciaux

Pas-de-porte, exposition à vdre nord de Paris. S'adr. CHALETS VT, 72190 La Trugalle-Neuville, SARTHE. Tél. : (43) 21-30-91.

Sté GRIFFSOLDE
recherche pour extension
BOUTIQUES
en LOCATION pour prêt-à-porter (Paris ou province)
EMPLACEMENT 1er ORDRE
Ecrire au Siège social : 1, rue de la Plaine, 75020 Paris - Tél. 373-16-30

fonds de commerce

Cède, bail nf, gd magas. 365 m2 sur 3 niveaux, monte-charge, rue Petites-Ecuries - 770-50-68.

CAFE-TABAC-TABLETTERIE-BRASSERIE
Centre ville, région ST-DENIS. Bar 1.200 F par jour + tabac + brasserie. Prix 620.000 F. Agence GARE - 826-24-43

Part. vend STRASBOURG centre Fonds TABAC - PRESSE - CADEAUX - LIBRAIRIE PAPETERIE. Affaire exception. C.A. 5,5 millions en const. progrès. Emplac. 1er ordre Log. confort 4 pièces. Prix 1,5 million justifié. Tél. 88 - 970414

Boutiques

BON 18e
MURS DE BOUTIQUE
loué 20.400 F L'AN.
Gros rapport. - 555-92-72

Près RUE CUSTINE, je vends directement pour placement murs de boutique. Rapport 20.400 F l'an. - 555-92-72.

domaines

SOLOGNE
PROX. VILLE
Magnifique PPTE d'agrément chasse et pêche, 60 ha, dont étang 23 ha. Maison de maître 10 P., maison de garde communs, ancienne ferme. Libre vente. Affaire très rare
CABINET LA SOLOGNE
41200 ROMORANTIN
Tél. (54) 76-02-92

propriétés

A VENDRE LE :
Jeudi 25 Septembre 1980
EN LA MAIRIE DE
L'ILE AUX MOINES
GOLFE DU MORBIHAN
- Terrain de 1.788 m2, grande maison de maître, surface habitable 329 m2 + une maison jumelée, surface habitable 158 m2.
- Terrain de 240 m2, belle maison de 4 pièces.
- Terrain de 2.386 m2.

RENSEIGNEMENTS :
561-99-66 poste 664 ou 748

NORMANDIE
82 km de PARIS, Eure, près VERNON, proche centre village
SUPERBE DEMEURE
DIRECTOIRE avec PISCINE sur beau parc aménagé, de 9.335 m2, 10 p. p., 315 m2 hab. TOUS EQUIPEM. MODERNES DE QUALITE. Dépendances. ENSEMBLE IMPECCABLE. - Jean F. de TOLEDO, 6, r. de Cerisoles, Paris-8e, (1) 720-18-36

VILLENNES-SUR-SEINE
Résidentiel. Belle propriété sur parc 7.500 m2, gde réception, 6 ch. + pavillon gard. Piscine chauffée. 10' Gare. - 954-68-00.

Près NOISY-LE-ROI
Belle construct. récente 7 p. sur terrain 1.450 m2 sans vis-à-vis, style rustique sobre, impeccab. 1.200.000 F. Urgent. 954-68-00.

châteaux

Dos forêt Villers-Cotterêts
CHATEAU style classique, 700 m2 planchers, bon état, confort, pav. garde. Raynaud, 14, r. Lincoln, Paris. - 359-97-50.

Le Monde

économie

CONJONCTURE

Au congrès de Paris de l'Association fiscale internationale

• Les relations entre l'administration et les citoyens • L'origine des revenus • Les refuges fiscaux

L'Association fiscale internationale (IFA, selon ses initiales anglaises) réunit au Palais des congrès de Paris, du 15 au 19 septembre, son trente-quatrième congrès. Plus de deux mille participants, appartenant à une cinquantaine de pays, sont attendus. Le président de la République a accordé son patronage à cette manifestation, et M. Papon présidera la séance inaugurale. Trois thèmes seront traités : les rapports entre les contribuables et l'administration fiscale, la détermination de l'origine nationale des revenus et des charges, le cas des refuges fiscaux.

Le premier sujet du congrès de l'IFA, « le dialogue entre l'administration fiscale et les contribuables jusqu'au dépôt des déclarations fiscales », a pour rapporteur général M. Guy Delorme, que ses anciennes fonctions de directeur général pour les relations avec le public, Rue de Rivoli, *désignaient pour faire* le point sur un problème où notre pays s'efforce, depuis quelques années, de montrer l'exemple. Les rapports des groupements nationaux de l'IFA sur le sujet ont pour auteurs aussi bien des conseillers fiscaux (10 rapports) que des professeurs (3 rapports) et les dirigeants des administrations fiscales (7 rapports). Dans deux cas (Israël et Royaume-Uni), la coopération entre fonctionnaires et conseillers fiscaux a été poussée jusqu'à prendre en commun la responsabilité du rapport.

Le dialogue peut être défini comme l'ensemble des procédures et des techniques qui permet au contribuable de mieux connaître ses droits et ses obligations et à l'administration de mieux connaître les problèmes et les difficultés du contribuable afin de l'aider à respecter la loi fiscale.

Les *actions qui se situent* principalement dans trois domaines — l'information du contribuable, qui a besoin de renseignements précis et sûrs face à une réglementation nécessairement complexe; l'assistance pratique; la prévention des erreurs et des fraudes — doivent aboutir à un meilleur fonctionnement du service public. Si le contribuable est mieux renseigné sur ses droits et sur ses obligations, et mieux secondé pour accomplir son devoir fiscal, les erreurs dans les déclarations seront moins fréquentes, les démarches dans les services moins nombreuses, les difficultés à l'occasion du contrôle moins aiguës.

Les débats de Paris permettront de tirer les conclusions des expériences engagées dans de très nombreux pays.

Une attention particulière doit être apportée à l'éducation des futurs contribuables : les expériences réalisées par plusieurs pays dans les écoles et les universités montrent qu'une formation *civique bien conçue* et bien conduite dans le domaine des finances publiques peut avoir des conséquences décisives sur les comportements des citoyens.

Par MAX LAXAN (*)

Le second sujet du congrès porte sur un problème plus juri*dique mais non moins important* : les « règles pour déterminer l'origine nationale ou étrangère des revenus et des charges ».

Dans la plupart des pays, le législateur impose : d'une part, les revenus des contribuables qui résident sur son territoire, sans distinguer selon l'origine, nationale ou étrangère, des revenus ; d'autre part, les revenus qui ont leur source sur le territoire national et qui sont perçus par un *contribuable résidant* à l'étranger.

Pour limiter les cumuls d'imposition que l'application de ces règles entraînerait, de nombreux pays ont signé des conventions. Ces accords réservent généralement tout ou partie de l'imposition au pays de la source, le pays de la résidence accordant un crédit d'impôt. On comprend dès lors l'intérêt qui s'attache à bien cerner l'origine du revenu ou des charges. Les divergences qui apparaissent *dans* les règles *nationales de détermination de cette origine* peuvent avoir des conséquences néfastes pour le bon fonctionnement des relations industrielles, commerciales ou financières entre les pays. Les travaux du congrès devraient apporter un nouvel éclairage sur un problème auquel le comité *fiscal* de l'O.C.D.E. a déjà consacré de nombreuses études.

Enfin, l'assemblée de Paris comportera un séminaire sur un sujet d'une *permanente* actualité : « le recours aux refuges fiscaux : l'usage et l'abus ». Par l'intérêt des thèmes retenus et le nombre des participants, ce congrès s'annonce comme une manifestation importante. On veut espérer que ses conclusions auront un retentissement à la mesure des recherches entreprises et qu'elles apporteront une contribution, fût-elle modeste, à la solution des problèmes soulevés par l'application de la loi fiscale.

(*) Gouverneur du Crédit foncier, président du groupement français de l'Association fiscale internationale.

HAUSSE DU DOLLAR ET DU YEN RECUL DE L'OR

Le dollar s'est quelque peu raffermi **sur les marchés des changes en ce début de semaine, en raison de la nouvelle hausse des taux aux Etats-Unis et sur le marché des euro-dollars, où l'échéance à un an est cotée à plus de 12,50 %. En conséquence, la monnaie américaine valait, lundi 15 septembre en fin de matinée, 4,15 F contre** ***4,1390 F et*** **1,7850 DM contre 1,78 DM.**

Le yen japonais a fait un véritable bond, puisque, à Tokyo, on ne payait plus, lundi matin, que 211,50 yen contre 214 yen précédemment, et qu'à Paris il est passé de 1,94 F à 1,97 F (pour 100 yen).

Un assez vif recul a été enregistré sur le marché de l'or, où le cours de l'once de 31,1 grammes est revenu de 693,50 dollars vendredi matin à 670 dollars environ lundi matin.

TIERS-MONDE

LA FIN DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ONU

Le groupe des « 77 » cherche à poursuivre le dialogue pour l'ouverture d'une conférence Nord-Sud

New-York (Nations unies). — La séance de clôture de la onzième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur le développement a été reportée à lundi après-midi 15 septembre, afin de permettre d'ultimes consultations aux cent vingt pays en développement (groupe *dit des « 77 »). Ceux-ci ont évité,* samedi 13, lors de la réunion du comité *ad hos*, au cours de laquelle a été fait le bilan de la session, tout effet théâtral, et ont adopté une attitude — largement tactique — réaliste : poursuivre le dialogue en vue de convoquer une conférence Nord-Sud sur la coopération économique internationale l'année prochaine, et recommander à l'Assemblée générale « *de prendre acte, lors de sa séance de clôture* » — et donc d'adopter, — « *avec satisfaction, du consensu s obtenu* » sur le texte de la stratégie de développement du tiers-monde pour la décennie, qui doit entrer en vigueur le 1er janvier 1981.

Ce dernier point constitue un résultat notable qui atténue l'impression négative produite par le report des discussions sur le projet de conférence mondiale. Les deux choses sont liées. Les négociations, du moins dans l'esprit des pays en développement, doivent permettre d'atteindre les *objectifs de la stratégie.*

De notre envoyé spécial

Or une partie importante du groupe des « 77 », et des pays *influents, souhaitaient subordonner* l'adoption de la stratégie à un accord définitif sur la procédure de la conférence mondiale. Finalement, le groupe s'est rallié à une position intermédiaire : ce qui lui laisse une marge de manœuvre et lui permet de maintenir sa pression sur les pays industriels. Aussi l'adoption formelle de la stratégie devrait avoir lieu pendant la prochaine session ordinaire de l'Assemblée générale.

D'ultimes conversations, samedi, sur l'initiative de M. Waldheim, n'avaient pas permis de rapprocher les thèses des Etats-Unis et des pays en développement sur la question de la conférence économique mondiale. Aussi bien, *M. Mishra (Inde), président des* « 77 », devait-il constater, devant le comité *ad hoc*, que la grande majorité des pays industrialisés (y compris ceux du camp socialiste) étaient favorables au projet de négociations globales sur la base d'un compromis présenté par M. Crnobrnja (Yougoslavie), lequel prévoyait l'ouverture de la conférence dès le 12 janvier. Ce texte est en fait une mouture sensiblement révisée de la proposition *qu'il avait faite* une huitaine *de* jours auparavant, et qui était l'objet, après quelques modifications, d'un accord entre la C.E.E. et les « 77 ».

La déléguée des Etats-Unis, Mme Joan E. Spero, a déclaré qu'il existait encore de sérieuses divergences de conception entre *son pays et la majorité des Etats* membres de l'ONU, à propos notamment du rôle de l'organe central de la conférence envisagée. Elle a indiqué que les Etats-Unis étaient disposés à continuer de s'employer à réduire ces divergences.

La position de la C.E.E.

Le porte-parole de la C.E.E., après avoir confirmé que les Etats membres pouvaient accepter le texte yougoslave, « *à l'exception de deux d'entre eux* » (la R.F.A. et la Grande-Bretagne), a ajouté : « *Le rôle de la conférence est de coordonner les négociations, et le fait de les conduire ne devrait pas porter atteinte à la compétence des institutions spécialisées (...). Celles-ci,* a-t-il encore précisé, *doivent participer aux négociations chaque fois qu'une question relèvera de leur compétence, et leur autonomie de décision devra être pleinement respectée dans la phase finale de la conférence.* »

A la vérité, la position européenne est proche de celle des Etats-Unis, mais elle est exprimée avec plus de diplomatie et tend plutôt à repousser les échéances. Par son raidissement sur une question de procédure, Washington a, en revanche, concentré l'attention *sur le* Fonds monétaire international.

Les discussions vont se poursuivre à ce sujet au cours des trois prochains mois. Leur premier objet sera de rallier les Etats-Unis à cet accord de principe, ainsi que les Allemands et les Britanniques, qui n'ont pas, somme toute, voulu laisser les Américains dans un « splendide isolement ».

Le document sur la stratégie de développement prévoit notamment de fixer pour objectif de la croissance annuelle moyenne du P.N.B. de l'ensemble des pays en voie de développement un taux de 7 % pour la décennie. Il invite les pays développés à « *augmenter rapidement et substantiellement le volume de leur aide publique au développement, en vue d'atteindre, et si possible de dépasser, l'objectif international convenu de 7 % du P.N.B. d'ici à 1985 et en tout état de cause avant 1980* ». Sur les autres questions litigieuses — énergie, monnaie et finances, — le président du groupe de travail M. Naik (Pakistan) a élaboré une formulation ayant permis de lever l'obstacle que *soulevaient* ces *questions*, appelées à être au centre des éventuelles négociations globales.

GÉRARD VIRATELLE.

● *Le président de la Banque mondiale, M. McNamara,* a manifesté vendredi 12 septembre, au cours d'une conférence de presse, son inquiétude à la fois devant les risques de politisation de cette institution et devant la dégradation de la croissance des pays les plus pauvres, qui comptent quelque 141 millions d'habitants.

M. McNamara a estimé que la Banque *mondiale et* le F.M.I. risquaient de se politiser en raison du débat sur l'admission éventuelle de l'O.L.P. (Organisation de libération de la Palestine) en tant qu'observateur lors de la conférence annuelle du Fonds et de la Banque. La solution de ce problème, a-t-il affirmé, appartient aux *gouvernements* membres, qui doivent se prononcer par un vote par correspondance le 19 septembre.

ÉNERGIE

L'OPEP à la recherche d'une stratégie à long terme

(Suite de la première page.)

Leur rôle principal sera d'aplanir les angles sur les deux questions majeures que sont l'indexation des *prix pétroliers et la création d'un* organisme financier destiné au tiers-monde ; mais l'état actuel du marché pèsera sur les débats. La récession *économique en Occident a provoqué* une forte réduction de la demande de pétrole des pays industrialisés : de 12,5 % en Europe, de plus de 10 % aux Etats-Unis, soit l'équivalent, pour ce seul pays, de la consommation annuelle de la France ou des exportations du Koweït en 1979.

Les stocks dépassent aujourd'hui 5,8 milliards de barils (près de 800 millions de tonnes), soit plus de cent dix jours de consommation dans la zone O.C.D.E. Les prix, après avoir augmenté de quelque 150 % entre mars 1979 et juillet 1980, ont eu tendance à se tasser : plusieurs pays de l'OPEP ont ainsi été obligés de renoncer aux « primes » qu'ils *réclamaient à leurs clients en sus* de leurs prix officiels. L'Iran a même été contraint de revenir sur la hausse de certaines de ses qualités de brut.

La légère reprise des prix ces jours derniers sur le marché libre doit donc être considérée comme psychologique, devant les rumeurs d'une réduction de la production et d'un renchérissement du pétrole saoudien. Car, à en croire la plupart des consultants américains, il faudra un an, voire deux, pour résorber l'excédent, même si l'Arabie Saoudite abaisse son niveau d'extraction d'un million de barils par jour.

Mais alors que, devant l'affaissement de la demande, le Koweït a *réduit* sa production de 28 % entre le premier semestre de 1980 et la période équivalente de 1979, la Libye la sienne de 27 %, l'Algérie de 13,6 %, le Nigéria de 10,7 % et l'OPEP *dans son ensemble de 7,5 %*, l'Arabie Saoudite (+ 5,4 %) et l'Irak (+ 6,6 %), eux, sont les seuls, avec l'Equateur — dont les exportations *sont négligeables, — à avoir forcé* leur production. Le quotidien algérien *El Moudjahid* et la presse iranienne ont à plusieurs reprises dénoncé les pays dont le niveau de production ne correspondait ni à leurs besoins de développement ni aux nécessités du marché.

Vers un relèvement du prix du brut saoudien

L'Irak — qui, comme pays hôte, tient à la réussite du sommet de Bagdad — et l'Arabie Saoudite — malgré sa répugnance à parler de son niveau de production, qui relève de sa souveraineté nationale — devront probablement faire des concessions pour obtenir l'accord des autres pays membres sur leur conception de l'indexation et de la Banque du tiers-monde. De même, l'Arabie Saoudite devra peut-être relever à 32 dollars le prix de son baril au cours d'une réunion spécifique. Tel *est du moins le vœu exprimé par* tous ses partenaires, y compris les plus modérés, comme le ministre indonésien M. Subroto. D'autant que *la réunification des prix — qui passe* par le relèvement des prix saoudiens mais aussi par une baisse inimaginable des prix iraniens — est, après dix-huit mois d'anarchie, un préalable.

La formule retenue par le comité de stratégie à long terme de l'OPEP pour la révision trimestrielle du prix du pétrole repose, on le sait, sur l'évolution du coût de la vie dans les pays de l'O.C.D.E. pour se préserver de l'inflation ; sur un « panier » de dix devises — y compris le dollar — pour éviter les manipulations monétaires ; enfin sur l'évo*lution de la PIB dans les pays indus*trialisés pour garantir une légère progression du pouvoir d'achat de l'« or noir ».

L'Algérie, la Libye et l'Iran, qui se défient des indices publiés par les pays industrialisés, préconisent, pour leur part, de retenir les taux de croissance et d'inflation des pays de l'OPEP. Cela aurait pour conséquence une croissance beaucoup plus rapide des prix pétroliers, qui dépasseront déjà — avec la première formule — 60 dollars le baril à la fin de la décennie 80. Les points de vue pourront-ils être rapprochés ?

De même, la proposition faite à Caracas en décembre 1979 par l'Algérie et le Venezuela de substituer au Fonds spécial d'aide de l'OPEP une Banque de développement du tiers-monde — dont le rapport du comité de stratégie à long terme a *retenu le principe — passera-t-elle* le tamis des ministres des finances, dont la réunion sur ce sujet le 24 mai à Vienne avait été particuliè*rement houleuse, l'Arabie Saoudite* refusant notamment de voir cette banque aider aussi éventuellement les pays de l'OPEP ? De plus, l'Irak *a présenté depuis près de deux ans* un projet concurrent plus ambitieux (qui fait participer les pays industrialisés) et aimerait lui voir donner la préférence.

On aurait mal imaginé une réunification de l'Organisation sur tous ces thèmes il y a encore quelques semaines. D'autant que toute décision de l'OPEP nécessite, de par les statuts, une unanimité particulièrement difficile à obtenir avec une délégation iranienne dont la composition change sans cesse et qui se caractérise actuellement par son opposition à tout et à tous.

Les conséquences du vote de la Knesset

Mais les pays musulmans — dont l'influence est prépondérante — ont *trouvé un ciment dans le vote de la* Knesset israélienne proclamant Jérusalem capitale éternelle de l'Etat hébreux. Déjà, un communiqué commun *saoudo-irakien prévoit la « rupture des relations diplomatiques et économiques avec tout pays reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël » et le prince héritier saoudien, l'émir* Fahd, a affirmé que l'« *appel à la guerre sainte* (Djihad) *par les Arabes et les musulmans est l'unique réponse à l'intransigeance sioniste* ».

A cela s'ajoute l'amertume des pays de l'OPEP devant l'échec de la conférence des Nations unies sur *le développement (voir ci-dessus).* Les relations avec les pays du Nord, rarement discutées par les ministres du pétrole, devraient être un des chapitres importants de la réunion de Vienne, les pays de l'OPEP ayant conscience, comme le prouve le rapport du comité de stratégie à long terme, « *de détenir le pouvoir dans la phase du jeu* ».

Nul doute alors que les ministres des affaires étrangères ne confirment le rapport du comité de stratégie à long terme, qui cite, parmi les facteurs qui ont assombri l'avenir énergétique, la « *dégradation de la situation politique au Moyen-Orient* » (...) *et la répugnance des pays industrialisés* à favoriser un nouvel ordre économique international.

Reste à savoir si ce ciment sera suffisant pour réunifier une organisation aujourd'hui divisée ou si — comme cela est probable — une nouvelle réunion sera nécessaire avant le sommet de Bagdad. En sachant que d'ores et déjà le président Bani Sadr a fait savoir qu'il ne se rendrait pas à la cérémonie d'anniversaire des vingt ans de l'OPEP, en raison du conflit à peine larvé qui oppose depuis des mois son pays à l'Irak.

BRUNO DETHOMAS.

M. CHALANDON PREND LA PRÉSIDENCE D'ELF-FRANCE

M. Albin Chalandon, P.-D.G. de la Société nationale Elf-Aquitaine (SNEA), vient de prendre la présidence d'Elf-France, en remplacement de M. Raymond Lévy.

Le gouvernement avait souhaité, on le sait, que les responsabilités entre la SNEA et son actionnaire principal, la holding d'Etat ERAP, soient clairement précisées et séparées. C'est dans cette optique que M. Alby a été nommé, en conseil des ministres, à la présidence de l'ERAP, en remplacement de M. Chalandon, qui demeure P.-D.G. de la SNEA. M. Lévy, qui occupait également un des postes de vice-président de la SNEA, a donc démissionné de toutes ses fonctions au sein du groupe pour ne conserver que la vice-présidence de l'ERAP.

[Au ministère de l'industrie, on avait beaucoup reproché à M. Chalandon de trop concentrer les pouvoirs autour de la présidence de la SNEA et de diriger ce groupe avec une équipe réduite... Apparemment, avec sa décision de prendre la présidence d'Elf-France, M. Chalandon ***ne semble pas revenir sur ses*** **conceptions et diluer ses responsabilités, comme on l'aurait peut-être souhaité rue de Grenelle.]**

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou	Dép. —	Rep. + ou	Dép. —	Rep. + ou	Dép. —
$ E.-U.	4,1465	4,1490	— 30	— 10	— 20	0	— 110	— 60
$ can.	3,57	3,60	— 9	+ 20	+ 24	+ 59	+ 30	+ 102
Yen (100)	1,9575	1,8790	— 35	— 15	— 35	— 12	+ 85	+ 130
DM	2,3225	2,3430	+ 45	+ 70	+ 100	+ 270	+ 390	+ 803
Florin	2,1375	2,1555	+ 1	+ 22	+ 20	+ 42	+ 115	+ 165
F.B. (100)	14,4710	14,59	— 230	— 80	— 235	— 65	— 880	— 510
F.S.	2,5315	2,5535	+ 105	+ 125	+ 245	+ 270	+ 747	+ 802
L. (1 000)	4,8810	4,9220	— 470	— 397	— 880	— 850	—3185	—2950
£	9,9415	10,0215	— 454	— 400	— 765	— 685	—1515	—1365

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	8 1/2	8 5/8	8 5/8	8 3/4	8 9/16	8 11/16	8 7/16	8 9/16
$ E.-U.	10 7/8	11 1/8	12 1/16	12 1/4	11 3/4	12	12 3/8	12 1/2
Florin	10 1/8	10 3/8	10 9/16	10 11/16	10 9/16	10 11/16	10 9/16	10 11/16
F.B. (100)	11 1/2	11 3/4	11 9/16	12 1/16	12 1/16	12 3/8	12 3/4	13
F.S.	3	3 1/2	5 9/16	5 11/16	5 9/16	5 11/16	5 3/4	5 7/8
L. (1 000)	14	16	20	21	21 1/2	22 1/2	25	26
£	16 1/2	16 3/4	16 1/2	16 3/4	16 1/4	16 1/2	15 1/8	15 3/8
Fr. franç.	11 3/8	11 5/8	11 3/4	12	11 7/8	12 1/8	12 1/4	12 1/2

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de Paris.

ÉTRANGER

Le pétrole et le gaz vont donner un second souffle à l'économie camerounaise

De notre envoyé spécial

Yaoundé. — Ici, on n'a jamais *sablé le champagne* pour cela, et si, officiellement, on a tout de même fini par en parler, ce n'a guère été que pour exhorter tout un chacun à ne pas se monter la tête. En deux ou trois ans, tout doucement, le Cameroun n'en a pas moins fait son entrée dans le cercle, encore très restreint, des pays africains producteurs de pétrole.

De près de 800 000 tonnes en 1978, la production est passée à plus de 1 500 000 tonnes en 1979, et on approchera les 3 millions de tonnes cette année. Le cap des 5 millions de tonnes, estime-t-on, sera franchi dès 1982 ; on devrait ensuite s'acheminer assez vite vers une production au moins équivalente à celle du Gabon voisin, de l'ordre de 9 millions de tonnes. Sans être spectaculaire, ce n'est pas négligeable. Aux prix actuels du marché, la production 1980 devrait représenter une *valeur totale à l'exportation* de plus de 100 milliards de francs C.F.A. (2 milliards de francs français), soit environ le tiers de la valeur totale des exportations camerounaises de l'année.

Pour le moment, l'exploitation et, pour une large part, la recherche sont concentrées dans une zone maritime située au large de Victoria, petite ville côtière de l'ex-Cameroun britannique, où une raffinerie, dont la capacité finale sera de 2 millions de tonnes, est en achèvement de construction. Mais, ces derniers mois, des gisements d'une importance au moins équivalente ont été également découverts, toujours *off-shore*, mais beaucoup plus au *sud, au large de Kribi*, dans l'ex-Cameroun français.

Près d'une dizaine de compagnies étrangères, *d'ordinaire* associées à des intérêts publics camerounais, *eux-mêmes* regroupés dans une *société* d'Etat, la *Société nationale des hydrocarbures* (S.N.H.), opèrent dans ces deux zones. C'est en particulier le cas d'Elf et de Total, à qui on doit *jusqu'à présent* les plus intéressantes découvertes, la première de ces deux sociétés travaillant en coopération avec Pecten (Shell), et la seconde avec Mobil.

En cherchant du pétrole on a, d'autre part, découvert du gaz, et ceci pourrait bien s'avérer très rapidement encore plus intéressant que cela : on parle de près de 1 000 milliards de mètres cubes de réserves d'ores et déjà inventoriées au large de Victoria et de beaucoup plus encore au large de Kribi, *dont le gisement serait* comparable à celui de Frigg, en mer du Nord. Début juillet, quelques mois seulement après ces *découvertes, une Société d'études* pour la mise en valeur du gaz naturel camerounais a, du reste, été constituée, avec pour chefs de file Mobil et *Total* et la participation de la S.N.H. camerounaise, ainsi que de Shell et d'Elf-Aquitaine.

Au second rang de l'ancienne Afrique noire française

Cette société se propose de construire, à Kribi, une usine de liquéfaction, qui traitera également le gaz de Victoria. Un investissement de 200 milliards de francs C.F.A. (4 milliards de francs français) a été aussitôt décidé ; les études préalables seront *terminées* en 1983 et l'usine entrera en fonctionnement en 1987 au plus tard.

A la différence de ce qui s'est souvent passé ailleurs, où la manne pétrolière est tombée sur des déserts, le Cameroun, au *moment où se précisent ces perspectives*, est déjà un pays assez développé, tout au moins à l'échelle africaine. Son produit *national brut, qui s'est élevé à* environ 1 250 milliards de francs C.F.A. (25 milliards de francs français) en 1979, le place, de ce point de vue et depuis plusieurs années, au second rang des pays de l'ancienne Afrique noire française, après la Côte-d'Ivoire (toujours très largement en tête), devant le Gabon et le Sénégal, par exemple.

Comme celle de la Côte-d'Ivoire, la richesse camerounaise a reposé tout d'abord, jusqu'à présent, sur une agriculture diversifiée : environ 115 000 tonnes de cacao et presque autant de café (arabica et robusta), 75 000 tonnes de coton-graine, 90 000 tonnes de bananes, notamment, mais aussi près de 50 000 *tonnes* d'huile de palme, 45 000 tonnes de sucre de canne, 40 000 tonnes de latex, du thé, du tabac, des produits vivriers en abondance, un cheptel ovin et surtout bovin très important et, enfin, des ressources forestières dont l'exploitation s'est *régulièrement développée, pour* atteindre actuellement une production annuelle de l'ordre de 1 350 000 mètres cubes de grumes. *Comme le pays est, par ailleurs*, assez peuplé (avec plus de 8 millions d'habitants en 1979, il dépasse même en ce domaine la Côte-d'Ivoire), une industrie de substitution aux importations (brasseries, sucrerie, meunerie, manufacture de cigarettes, filature et tissage de coton, cimenterie, etc.) a pu, *sur cette base*, y prendre son essor, en même temps qu'étaient implantées des unités de valorisation locale des principales productions agricoles (sucreries, huileries, entreprises de *décorticage*, etc.).

Ces années-ci, grâce à l'exploitation déjà ancienne d'une partie de ses immenses potentialités en matière d'énergie hydro-électrique (les secondes de toute l'Afrique noire francophone, après celles du Zaïre), le Cameroun — qui a pu développer, en outre, à partir de là, une importante industrie de l'aluminium — a, d'autre part, bénéficié d'un atout considérable par rapport à la plupart des autres pays de la région : les hydrocarbures n'intervenant que pour *tout juste* 15 % dans la satisfaction de ses besoins énergétiques, il n'a que très peu souffert de la multiplication des prix du pétrole, avant d'en devenir lui-même producteur.

Enfin, et ce n'est peut-être pas le moindre de ses mérites par les temps qui courent, le Cameroun, tout en ayant déjà connu depuis son accession à l'indépendance, il y a deux décennies, un taux moyen de croissance, en francs constants, d'environ 4 % par an, n'est cependant, au moment où s'amorce grâce au pétrole une nouvelle et probablement décisive étape de son développement, encore que très peu endetté : actuellement, sa dette publique, d'un montant total de l'ordre de 250 milliards de francs C.F.A. (5 milliards de francs français), n'implique qu'une charge *annuelle de remboursement* d'à peine 10 % de ses recettes budgétaires et de guère plus de 7 % de ses recettes d'exportation. *Bien peu* d'autres pays africains peuvent se prévaloir d'une aussi bonne santé financière. Ce qui n'a pas manqué d'être remarqué par les milieux d'affaires internationaux, qui, après avoir déploré pendant longtemps la lenteur, en demeurant toute relative, de son expansion (par rapport, par exemple, à celle de la Côte-d'Ivoire), vantent à présent, *à juste titre*, la sagesse de ses dirigeants (même si, en fait, celle-ci a été, pour une large part, commandée par les circonstances : *dans les années 60, les* séquelles de la guerre civile qui avait ensanglanté le pays au moment de l'indépendance, puis, ensuite, une africanisation un peu rapide, opérée en coupe-feu, pour détacher les intellectuels de la rébellion, mais qui avait elle-même engendré une bureaucratie *inhibitrice du développement*).

Ces derniers mois, deux importantes banques d'affaires étrangères, Paribas et la Chase Manhattan, ont ouvert des guichets au Cameroun ; une troisième, la First Bank of Boston, s'apprête à en faire autant, tandis que le secteur du bâtiment et des travaux publics connaît une activité sans précédent. Les principales villes *du pays*, qui étaient demeurées, jusqu'à présent, un peu somnolentes, à la façon coloniale d'autrefois, sont toutes en train *de se couvrir de chantiers*, à commencer par Douala, la capitale économique, dont le port est en cours d'agrandissement et de modernisation, et *Yaoundé*, la capitale politique et administrative, où le chef de l'Etat se fait construire une très importante cité présidentielle.

En dépit des difficultés extrêmes du terrain, le réalignement de l'ancienne voie ferrée allemande Douala-Yaoundé, dont l'état très défectueux avait constitué, jusqu'à présent, un obstacle considérable au développement du trafic entre les deux villes et à l'expansion de nombreux secteurs de l'activité économique *camerounaise* tout entière, est désormais très avancé, tandis que la modernisation du réseau routier *se poursuit* activement. *L'achèvement* de la construction du barrage de Song-Loulou va doubler la capacité de production d'énergie hydro-électrique, et les études de plusieurs autres projets analogues sont très avancées.

Une course contre la montre

On parle de plus en plus, enfin, de l'extension de l'aéroport de Yaoundé et de la construction *d'un second grand port sur* l'océan, à Kribi, au lieudit « le Rocher du Loup ». Signes secondaires, mais qui n'en sont pas moins *significatifs* du « boom » qui s'annonce, les hôtels d'affaires de Douala affichent « complet » en permanence, tandis que dans les restaurants et les boîtes à la mode de la ville se bouscule une clientèle de mois en mois plus nombreuse, de jeunes cadres, africains et européens, qui dépensent apparemment sans compter.

En dépit de tout cela, le triomphalisme n'est toujours pas de mise à Yaoundé, où les principaux dirigeants du pays entendent *continuer à garder les pieds* sur terre. Instruits par les mésaventures de leurs voisins touchés un peu plus tôt qu'eux par « la grâce pétrolière », ils sont bien décidés, notamment, à éviter deux écueils :

● La régression et, *a fortiori*, l'effondrement de leur production agricole, comme cela s'est produit au Nigéria, où les paysans, cédant au mirage de l'« or noir », ont délaissé en très grand nombre la culture de l'arachide et celle de nombreux produits vivriers pour aller s'embaucher sur les champs pétrolifères et, d'une façon plus *générale*, dans les villes, où ils pensaient trouver, bien souvent à tort, un travail plus rémunérateur ;

● L'afflux, comme ce fut longtemps le cas au Gabon, qui a manqué en sombrer dans la faillite, de milliers d'aventuriers étrangers en quête de fortunes rapides et prêts, pour y parvenir, à corrompre des centaines de fonctionnaires et d'hommes politiques.

Le « développement autocentré » et la « révolution verte » restent donc plus que jamais, avec le « libéralisme planifié », les grands slogans de la politique économique du régime. *Le* contrôle de l'entrée et de l'installation des entreprises étrangères demeure, d'autre part, très rigoureux. Ces derniers mois, enfin, il a été décidé que tous les marchés publics d'un montant supérieur à 10 millions de francs CFA (200 000 francs français), ce qui n'est vraiment pas très élevé, devraient obligatoirement *être signés* par un très haut fonctionnaire, d'une honnêteté scrupuleuse et jouissant de la *totale* confiance du chef de l'Etat, le secrétaire général de la présidence de la République, M. Samuel Eboua, personnalité aussi discrète qu'efficace.

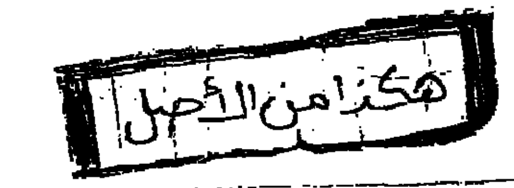
Plus favorisé que la plupart des autres pays africains, pressés vers la désespérance, le Cameroun n'en est pas moins engagé dans une périlleuse course contre la montre. De cela également, le chef de l'Etat et ses collaborateurs les plus proches sont conscients. Evoquant, en février dernier, à Bafoussam, devant le congrès de la formation gouvernementale, l'Union nationale camerounaise, ce qu'il appelait *« le spectre angoissant du futur »*, le président Ahidjo révélait à ce propos que la population de son pays au taux de croissance actuel, difficilement *réductible* à *court* et même à moyen terme, aurait doublé d'ici la fin du siècle et que, deux décennies plus tard, elle atteindrait le chiffre de 40 millions d'habitants.

La stabilité et le progrès

D'ici vingt ans, notait-il d'autre part, en dépit des efforts entrepris *pour freiner* l'exode rural, la moitié des Camerounais vivront dans les villes. Enfin, assurait-il, *c'est* par dizaines de milliers que, pendant ce temps, jeunes gens et jeunes filles vont sortir de l'enseignement secondaire et supérieur. Pourra-t-on nourrir convenablement tous ces gens, les loger, les soigner, leur trouver des emplois adaptés en *quantité suffisante ? Que va-t-on* faire par exemple, des quelque six mille étudiants en droit de l'université de Yaoundé lorsqu'*ils auront obtenu leur* licence ou même leur doctorat, qui plus est sur la base de programmes qui sont fort loin de coller parfaitement aux réalités et aux besoins réels du pays ?

Autant de problèmes complexes, dont vont dépendre de plus en plus, tout autant que de ses richesses nouvellement inventoriées, la stabilité *et* le progrès du Cameroun.

PIERRE BIARNÈS.



AFFAIRES

Nous ne sommes ni pro- ni anti-barristes

déclare M. Ceyrac

« Nous ne sommes ni pro-barristes ni anti-barristes, mais je crois que l'on peut dire en toute honnêteté que le budget 1981 est réaliste », a déclaré M. François Ceyrac, président du C.N.P.F., qui était, dimanche 14 septembre, l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1.

Interrogé sur les mesures prises en faveur de l'investissement figurant dans le projet de budget, M. Ceyrac a affirmé : *« Qu'on le veuille ou non, les Français et les entreprises sont solidaires (...) Il y a complémentarité d'intérêt, c'est pour cela qu'il n'y a pas de cadeaux faits aux entreprises. »*

N'eût-il pas été préférable d'introduire dans le dispositif une certaine sélectivité ? Le président du C.N.P.F. a répondu qu'il y avait sélectivité, puisque l'allégement fiscal est consenti aux seules entreprises réalisant des bénéfices — une sur trois environ, — qui prouvent ainsi qu'elles sont capables de *« soutenir la compétitivité »*...

« Pourquoi aurait-on peur d'aider les forts ? Je dis « Vive les forts, vive les entreprises efficaces ! », a poursuivi le président du C.N.P.F., qui, auparavant, avait affirmé que les mesures gouvernementales *« placent les firmes françaises dans une situation moins défavorable qu'elles ne l'étaient dans le passé par rapport à leurs concurrentes »*.

Ces mesures entraîneront-elles les effets souhaités ? M. Ceyrac en est persuadé ; il est même convaincu que les prévisions officielles concernant l'investissement (+1 % en 1981) seront dépassées. Au demeurant, a affirmé M. Ceyrac, les entreprises françaises, entre 1973 et 1979, ont investi en fonction de leurs moyens, puisque *« les investissements du secteur privé ont progressé de 70 milliards, alors que le revenu disponible brut (bénéfices non distribués plus amortissements) n'augmente, lui, que de 62 milliards de francs »*.

Interrogé ensuite sur les conséquences que pourraient avoir ces mesures sur l'évolution du chômage, le « patron des patrons » a constaté : *« De juillet 1979 à juillet 1980 la France et le Luxembourg sont les deux pays d'Europe où le chômage a le moins augmenté. »* Pour autant la situation actuelle ne le satisfait pas. M. Ceyrac pense que pour réduire le chômage *« trois éléments indissociables doivent être pris en compte : le profit, l'investissement et la compétitivité, qui permet de développer les créneaux existants et d'en créer de nouveaux »*.

A propos des autres dossiers sociaux de la rentrée, le président du C.N.P.F. a précisé, en ce qui concerne Manufrance, que *« les syndicats avaient faits* [de cette entreprise] *leur terrain d'élection et qu'ils devaient porter la responsabilité de la situation présente... La méthode qui consiste à mélanger dans un coktail hétéroclite une forte dose de politique et quelques préoccupations économiques est la pire »*.

Quant à la négociation sur la durée du travail, il s'agit, a indiqué M. Ceyrac, *« d'aller plus au fond que nous n'avons pu le faire le 2 juillet. Il existe peut être d'autres façons de reprendre ces problèmes. (...) Il ne s'agit pas seulement de discuter de la durée du travail ou des congés payés, il s'agit de mettre en place un système qui donne aux salariés plus de liberté et corresponde mieux à leurs aspirations, tout en trouvant les moyens de mieux utiliser les équipements. (...) Nous ne pouvons financer un effort de réduction de la durée du travail que par l'amélioration de la productivité. »*

M. Ceyrac ne croit pas à une rentrée brûlante. *« Je ne promets pas le calme, mais je ne promets pas non plus la tempête. »* Il ne pense pas qu'une grave crise de l'automobile intervienne à moyen terme, mais le second semestre sera, selon lui, plus difficile pour l'économie française.

Interrogé sur la position du C.N.P.F. à l'égard de l'élection présidentielle, M. Ceyrac s'est contenté de constater *« le C.N.P.F. se tait »*, tout en admettant qu'il n'en avait pas été ainsi lors des dernières élections législatives.

● *« La totalité de la T.V.A. payée par les communes sera remboursée en 1981 »*, a déclaré M. Monory lors de l'inauguration, le 13 septembre, de la nouvelle mairie de Vaux-En-Couche (Vienne). En 1981 la dotation globale de fonctionnement des communes sera augmentée de 18 %, *« alors que*, a souligné le ministre de l'économie, *l'augmentation du coût de la vie ne sera que de 12 % »*.

Les petites et moyennes industries françaises s'intéressent davantage au marché algérien

De notre correspondant

Alger. — L'intérêt des industriels français pour le marché algérien ne faiblit pas, bien au contraire. Leur présence massive à la XVII[e] Foire internationale d'Alger, qui s'est achevée le 12 septembre, en témoigne. Tous les records ont été battus : trois cent trente entreprises contre deux cent quarante-huit l'année précédente, agrandissement d'un des trois halls portant la surface couverte du pavillon français de 13 000 mètres carrés à quelque 17 000 mètres carrés. Quant à la valeur des équipements exposés, passée de 85 à 115 millions de francs, elle a creusé encore plus l'écart entre la participation de la France et celle de ses concurrents traditionnels, la R.F.A. et l'Italie. Les trois quarts des exposants sont membres de la Fédération des industries mécaniques, dont l'implantation en Algérie est ancienne.

La proportion des petites et moyennes industries en très net accroissement a atteint 70 % et dépassé de loin les pourcentages enregistrés dans le passé à la Foire d'Alger et dans les autres manifestations du même type. Un grand nombre de ces P.M.I. sont implantées en province (65 % des exposants), cet engouement croissant pour l'Algérie est lié notamment aux opérations d'incitation menées par la Chambre française de commerce et d'industrie d'Alger (1) (*le Monde du 8 juillet*) et le Centre français du commerce extérieur (C.F.C.E.) auprès des chambres de commerce régionales (2). Les P.M.I. de province, de plus en plus soucieuses, en raison de la crise, de trouver des débouchés à l'étranger, ont été ainsi sensibilisées aux données nouvelles du marché algérien et aux possibilités ouvertes par la mise en œuvre du plan quinquennal 1980-1984.

Le plan vise notamment à compléter les grandes installations industrielles construites durant la précédente décennie par un réseau d'entreprises de taille plus modeste. L'heure est à la décentralisation et à la régionalisation, au réalisme et à la souplesse dans les modalités d'intervention des entreprises étrangères et de financement des investissements. Pour peu qu'elles fassent preuve de dynamisme et de compétitivité, les P.M.I. françaises sont donc bien placées pour décrocher des contrats, notamment dans le secteur du bâtiment — cent mille logements prévus par an à partir de 1982 — et des travaux publics qui constitue l'une des préoccupations primordiales des autorités algériennes.

Toutefois la Journée française, le 8 septembre, s'est tenue cette année sans la présence du ministre français du commerce extérieure, ce qui peut paraître paradoxal et être considéré par certains comme un signe de mauvaise humeur, les négociations franco-algériennes destinées à mettre fin aux multiples contentieux entre les deux pays traînant en longueur, depuis l'ajournement de dernière minute, en juillet, du voyage que devait faire à Alger le ministre français des affaires étrangères. Cependant, à l'issue de cette journée, M. Jérôme Monod, le président du C.F.C.E., s'est montré optimiste quant à l'avenir des relations commerciales entre les deux pays. Celles-ci sont entrées, semble-t-il, dans une phase de stabilité classique, alors que la part française dans les importations algériennes se situe autour de 20 % et que les exportations en direction de l'Algérie ont connu, ces six derniers mois, une augmentation sensible de l'ordre de 40 %, due, il est vrai, en grande partie à la livraison d'un méthanier. L'Algérie, qui vient de commander 28 000 automobiles à la société Fiat et à la Yougoslavie, a l'intention d'en acheter encore plusieurs milliers. Talbot et Peugeot sont sur les rangs.

Enfin, les dirigeants algériens semblent moins préoccupés que par le passé par le déséquilibre de la balance commerciale vis-à-vis de Paris, celui-ci devant s'atténuer, voire disparaître, avec le renchérissement des prix du gaz et du pétrole achetés par la France.

D. J.

(1) 1, rue du Languedoc, Alger.

(2) Les exposants bénéficient depuis 1979 de l'assurance-foire de la COFACE, ce qui a également encouragé les petites entreprises à prendre le risque du voyage à Alger.

Fiat et Peugeot S.A. fabriqueront en commun un nouveau moteur de petite cylindrée

Les groupes Peugeot S.A. et Fiat ont conclu un accord de coopération technique et industrielle, prévoyant l'étude et la fabrication en commun d'un nouveau moteur de faible cylindrée (probablement moins de 1000 cm3), destiné à équiper les modèles *futurs des deux groupes*. Les études de ce nouveau moteur ont déjà commencé Les deux groupes se refusent à donner plus de précisions sur ses conditions de fabrication. Selon les indications fournies au début de l'été par les *frères Agnelli et le quotidien Republica (le Monde* du 3 juillet), le projet prévoit la construction dans une usine commune, d'une très grande capacité, puisque les chiffres de cadences cités vont de cinq cent mille à un *million de moteurs par an*.

Cet accord devrait permettre, à terme, aux deux groupes — qui, *confrontés à une concurrence* mondiale exacerbée, connaissent actuellement à des degrés divers des difficultés (lire page 23 l'article consacré à la situation de Fiat) — d'amortir les coûts d'étude et de fabrication de leur moteur, sur des séries beaucoup plus longues. Avec des productions annuelles de 2,3 millions et 1,7 millions de véhicules, Peugeot et Fiat ne peuvent isolément atteindre les cadences qui permettent à leurs principaux concurrents américains et japonais de réduire leurs coûts. Ce type de coopération est déjà largement développé, Peugeot fabriquant déjà en France, dans le Pas-de-Calais, un moteur en association avec Renault (à Douvrin) et un autre en association avec Renault et Volvo (à Ruitz), tandis que Fiat construit dans le sud de l'Italie une usine fabriquant des moteurs diesel en association avec Renault et Alfa Roméo.

La coopération entre Fiat et Peugeot S.A. est elle-même fort développée : outre la production en commun depuis 1968 du C 35 petit véhicule utilitaire, dont les organes mécaniques principaux (boîtes de vitesses, moteurs, *essieux) sont fabriqués en* France et la carosserie et le montage en Italie, Fiat et Peugeot *ont créé en 1978* une société commune, la « SEVEL » qui devrait produire, dès le printemps prochain, quatre-vingt mille nouveaux véhicules utilitaires légers de 1 000 à 1 300 kilos), commercialisés sous les deux marques. *Comme pour le C 35*, les organes mécaniques seront fournis par les usines françaises du groupe Peugeot S.A., tandis que la carrosserie, la peinture et le montage seront assurés dans une usine construite à Va-di-Sangro, dans les *Abruzzes*.

Enfin, Fiat et Peugeot S.A. ont conclu, en mars 1980, un accord visant à rationaliser leurs activités en Amérique latine. Dans un premier temps, cette coopération se concrétisera par la fusion, le 1[er] décembre 1980, des filiales des deux groupes en Argentine, au sein d'une société nouvelle dont le capital sera réparti à 50-50 entre chacun. Par la suite, Fiat et Peugeot S.A. étudieront les moyens de développer les échanges avec les autres pays d'Amérique latine, notamment le Brésil où Fiat possède une filiale très importante. — V. M.

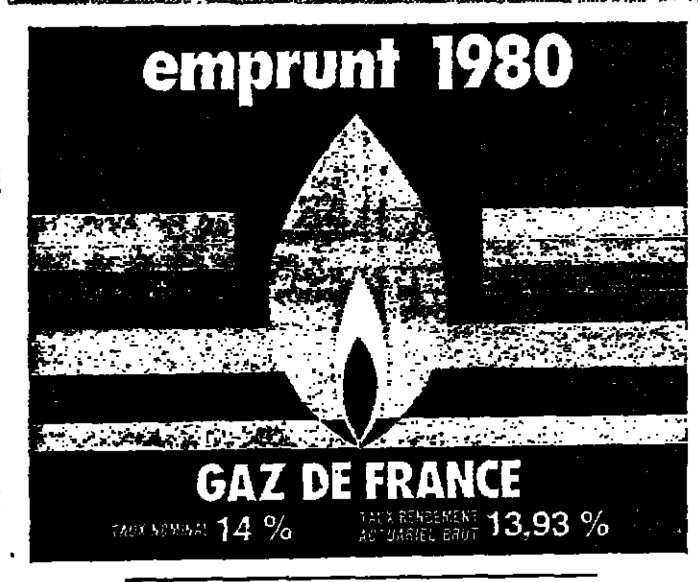
En août

LE DÉFICIT COMMERCIAL FRANÇAIS ATTEINT 4,8 MILLIARDS DE F

Les résultats du commerce extérieur de la France se sont soldés en août par un déficit de 4,8 milliards de francs (avant correction des variations saisonnières), a annoncé lundi 15 septembre le ministère du commerce extérieur. En chiffres bruts, les exportations se sont élevées à 28,84 milliards et les importations à 33,74 milliards, le taux de couverture étant de 85,5 %.

En données corrigées des variations saisonnières, le déficit s'est établi à 4,01 milliards, les exportations atteignant 40,75 milliards et les importations 44,77 milliards (taux de couverture : 91 %).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



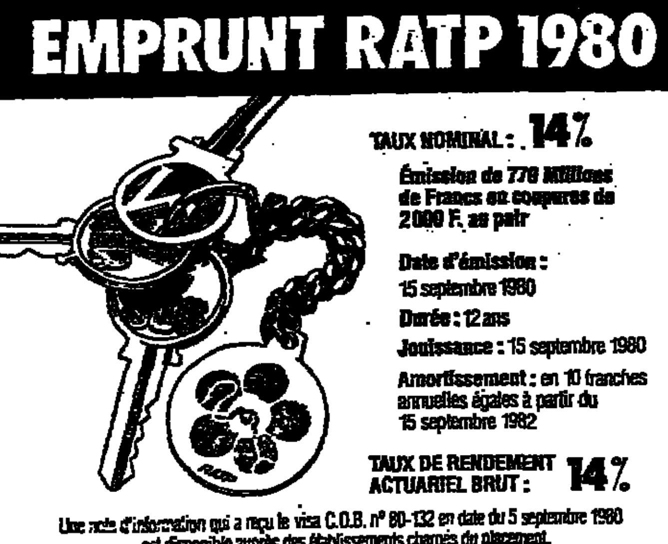
CIT-ALCATEL

Assemblée générale extraordinaire

Les actionnaires de la Compagnie Industrielle des Télécommunications CIT-Alcatel, réunis en Assemblée *générale extraordinaire* le 10 septembre 1980, ont autorisé le Conseil d'administration de la Compagnie pour une période de temps expirant *le 31 décembre 1981*, à procéder à l'émission, sur le marché international des capitaux, d'un emprunt obligataire représenté par des obligations *convertibles* en actions de 100 F nominal de CIT-Alcatel. Cette autorisation, limitée à un montant nominal, exprimé en francs, de 250 millions, a pour objet de permettre à la Compagnie et à ses filiales de se doter des moyens financiers nécessaires à la réalisation de leur programme de développement et à l'expansion de leurs activités sur les marchés extérieurs.

FINANCIÈRE ETERNIT

Des pourparlers sont en cours et pourraient aboutir à une prise de participation majoritaire de la S.A. Financière Eternit, dans la Société Nicoll, premier spécialiste français de raccords plastiques pour le bâtiment (C.A. 1979 335 millions de francs).







« L'AFFAIRE KORVETTES NE CAUSERA AUCUN TROU DANS LE GROUPE EN FRANCE » déclare M. Jean-Pierre Willot

« L'affaire Korvettes, une fois réglée, ne causera aucun trou dans le groupe en France », affirme M. Jean-Pierre Willot, P.-D.G. du groupe Agache-Willot, dans une interview publiée lundi 15 septembre par *le Quotidien de Paris*. Très optimiste sur la situation de son groupe, qui, dit-il, *« a fait l'an dernier 10 milliards de chiffre d'affaires, dont plus de 60 % dans la distribution, avec 300 millions de francs de « cash flow »*, M. Willot reconnaît que l'affaire Korvettes, achetée aux Etats-Unis sur le conseil de *« certains banquiers »*, *« s'est révélée d'une exploitation difficile »*. *« Mais je ne regrette rien*, ajoute-t-il, *nous nous désengagerons et nous allons rentrer dans notre argent. »*

Après avoir annoncé que les magasins de Korvettes étaient gérés jusqu'à Noël par la chaîne américaine qui a racheté les stocks, M. Willot explique qu'*« une partie des magasins est vendue »* et qu'*« une négociation d'ensemble est menée par M. Ris* [P.-D. G. de Korvettes], *ce qui permettra de régler l'ensemble pour la fin de l'année »*, cette vente devant, selon lui, compenser les dettes de la chaîne. *« Je ferai peut-être un bénéfice »*, assure-t-il. Démentant que le groupe soit vendeur de la société Dior — *« elle a rapporté 40 millions l'an dernier. Pourquoi voulez-vous que le groupe s'en débarrasse ? »*, — M. Willot confirme, en revanche, ce qui est *« une saine mesure de gestion »*.

LA FAÏENCERIE DE GIEN (Loiret) TRAVERSE UNE PASSE DIFFICILE

(De notre correspondant.)

Orléans. — Le tribunal de commerce de Paris vient de prononcer la suspension provisoire des poursuites à la *faïencerie* de Gien (Loiret), qui emploie sept cent-cinquante salariés, l'une des industries les plus anciennes et les plus renommées de la région.

La situation financière de l'entreprise, avec une *trésorerie* aujourd'hui épuisée et des pertes de l'ordre de 6 millions de francs au cours des trois derniers exercices en dépit de salaires parmi les plus bas de la région, fait suite à une brutale chute des *commandes que le P.-D. G.* de l'entreprise, M. Xavier de Courcel, impute à une forte croissance des importations d'Extrême-Orient, mais que les syndicats attribuent à une *« absence de politique »* de la direction. Le tribunal qui a nommé un curateur a néanmoins considéré la place de l'entreprise dans le marché français (15 % du chiffre d'affaires de la fabrication de la vaisselle de faïence) et a estimé que la situation n'était pas *« irrémédiablement compromise »*, des plus-values *pouvant* être dégagées grâce à la réalisation de certaines activités. L'entreprise a présenté un plan de redressement. Ce plan prévoit notamment de ramener les effectifs de sept cent cinquante à six cents personnes d'ici à la fin de l'année, et un retour à une production typiquement « giennoise » parce que les modèles les plus courants, dont la production sera ralentie, subissent la concurrence étrangère en provenance de Taiwan, *de Corée du Sud et* d'Italie.

LE GROUPE BELGE ELECTROBEL DÉTIENDRA LA MINORITÉ DE BLOCAGE DANS INTERTECHNIQUE-LOGABAX

La fusion entre Intertechnique et Logabax ne se sera pas faite *sans mal. Alors qu'en juin* l'opération paraissait acquise jusque dans ses moindres détails, il aura fallu trois longs mois de négociations supplémentaires pour parvenir à un règlement définitif.

Si le schéma d'origine reste le même — une holding contrôlera une société, baptisée I.N.I.-Intermatic, regroupant les activités informatiques d'Intertechnique et Logabax, — les chiffres, eux, ont sensiblement varié. Les pouvoirs publics auraient demandé aux intéressés de moins compter sur la manne de l'Etat et de faire un effort financier plus important qu'ils ne l'avaient prévu. La nouvelle société démarrera donc avec un apport de fonds propres qui semble plus à la mesure de ses ambitions (150 millions de francs en espèces, 63 millions de francs d'obligations convertibles).

Le groupe belge Electrobel, principal actionnaire de Logabax, qui ne devait rien payer, versera finalement 60 millions de francs en espèces et 18 millions de francs en obligations convertibles. Sa participation dans la holding sera en conséquence de 35,2 %, soit un pourcentage supérieur à la minorité de blocage (au lieu de 17,4 % prévus en juin).

Les 64,8 % restants seront détenus par une autre société qui aura pour actionnaires, à hauteur de 43,1 %, Intertechnique, et, de 37,9 %, le groupe Dassault. Ce dernier double sa mise initiale en espèces (60 *millions de francs* au lieu de 30) et souscrira 15 millions de francs d'obligations convertibles. La Société générale apportera, comme prévu, 30 millions (+ 15 millions en obligations convertibles), et sa participation sera de 18,9 %. Intertechnique, outre les apports de sa division informatique, souscrira également pour 15 millions de francs d'obligations convertibles.

Dans ces conditions, l'Etat apportera donc sa pierre à l'édifice sous la forme d'aides diverses qui atteindront quelques dizaines de millions de francs. — J.-M. Q.

URBANISME

Les nouveaux chantiers des Halles

Les Parisiens assisteront à la fin de l'année à une reprise des chantiers dans le quartier des Halles, qui devraient, cette fois, permettre de donner son visage définitif à ce secteur de la capitale.

Alors que depuis un an, après l'ouverture du Forum, l'opération sur le terrain semblait être arrêtée — *aucune réalisation ne sortant* plus de terre, — plusieurs demandes de permis de construire ont été *déposées au cours* de l'été. Elles concernent les immeubles situés rue Rambuteau *et rue Pierre-Lescot, l'hôtel de* trois cents chambres du côté de l. rue Berger et la première *partie du jardin. Le feu vert pour* ces constructions est attendu dans les prochains mois, et le *premier coup de pioche serait* donné pour l'immeuble de logements sociaux conçu par l'architecte Ducharme rue Rambuteau.

Dans le même temps commencerait, selon la SEMAH (Société *d'aménagement* des Halles), à être dessiné un jardin « fantastique » destiné aux enfants et qui serait situé entre le Forum et Saint-Eustache. Cet espace de 3 000 mètres carrés sera interdit aux plus de douze ans et devrait être entièrement aménagé au mois d'octobre 1981.

Les aménagements souterrains *qui viendront combler la dernière* partie du « trou des Halles » sont aussi sur le point d'être entamés. *C'est notamment le cas* pour l'aquarium *(le Monde* du 1[er] juillet), dont le protocole *d'accord est en cours d'étude* avec une société américaine et qui, *« si tout va bien, pourrait être signé fin octobre »*, précise M. Dominique Saglio, directeur général de la SEMAH. Cet aquarium *géant de 12 000 mètres* carrés, dont le prix d'entrée sera vraisemblablement équivalent à *celui des salles de cinéma*, comprendra notamment une salle de huit cents places pour un spectacle *nautique avec des dauphins* et des orques. Sept cents bassins d'exposition présenteront des *poissons d'eau de mer* et d'eau douce. Enfin, un secteur particulier serait réservé aux enfants pour qu'ils puissent se familiariser avec les animaux marins tels que les crabes et les étoiles de mer. Les travaux commenceront en 1981. Fin prévue de ces chantiers : 1983.



Le Monde

régions

Ile-de-France

LES DÉBOIRES D'UNE URBANISATION FORCENÉE

Chanteloup-les-Vignes (Yvelines) en cessation de paiement

En cette période d'austérité financière, de nombreuses communes ont besoin de l'Etat pour équilibrer un budget mis à mal par des erreurs anciennes, par une urbanisation mal contrôlée ou imposée par le pouvoir central. A Guyancourt, dans les Yvelines, à La Queue-en-Brie, dans le Val-de-Marne, des municipalités communistes ont vivement critiqué les décisions préfectorales qui se traduisent par une forte augmentation des impôts locaux. A Chanteloup-les-Vignes, dans les Yvelines, c'est une municipalité modérée qui se heurte aux mêmes difficultés.

A Chanteloup, l'administration vient d'imposer une augmentation de 25 % de la fiscalité locale, tout en limitant son aide. Les élus locaux crient à l'asphyxie. Une fois encore, dans cette cité, la crise rebondit (*le Monde* du 12 février).

Chanteloup-les-Vignes ne doit pas sa notoriété au raisin récolté jadis sur ses coteaux, même si celui-ci avait, dit-on, droit de cité sur les tables royales. C'est le dossier établi par M. Gabriel Aranda, en 1972, sur les scandales de l'urbanisation forcenée qui a mis sur le devant de la scène cette bourgade passée de deux mille habitants en 1970 à onze ou douze mille aujourd'hui.

Dans cette cité où les offices d'H.L.M. envoient les marginaux et les « cas sociaux » qu'ils ne peuvent loger ailleurs, le budget de l'aide sociale a du mal à suivre. La réduction, en 1977, du nombre de logements prévus (2 230 au lieu de 4 694) a entraîné un déséquilibre du bilan de la ZAC (zone d'aménagement concerté).

L'aide de l'Etat a depuis été nécessaire chaque année pour équilibrer le budget communal. De 820 000 F, en 1977, la subvention est passée à 2,5 millions en 1978 et à 5,7 millions en 1979. En 1980, les élus réclamaient 11 millions de francs avant de ramener le déséquilibre à 9 millions. La commission spéciale créée par le gouvernement, et qui rassemblait des inspecteurs généraux des ministères de l'intérieur, de l'équipement et de la santé, a réduit encore la subvention 1980 pour la fixer à 7 millions. Elle a du même coup exigé une augmentation de 25 % des impôts locaux, alors que cette progression avait été limitée à 12 % par M. Yves Urbani, le maire (modéré) de Chanteloup-les-Vignes et par son conseil municipal.

« Il est exclu de faire supporter une telle hausse par nos contribuables, explique un conseiller. *Les cas sociaux sont si nombreux que seules trois mille personnes environ se trouvent imposées. Avec la meilleure volonté, il est impossible de tondre un œuf* ».

L'arrêté du préfet a pourtant été signé le 30 juillet dernier.

Pour expliquer sa position, celui-ci, M. Laurent Clément, écrit dans un communiqué : « *Il est normal que, compte tenu de sa situation financière critique, Chanteloup fasse un effort de rigueur pour adapter ses dépenses à ses possibilités.* » C'est ce qu'a fait, explique-t-il, la commission spéciale en prévoyant quelques économies : « *Les augmentations de subventions aux associations ont été limitées de même que l'accroissement du personnel et les frais découlant d'une gestion peu rigoureuse.* » Mais pour le préfet « *l'augmentation des impôts est d'usage lorsque l'Etat accepte de verser une subvention d'équilibre : l'effort de la collectivité locale intéressée doit suivre, même modestement, l'effort consenti par l'Etat. (...) En l'occurrence à Chanteloup l'augmentation de 25 % de la pression fiscale apporte une recette supplémentaire de 293 000 francs (c'est-à-dire 4 % de la subvention de l'Etat) et ne fait passer le taux de la taxe d'habitation qu'à 7,49 % c'est-à-dire qu'il demeure inférieur à la moyenne départementale* ».

Les fournisseurs renâclent

Pour l'heure les caisses de la commune sont totalement exsangues. Au 1er août l'Etat devait encore un solde de 1,2 million de francs sur la subvention 1979. Et personne ne sait quand seront versés les 7 millions de la subvention 1980. Pour payer le salaire des cent vingt employés communaux à la fin du mois d'août, il a fallu recourir à un nouvel emprunt alors que l'endettement de la commune a été multiplié par vingt cinq en dix ans. Les fournisseurs refusent désormais de travailler pour la ville. Personne ne sait avec quels fonds fonctionneront les cantines scolaires.

L'entreprise chargée du ramassage des ordures ménagères n'a pas été payée depuis le mois de novembre et menace sérieusement d'interrompre son service.

Sans équipement et sans ressources (les emplois ont été attirés par Cergy-Pontoise, la ville nouvelle voisine), Chanteloup-la-mal-aimée se tourne aujourd'hui avec angoisse vers l'avenir. L'Etat peut-il et doit-il continuer à renflouer chaque année le gouffre de cette ville ratée ? Place du Bestiaire, les enfants jouent à l'intérieur des gigantesques animaux de béton construits à grands renforts de crédits dans les temps euphoriques. Chômeurs ou ouvriers spécialisés aux usines Renault de Flins ou chez Talbot à Poissy, leurs parents sont plus préoccupés par la perspective des fins de mois que par l'avenir de la ville à la dérive. Les élus savent maintenant que l'Etat n'est plus disposé à payer toujours plus. A eux de trouver la solution. Si elle existe...

DAMIEN RÉGIS.

Trois hectares de parc en jachère à Ris-Orangis

Bon droit ou illégalité ?

C'est une bien singulière controverse qui s'est engagée dans l'Essonne entre une municipalité sûre de son bon droit et un préfet s'appuyant sur le droit pur. A Ris-Orangis, commune de 28 000 habitants, à la lisière de la ville nouvelle d'Evry, deux sujets alimentent cet affrontement.

Il y a d'abord le sort du parc Thevillerie. Ces 3 hectares boisés, *en voie de classement*, furent vendus en 1972 par la congrégation Saint-Jean-Eudes qui y avait son *séminaire*. *Ils appartiennent actuellement* à l'A.F.T.R.P. (agence foncière et technique de la région parisienne) *qui, à défaut d'un* projet précis quant à leur utilisation, ne peut que les laisser pratiquement à *l'abandon*.

La commune, qui n'a pu obtenir que ces terrains lui soient cédés à des conditions compatibles avec ses propres moyens, a encouragé plus ou moins explicitement une ouverture sauvage au public. La préfecture a d'abord regretté cette « illégalité », mais maintenant elle s'efforce de trouver une solution à l'amiable.

Le cas du club pour adolescents en pré-fabriqué, édifié entre le parc, et le C.E.S. voisin, cette fois sur un petit terrain communal, est plus délicat. « *Il s'agit d'un ancien bâtiment de scouts détruit dans un incendie, que nous avons remis en état* », explique M. Jérôme Renucci (P.S.), premier adjoint au maire communiste de Ris-Orangis. Mais, l'administration a refusé le permis de construire. « *L'aspect de cette construction, plus ou moins à proximité du parc, avait choqué la direction départementale de l'équipement* », confie-t-on à la préfecture. Au mois d'août 1979, le préfet d'alors à même déposé une plainte contre le maire de la commune auprès du procureur de la République. Aujourd'hui, son successeur, bien que la procédure n'ait apparemment pas beaucoup avancé, entend persister. « *Je ne vois pas en quoi ce petit bâtiment peut porter atteinte à l'environnement*, réplique M. Jérôme Renucci. *Ce n'est pas la tour Montparnasse au milieu de Paris.* »

Le club d'adolescents a continué de fonctionner sans ombrage durant les vacances. Le maire n'ira pas en prison pour autant.

STÉPHANE BUGAT.

A NOGENT-SUR-MARNE

Les halles de Baltard sont devenues un hypermarché de la culture

En démanageant des halles de Paris à *Nogent-sur-Marne* (Val-de-Marne), le pavillon de Baltard — remonté avec intelligence sur une terrasse *dominant la Marne* — a retrouvé une seconde jeunesse sans renier son passé.

En effet, ce pavillon, anciennement consacré au commerce de volailles, n'a en quelque sorte rien perdu de ses deux vocations : la première, économique, celle *pour laquelle il était* à l'origine exclusivement destiné, et la seconde, plus récente, culturelle, qui lui a succédé après le transfert des halles à Rungis, la nouveauté étant *qu'il arrive à concilier les deux.*

M. Claude Guillemin, l'architecte qui en a supervisé le remontage, lui a ajouté une galerie circulaire intérieure, lui donnant une plus grande rigidité, alors qu'à Paris il s'appuyait sur les autres pavillons. Cette galerie offre une surface utile de 1 000 mètres carrés de surface au sol de l'ouvrage. De plus, ses abords immédiats offrent 2 500 autres mètres carrés de surface utile.

Le « Baltard » a été repensé entièrement, de façon à pouvoir accueillir toutes les formes de spectacle : théâtre, théâtre en rond, music-hall, concert (du rock à la musique classique), danse, cirque, et les manifestations les plus diverses : dîners-spectacles, cocktails, présentations de mode, assemblées générales de sociétés, rencontres sportives (gymnastique, escrime...), braderies, expositions, foires, etc. Seule exception *majeure*, et *elle n'est pas d'ordre* technique le Baltard n'accueille aucune manifestation organisée par des partis politiques ou des sectes religieuses. Cette parfaite disponibilité *tient notamment au fait que* le bâtiment est transformé six mois de l'année (de novembre à mars) en salle de spectacle pouvant contenir trois mille personnes et les six autres mois en palais d'exposition.

Propriété de la ville de Nogent, le Baltard est géré par le Centre culturel André-Malraux (C.C.A.M.), *qui dépend directement et uniquement* de la mairie. Le maire en assure d'ailleurs la présidence. Mais c'est aussi une véritable P.M.E. qui a pour tâche de commercialiser le *Pavillon et où travaillent* six personnes (dont un directeur technico-commercial, son assistance et un *régisseur*). *Mais le C.C.A.M.* est une entreprise particulière parce qu'il est à la fois *loueur* de salle et organisateur de spectacles, concerts et expositions ; il *n'est* pas question de dégager des *bénéfices* mais de s'autofinancer pour offrir à moindre coût des manifestations culturelles dont le déficit est absorbé par les gains du service commercial.

« *Le Baltard n'est pas encore assez connu*, remarque M. Legoux le *directeur technico-commercial. Nogent, vis-à-vis de la capitale, c'est le bout du monde. Pourtant, nous ne sommes qu'à douze minutes du Châtelet par le R.E.R. Mais quand un éventuel client vient jusqu'ici l'affaire est conclue neuf fois sur dix. Le seul problème est de le faire venir.* »

Seul équipement de ce genre dans la région, le Baltard est le premier « public relations » du Val-de-Marne. A côté de grands équipements tels que Rungis et Orly, il participe pleinement à sa façon à la vie économique du département.

FRANCIS GOUGE.

★ Renseignements : s'adresser au C.C.A.M., mairie de Nogent-sur-Marne. Tél. 871-18-53.

Selon une revue britannique

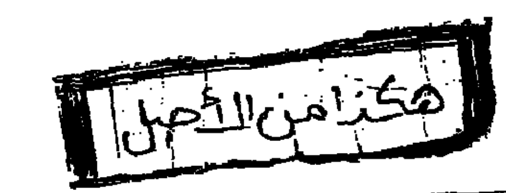
SAN-FRANCISCO ET PARIS PARMI LES VILLES LES PLUS AGRÉABLES DU MONDE

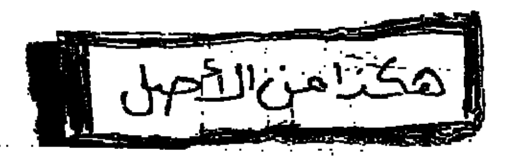
La revue des agences de voyages britanniques, *Business Traveller*, a classé les villes du monde selon les appréciations formulées par ses quarante mille lecteurs. San-Francisco occupe la première place, suivie, dans l'ordre, par Paris, Hongkong, Genève, Londres, Amsterdam, Le Cap, Zurich, Sydney et New-York.

Lagos a été reconnue comme la ville la plus détestable. Elle est talonnée par New-York, Milan, Bombay et Moscou. — (*A.F.P.*)

● *Une « bourse aux armes, décorations et ordres de chevalerie* » se tiendra au pavillon Baltard à *Nogent-sur-Marne* (Val-de-Marne) le dimanche 12 octobre, de 9 heures à 17 h. 30. Organisée par la Militaria Armes Société, cette manifestation, regroupant un grand nombre de participants, tant Français qu'étrangers, verra la participation des musiciens de la garde impériale de Vayres-sur-Marne. Renseignements auprès de M. Archen, 5, allée des Aules, 77360-Vayres-sur-Marne.

★ Pavillon Baltard, rue Victor-Hugo, Nogent-sur-Marne (R.E.R. station Nogent).





LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
15 SEPTEMBRE

La hausse se poursuit

En ce début de semaine, les valeurs françaises restent orientées à la hausse. L'indicateur de tendance termine à + 0,3 % environ.

Le volume des transactions s'est certes un peu réduit par rapport aux précédentes séances, mais, dans l'ensemble, les investisseurs sont toujours confiants. Ils ne redoutent pas trop les décisions des producteurs de pétrole, réunis à partir de lundi à Vienne.

Au plan intérieur, le marché souscrit tout à fait aux déclarations du président du C.N.P.F., selon lesquelles la production industrielle devrait, d'ici à la fin de l'année, n'enregistrer qu'un léger recul.

Les pétrolières sont à nouveau diversement traitées : Elf-Gabon (+ 4,55 %) et Esso (+ 3,35 %) sont fermes. Elf-Aquitaine (— 0,67 %) perd un peu de terrain. La Française des pétroles est stable.

Au chapitre des hausses, on note Docks de France (+ 4,76 %), Marine-Wendel (+ 3,3 %), Crédit du Nord (+ 2,94 %), Bis (+ 2,64 %) et Jacques Borel (+ 2,79 %). Navigation Mixte, qui annonce une progression importante de ses résultats, est également bien disposée (+ 3,09 %).

Parmi les baisses les plus sensibles, on remarque Fraissinet (— 3,8 %), Poclain (— 4,4 %), Nancéienne Varin (— 3,7 %) et C.I.O. (— 3,7 %).

Aux étrangères, Norsk Hydro (+ 4 %), Sony (+ 3,5 %) et Hitachi (+ 2,38 %) se détachent. Repli sur certaines mines d'or : Randfontein (— 1,55 %), Western Deep (— 1,33 %), Anglo-American (— 1,26 %).

Le lingot revient légèrement en dessous des 90 000 F (89 990 F) et le napoléon perd quelques francs (794,80 F), le 7 % 1973 restant pratiquement stable et le 4 1/2 % 1973 perdant 0,5 %.

Taux du marché monétaire

Effets privés du 15/9 ...... 11 1/2 %

LONDRES
Irrégulier

Malgré la crainte d'une grève des dockers, le marché s'est redressé après un repli initial. Industrielles et pétroles ne varient guère, tandis que les mines d'or se replient en liaison avec le recul du métal.

Or (ouverture) (dollars) 672 50 contre 685 50

VALEURS	CLOTURE 12/9	COURS 15/9
Beecham	158 ...	158 ...
British Petroleum	354 ...	362 ...
Courtaulds	61 ...	61 ...
*De Beers	11 13/16	11 29/32
Imperial Chemical	372 ...	368 ...
Rio Tinto Zinc Cor.	487 ...	486 ...
Shell	416 ...	418 ...
Vickers	136 ...	137 ...
War Loan 3 1/2 %	33 ...	33 1/8
*West Driefontein	182 ...	183 3/4
*Western Holdings	53 1/4	54 ...

(*) En dollars U.S.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

NAVIGATION MIXTE. — En 1979, la part de la compagnie dans les bénéfices du groupe s'est élevée à 56,185 millions de francs, soit 19,30 F par action. En 1980, la progression de ces bénéfices pourrait augmenter de 30 % ou plus, le dividende distribué pour l'exercice 1979 devant, dans cette hypothèse, être « sensiblement » majoré. L'une des filiales du groupe, Saupiquet, dont les cours sont actuellement à leur plus haut niveau de l'année, devrait enregistrer des résultats particulièrement brillants.

RADIOTECHNIQUE. — Pour le premier semestre de l'année 1980, les résultats nets consolidés du groupe progressent de 10,5 %. Ce résultat a été affecté par le ralentissement de l'activité de R.T.C.

ZAMBIA COPPER INVESTMENTS. — La société va reprendre, sur la base de 3,5 cents (U.S.), son dividende interrompu depuis 1975. Cette perspective explique l'activité particulière qui entoure le titre depuis quelques semaines.

NESTLE. — Le chiffre d'affaires du groupe a représenté pour les six premiers mois de l'année un total de 13,4 milliards de francs (+ 10,7 %). La situation restant difficile dans de nombreux pays, l'évolution des marges devrait être moins favorable qu'en 1979.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	12/9	15/9
1 dollar (en yens)...	215 38	211 60

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES
Base 100 : 29 décembre 1972

	5 sept.	12 sept.
Indice général	135,2	136,3
Assurances	235,4	234,7
Banq. et sociétés financ.	98,1	98,8
Sociétés foncières	150,2	150,2
Sociétés investiss. portef.	133,3	136,7
Agriculture	157,6	158,4
Aliment., brasseries, distill.	148,4	148,7
Autom., cycles et I. équip.	75,1	73,6
Bâtim., matér. constr., T.P.	182,1	184,8
Caoutchouc (ind. et comm.)	65,8	64,8
Carrières salines, charbon.	127,8	127,8
Constr. mécan. et navales	138,5	139,5
Hôtels, casinos, therm.	185,7	188,2
Imprimeries, pap., cartons	108,8	110
Magas., compt. d'exportat.	103,4	105,2
Matériel électrique	148,7	151,5
Métall., com. des pr. métal.	45,4	45,7
Mines métalliques	149,5	162,5
Pétroles et carburants	161,2	163,6
Prod. chimiq. et él.-mét.	176,5	175,7
Services publics et transp.	119	119,6
Textiles	99,8	98,7
Divers	155,1	157,3
Valeurs étrangères	162,7	165
Valeurs à rev. fixe ou ind.	196	198,7
Rentes perpétuelles	33,8	34,1
Rentes amort., fonds gar.	484,7	488,2
Sect. indust. publ. à r. fixe	90,9	90,8
Sect. ind. publ. à rev. ind.	411,8	407,2
Secteur libre	99,5	99,3
INDICES GÉNÉRAUX DE BASE 100 EN 1949		
Valeurs à rev. fixe ou ind.	343,4	348,1
Val. franç. à rev. variable	936,9	944,6
Valeurs étrangères	1 202,5	1 219,5
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE Base 100 : 29 décembre 1961		
Indice général	111,8	112,5
Produits de base	95,8	97,4
Construction	165,9	167,8
Biens d'équipement	118,2	119,7
Biens de consom. durables	86,7	85,3
Biens de cons. non durabl.	89	88,9
Biens de consom. aliment.	119,8	121,3
Services	170,5	171
Sociétés financières	116,7	118,5
Sociétés de la zone franc expl. principal. à l'étr.	223,7	224,4
Valeurs industrielles	102,4	103,5
BOURSES RÉGIONALES Base 100 : 29 décembre 1972		
Indice général	137,1	138,8

(*) Cours rectifié.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1979)

	11 sept.	12 sept.
Valeurs françaises	112,1	112,8
Valeurs étrangères	115,4	116,9

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	112,1	112,9

BOURSE DE PARIS - 15 SEPTEMBRE - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	28 40	2 877
5 %	41 20	3 115
5 % 20-80	71 28	3 381
3 % amort. 45-54		0 378
4 1/4 % 1963	92 90	4 555
Emp. N.Eq.5% 65	114 ..	5 854
Emp. N.Eq.6%66	107 20	5 754
Emp. N.Eq.6%67	92 90	1 750
Emp. 7 % 1973	8798 .	...
Emp. 8,80 % 77	99 95	2 797
Emp. 9,80 % 78	85 50	1 772
EDF 7,80 % 61	113 60	5 808
EDF 14,5 % 80-92	...	3 933

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Ch. France 3 %	190 10	191 50
A.G.F. (Sté Cent.)	830 .	798
Ass. Gr. Paris-Vie	2080	2080
Concorde	358 .	358 .
Epargne France	330 .	334
Financ. Victoire	360 ..	362
France I.A.R.D.	170 ..	169 50
Gan (Sté) Centr.	688	693
S.P.E.G.	221	221 .
U.A.P.	558 .	558 ..
Alsacien. Banque	354 ..	357 ..
Banque Hervet	212 ..	215 .
Bque Hypot. Eur.	316	317 ..
Bque Nat.Paris	264 ..	264
B.O.I.C.	28	29 20
(Li) B. Scalb. Dup.	122	122
Banque Worms	212	212 .
C.G.I.B.	42 20	40 50
Cie Crédit Univ.	379 ..	382 50
C.A.M.E.	91 ..	92 .
Créditel	121 ..	120 10
Créd. Gén. Ind.	270	270
Crédit Lyonnais	275 50	275 50
Electro-Banque	161 .	163 50
Eurobail	147 20	146 50
Financière Sofal	316	325 .
Fr. Cr. et B. (Cie)	126 80	.
France-Bail	297 20	298 30
Hydro-Energie	21 50	..
Immobail B.I.P.	231	231
Immobanque	338	344 .
Immofice	273	279
Interbail	258	260
— (oblig. conv.)	258	258
Laffite-Bail	182 50	185 10
Locabail Immob.	360	350 20
Loca-Expansion	141	141
Locafinancière	187	188
(Ly) Lyon Dép. Ct.	175	173 50
Marseille Créd.	272 80	272 80
Paris-Réescompte	446	450 .
Séquanaise Banq.	283 .	286
Sicotel	137	138 10
SLIMINCO	324	324 60
Stà Cent. Banq.	69 60	69 60
Société Générale	254	265 .
SOFICOMI	264 .	264
Sovabail	365	377 .
UCIP-Bail	157	156
— (obl. conv.)	176 ..	176 .
Unibail	319 50	324 .
Un. Ind. Crédit	265 ..	269
Cie Foncière	176	175
C.G.V.	255 .	266 50
Fonc. Ch.-d'Eau	865 .	865 .
(M.) S.O.F.I.P.	91 .	.
Fonc. Lyonnaise	1692	1695 .
Immob. Marseille	1830	1830 .
Louvre	231	231 .
SINVIM	158 50	157 .
Cogifi	222 ..	222 .
Foncina	185	179 .
Gr. Fin. Constr.	185 10	189
Immindo	189 40	189 40
Immoinvest	161 50	161
Cie Lyon. Imm.	136	136 10
OFIMEG	112 60	115
U.G.I.M.O.	178	178
Union Habit.	291 20	303
Un. Imm. France	240 10	242
Acier Investiss.	132	135 50
Sofragi	277 .	280 20
Applic. Hydraul.	268	268 80
Artois	239 90	249 50
Centen. Blanzy	446	447 .
(NY) Centrest	118	118 .
(NY) Champex	118 90	118 .
Char. Réun. (p.)	4000 .	3980 .
Comindus	534 .	528 .
Cie Industrielle	321 .	322 .
(LI) Dév. R. Nord.	130	130 .
Electro-Financ.	352 50	361
(M) Et. Particip.	66	66 50
Fin. Bretagne	82	89
Fin. Ind. Gaz Eaux	634 30	635
Fin. et Mar. Part.	90 30	88
Fin. Senelle-Maub.	182 10	185
France (La)	650	657 .
La Mure	182 ..	182 .
Lebon et Cie	259	258 ..
(NY) Lordex	115 ..	115 40
Cie Marocaine	28 70	28 60
Porcher	269 50	270
Rougier	118	169
Sablières Seine	168	157
S.A.C.E.R.	39 .	39 80
Saintrapt et Brice	175 ..	175 ..
Savoisienne	95 .	.
SMAC Aciéroïd	151 ..	151 ..
Spie Batignolles	74 .	75
Dunlop	18	18 70
Hutchinson	52	54
Safic-Alcan	206 50	208 .
Comiphos	123	123 50
Gaumont	425	425
Pathé-Cinéma	71	71
Pathé-Marconi	39 35	40 .
Tour-Eiffel	161	164 90
Air-Industrie	19 50	..
Applic. Mécan.	30 20	30
Arbel	160 10	158 10
Bernard-Moteurs	58	..
B.S.L.	168	172
C.M.P.	122	120
De Dietrich	679	678
Duc-Lamothe	411 .	421
E.L.M.-Leblanc	634	635
Ernault-Somua	71	71 ..
Forges Strasbourg	141 20	141 10
(LI) F.B.M. ch. fer		.
Frankel	939	878
Huard-U.C.F.	128	...
Jaeger	230 80	231
Jaz	135 90	141 .
Luchaire	300	295
Métal Déployé	315	310 50
[illegible]	[illegible]	[illegible]

HORS COTE

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Uniforcier	466 41	[illegible]
Unigestion	327 53	312 65
Uni-Hoche (Vern.)	350 98	336 86
Uni Japon	383 17	365 79
UNI-M.T. (Vernes)	1083 50	1034 37
Uni-Obl. (Vernes)	2132 77	2058 74
Uniprem (Vernes)	2233 93	2148 01
Unirente	1204 31	1164 71
Unisic (Vernes)	242 64	231 54
Valorem	226 07	215 82
Worms Investiss.	369 86	353 09

* Cours précédent.

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

[illegible] ...tionnel, de prolonger, après la clôture, la [illegible] ...sactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour [illegible] ...xactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
182	Buffelsfont.	220	222 20	222 20	220 .
23	Charter	25	24 50	24 5.	24 10
187	Chase Manh.	179	178 20	178 20	176 20
152	Cie Pétr. Im	149 50	149 70	149 70	150 .
48	De Beers	49 .	48 60	48 60	48
670	Deuts Bank.	678	670	670 .	670
465	Dome Mines	544	543	545	545
189	DuPontNem.	182	182	182	178 40
265	East Kodak.	262 .	260 10	260 10	260 20
136	East Rand.	155 50	155	154 50	154
85	Ericsson	80 50	82	82	88 60
300	Exxon Corp.	288	292	292 .	292
118	Ford Motor.	126 50	126	126 ..	123 5
290	Free State	351 80	357	355	349 90
[illegible]	Beecor	97	98 90	98 90	99 60
[illegible]	Gen. Electr.	219 50	220	219 50	218 60
[illegible]	Gen. Motors	224	227	227	226 20
[illegible]	Goldfields	57 15	58 30	58 30	57 20
[illegible]	Harmony	116 50	116 ..	115 60	115 80
[illegible]	Hitachi	6 30	6 40	6 95	6 30
[illegible]	Hoechst Akti.	263	262	262	260
[illegible]	Imp. Chem.	36	36 20	36 20	36
[illegible]	Inco Limited.	108 70	109 40	109 40	107 50
[illegible]	I.B.M.	271 60	259 [illegible]	269 30	269 10
[illegible]	I.T.T.	128	128 10	128 10	128 70
[illegible]	Merck	326	319	319	314 10
[illegible]	Minnesota M	242	244 80	244 8[illegible]	244 80
[illegible]	Mobil Corp.	292 50	287 50	287 50	288 30
[illegible]	Nestlé	8800	85 20	8520	8690
[illegible]	Norsk Hydro	484 50	496	504 50	512
[illegible]	Pétrofina	695	691	691	691
[illegible]	Philip Morris	181 70	180 70	180 70	180 70
[illegible]	Philips	37	36 20	36 20	37
[illegible]	Pres. Brand.	268	270	27	274 80
[illegible]	Quilmès	558	565	556	566
[illegible]	Randfontein.	386	380	380	372 40
[illegible]	Royal Dutch.	371	364 90	363 80	360 50
[illegible]	Rio Tinto Zin	47 25	47 25	47 25	46 95
[illegible]	St-Helena Co	234	235	234	234 ..
[illegible]	Schlumberger	807	816	814	818
[illegible]	Shell Fr.	40 20	40 50	40 65	39 90
[illegible]	Siemens A.G	632	647	647	635
[illegible]	Sony	57	59	59	58 90
[illegible]	Unilever	259 60	258 60	259 60	
[illegible]	U. Min. 1/10	105 70	104 50	105	...
[illegible]	Unit. Techn.	210	208 50	209 60	208 10
[illegible]	West Drief.	419 80	423	424	420 10
[illegible]	West Deep.	265 50	262	262 50	267 20
[illegible]	West Hold.	378	382 50	381	380
[illegible]	Xerox Corp.	253 30	257 50	257 40	258
4 85	Zambia Corp.	4 52	4 48	4 47	4 43

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPÉRATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demande ; * droit détaché

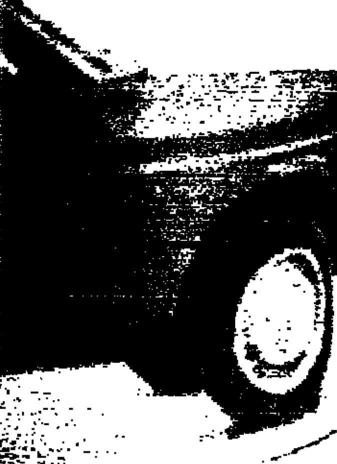
COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 15/9	COURS des BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 139	4 146	4 000	4 240
Allemagne (100 DM)	232 580	232 470	226	238
Belgique (100 F)	14 488	14 500	13 900	14 600
Pays-Bas (100 fl.)	214 020	213 910	206	217
Danemark (100 krd)	75 220	75 220	72	77
Norvège (100 k.)	85 950	86 ..	83	88
Grande-Bretagne (£ 1)	9 994	9 926	9 750	10 250
Italie (1 000 lires)	4 886	4 887	4 650	4 950
Suisse (100 fr.)	253 900	253 350	248	260
Suède (100 krs)	99 720	99 740	96	101 500
Autriche (100 sch.)	32 840	32 840	31 800	33 400
Espagne (100 pes.)	5 650	5 654	5 450	5 850
Portugal (100 esc.)	8 360	8 360	7 600	8 500
Canada ($ can. 1)	3 565	3 563	3 470	3 700
Japon (100 yens)	1 842	1 854	1 850	1 950

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 15/9
Or fin (kilo en barre)	90440	895'0
Or fin (en lingot)	91010	89990
Pièce française (20 fr.)	798 90	794 80
Pièce française (10 fr.)	439 50	430 9
Pièce suisse (20 fr.)	645 10	64: 50
Pièce latine (20 fr.)	631	62
Souverain	831	826
Pièce de 20 dollars	3210 40	3210 .
Pièce de 10 dollars	1658 80	1660
Pièce de 5 dollars	882 50	582 50
Pièce de 50 pesos	3806	3764
Pièce de 10 florins	620 10	638





Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

ÉTRANGER

POLITIQUE

SOCIÉTÉ

SPORTS

INFORMATIONS « SERVICES »

CULTURE

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

ÉCONOMIE

RÉGIONS

RADIO-TELEVISION (22)



AVANT LE VOYAGE DE M. GISCARD D'ESTAING

M. Deniau s'entretient avec les autorités chinoises de l'évolution des échanges commerciaux

Arrivé lundi 15 septembre à Pékin, M. Jean-François Deniau effectue jusqu'au 20 septembre un séjour en Chine. Le ministre du commerce extérieur, qui prépare la visite de M. Giscard d'Estaing prévue pour la seconde quinzaine d'octobre, aura des entretiens avec les autorités chinoises sur l'évolution des échanges commerciaux entre les deux pays, évolution marquée jusqu'à présent par d'imposants à-coups.

De notre correspondant

Le voyage en Chine de M. Deniau est, assure-t-on de source française, d'intérêt au moins autant politique qu'économique. Le ministre du commerce extérieur est un ami personnel du président de la République et sa mission est principalement de préparer la visite que M. Giscard d'Estaing doit faire en Chine dans la seconde quinzaine d'octobre.

Les échanges commerciaux occupent cependant une place importante dans les rapports franco-chinois et M. Deniau va se trouver amené à traiter à Pékin de sujets tombant dans ses attributions gouvernementales — ce qui devrait lui rappeler les circonstances un peu difficiles de sa dernière visite dans la capitale chinoise — puisque le gouvernement chinois décidait au même moment du « réajustement » de sa politique économique. Avec beaucoup d'obstination le ministre obtint de M. Deng Xiaoping la promesse que la Chine achèterait à la France deux centrales nucléaires. Las ! Le projet tombait à l'eau quelques mois plus tard.

A la différence du Japon, de l'Allemagne fédérale, plus récemment des Etats-Unis, dont les échanges avec la Chine s'accroissent à peu près régulièrement d'année en année, la France entretient avec la République populaire des relations commerciales heurtées, marquées de hauts et de bas prononcés. Le volume total des échanges entre les deux pays était inférieur d'un grand quart en 1978 à ce qu'il était en 1976 après être tombé de près de moitié en 1977.

Il s'est à nouveau gonflé en 1979, mais on prévoit déjà une chute d'un bon sixième pour l'année 1980. En 1976, la France était le troisième fournisseur de la Chine (après le Japon et l'Allemagne fédérale), elle n'était plus en 1979 qu'au septième rang. Mêmes errements quant à l'équilibre des échanges : un surplus de 160 millions de dollars est enregistré en 1976, qui se transforme en déficit de près de 100 millions de dollars l'année suivante. La pente est progressivement remontée, un excédent modeste est obtenu en 1979 (12 millions de dollars), mais un nouveau déficit de l'ordre de 190 millions de dollars s'annonce pour 1980.

Il y a à ces divagations plusieurs explications. Politiques d'abord : la France a bénéficié dans les années qui suivirent la visite en Chine du président Pompidou en 1973 d'importants contrats d'équipement qui ont passagèrement grossi le volume de ses exportations. Economiques ensuite : les exportateurs français ont subi comme leurs collègues les contrecoups des mesures chinoises de « réajustement », mais l'effet en a été accentué par la terminaison des contrats conclus cinq ans plus tôt. Enfin, la structure des échanges s'est modifiée : les achats chinois de fer et d'acier ont plus que décuplé en 1978 et 1979 par rapport à 1977 (année creuse il est vrai) mais les ventes chinoises se sont aussi largement diversifiées. Les viandes, en particulier, ne comptaient plus dans leur total que pour 6 % en 1979 au lieu de 17 % quatre ans plus tôt. Avait augmenté en revanche la part occupée par des produits de l'industrie légère tels que les vêtements, les chaussures, les cuirs traités, la vannerie, etc. Cela aussi est un effet de la politique de « réajustement » qui favorise les industries chinoises exportatrices et sources de devises et le temps n'est plus où M. Deniau pouvait se demander comment compenser les ventes françaises à la Chine par d'autres importations que celles de lapin désossé.

Exportations : des espoirs dans trois domaines

En 1980, la France compte réaliser en Chine des exportations de l'ordre d'un ou deux milliards de francs, mais les importations de produits chinois se situeront aux environs de 2 milliards.

En dépit de cette situation, les spécialistes français sont relativement optimistes quant aux perspectives d'avenir. En premier lieu parce que des firmes françaises ont conclu au cours des douze derniers mois pour environ 2 milliards de francs de contrats industriels, les plus importants portant sur l'équipement d'une centrale électrique dans le Liaoning, la vente d'hélicoptères et d'électronique industrielle. Pour cette période (août 1979-août 1980) et en ne parlant que des commandes fermes d'un montant supérieur à 20 millions de dollars, la France vient ainsi au troisième rang des fournisseurs de la Chine, après la R.F.A. et le Japon.

En second lieu, la France estime avoir de sérieux espoirs dans trois domaines :

Pétrolier d'abord, après la signature avec Elf-Aquitaine et la Compagnie française des pétroles de contrats d'exploration en mer de Chine et dans le golfe de Bohai, qui doivent se transformer à terme en contrats d'exploitation. Un pourcentage d'enlèvement du brut très favorable mais qui reste confidentiel a été consenti aux sociétés françaises, pour partie au moins en contrepartie de leur exceptionnelle qualification technique.

— Dans la construction automobile, un projet est en discussion avec Renault pour trois usines destinées à la construction de camions lourds ou semi-lourds et de moteurs Diesel, avec une capacité totale annuelle de dix mille véhicules et quinze mille moteurs.

— Enfin, la Chine pourrait encore avoir recours à la France pour un projet international de centrale nucléaire envisagé dans la région de Canton, en liaison avec les Britanniques et leur colonie de Hongkong. Il ne s'agit là toutefois que d'espoirs, de possibilités, que la visite en Chine de M. Giscard d'Estaing pourrait aider à concrétiser pour des raisons politiques mais dont la réalisation ne dépend pas seulement des relations bilatérales franco-chinoises. D'une part, parce que les grands projets chinois doivent s'inscrire dans le plan de dix ans (1981 - 1990) évoqué notamment le 7 septembre par M. Hua Guofeng, dont la mise au point est en cours et suppose des choix et des sacrifices.

D'autre part, parce que la Chine, pour des raisons politiques, entend ménager chacun de ses différents partenaires et réserver aux principaux d'entre eux — Japon, Etats-Unis, Allemagne fédérale, mais aussi Italie, Grande-Bretagne, etc. — une part du gâteau que représente son entreprise de modernisation.

Enfin, parce que les forces armées sont encore à la recherche de matériels militaires que les Etats-Unis ne sont pas encore disposés à leur fournir, du moins tant que d'autres membres de l'Alliance atlantique ne leur auront pas « forcé la main » par des livraisons significatives d'armements proprement dits. Aucun contrat d'importance n'a encore été conclu dans ce domaine entre une puissance occidentale et la République populaire.

Les discussions se poursuivent depuis des années pour des matériels différents avec les Britanniques et avec les Français. Les Chinois ont clairement laissé entendre, à l'époque du voyage à Pékin de M. Barre, en janvier 1978, qu'ils sauraient manifester leur reconnaissance sur le plan civil aux pays qui accepteraient — nonobstant les mises en garde soviétiques — de contribuer directement au renforcement de leur défense.

ALAIN JACOB.

Le numéro du « Monde » daté 14-15 septembre 1980 a été tiré à 537 000 exemplaires.

Le gouvernement approuve un vaste projet d'assainissement du littoral breton et atlantique

Le comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT), réuni le 15 septembre, devait décider de prolonger d'un an — jusqu'à la fin 1981 — le régime actuel des aides au développement régional et de maintenir en l'état (en dépit des pressions multiples des responsables économiques et des élus locaux) la carte des zones géographiques où s'appliquent ces différentes subventions. C'est à la fin de l'année prochaine notamment que prendra fin le régime très avantageux des primes et des prêts du Fonds spécial d'adaptation industrielle (F.S.A.I.) dont bénéficient certaines zones du Nord-Pas-de-Calais, de Lorraine, du Sud-Ouest et les régions de construction navale.

D'autre part, le gouvernement devait donner son accord pour que soit prolongé, durant le huitième Plan (1981-1985), le programme d'assainissement des communes du littoral de Basse-Normandie, de Bretagne, des Pays de la Loire et de Poitou-Charentes. La construction des stations d'épuration et des réseaux d'égouts représentera 646 millions de francs pour les communes urbaines et 1,25 milliard pour les communes rurales.

Les lignes aériennes Montpellier-Perpignan — Valence (Espagne), prévue dans le cadre du Plan Sud-Ouest, et Albi-Paris, décidé au titre du programme d'accompagnement de la conversion du bassin minier de Decazeville et Carmaux, bénéficieront d'une aide de l'Etat pour couvrir, au début de l'opération, le déficit prévisible.

Diverses mesures d'application concernant la poursuite de l'aménagement de la côte Aquitaine ont aussi été approuvées par le gouvernement : tourisme social, réalisation de la piste cyclable de la côte basque, zone immobilière d'Hourtin-Port et prolongation de la procédure des avances remboursables aux collectivités locales.

Enfin, au titre du Fonds d'intervention ou du Fonds de décentralisation administrative, différentes opérations financières ont été décidées pour faciliter les procédures de décentralisation du service des pensions du ministère du budget à Nantes et de la météorologie nationale à Toulouse. D'autres crédits ont été dégagés pour l'équipement des zones industrielles et portuaires de la Basse-Loire, pour la promotion des petites et moyennes entreprises des Pyrénées-Orientales, pour accélérer les travaux routiers en Corse et de l'aérodrome de Corte, pour aménager la base de loisirs et de nature de Combrit (Finistère), enfin, pour supprimer les zones d'ombre de télévision dans les Vosges, où trente mille habitants sont concernés.

La C.F.D.T. maintient le cap sur l'emploi les bas salaires et « les hors-statuts »

Il faut maintenir le cap sur trois priorités : l'emploi, les bas salaires et les travailleurs hors statuts, dont la situation devient de plus en plus précaire, a estimé le bureau national de la C.F.D.T., réuni du 10 au 12 septembre.

Les militants cédétistes ont été « offensifs » et « responsables » dans les conflits de l'été (Dufour, pêche, Manufrance), considère le bureau, et ils poursuivront dans la même voie en choisissant l'efficacité. Ils conserveront à leurs propositions un caractère « unitaire et sans illusion ».

Deux actions restent d'ailleurs prévues avec la C.G.T. : contre la convention médicale, et, d'autre part, la manifestation du 2 octobre contre le projet Peyrefitte « sécurité et liberté ».

La C.F.D.T. ne paraît nullement désireuse de prolonger les polémiques avec la C.G.T., qui, constate-t-elle, ne passionnent pas les salariés, plus sensibles aux actions menées en commun « sur le tas ».

Quand à la reprise des négociations sur la durée du travail, elle a donné lieu, depuis la rentrée, à des contacts officieux avec le C.N.P.F., mais la position de ce dernier n'a pas suffisamment évolué pour que la discussion soit rouverte. Ce qui ne saurait se faire, ajoute la C.F.D.T., sans la présence de la C.G.T.

Le bureau a réaffirmé la solidarité de la C.F.D.T. vis-à-vis des grévistes polonais. Préoccupé de l'avenir de leur mouvement, il a décidé de continuer le soutien financier. Jusqu'à présent, les collectes ont rapporté 100 000 F. Cependant, les syndicats polonais « autogérés » ont essentiellement besoin de matériel d'information et de propagande : machines à reproduire, papier, etc. La C.F.D.T. étudie les moyens de leur faire parvenir, dans un premier temps, un camion de matériel.

Une délégation cédétiste, dont un membre parle le polonais, est partie la semain dernière pour la Pologne. Elle doit y étudier l'évaluation de la situation et les modalités les plus efficaces de l'aide à apporter aux nouveaux syndicats.

En Roumanie

M. CEAUSESCU FAIT ÉTAT DE LA RÉDUCTION DES PRIVILÈGES

Bucarest (A.F.P.). — M. Nicolas Ceausescu, chef du parti et de l'Etat roumains, a affirmé la volonté du parti communiste de Roumanie de « liquider les contradictions qui continuent à se manifester dans les conditions du socialisme », devant le congrès des « conseils populaires » (assemblées locales), qui s'est terminé le vendredi 12 septembre.

M. Ceausescu, qui a insisté sur la diminution du rapport entre les grands et les petits revenus, a en outre mis l'accent sur les réductions que le parti a imposées aux « permanents » qui, par le biais du cumul, bénéficiaient de revenus excessifs. Il a rappelé que, tout en consolidant la capacité de défense du pays, la Roumanie avait réduit, pour cette année, ses dépenses militaires de 2 milliards de lei. Il a dit encore que les bas salaires avaient été substantiellement augmentés durant les trente dernières années et affirmé que la hausse des prix avait été maintenue dans des limites étroites, soit 8 % environ depuis 1975.

Le Monde publiera demain
● UN DIEU REDEVENU HOMME, ou les limites de la démaoïsation, par André FONTAINE
● IDÉES : suite polonaise
● LE DROIT DE GRÈVE EN POLOGNE... MAIS EN FRANCE ? par Jean-Jacques DUPEYROUX
● DOSSIER : les professions paramédicales

